

FEUILLE FÉDÉRALE SUISSE

ET RECUEIL DES LOIS SUISSES

70^e année. Berne, le 7 août 1918. Volume IV.

Paraît une fois par semaine. Prix: 12 francs par an; 6 francs pour six mois plus la finance d'abonnement ou de remboursement par la poste.

Insertions: 15 centimes la ligne ou son espace; doivent être adressées franco à l'imprimerie K.-J. Wyss, à Berne.

918

Message

du

Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale

à

l'appui d'un projet de code pénal suisse.

(Du 23 juillet 1918.)

1. Historique.

La revision constitutionnelle du 13 novembre 1898 a donné à la Confédération le pouvoir de légiférer dans le domaine du droit pénal (constitution fédérale art. 64^{bis}). Le nombre des acceptants et des rejetants a été, dans les divers cantons, le suivant:

	49 142 oui	12 177 non
Zurich	43 495 »	8 610 »
Berne	8 223 »	5 333 »
Lucerne	710 »	2 592 »
Uri	2 472 »	3 074 »
Schwyz	530 »	787 »
Obwald	730 »	873 »
Nidwald	3 620 »	860 »
Glaris	1 768 »	588 »
Zoug	554 »	10 856 »
Fribourg	12 336 »	2 264 »
Soleure	6 092 »	292 »
Bâle-Ville	4 830 »	1 634 »
Bâle-Campagne	5 890 »	737 »
Schaffhouse	6 374 »	2 122 »
Appenzell-Rh. ext.	519 »	1 808 »
Appenzell-Rh. int.	28 205 »	10 942 »
St. Gall	9 039 »	5 694 »
Grisons		

Argovie	25 309	oui	10 149	non
Thurgovie	12 380	»	2 584	»
Tessin	5 178	»	3 792	»
Vaud	17 653	»	2 135	»
Valais	4 583	»	9 338	»
Neuchâtel	4 872	»	1 003	»
Genève	7 139	»	1 536	»

La revision constitutionnelle a donc été acceptée, au total, par 266 610 voix contre 101 780, et par 15 cantons et trois demi-cantons contre 4 cantons et trois demi-cantons.

Dans notre message du 28 novembre 1896 (*Feuille féd.* 1896, t. IV, p. 574 et s.), concernant la revision de la constitution fédérale en vue de l'unification du droit, nous avons fait en détail l'histoire des travaux visant à l'unification du droit pénal; nous avons parlé notamment des travaux préparatoires confiés, en vue de cette unification, au professeur Carl Stooss, alors à Berne. Ces travaux aboutirent tout d'abord à « l'avant-projet de code pénal suisse modifié d'après les décisions de la commission d'experts », qui fut publié en 1896 avec un avant-propos dû au chef du département de justice et police.

C'est au droit civil que la priorité fut donnée en ce qui concerne l'unification prévue par la revision constitutionnelle du 13 novembre 1898. On continua cependant les travaux concernant l'avant-projet de code pénal, dans une commission d'experts réduite, nommée le 12 juillet 1901 par le département de justice et police. Cette commission, dont le professeur Stooss faisait aussi partie, siégea sous la présidence de M. le procureur général de la Confédération Kronauer. Un nouvel « avant-projet de code pénal suisse et de loi fédérale concernant l'introduction du code pénal suisse » parut en juin 1903, avec une préface due au chef du département de justice. Les travaux de la petite commission d'experts se terminèrent par la publication, en avril 1908, d'un « avant-projet de code pénal suisse, nouvelle rédaction de la commission d'experts », que le département de justice et police livra également à la publicité.

Quand les Chambres eurent mené à bonne fin les délibérations relatives au code civil suisse et une fois édictées les ordonnances multiples qu'exigea l'introduction et l'application du code civil, le département de justice et police estima le moment venu, en juin 1911, de reprendre les travaux concernant le droit pénal et de pousser à la réalisation de la dé-

cision prise par le peuple suisse d'unifier aussi cette partie du droit. Une nouvelle (grande) commission d'experts fut nommée en novembre 1911. Elle se composait des membres suivants :

MM. Henri Bolli, conseiller aux Etats et avocat, à Schaffhouse.

Anton Bueler, conseiller national et procureur général, à Schwyz.

C. Christophe Burekhardt, conseiller national et conseiller d'Etat, à Bâle.

Albert Calame, conseiller d'Etat, à Neuchâtel.

Camille Decoppet, conseiller national et conseiller d'Etat, à Lausanne, remplacé ensuite par M. Alphonse Dubuis, conseiller national et conseiller d'Etat, à Lausanne.

Eugène Deschenaux, conseiller national et conseiller d'Etat, à Fribourg.

Georges Favéy, juge fédéral, à Lausanne.

Stefano Gabuzzi, conseiller aux Etats et avocat, à Bellinzona.

Alfred Gautier, professeur à l'Université de Genève, à Genève.

Joh. Geel, conseiller aux Etats et président du tribunal cantonal, à St. Gall.

Ernest Hafer, professeur à l'Université de Zurich, à Zurich.

Joseph Hildebrand, conseiller aux Etats et conseiller d'Etat, à Zoug.

Werner Kaiser, chef de la division de législation et de justice, à Bienne.

Otto Kronauer, procureur général de la Confédération, à Berne.

Joseph Kuntschen, conseiller national et conseiller d'Etat, à Sion.

Adrien Lachenal, conseiller aux Etats et avocat, à Genève.

Otto Lang, juge d'appel, à Zurich.

Emile Lohner, conseiller national et conseiller d'Etat, à Berne.

Kaspar Müller, juge d'appel, à Lucerne.

Alfred de Planta, conseiller national et avocat, à Reichenau.

Alexandre Reichel, juge fédéral, à Lausanne.

MM. Hans Rohr, juge d'appel, à Aarau.

Frédéric Studer, conseiller national et avocat, à Winterthour.

Philippe Thormann, professeur à l'Université de Berne, à Berne.

Léo Weber, auditeur en chef, à Berne, ensuite remplacé par M. Max Huber, professeur, à Zurich.

Oscar Wettstein, rédacteur, actuellement conseiller d'Etat, à Zurich.

Emile Zürcher, professeur à l'Université de Zurich, à Zurich.

Experts spécialistes :

MM. A. Silbernagel, président du tribunal civil, à Bâle, expert pour la question de la protection de l'enfance.

C. Hartmann, directeur de pénitencier, à St. Gall, expert en matière d'exécution des peines et de système pénitentiaire.

Secrétariat :

MM. Ernest Delaquis, privat-docent, à Charlottenbourg-Westend, ensuite professeur à Francfort s/M.

R. Kæslin, 1^{er} adjoint de la division de justice, à Berne.

Albert Krentel, avocat, à Berne.

Les délibérations eurent pour base le texte de l'avant-projet d'avril 1908, traduit en français par le professeur A. Gautier et en italien par M. le conseiller aux Etats Gabuzzi. Des motifs à l'appui de ce projet furent, par mission du département de justice, rédigés par le professeur Zürcher et traduits par le professeur Gautier, de même qu'un projet de livre troisième du code : introduction et application de la loi, avec motifs. Les nombreux travaux provoqués par les divers avant-projets ont été catalogués dans une bibliographie, rédigée jusqu'à 1898 par le professeur Teichmann (Bâle), puis, de 1898 à 1907 et de 1908 à 1911, par le professeur Hafer.

Cette seconde commission d'experts a eu, sous la présidence du chef du département de justice et de police, neuf sessions de 1912 à 1916. Après chaque session, les décisions prises ont été mises au net par une sous-commission de rédaction. Les délibérations de la commission ont été consignées en neuf volumes de procès-verbaux détaillés, qui ont été mis dans le commerce avec deux volumes d'annexes. Enfin un « avant-projet de code pénal suisse, texte de la se-

conde commission d'experts, octobre 1916 », a été publié à son tour, avec un avant-propos du département de justice invitant encore une fois spécialistes et laïques à lui communiquer leurs vœux ou leurs observations.

Avant de soumettre l'avant-projet au Conseil fédéral, le chef du département de justice et police l'a encore soumis à une révision à laquelle a participé le professeur Stooss, rédacteur du premier avant-projet. A cette occasion, le chef du département a pris position à l'égard de quelques-unes des décisions de la commission d'experts.

2. La conciliation entre les divers droits cantonaux.

De même qu'en ce qui concerne l'unification du droit dans d'autres domaines, les travaux visant à l'élaboration d'un code pénal suisse ont débuté par une étude des différences existant entre les législations cantonales. Car de ces différences on peut conclure à l'existence de divergences entre les conceptions morales et juridiques de la population des diverses parties du pays. Ce raisonnement n'est pourtant pas absolument exact. Les divergences peuvent aussi provenir du fait qu'en ce qui concerne l'évolution de la législation un canton est en avance et un autre en retard, ou que les conceptions sociales et juridiques admises par le parti qui a la majorité, et exprimées par ce parti dans la législation cantonale, varient d'un canton à l'autre.

Cette étude des différences existant entre les législations cantonales a montré que, dans le domaine du droit pénal, on avait déjà fait pas mal de chemin dans le sens de l'unification. Les différences sont à peine sensibles, notamment entre les codes de la Suisse occidentale et les autres. Les dispositions spéciales au code pénal français, telles que les règles sur la tentative (CP art. 3), l'instigation et la complicité (CP art. 59), ainsi que les dispositions qui font au mari et à la femme une situation différente en matière d'adultère (CP art. 336—339), etc., ou bien n'ont jamais passé dans les codes de la Suisse occidentale, ou bien ont disparu de ces codes au bout d'un certain temps. En ce qui concerne, d'autre part, la place donnée au délit d'incendie, une série de codes de la Suisse allemande se rattachent au droit français et font de cette infraction un délit contre le patrimoine, tandis que les législations plus récentes de Genève et de Neuchâtel adoptent la conception allemande d'après laquelle l'incendie est un délit créant un danger collectif.

3. La réforme du droit pénal.

L'unification du droit pénal imposait au législateur une autre tâche, celle de la *réforme du droit pénal actuel*. A la suite des recherches de l'école positiviste italienne de Lombroso, Ferri, Garofalo, des professeurs, des représentants du ministère public et des praticiens pénitentiaires se sont unis dans le monde entier, non seulement pour faire progresser la science pénale mais aussi pour faire bénéficier des résultats atteints la législation de tous les pays. Leur but : faire du droit pénal une arme aussi efficace que possible pour la lutte contre le crime, doit être d'emblée sympathique au sens pratique du peuple suisse. Dès le début, nos avant-projets ont tenu compte des exigences de ce mouvement de réforme, tout en s'adaptant à nos conceptions et à nos circonstances propres. Malgré cette adaptation, les innovations proposées se sont heurtées tout d'abord à une résistance assez vive. Depuis lors, cependant, ces innovations ont, précisément dans la forme que leur donnent nos avant-projets, non seulement passé dans les projets de codes pénaux allemand et autrichien, mais aussi été adoptées par nombre de lois cantonales. Tel a été le cas, en particulier, pour les dispositions faisant une place à part aux enfants et aux adolescents, en dehors du droit pénal applicable aux adultes. De même pour les règles prévoyant d'une part la possibilité d'une remise conditionnelle de la peine aux condamnés primaires et, d'autre part, l'internement à long terme des récidivistes invétérés. De même, enfin, pour les dispositions renforçant la protection assurée à la société, à l'égard des malfaiteurs qui ne peuvent pas être punis ou vis-à-vis desquels la peine est inefficace, ou du moins sans influence suffisante (mesures de sûreté).

Si ces idées de réforme n'ont pas été, dans une mesure plus large encore, réalisées dans les législations cantonales, c'est sans doute parce que beaucoup de cantons ont reculé devant une révision de leur droit pénal à un moment où le législateur fédéral était déjà à l'œuvre. Mais pour le législateur fédéral lui-même, les expériences faites par certains cantons ont été utiles et instructives.

4. Délimitation extérieure de la tâche.

L'article 64^{bis} de la constitution fédérale donne à la Confédération, sans restriction ni réserve aucune, le pouvoir de légiférer dans le domaine du droit pénal. Le législateur fé-

déral est donc autorisé à édicter des dispositions pénales pour sanctionner, non seulement des normes de droit fédéral mais aussi des normes cantonales et pour protéger les institutions tant des cantons que de la Confédération. Il peut définir les délits (crimes) et aussi prévoir des peines pour les auteurs de contraventions. Il a paru nécessaire, cependant, de faire certaines réserves (art. 352) en faveur du droit cantonal de police, de procédure et d'administration. La constitution elle-même garantit aux cantons le respect de leur droit d'organiser eux-mêmes leurs tribunaux et leur procédure, ainsi que le maintien du système en vigueur jusqu'ici, d'après lequel la loi est appliquée par les tribunaux cantonaux. En fait, le projet ne renferme aucune disposition prescrivant aux cantons des modifications de leur organisation judiciaire; les atteintes à la procédure cantonale ont été réduites au strict nécessaire et sont peu nombreuses; enfin le champ d'action des tribunaux cantonaux est plutôt élargi, la voie de recours de la cassation devant être, il est vrai, ouverte plus fréquemment que par le passé, sans que par là l'activité des tribunaux cantonaux se trouve restreinte.

L'exécution des peines est également laissée aux cantons. Il est malaisé de tracer la limite entre ce domaine et celui du droit pénal. Il est certain, toutefois, que c'est à la loi pénale qu'il appartient de fixer le contenu de la peine et ses effets juridiques. C'est ce que fait le projet qui, en revanche, laisse aux cantons tout ce qui a trait à l'organisation et à l'administration pénitentiaires. Pour permettre aux cantons de satisfaire plus facilement, dans leurs dispositions de droit administratif, aux exigences du code pénal, la constitution fédérale prévoit aussi que, dans une certaine mesure, des subventions peuvent être accordées aux cantons par la Confédération.

Enfin la constitution ouvre la voie aux diverses mesures de sûreté ou d'éducation que le projet prévoit accessoirement à la peine ou en son lieu et place (la création de ce système de mesures est un des éléments principaux de la réforme du droit pénal), en permettant à la Confédération d'allouer aux cantons des subsides en faveur des établissements de correction et de travail et des institutions pour la protection de l'enfance abandonnée.

Au surplus, le livre troisième du projet de code pénal fixe dans les détails la limite entre le droit et les compétences de la Confédération, d'une part, et de l'autre le droit et les compétences des cantons.

5. Plan du code.

Le présent projet de code pénal est divisé en trois livres :
 livre premier : les délits;
 livre deuxième : les contraventions;
 livre troisième : entrée en vigueur et application du code pénal.

Le projet abandonne donc la classification franco-allemande des infractions en trois catégories : crimes, délits et contraventions. Ce triage en trois catégories n'a été intégralement opéré que par le code pénal fribourgeois, qui a dû, en conséquence, classer souvent le même acte à la fois parmi les crimes et parmi les délits, selon la manière dont il a été commis ou selon le montant du préjudice. Le seul critère que le législateur ait à sa disposition, dans ce système, est celui de la gravité de la peine, en sorte que, le plus souvent, il baptise *crimes* les infractions passibles de la réclusion, et *délits* ou *contraventions* celles qui n'entraînent qu'une peine plus légère. Mais il n'y a aucun avantage à réunir sous l'étiquette d'un même nom toutes les infractions passibles de la réclusion, car il n'existe, par ailleurs, pas de règles qui leur soient communes; elles ne sont même pas toutes de la compétence des cours d'assises. Entre le crime le plus grave et le plus bénin des délits, il y a sans doute une différence sensible; mais cette différence est quantitative plutôt que qualitative. La division tripartite est d'accord avec le langage usuel; mais ce langage ne fournit aucun moyen de distinguer la notion de crime de celle de délit; la langue usuelle permet simplement à chacun de formuler son jugement personnel sur la façon d'agir d'autrui.

C'est pour se conformer à l'usage de la langue que certains législateurs de langue allemande, qui avaient abandonné la classification tripartite, ont considéré les termes de crime et de délit comme juridiquement équivalents et les emploient côte à côte, dans le sens que leur donne le langage courant, pour désigner les infractions qui ne constituent pas des contraventions. Ainsi procède le code pénal du canton de Zurich. Le code pénal suisse, au contraire, se sert toujours des mêmes termes pour formuler la même règle ou pour exprimer la même idée. Des premiers avant-projets en langue allemande, certains ont suivi la doctrine allemande et adopté le mot « Verbrechen »; la seconde commission d'experts, au contraire, a donné la préférence au mot « Vergehen ».

Nous n'attachons pas grande importance à cette question de terminologie, quoique le choix soit, dans une certaine mesure, déterminé par des raisons de sentiment. Nous notons cependant que le mot allemand « Vergehen » permet d'obtenir une concordance complète entre le texte allemand et le texte français; le langage juridique français, en effet, se sert de l'expression correspondante de « délits » pour désigner à la fois les « crimes » et les « délits », ainsi que l'admet déjà la loi de 1851 sur la procédure pénale fédérale, articles 4, 5, etc. Le code pénal tessinois se sert des termes « crimine » et « delitto » comme le code zurichois des mots « Verbrechen » et « Vergehen ». Le nouveau code pénal italien, au contraire, classe les infractions (reati) en deux catégories seulement, les « delitti » et les « contravvenzioni ». En allemand, le mot « Vergehen » a un désavantage vis-à-vis du mot « Verbrechen » : il ne permet de former ni un substantif comme « Verbrecher », ni un adjectif comme « verbrecherisch ».

Livre premier. Les délits.

Partie générale.

1. Application de la loi pénale.

A l'exemple des codes pénaux cantonaux en vigueur et des codes pénaux étrangers, le projet commence par poser la règle : *pas de peine sans loi*. Cette règle, le droit fédéral actuel l'a déjà formulée, à l'article 1 de la loi du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale, en ces termes : « Une peine ne peut être prononcée que par une autorité compétente, en application d'une loi et d'après les formes légales. » La jurisprudence et spécialement le Tribunal fédéral ont admis en toute occasion qu'il faut aussi considérer comme loi toute disposition pénale émanant d'une autorité compétente à teneur de la constitution; doit donc être considérée comme loi, entre autres, toute disposition pénale insérée dans une ordonnance ou dans un arrêté d'ordre général par une autorité exécutive ou administrative. En conséquence, l'application du principe « pas de peine sans loi », même dans le domaine qui reste d'ailleurs réservé à la législation cantonale, n'entraînera aucun trouble dans la vie juridique. Une répression arbitraire, sans une règle de droit prévoyant la peine, serait du reste contraire à l'article 4 de la constitution fédérale.

Le code pénal doit être applicable à toute personne qui

commet un délit en Suisse, à toute personne qui commet à l'étranger un délit contre notre Etat ou notre défense nationale, ou contre un Suisse, enfin à tout Suisse qui commet à l'étranger un délit à raison duquel nous demandons son extradition. Pour éviter qu'aucun délinquant ne soit puni à double, la peine subie à l'étranger doit être imputée sur la peine prononcée en Suisse, pour autant que nous revendiquons le pouvoir de punir; dans certains cas même, notre code n'est applicable que si le délinquant n'a pas été poursuivi à l'étranger.

2. Le délit.

Le code met à part, tout d'abord, les personnes qu'on ne saurait considérer comme capables d'accomplir des actes pénalement relevant : d'une part, les adultes *irresponsables* (art. 10, 13) et d'autre part, au chapitre quatrième, les enfants et les adolescents (art. 80—96). Mais ce n'est pas assez d'acquitter le délinquant irresponsable, ou de le soustraire à la poursuite pénale. La société réclame encore, le plus souvent, une protection positive de la part de l'Etat; dans d'autres cas, ce qui prédomine est l'incapacité du délinquant à s'adapter aux réalités de la vie sans entrer constamment en conflit avec elles. La communauté doit intervenir dans les deux hypothèses, cela ne fait pas de doute. La seule question qui se pose est celle de savoir s'il faut confier à l'activité indépendante d'une autorité communale ou d'une autorité de police l'exécution des mesures de sûreté de l'internement, ou du traitement ou placement de l'irresponsable dans un hôpital ou dans un hospice. De bonnes raisons conduisent à confier la décision à prendre à ce sujet, au tribunal ou à l'autorité compétents pour rendre l'ordonnance de non-lieu (art. 388) : ce tribunal ou cette autorité se sont occupés de très près de l'inculpé et ils ont fait toute l'enquête qui le concerne; ce n'est donc pas seulement pour obéir à la loi du moindre effort qu'on leur confiera le soin de statuer sur les autres mesures à prendre à son égard. Cette décision est des plus importantes; il est donc juste qu'elle soit prise non par une autorité administrative, mais par le juge. Seul, ce système garantit que les mesures nécessaires seront prises; cette garantie manquerait si l'on faisait dépendre la décision d'une proposition de la commune ou de sa bonne volonté en ce qui concerne le paiement ou même seulement l'avance des frais. De là l'insertion, dans le code, de la disposition concernant le paiement des frais

(art. 389); de là aussi, en particulier, la règle (art. 15) à teneur de laquelle le juge ou l'autorité compétente pour rendre l'ordonnance de non-lieu ont seuls le pouvoir de faire cesser l'internement, le traitement ou l'hospitalisation, quand ils ont acquis la conviction que la cause en a disparu. Enfin, on peut attendre de cette union de la peine et de la mesure de sûreté un effet bienfaisant au point de vue du sérieux et de la valeur des débats. Car, d'une part, le juge n'aura plus à craindre de compromettre la sécurité de la société en s'inclinant devant une expertise qui conclut à l'irresponsabilité de l'inculpé; d'autre part, l'inculpé et son défenseur ne seront plus tentés d'invoquer à la légère l'argument de l'irresponsabilité.

Pour que le but puisse être atteint, il faut naturellement que les établissements nécessaires soient installés de manière à offrir une sécurité réelle (art. 412).

L'adoption d'un système de mesures de sûreté a, en outre, permis au législateur de tenir compte de l'état de responsabilité restreinte, et ce, tout d'abord, en atténuant sensiblement les peines. Mais de ces délinquants à responsabilité limitée, beaucoup — des sujets aux nerfs malades, pour la plupart — sont des éléments extrêmement dangereux pour la société, à la vie de laquelle ils peuvent s'adapter dans une certaine mesure et qu'ils savent exploiter pour la satisfaction de leurs instincts et de leurs penchants. La protection de la société exige donc, ici encore, des mesures de sûreté que le juge ordonnera, selon l'avis des experts, de la même manière qu'à l'égard d'irresponsables, après avoir provisoirement suspendu l'exécution de la peine. Cependant, la durée de l'internement ne sera pas, sans autres, imputée sur la peine privative de liberté; c'est le juge qui, au moment où l'internement cesse, décidera si et dans quelle mesure la peine doit encore être exécutée.

L'auteur entièrement responsable d'un acte ne doit être puni que s'il est, en outre, *coupable*, c'est-à-dire si le résultat atteint l'a été soit avec intention, soit par négligence. C'est un des mérites du projet que d'avoir appliqué, plus rigoureusement qu'aucun autre code existant, le principe de la répression subordonnée à la culpabilité, à l'exclusion de toute peine pour les conséquences fortuites; ainsi dans les dispositions sur la mesure de la peine (art. 60) et sur les lésions corporelles (art. 108 à 111). Le même principe, en revanche, conduira le juge à réagir sévèrement dans les cas où, quoique par hasard le résultat voulu n'ait pas été at-

teint, l'auteur de l'acte a néanmoins pu révéler dans toute sa gravité sa volonté criminelle, par exemple en matière de tentative et dans certains cas de délit impossible. En mettant l'auteur immédiatement hors d'état de nuire et en l'empêchant ainsi de renouveler son essai avorté, la loi renforce, ici encore, la protection assurée à la société.

Les dispositions relatives à la répression des actes de participation à un délit étendent le pouvoir appréciateur du juge. D'autre part, le code consacre expressément le principe, déjà généralement admis par la jurisprudence, aux termes duquel le juge devra considérer comme auteur du délit celui qui fait agir un irresponsable à sa place.

La responsabilité en matière de *délits de presse* fait, toutefois, l'objet de règles quelque peu différentes que justifient, d'une part le besoin de respecter l'anonymat de la presse et, d'autre part, la nécessité de protéger le lésé contre les conséquences de cet anonymat. Le projet part de cette idée que lorsqu'une infraction a été commise par la voie de la presse, l'auteur de l'écrit doit être considéré comme l'auteur du délit et puni selon sa culpabilité. S'il peut être poursuivi, il est considéré comme seul responsable. On ne doit punir avec lui ni le rédacteur, ni l'imprimeur, ni l'éditeur, pour éviter que, par crainte d'être poursuivis comme complices, ils ne refusent de prêter leur concours à la diffusion d'idées nouvelles. Il peut arriver, cependant, que le rédacteur prenne en fait la responsabilité de l'écrit, en refusant d'en nommer l'auteur. Dans ce cas, aucune mesure de coercition visant à faire découvrir le nom de ce dernier ne pourra être prise contre le rédacteur, ni contre l'entreprise, ni contre l'éditeur, ni contre l'imprimeur ou son personnel. Dans les cas seulement où l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige, cette règle tombe. La loi énumère limitativement les cas de ce genre. Si, d'une manière ou d'une autre, le lésé est empêché d'atteindre l'auteur responsable de l'écrit, il peut s'en prendre au rédacteur. Le projet propose ensuite une réglementation un peu différente de la question de la responsabilité, en ce qui concerne les écrits non périodiques et la partie d'un journal ou d'un périodique réservée aux annonces : l'éditeur et éventuellement l'imprimeur peuvent être, le cas échéant, rendus responsables de l'infraction. Enfin le délai de prescription de l'action pénale a été abrégé de manière à tenir compte du fait que si l'effet de publications de presse peut être très vif, il n'a cependant pas un caractère durable.

Le projet contient des règles détaillées sur le *droit de plainte* du lésé; il subordonne, en particulier, à certaines conditions la transmission de ce droit aux proches du lésé, en cas de mort de ce dernier. Cette réglementation est nécessaire, car le projet considère comme délits sur plainte, c'est-à-dire poursuivis seulement sur plainte du lésé, non seulement les délits contre l'honneur, mais encore un assez grand nombre de délits de peu de gravité et de contraventions contre le patrimoine et spécialement contre des biens immatériels.

La légitime défense et l'état de nécessité *autorisent la lésion d'un bien juridique appartenant à autrui*; l'état de nécessité n'exclut la répression, toutefois, que si l'on ne pouvait raisonnablement pas exiger de l'auteur de l'acte le sacrifice de son propre bien. Sous cette réserve, l'excuse de l'état de nécessité peut être admise dans un assez grand nombre de cas, d'autant plus que l'obligation d'indemniser vient agir ici comme un correctif. A part la légitime défense et l'état de nécessité, une série d'autres circonstances peuvent exempter de peine l'auteur d'atteintes à des biens juridiques appartenant à autrui. Il est bon d'énumérer ces circonstances et le projet le fait à l'article 31. Qu'on songe, non seulement aux actes ordonnés par la loi ou par un devoir de fonction, mais encore au pouvoir de contrainte conféré aux autorités pénales, et aussi aux devoirs professionnels. Un médecin aliéniste peut être fondé à restreindre la liberté personnelle du malade confié à ses soins. On pourrait aussi classer ici le cas d'intervention chirurgicale d'un médecin, si l'opération, en tant que moyen de guérison, n'était pas déjà nettement différente d'une atteinte dommageable à l'intégrité corporelle d'autrui. Guérir est pour le médecin le devoir professionnel par excellence. L'article 107 traite de l'avortement nécessaire pour sauver la mère.

3. Peines et mesures de sûreté.

A. Peines.

La première question à résoudre ici est celle de l'admission ou de l'exclusion de la *peine de mort*. Cette peine était autrefois celle de presque tous les délits. La grande réforme de la fin du XVIII^e siècle mit à sa place, au centre du système des peines, les peines privatives de liberté. Depuis lors, la peine de mort a encore perdu du terrain. Non seulement son application a été restreinte à un très petit

nombre de délits (assassinat, parfois aussi haute trahison); une série d'Etats l'ont abolie. Ainsi la Roumanie (dès 1864), le Portugal (1867), les Pays-Bas (1870), l'Italie (1889), la Norvège (1902) et la Russie (à plusieurs reprises, en dernier lieu en 1917). En Suisse même, la peine capitale avait été abolie par divers cantons, à savoir Fribourg (1848—1868), Neuchâtel (1864), Zurich (1869), Tessin (1871), Genève (1871), Bâle-Ville (1872), Bâle-Campagne (1873) et Soleure (1874). La constitution fédérale du 29 mai 1874, article 65, interdit la peine de mort, puis la revision du 18 mai 1879 remet en vigueur le système de la constitution de 1848, article 54 : peine de mort exclue seulement en matière de délits politiques. Cette revision constitutionnelle fut acceptée par 13 cantons et 4 demi-cantons contre 6 cantons et deux demi-cantons, et par 200 485 voix contre 181 588. Par la suite, la peine capitale fut réintroduite en 1880 dans les cantons d'Uri, Obwald et Appenzell-Rh.int., en 1881 à Schwyz, en 1882 à Zoug et St.Gall, en 1883 à Lucerne et en Valais, en 1893 à Schaffhouse et en 1894 à Fribourg. Elle existe actuellement dans 8 cantons et deux demi-cantons qui comptaient au total, en 1910, 924 889 habitants, soit le 24,5% de la population totale de la Suisse.

De bonnes raisons peuvent être invoquées pour et contre la peine de mort. Elles ne sont cependant décisives ni dans un sens, ni dans l'autre. La conviction de chacun est déterminée essentiellement par des considérations instinctives plutôt que raisonnées; c'est une question de sentiment et de tempérament plutôt que de logique. Si nous sommes adversaires de la peine capitale, c'est qu'elle nous paraît être une peine barbare et choquante pour une conscience affinée; elle a pour effet non seulement de supprimer un criminel, mais d'anéantir un être humain peut-être susceptible d'amendement et par là, elle'est en contradiction avec le sens éducateur des peines en général; enfin elle n'est pas une arme dont on ne puisse pas se passer dans la lutte contre le crime.

A ces raisons générales s'en'ajoutent d'autres qui dérivent de la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons en Suisse à cet égard. Le fait que la peine de mort est restée abolie dans la grande majorité des cantons interdit, à lui seul, de prévoir la peine de mort dans le code pénal suisse. Les exigences de la sécurité publique, d'autre part, n'obligent pas le législateur à inscrire cette peine parmi celles du projet: la sécurité publique n'a nullement

été compromise dans les cantons qui n'ont pas la peine capitale. En outre, les réformes prévues en ce qui concerne l'exécution des peines sont de nature à renforcer d'une manière suffisante la protection accordée à la communauté contre les criminels dangereux. Dans les quelques cantons où la peine capitale existe, son application est exposée à tous les hasards du droit de grâce et ne peut être faite ni avec suite, ni avec justice. A cela s'ajoute la répugnance du jury à prendre la responsabilité d'une condamnation à mort.

Il faut toutefois reconnaître que dans certaines parties du pays, l'abolition de la peine capitale pourrait se heurter à une vive résistance. On pouvait donc être tenté de laisser aux cantons le soin de résoudre le problème, chacun pour son compte. Mais, sans parler des difficultés de technique législative qui s'opposaient à ce qu'un seul et même projet de loi soit adapté aux deux hypothèses, le législateur a dû s'incliner devant cette considération décisive, qu'une solution de ce genre saperait par sa base l'unification du droit promise par la constitution fédérale.

Comme *peines privatives de liberté*, le projet prévoit la réclusion, l'emprisonnement et les arrêts (qui ne peuvent être la peine d'un délit qu'en cas d'atténuation de peine et dans les cas prévus par les articles 114 et 116; sauf ces cas, les arrêts sont toujours la peine d'une contravention). Pour chacune de ces peines, le projet esquisse à grands traits le mode d'exécution. En ce qui concerne la réclusion et l'emprisonnement — pour ce dernier, seulement s'il est prononcé pour plus de trois mois —, le projet prescrit l'exécution de la peine selon le système progressif, c'est-à-dire avec un accroissement graduel de la liberté de mouvements accordée au condamné, en vue de préparer son retour à la liberté complète. Trois étapes doivent être parcourues. Tout d'abord, le condamné est détenu exclusivement en cellule; la seconde phase est celle du travail en commun; enfin vient éventuellement la libération conditionnelle. Pendant la détention, l'éducation au travail est le moyen principal de ramener le condamné au droit chemin et de le mettre en état d'y rester. Cette méthode est déjà employée et a donné de bons résultats dans nos établissements pénitentiaires principaux. Il n'y a guère de nouveau que la disposition prévoyant que des règles de conduite peuvent être imposées au libéré conditionnel, qu'il doit dans tous les cas

être soumis à un patronage et que ce patronage ne peut pas être exercé par une autorité de police.

L'exécution de la peine selon le système progressif est prévue aussi pour la réclusion à vie; même alors, tout espoir ne doit pas être enlevé au condamné; lorsqu'il a subi 15 ans de sa peine, il peut, s'il s'est bien conduit, être libéré conditionnellement pour cinq ans. Le système progressif n'est inapplicable qu'en matière de très courtes peines privatives de liberté; mais même dans ce cas, l'astiction au travail doit exclure l'oisiveté et ses suites fâcheuses, et la détention avec isolement permet de couper court au danger de corruption réciproque des détenus.

D'une exécution rationnelle des peines privatives de liberté, nous attendons l'amendement du condamné par l'éducation au travail et par l'influence moralisante que, par des moyens divers, la direction de l'établissement est à même d'exercer sur lui. Plus la peine est courte, moins cette influence peut être efficace, et plus dangereuses peuvent être d'autres influences agissant en sens inverse. Une peine privative de liberté diminue, pour le condamné, le respect qu'il a de lui-même et l'estime d'autrui; elle affaiblit sa force morale de résistance, d'autant plus que, s'il n'a pas eu l'occasion de sentir tout le sérieux de la peine, il perd simplement la crainte salutaire que pouvait lui inspirer la prison. Il faut donc autant que possible éviter les courtes peines privatives de liberté. C'est pourquoi le projet fixe à huit jours la durée minimum de l'emprisonnement; si le juge ne veut prononcer qu'une peine d'avertissement très légère, il doit n'infliger qu'une amende. La loi l'y autorise presque toujours, quand il s'agit d'un délit ou d'une contravention de peu de gravité.

L'introduction de la *condamnation conditionnelle* ne pourra qu'aider à la réduction du nombre des courtes peines privatives de liberté. Cette institution a son origine dans le système anglo-américain de la « mise à l'épreuve ». A celui qui, pour la première fois, est condamné à une courte peine privative de liberté, on doit offrir l'occasion, non pas de se laisser passivement améliorer par la peine, mais de s'amender et de se mettre en état de mieux résister à la tentation, par sa volonté personnelle et par une auto-éducation sévère; on doit lui permettre de prouver, par sa bonne conduite pendant le délai d'épreuve qui lui est imparti que, pour lui, la peine n'est pas nécessaire. Cette possibilité doit lui être

ouverte quand on peut présumer qu'il en fera usage. Mais si l'on veut éviter des expériences fâcheuses, il ne faut pas se borner à rendre les conditions de la condamnation conditionnelle plus sévères qu'elles ne le sont dans plusieurs législations du continent. Il faut en outre que des règles de conduite précises imposées au condamné fassent du délai qui lui est imparti un véritable délai d'épreuve. Il ne suffit pas que le condamné n'ait commis aucun délit intentionnel pendant le délai. La condamnation conditionnelle ou, comme on l'a souvent baptisée, le sursis conditionnel à l'exécution de la peine a déjà, de 1892 à 1914, trouvé accueil dans plusieurs législations cantonales, savoir dans celles de Genève, Vaud, Obwald, Valais, Tessin, Fribourg, Neuchâtel, St-Gall, Bâle-Ville, Berne, Bâle-Campagne, Grisons, Schaffhouse, Lucerne, Soleure et Appenzell-Rh. ext. Une motion Thélin, du 24 septembre 1907, a invité le Conseil fédéral à examiner s'il n'y aurait pas lieu d'introduire la remise conditionnelle de la peine dans la droit pénal fédéral existant; cela est, il est vrai, apparu irréalisable. En revanche, la condamnation conditionnelle a trouvé place dans le projet de code pénal militaire (art. 31).

B. Mesures de sûreté.

Aux peines privatives de liberté, le projet joint des mesures de sûreté qui consistent également en un internement dans des établissements spéciaux, savoir: l'internement des délinquants d'habitude (art. 40), le renvoi dans une maison d'éducation au travail (art. 41) et le renvoi des buveurs d'habitude dans un asile (art. 42). De ceux qui peuvent faire l'objet de ces mesures, beaucoup seront sans doute d'intelligence médiocre et de caractère faible. Mais il ne s'agit pas de les frapper, comme mi-responsables, d'une peine atténuée; il faut au contraire, dans l'intérêt de la société, remplacer et renforcer vis-à-vis d'eux l'effet de la peine proprement dite, auquel ils sont inaccessibles, par l'application de mesures spéciales. Les relations qui existent entre peines et mesures de sûreté sont établies par la définition de chacune de ces dernières. Avant tout, le juge statue sur la culpabilité du délinquant et le condamne à une peine privative de liberté, en appliquant les dispositions de la partie spéciale du code. Puis, lorsqu'il s'agit d'un délinquant d'habitude, il peut, aux conditions fixées par l'article 40, le renvoyer dans une maison d'internement au lieu de faire exécuter la peine, dont

l'inefficacité a été démontrée par des expériences réitérées. L'internement entraînant des suites (art. 48) analogues à celles de l'exécution d'une peine privative de liberté et sa durée ne pouvant pas être inférieure à celle de la peine privative de liberté prononcée, cette mesure de sûreté peut fort bien remplacer la peine. La mesure du renvoi dans un asile pour buveurs, au contraire, entraîne un traitement curatif qui n'a aucune analogie avec une peine, si ce n'est la privation partielle de liberté qui est imposée au buveur d'habitude. De là le fait que dans ce cas, et malgré les objections de certains médecins, le projet prescrit tout d'abord l'exécution de la peine prononcée, et n'autorise qu'ensuite le renvoi dans un asile. Enfin le renvoi dans une maison d'éducation au travail entraîne un traitement qui se rapproche de l'exécution d'une peine privative de liberté; la rigueur de la discipline, en particulier, sera sensiblement la même. Il n'y a donc pas d'inconvénient à suspendre l'exécution de la peine et à prévoir qu'elle n'aura lieu que si l'essai d'éducation au travail échoue; la menace suspendue sur la tête du condamné le stimulera, au contraire, à démontrer par sa conduite qu'il est susceptible d'amendement.

Pour montrer la nécessité des diverses mesures prévues par le projet, nous ajoutons brièvement ce qui suit :

1. Internement des récidivistes invétérés qui manifestent un penchant au délit, à l'inconduite ou à la fainéantise.

L'augmentation du nombre des récidivistes démontre l'inefficacité des peines privatives de liberté ordinaires, mesurées selon les dispositions de la partie spéciale, même quand ces peines sont aggravées par l'état de récidive. Il faut prendre d'autres mesures à l'égard des délinquants d'habitude qui prétendent se soustraire au travail persévérant et honnête, pour vivre en parasites aux dépens d'autrui. Le plus souvent, ces professionnels du délit ne se rendent pas coupables d'infractions très graves, qui entraîneraient sans autre une détention prolongée excluant la possibilité d'une récidive réitérée. Ce sont plutôt des individus à caractère faible, incapables d'un effort sérieux, sans force de résistance devant la tentation; revenant toujours à nouveau devant le juge pénal, comme chez une vieille connaissance, ils se jouent de la justice pénale et sont loin de rehausser son prestige. Il y a aussi, parmi eux, de ces incorrigibles qui bravent tout ordre et toute discipline. Par des dispositions qui peuvent

servir de modèle, la loi française du 27 mai 1885 sur les récidivistes permet de purger de ces délinquants d'habitude le pays et spécialement les grandes villes, en autorisant le juge, à de certaines conditions, à ordonner après l'exécution de la peine ou en lieu et place de peine l'internement à vie du condamné dans une colonie pénitentiaire. Nous devons tendre au même but en admettant la possibilité d'un internement dont la durée soit indépendante de la gravité de l'acte à l'occasion duquel il est ordonné. Le projet prévoit néanmoins, même dans ce cas, l'éventualité lointaine d'un amendement et il admet, après un internement de cinq ans au moins, la possibilité d'une libération conditionnelle pour trois ans. Si l'épreuve échoue, le libéré est interné à nouveau pour cinq ans.

2. Renvoi dans une maison d'éducation au travail.

Tandis que la maison d'internement est destinée à recevoir des individus qui, selon toutes probabilités, sont définitivement perdus, qui ont déjà succombé à leur inclination au délit, à l'inconduite ou à la fainéantise, la maison d'éducation au travail est ouverte à ceux qui ne sont encore que mis en danger par leurs penchants malheureux. On renverra dans la maison d'internement surtout les vétérans, dans la maison d'éducation au travail surtout les recrues de l'armée criminelle. Il existe dans plusieurs cantons des maisons de travail ou des établissements de correction qui reçoivent sur proposition des autorités communales (autorités de tutelle ou d'assistance), des individus que l'ivrognerie et l'inconduite ont perdus et qui sont tombés à la charge de la bienfaisance publique avec leur famille, ou sont sur le point d'y tomber. Les résultats de l'éducation au travail tentée dans ces établissements ne sont pas brillants, quoique la direction soit en général excellente. C'est que les pensionnaires entrent trop tard, à un moment où le mal a déjà des racines trop profondes et où l'âge exclut la possibilité d'une rééducation. On a donc réclamé la réforme de ce système, en demandant spécialement que les incorrigibles soient séparés de ceux qui sont susceptibles d'amendement, et que l'internement puisse être ordonné le plus tôt possible. Le projet prévoit, lui aussi, des maisons d'éducation au travail, mais il cherche à assurer des chances de succès au traitement qui y est entrepris, en déclarant qu'on n'y admettra que des condamnés capables de travailler, que tout délinquant ayant subi la peine de la réclusion en sera exclu et qu'on renverra

de l'établissement tout condamné qui se révèle incapable d'apprendre à travailler. Toutefois, comme le renvoi dans une maison d'éducation au travail est une mesure assez dure, il ne peut être ordonné qu'à l'égard de celui qui a été condamné à l'emprisonnement pour délit. A teneur de l'article 332 du projet, cependant, le juge peut aussi renvoyer dans une maison d'éducation au travail celui qui, condamné pour vagabondage ou mendicité, réitère cette contravention dans l'année qui suit la condamnation. Actuellement déjà, dans les cantons de Berne, Vaud et Neuchâtel, la mendicité, le vagabondage et le non-accomplissement des devoirs de famille sont une cause de renvoi dans une maison de travail. La libération conditionnelle a une valeur toute spéciale pour les pensionnaires d'une maison de ce genre, s'ils sont réellement susceptibles d'amendement. Déjà pendant leur séjour dans l'établissement, l'espoir d'une libération conditionnelle ne pourra que stimuler leur zèle et les encourager à se bien conduire, poussant ainsi au succès du traitement qui vise à leur éducation. Car en somme, on doit considérer comme une mise à l'épreuve, aussi bien le séjour dans l'établissement que la libération conditionnelle. Si le condamné arrive à subir victorieusement cette épreuve, il obtient la remise de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui.

Les dispositions cantonales sur le renvoi dans une maison de travail, par voie administrative, en cas d'inconduite ou d'ivrognerie, peuvent fort bien subsister à côté des prescriptions du code pénal. L'autorité administrative peut ordonner le renvoi dans une maison de travail même si le juge s'est abstenu de le faire. En revanche, si le juge ordonne le renvoi dans une maison d'éducation au travail, cette mesure devra être exécutée avant tout.

3. Renvoi des buveurs d'habitude dans un asile.

L'ivresse et l'ivrognerie conduisent fréquemment au délit. Elles peuvent en être soit la cause directe soit l'occasion. C'est donc à bon droit qu'on considère la lutte contre l'alcoolisme comme un facteur important de la lutte contre le crime. Voici quelle est, à cet égard, l'attitude du projet :

a. L'ivresse peut rendre le délinquant irresponsable, ou atténuer sa responsabilité. Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer les articles 10 et 11 du projet. Cela n'empêche évidemment pas de considérer comme entière la responsabilité pénale du délinquant qui, après avoir médité et résolu son acte étant de sang froid, s'enivre pour se mettre en état de le

commettre plus aisément. Il en est de même pour la responsabilité qu'entraîne soit une omission, soit un acte dus à la négligence. Qu'au moment décisif, l'ivresse ait exclu ou restreint la possibilité de réfléchir ou de prendre les précautions nécessaires, cela n'empêche pas de voir une négligence punissable dans le fait de s'enivrer alors qu'on sait qu'on va avoir besoin de toute sa faculté d'attention.

Le fait de s'enivrer ne constitue pas en lui-même un acte punissable. Il constitue une contravention quand l'individu ivre a, en public, offensé gravement les bonnes mœurs ou la décence.

b. On considère actuellement l'ivrognerie comme un état pathologique dans lequel tombe le buveur d'habitude. Cet état exige un traitement, tout comme l'inconduite, la fainéantise ou le penchant au délit. Il faut le faire disparaître par un traitement curateur et éducatif. Si, dès lors, l'auteur d'un délit est un buveur d'habitude et si le délit apparaît comme étant en rapport avec son penchant à la boisson, le juge peut ordonner qu'après l'exécution de la peine, le condamné sera renvoyé dans un asile pour buveurs. C'est là une mesure énergique, qui ne doit être prise qu'accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement. En matière de contraventions, elle n'est possible que dans le cas auquel nous avons déjà fait allusion (art. 290, 331). D'autre part, elle ne semble plus nécessaire en cas de condamnation à la réclusion, c'est-à-dire à une peine dont la durée est toujours assez longue. On pourrait du reste hésiter à ouvrir à des criminels dangereux un asile dont les pensionnaires ne peuvent pas être isolés les uns des autres.

Enfin si un délinquant, buveur d'habitude, est acquitté ou bénéficie d'un non-lieu pour cause d'irresponsabilité, ce n'est qu'en vertu de l'article 13 qu'il peut être renvoyé dans un asile pour buveurs.

La libération conditionnelle du buveur interné dans un asile devra être liée à l'ordre, à lui donné, de s'abstenir de boissons alcooliques pendant un certain temps. Cette invitation à l'auto-éducation est dans le sens des idées qui sont à la base du système anglais dit système Pollard. On en fait usage aussi dans les autres cas de libération conditionnelle d'un individu interné (art. 36, 40, 41, 91) et spécialement en matière de condamnation conditionnelle (art. 39, 93). Il n'a pas paru indiqué d'aller plus loin dans cette voie et d'autoriser le juge à ordonner conditionnellement le renvoi lui-

même. Car il s'agit ici non pas de débutants, mais de buveurs d'habitude qui ont déjà une infraction à leur passif et dont il faut se garer. Les autorités administratives pourraient, en revanche, agir utilement en donnant à temps des avertissements efficaces. C'est ce qui se passe déjà dans divers cantons.

Nous remarquons en terminant que l'article 297 du projet protège les enfants et les adolescents contre l'incitation à boire.

C. Dispositions communes à toutes privations de liberté.

Une disposition commune aux deux espèces de privations de liberté, celle qui résulte du prononcé d'une peine et celle qu'entraîne une mesure de sûreté, prescrit que dans tous les établissements, les sexes seront séparés et que le régime est exclusif de boissons alcooliques. Les règles sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures de sûreté sont complétées par les dispositions du livre III, chapitre huitième, qui traitent notamment du pécule des détenus. Ce chapitre parle aussi du patronage, dont l'article 44 se borne à fixer les buts généraux. Le patronage intervient en cas de condamnation conditionnelle (art. 39) et de libération conditionnelle (36, 40, 41 et 42), ainsi que dans des cas analogues intéressant les jeunes délinquants.

D. Amende.

Les dispositions sur l'amende, la peine pécuniaire du droit allemand, font subir à cette sanction des modifications profondes. La faveur dont elle jouit était fondée jusqu'ici sur le fait que, d'une part, loin d'occasionner des frais, elle est pour l'Etat une source de revenus; d'autre part, elle n'éloigne le condamné ni de sa famille, ni de ses occupations professionnelles et doit, au contraire, le pousser à un effort encore plus grand dans le travail. L'amende a encore un avantage, qui accroît son importance: elle remplace avantageusement les courtes peines privatives de liberté, dont les inconvénients sont notoires.

Un côté faible de l'amende, c'est qu'elle frappe inégalement le condamné fortuné et celui qui ne l'est pas. A cela, certains codes pénaux cantonaux ont déjà cherché à remédier, en prescrivant au juge qui fixe le montant de l'amende de tenir compte, à cet égard, de la situation économique du

délinquant (Zurich 23, Schwyz 14, Glaris 13 qui parle de la « drückende Armut » du débiteur, Zoug 12, Soleure 15, Appenzell-Rh. ext. 18, St. Gall 19, Neuchâtel 27). Ce principe qui, depuis lors, a trouvé aussi accueil dans le code pénal norvégien (27) et dans les projets allemand et autrichien, est exprimé dans le projet suisse de la façon la plus nette. C'est pourquoi le projet suisse, abandonnant le système habituel du maximum et du minimum fixés par la loi, laisse toute liberté au juge en ce qui concerne le montant de l'amende.

L'amende a en général un autre inconvénient : sa conversion possible en peine privative de liberté, en cas de non paiement. En 1915, par exemple, 3665 personnes ont été, de la sorte, frappées de courtes peines privatives de liberté, à l'encontre de la volonté formelle du législateur. Sous l'empire des dispositions du projet, il ne doit plus arriver qu'on condamne une personne à une amende qu'elle est réellement hors d'état de payer et cela d'autant moins que la question doit être examinée avec un soin tout spécial quand il s'agit d'un individu pour lequel l'amende représente, non pas un simple prélèvement à faire sur une fortune acquise, mais une somme à gagner par le travail. Si, en revanche, l'amende n'est pas payée par mauvais vouloir, par fainéantise, par inconduite ou par négligence, une peine sera prononcée conformément à l'article 346. Cela doit permettre de se passer de la conversion de l'amende impayée en peine privative de liberté, ainsi qu'on le fait dès maintenant dans le canton de Genève.

E. Peines accessoires.

Les *peines accessoires* sont des peines qui ne peuvent être prononcées, plusieurs ensemble ou une seule à la fois, qu'en même temps qu'une peine principale. Car à elles seules, elles seraient insuffisamment efficaces à l'égard de nombre de délinquants. Le projet contient ici les dispositions relatives à ces peines, qui peuvent donc être prononcées sans qu'elles soient expressément prévues, dans la partie spéciale, comme sanctions de l'infraction en question.

La *privation des droits civiques*, avec ses effets de droit civil et de droit public (48), et la *destitution*, avec l'inéligibilité qu'elle entraîne (49), sont des peines que connaissent presque toutes les législations en vigueur.

La *destitution de la puissance paternelle ou de la tutelle* (50), que d'autres autorités peuvent d'ailleurs, à teneur des articles 285—288 CCS, prononcer sans procès pénal, pourra être une peine accessoire fort utile en matière de protection de l'enfance.

A cette catégorie des privations de la faculté d'exercer certains droits appartient aussi l'*interdiction d'exercer une profession, une industrie ou une commerce*, peine accessoire très connue dans toute la Suisse. Restreinte aux cas où un délit a été commis dans l'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce et où il y a lieu de craindre de nouveaux abus, cette peine accessoire constitue en même temps une mesure de sûreté protégeant le public contre l'exploitation à laquelle se livrent des gens sans conscience; l'interdiction d'exercer une profession peut, au surplus, être une conséquence de la privation des droits civiques et ce, dans la mesure où les lois professionnelles et spécialement la législation sur l'exercice de professions libérales exigent une honorabilité intacte. L'alinéa 2 de l'article 51 coupera court à certaines craintes exprimées par des rédacteurs ou des correspondants de journaux.

La peine accessoire de l'*expulsion* est prévue par la législation pénale de tous les cantons, sauf Bâle, Tessin et Neuchâtel, qui ne connaissent que l'expulsion par mesure de police. Il va sans dire que les pouvoirs étendus des autorités administratives cantonales ne sont nullement atteints par les dispositions du projet.

L'*interdiction des débits de boissons*, elle aussi, était autrefois prévue par la plupart des codes pénaux cantonaux, comme peine contre l'honneur. A ce titre, la peine était rendue efficace spécialement par la publication dans les journaux officiels et par l'affichage dans les auberges. Plus tard, cette peine a subi un recul, dû aux difficultés d'exécution qui résultent des conditions de la vie moderne, tout particulièrement dans les grandes villes. La lutte contre l'alcoolisme ramena cependant l'attention sur elle et elle fut admise dans les codes pénaux les plus récents, de Neuchâtel 1891 (art. 41), d'Appenzell-Rh.int. 1899 (art. 12), de Glaris 1899 (§ 12) et de Lucerne 1906 (§ 17, lit. c; cf. aussi Polizeistrafbuch de 1915, § 28). L'interdiction des auberges est prévue, enfin, par la loi fédérale du 29 mars 1901 sur la taxe militaire. Elle existe aussi à l'étranger, par exemple dans le

« Polizeistrafgesetzbuch » du grand duché de Bade; elle est également prévue par le projet (§ 43) et par le contre-projet (§ 69) allemands.

F. Mesures de prévention et autres mesures.

Le projet énumère sous ce titre une série de mesures de nature très différente. Les unes agissent comme des peines accessoires; d'autres sont des mesures d'exécution.

Le *cautionnement préventif* remonte à l'ancien droit allemand. La « Fehde » (vendetta) entre deux familles était éliminée ou atténuée par une paix particulière conclue à l'amiable entre les intéressés, et des garanties étaient données pour l'observation de cet arrangement. Ou bien, en cas de litige entre citoyens, un intermédiaire, simple citoyen ou fonctionnaire, s'interposait et toute infraction à l'ordre de paix par lui donné, et surtout tout acte d'hostilité dirigé contre lui-même entraînait une peine spéciale. Le délit de désobéissance à « l'ordre de paix » (Friedgebot) s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui, dans une série de législations cantonales. Le droit anglais connaît aussi l'intervention d'une autorité, dans les cas où une atteinte au droit est à craindre, en vue d'astreindre l'auteur de la menace à fournir une sûreté garantissant sa bonne conduite à l'avenir (surety to keep the peace, ou for good behaviour). C'est à cette conception que se rattache le projet suisse. Celui qui a menacé de commettre un délit contre une personne doit être amené à la réflexion et au calme par un engagement, pris par lui, de ne pas commettre le délit et par le dépôt d'une sûreté. Se borner à lui infliger une peine pourrait n'avoir d'autre effet que de l'exciter encore davantage. Le cautionnement préventif est donc de nature à permettre au juge, dans beaucoup de cas, de ne prononcer que conditionnellement une peine privative de liberté (art. 39). D'autre part, en cas de querelles entre membres d'une famille ou entre voisins, et si ces querelles dégénèrent en injures et en voies de fait, l'obligation de prendre un engagement et de fournir une sûreté suffisante est de nature à mettre fin à des procès éternels et toujours renouvelés; car l'armistice de deux ans imposé aux adversaires sera souvent le point de départ d'une paix durable. Dans ce domaine restreint, l'institution du cautionnement préventif peut prévenir bien des maux.

La *saisie et la confiscation d'objets* qui ont servi ou devaient servir à commettre un délit, ou qui ont été créés par

un délit — les armes du meurtrier et les outils du cambrioleur, d'une part, et de l'autre les pièces d'argent fausses ou les titres falsifiés — apparaîtra souvent comme une peine accessoire, et en sera bien une, quand la confiscation pourra être prononcée contre le délinquant et dans le jugement lui-même. Mais il arrive que l'auteur du délit reste inconnu ou ne puisse être atteint. Il faut pourtant, même dans ce cas, faire disparaître les objets dangereux ou les rendre inoffensifs (bombes, billets de banque faux, provisions de denrées alimentaires malsaines, etc.). La confiscation n'est alors qu'une mesure de prévention. Il n'a pas paru nécessaire de distinguer les deux cas, qui sont envisagés ici l'un et l'autre (art. 55).

Enfin, la *dévolution à l'Etat* des dons ou autres avantages qui ont été donnés ou promis pour décider ou récompenser l'auteur d'un délit (art. 56) est prévue à l'imitation du code pénal de Neuchâtel (art. 40). La situation est analogue à celle qui résulte d'actes de corruption ou de dons faits, d'une autre manière, à des fonctionnaires (art. 279, 281, 282); celui qui a reçu le pot de vin ne saurait le garder et on ne peut pas davantage le restituer à celui qui, par là, voulait atteindre un but criminel.

Les *allocations au lésé* (art. 57) sont un moyen d'obtenir la collaboration de ce dernier à l'instruction et, d'une façon générale, au procès pénal. Très souvent, en effet, le lésé renonce — par exemple en cas de vol — même à dénoncer le délit, parce qu'il considère son bien comme définitivement perdu. Ainsi, c'est l'impunité assurée au délinquant. Si, par contre, on ouvre au lésé la possibilité d'une indemnité, il viendra en aide à l'autorité de poursuite pénale. Et si, en définitive, le délinquant peut être contraint à réparer le dommage, la répression est rendue sensiblement plus efficace. Le délit apparaît d'emblée inutile si, en fin de compte, le délinquant doit réparer le préjudice causé à la victime. Par divers moyens, le projet vise à pousser le délinquant à réparer ce dommage; il attache une série d'avantages et d'atténuations au fait que ce dernier a fait son possible pour y arriver; cf. les art. 39 ch. 1, 73, 74, 76, 77. Mais si le délinquant est vraiment hors d'état de réparer le dommage, et si, par suite du délit, la victime a souffert un préjudice assez notable pour la faire tomber dans le besoin, l'Etat doit renoncer en sa faveur aux avantages pécuniaires qu'il a retirés du délit.

La publication du jugement (art. 58) peut être, selon les cas, tantôt une aggravation de peine, tantôt une mise en garde au profit du public, tantôt une réparation d'honneur. Ne doit, en revanche, être considérée à aucun titre comme une peine l'inscription au casier judiciaire (art. 59), dont l'organisation est fixée par les articles 377 à 383.

4. La mesure de la peine.

Les dispositions de la partie spéciale indiquent au juge la peine à infliger dans chaque cas. La réclusion à vie n'est prévue, d'une manière absolue, que pour l'assassinat (art. 99). Les maxima spéciaux sont peu fréquents et les minima spéciaux encore plus rares. Le plus souvent, les limites de la peine à prononcer ne sont fixées que par l'indication de la nature de cette peine. Il était, dès lors, nécessaire de faire connaître au juge les principes d'après lesquels il doit, dans les limites prévues par la loi, mesurer la peine dans chaque cas (art. 60). A teneur de ces règles générales, le juge doit chercher à fixer les causes internes et externes de l'infraction, la puissance du penchant au délit et la mesure dans laquelle le délinquant est susceptible d'être influencé par la peine. Les résultats de cette étude permettront aussi au juge de voir si, à la peine principale, il y a lieu de joindre soit telle ou telle peine accessoire, soit une mesure de sûreté ou une autre mesure. Dans le même sens, l'article 61 énumère les circonstances atténuantes qui autorisent le juge à descendre au-dessous du minimum de la peine prévue pour le délit. Ces circonstances atténuantes sont soit les mobiles honorables auxquels a obéi le délinquant, soit l'état de contrainte dans lequel il a agi, soit enfin la conduite par laquelle, après le délit, il démontre qu'il a travaillé lui-même à sa régénération morale et qu'ainsi, il a par lui-même atteint en partie le but auquel vise la peine. Le temps influe aussi sur le besoin social de réaction contre le délit, et le délinquant peut être considéré comme réhabilité, en quelque mesure, par le fait qu'il s'est bien comporté pendant un temps relativement long après l'infraction. Il est vrai que la largeur des cadres généraux des peines réduit l'importance des effets de l'atténuation (art. 62). Le projet prévoit en outre des cas d'atténuation dite libre (art. 63) de la peine (cf. art. 11, 20, 21). — Comme cause d'aggravation de la peine, autorisant le juge à dépasser le maximum de la peine prévue pour le délit, le projet ne connaît que la récidive, au sens général du terme, réci-

dive créée par plusieurs condamnations à une peine privative de liberté (art. 64). L'article 293 prévoit en outre le cas de réitération d'une même contravention et y attache des conséquences spéciales.

En cas de concours d'infractions (concours réel) ou de dispositions légales (concours idéal), le juge doit prononcer la plus grave des peines encourues, en en augmentant la durée. On peut donc aussi considérer le concours comme une cause d'aggravation de la peine la plus grave.

5. Prescription et réhabilitation.

Des causes d'extinction de l'action pénale, le projet mentionne ici la prescription et la réhabilitation. Il va sans dire que la mort du délinquant éteint sa responsabilité et sa peine; les codes pénaux n'en parlent que pour statuer une exception à la règle en ce qui concerne les amendes prononcées par un jugement passé en force; mais cette exception doit disparaître.

La prescription de l'action pénale est réglementée par les articles 67 à 69 du projet; la prescription de la peine, par les articles 70 à 72. Des délais de prescriptions spéciaux sont prévus, d'autre part, pour les délits de presse (art. 26), les délits commis par un auteur âgé de 18 à 20 ans (art. 79), l'avortement (art. 105, 106), l'inceste (art. 180), l'adultère (art. 181) et les contraventions (art. 294). Nouvelle est une disposition valable pour les deux espèces de prescription, à teneur de laquelle la prescription est en tous cas acquise (même si elle a été suspendue ou interrompue) lorsque la durée du délai ordinaire de prescription est dépassée de moitié.

Si l'expiration d'un temps plus ou moins long peut assurer l'impunité au délinquant, ce dernier peut aussi, par sa bonne conduite ou par la manifestation de son repentir (réparation du dommage dans la mesure du possible) se libérer des suites durables des peines accessoires qui portent atteinte à sa personnalité ou à sa capacité civiles (art. 48 à 51). Cela doit pousser le condamné à se relever moralement, à réparer le dommage causé à la victime et à redevenir un membre utile de la communauté sociale.

Au surplus, le projet ouvre aussi au condamné la possibilité de faire disparaître, à des conditions analogues, les autres ombres que la peine peut avoir projetées sur son

existence ultérieure. Il s'agit de la radiation du jugement au casier judiciaire qui, il est vrai, ne peut être demandée qu'au bout d'un temps sensiblement plus long, garantissant réellement que le condamné a renoncé définitivement au délit.

6. Age de transition, enfance, adolescence.

Le droit civil confère la capacité civile aux citoyens suisses qui ont atteint l'âge de 20 ans révolus. Cela ne l'empêche du reste pas de donner, dès avant cet âge, à ceux qui sont capables de discernement, certains pouvoirs qui les préparent en quelque sorte à l'exercice de la capacité complète. Le législateur pénal doit tenir compte aussi, dans une mesure plus grande encore, du caractère graduel du développement de l'être humain, de l'enfance à l'âge adulte. C'est pourquoi le législateur pénal prévoit, dans la vie humaine, plusieurs périodes d'âge successives, dont la dernière est celle de la capacité et de la responsabilité pénales pleines et entières. En principe, la majorité pénale est atteinte à l'âge de 18 ans révolus. Mais le projet prévoit encore un *âge de transition*, qui va de 18 à 20 ans révolus (art. 79). A cet âge, le jeune homme est encore fortement influençable, dans le sens du bien comme dans le sens du mal. On peut donc, en ce qui le concerne, atténuer sensiblement les peines prévues par la partie spéciale. En outre, il est en plein développement; on ne peut donc guère, beaucoup plus tard, persister à le rendre responsable des actes qu'il a commis entre 18 et 20 ans. De là l'abréviation des délais de prescription. Au surplus, l'individu arrivé à l'âge dit de transition se trouve soumis à toutes les dispositions du code; on peut donc prendre à son égard, comme à l'égard d'un majeur civil, toutes les mesures de sûreté nécessaires.

Mais ce qui constitue la partie capitale de la réforme du droit ancien, ce sont les dispositions du projet qui concernent le traitement des *enfants et des adolescents* (chapitre IV de la partie générale).

Pour le législateur, l'âge de la petite enfance, jusqu'à six ans révolus, n'entre pas en ligne de compte. C'est l'âge où la conscience, peu à peu, s'éveille; l'enfant n'est pas encore sorti de la maison de ses parents, s'il en a. Le projet fixe donc à l'article 81 une limite précise et ce faisant, il ne se borne pas à constater ce qui est, mais en outre il coupe court à toute possibilité d'excès de zèle de la part d'autorités inintelligentes.

a. L'âge de l'enfance au point de vue pénal (80—86). Les lois actuelles, déjà, fixent un âge jusqu'auquel l'enfant est considéré comme absolument incapable d'accomplir des actes pénalement relevant; jusqu'à cet âge, toute poursuite pénale est exclue. Ce système est aussi celui du projet. Nous avons fixé la limite supérieure de l'enfance à l'âge de 14 ans révolus. L'enfance au sens pénal concorde donc à peu près avec l'âge de la scolarité primaire obligatoire; à 14 ans révolus, environ 90 % des enfants quittent l'école et la loi sur le travail dans les fabriques leur permet d'entrer dans la vie pratique; à cet âge, les dangers de la puberté commencent aussi à naître.

D'autre part, les auteurs des lois actuelles ont déjà vu qu'ils ne peuvent pas se désintéresser complètement de l'acte commis par un enfant et qui, n'était le jeune âge de son auteur, serait réprimé comme délit. Il faut, au contraire, en découvrir les causes et prendre ensuite les mesures qu'exigent ou que recommandent l'intérêt social et celui de l'enfant lui-même. Si l'enfant est moralement abandonné, moralement perverti ou en danger de l'être, il faut ordonner les mesures qui peuvent le sauver; elles consisteront, le plus souvent, à le sortir du milieu où il a vécu jusqu'alors, puis à le remettre à un établissement d'éducation, ou bien à une famille digne de confiance où son éducation sera surveillée par l'autorité compétente. Exceptionnellement, l'enfant pourra être laissé dans sa propre famille, mais son éducation y sera surveillée par l'autorité. — Il peut s'agir aussi d'un enfant anormal, atteint d'une maladie mentale, faible d'esprit, aveugle, sourd-muet ou épileptique. Tout à l'heure, il fallait refaire l'éducation inexistante ou insuffisante; ici, il faut soigner l'enfant, si possible, ou bien le soumettre à un traitement spécial pour éveiller et développer les bonnes dispositions qui peuvent encore exister chez lui, de façon à faire de ce petit anormal un adulte apte à occuper sa place dans la vie sociale. Le code civil impose aussi soit aux parents (art. 275), soit au tuteur (art. 405) le devoir de donner à l'enfant anormal l'éducation nécessaire; il s'agira donc, ici encore, de suppléer à ce qui a manqué, puisque souvent ce sont les faits accomplis qui apprendront aux parents la triste vérité sur l'état de leur enfant. — On pourra, enfin, avoir affaire à des enfants n'appartenant à aucune des deux catégories dont nous venons de parler. Nombre de lois s'en tirent alors en les abandonnant au châtiment paternel. Ce système ne vaut pas grand chose; selon le tempérament de celui qui est

chargé de l'éducation de l'enfant, le châtimement est réduit à néant ou bien, au contraire, il est infligé sous forme d'une correction corporelle déraisonnable. Mieux vaut, dans ce cas, l'intervention de l'autorité qui, par une réprimande adressée à l'enfant, pourra lui faire comprendre sa faute et éveiller en lui le repentir et le désir de se mieux conduire; ou bien, si c'est nécessaire, l'autorité infligera à l'enfant les arrêts scolaires, peine prévue déjà, dans des dispositions qui peuvent servir de modèle, par la loi neuchâteloise du 23 septembre 1893 concernant la discipline scolaire et les arrêts de discipline.

Si les parents sont aussi en faute, l'autorité doit leur adresser une admonition ou un avertissement.

b. L'adolescence (art. 87—96), de 14 à 18 ans révolus, correspond à peu près à la période de la responsabilité relative des lois actuelles. Le code pénal allemand (§ 56) et le code pénal français (art. 66 modifié par loi du 22 juillet 1912) ont adopté la même limite d'âge de 18 ans; à teneur du code pénal italien, en revanche, cette période est comprise entre 9 et 14 ans révolus. D'après les lois actuelles, le juge doit se demander dans chaque cas si l'accusé avait le discernement nécessaire pour comprendre le caractère punissable de son acte. Les motifs à l'appui du premier avant-projet, celui de 1893, écartent déjà ce système; ce qui manque à l'adolescent, ce n'est généralement pas tant la faculté intellectuelle de discerner le caractère illicite et punissable de son acte, que la force de résister à l'impulsion mauvaise, le pouvoir de se dominer, en un mot la maturité du caractère. Le juge doit donc examiner l'adolescent au point de vue de son degré de développement moral et intellectuel. Les mesures de répression à prendre à l'égard de l'adolescent de quatorze ans normalement développé doivent être, elles aussi, adaptées à son âge; elles doivent être qualitativement différentes de la peine réservée aux adultes. Il était, dès lors, indiqué de supprimer entièrement la question dite de discernement et, de même que pendant l'âge de l'enfance, de ne considérer le délit que comme l'indice d'un état dangereux pour la société, état auquel il faut porter remède. A étudier le problème de plus près, on a dû constater que l'adolescence est un monde à part et que ses écarts, qui peuvent aller jusqu'au délit, sont autres que ceux des adultes et ont de tout autres mobiles: non pas la misère ou la passion profondément enracinée, mais l'exubérance de la jeunesse, la vanité et le désir de briller, l'attrait de l'inaccoutumé, la gourmandise ou même la nos-

talgie (Heimweh), bref, des mobiles qui n'ont aucun rapport logique avec le délit. Le délinquant est alors encore susceptible d'éducation, il a besoin d'être rééduqué et si les peines proprement dites sont inefficaces à l'égard de l'enfant, elles constituent pour l'adolescent un véritable danger. Le contact avec des délinquants adultes, tout spécialement, serait pour lui néfaste.

Le projet prescrit donc au juge, ici aussi, de rechercher les causes de la conduite anti-sociale de l'adolescent et de prendre à son égard des mesures appropriées à son âge.

Il y a concordance complète entre les mesures à prendre à l'égard d'un adolescent dont l'état moral, mental ou physique exige un traitement spécial et les mesures prescrites à l'égard des enfants dans le même état. Les établissements qui leur sont ouverts, en particulier, sont sensiblement les mêmes. — L'adolescent abandonné devra être éduqué dans une maison de relèvement, ou dans une famille et sous surveillance de l'autorité compétente; le renvoi de l'adolescent à sa propre famille n'est guère possible étant donné son âge. Il existe, d'autre part, des jeunes délinquants dont la perversion est telle, notamment au point de vue sexuel, que leur admission dans une maison de relèvement serait un danger grave pour les autres pensionnaires de l'établissement. Ces adolescents profondément pervertis doivent donc être parqués dans des maisons spéciales de correction, où ils seront soumis à un régime et à une discipline sévères. Le juge peut du reste, en tout temps, transférer un adolescent de l'une des catégories d'établissements dans l'autre; la mesure qu'il ordonne a donc toujours, en un certain sens, un caractère provisoire. — Pour les autres adolescents, le projet prévoit la réprimande ou, dans les cas graves, la détention de 3 jours à 1 an, dans un bâtiment ne servant pas de prison ou de maison d'éducation au travail pour adultes. Le détenu doit être astreint à un travail approprié à ses facultés.

Le système de la mise à l'épreuve, qui a été créé précisément à l'intention de la jeunesse coupable, est naturellement appliqué ici aussi par le projet, sous les deux formes de la libération conditionnelle et de la condamnation conditionnelle: libération conditionnelle de l'adolescent placé dans une maison soit de relèvement (après un séjour d'un an au moins) soit de correction — après trois ans de séjour au minimum; suspension de l'exécution de la détention

prononcée contre un adolescent, avec fixation d'un délai d'épreuve de six mois à un an. Dans tous les cas, l'adolescent est soumis à un patronage et le juge peut lui imposer certaines règles de conduite, telles que l'obligation d'apprendre un métier, de séjourner dans un lieu déterminé ou de s'abstenir de boissons alcooliques. Si l'adolescent subit l'épreuve jusqu'au bout, la mesure prise à son égard ou la condamnation prononcée contre lui est considérée comme non avenue; sinon, il est réintégré dans l'établissement, ou bien la détention prononcée contre lui est mise à exécution.

Ce système de traitement des adolescents délinquants sauvegarde-t-il suffisamment les intérêts de la société? Il est aisé de voir qu'une éducation et une instruction professionnelles réussies sont le moyen le plus sûr de mettre la communauté à l'abri de tout danger. Reste le cas où le mal a des racines profondes et semble ne pas pouvoir être extirpé. Même dans ce cas, l'internement dans une maison de correction, qui peut durer jusqu'à 12 ans, constitue pour la société un moyen de protection que les peines proprement dites et leur durée ordinaire ne lui assureraient pas. On sait que pour les jeunes, la durée de la peine est toujours abrégée; actuellement le juge doit considérer la jeunesse du délinquant comme une cause d'atténuation de la peine; l'internement tel que le prévoit le projet pourra donc presque toujours avoir une durée plus longue qu'une peine proprement dite. Le fait que le renvoi dans une maison de correction est prescrit pour les délits graves est donc de nature à écarter tout doute et toute crainte.

Nous rappelons enfin que les parents de l'adolescent délinquant peuvent être, eux aussi, admonestés et avertis.

Le livre troisième du projet contient des règles plus détaillées sur le rôle des autorités et du juge dans la procédure concernant les jeunes délinquants, sur cette procédure elle-même et sur l'exécution des mesures qui peuvent y être ordonnées.

Partie spéciale.

La *partie spéciale du livre premier* définit les divers délits et fixe les peines qu'ils entraînent. Les délits sont classés, selon les biens juridiques auxquels ils portent atteinte, en dix-huit chapitres. De ces divers chapitres, les premiers sont consacrés aux délits les plus simples et les plus fré-

quents, ceux qui sont dirigés contre la vie et l'intégrité corporelle et ceux qui portent atteinte au patrimoine (chap. I et II). Ensuite viennent les délits contre les autres biens juridiques individuels, puis ceux qui, dans un sens ou dans l'autre, compromettent la sécurité publique et enfin les délits contre l'Etat et la défense nationale.

Chapitre premier.

Délits contre la vie et l'intégrité corporelle.

(Art. 98 à 119.)

1. *Homicide*. La plupart des législations actuelles classent les délits d'homicide en deux catégories : l'assassinat et le meurtre. Le projet, au contraire, prévoit comme délit fondamental le fait de tuer avec intention (meurtre, art. 98). Il considère d'autre part l'assassinat comme un délit qualifié, puni plus sévèrement, et le meurtre par passion (art. 100) comme un délit privilégié entraînant une peine moins forte. Le projet, lui aussi, considère l'assassin comme un individu à éliminer de la société, à cause du danger qu'il constitue pour elle et à cause de sa mentalité dépourvue de tout sentiment humain. C'est donc la réclusion à vie qui est prévue comme peine du délit. En droit pénal allemand, le trait caractéristique de l'assassinat est d'avoir été commis « mit Ueberlegung ». Une partie des codes pénaux cantonaux ont suivi ce système. D'autres parlent non de « Ueberlegung », mais de préméditation (« Vorbedacht »), et font soit de la décision prise par le délinquant, soit du mode d'exécution du délit, soit de l'une et de l'autre, l'élément décisif.

Mais, sans parler de ces divergences, le critère de la préméditation ou de la « Ueberlegung » n'est pas d'un maniement facile. Il est constitué par quelque chose de purement intérieur, qui se trahit rarement par des indices extérieurs. En outre, même quand il est possible de se prononcer avec sûreté à son sujet, ce critère apparaît comme peu propre à caractériser le délinquant vraiment pervers et dangereux. C'est pourquoi le projet propose un autre système, dont le modèle lui a été fourni en partie par le code pénal tessinois et qui a été imité ensuite par l'avant-projet autrichien. Ce qui importe, dans ce système, c'est le mobile (féroce, cupidité, but de dissimuler ou de faciliter un autre délit) et le mode d'exécution (cruauté particulière, perfidie, exécution par le feu, par un

explosif ou par d'autres moyens de nature à mettre en danger la santé ou la vie d'un grand nombre de personnes). Le juge pourra ainsi toujours traiter comme un assassin celui qui tue par besoin de faire couler le sang, par cupidité ou par férocité. Il pourra, en revanche, être moins sévère à l'égard de la veuve sans ressources qui, par désespoir et après de longs combats intérieurs, se jette à l'eau avec son enfant et en réchappe, tandis que l'enfant périt. C'est, sans doute, déjà dans ce sens que parle la jurisprudence actuelle; mais cette jurisprudence a dû souvent faire violence au texte formel de la loi, ce qui montre précisément que, sur ce point, la loi était mal faite et se trouvait en contradiction avec les justes exigences de la conscience populaire. Faux également est le système de certains codes cantonaux qui, à part l'assassinat, ne prévoient que le meurtre défini comme étant l'homicide commis dans un état d'excitation violente. Car, d'une part, nombre de cas ne constituent ni un assassinat, ni un meurtre au sens de cette définition; et d'autre part, la conscience populaire exige que l'atténuation de peine ne soit prévue qu'au profit du délinquant qui a tué alors qu'il était en proie à une émotion violente et que les circonstances rendaient humainement excusable, mais non pas au profit de celui qui s'est laissé emporter uniquement par un instinct bestial. De là, la distinction faite par le projet entre le meurtre ordinaire, l'assassinat et le meurtre commis par passion.

Le projet prévoit ensuite, comme délit encore moins grave, le meurtre commis sur la demande instante et sérieuse de la victime (art. 101). Le mobile est ici, le plus souvent, la compassion éprouvée à l'égard de celui qui souffre sans espoir de salut et qui supplie qu'on mette fin à ses souffrances. D'autres cas, tel que celui d'amants malheureux qui veulent se donner mutuellement la mort et dont l'un ne meurt pas, ne sont au fond que des cas d'assistance mutuelle au suicide. De même le cas où l'un tue l'autre et manque son propre suicide.

En droit pénal moderne, le suicide n'est pas un délit et il n'y a pas lieu, même dans l'intérêt de l'Etat à lutter contre toute cause de dépopulation, d'en revenir à cet égard aux dispositions du droit ancien. L'incitation et l'assistance au suicide, elles-mêmes, peuvent être inspirées par des mobiles altruistes. C'est pourquoi le projet se borne à les incriminer

quand l'auteur a été poussé par des mobiles égoïstes : qu'on songe à l'incitation au suicide d'une personne que l'auteur doit entretenir ou dont il escompte l'héritage (art. 102).

Vis-à-vis du droit en vigueur, le projet atténue sensiblement la peine de l'infanticide commis par la mère soit pendant l'accouchement, soit alors qu'elle se trouvait encore sous l'influence de l'état puerpéral. La peine est atténuée aussi au profit de la mère légitime qui peut, aussi bien que la mère illégitime, et notamment quand elle a déjà le souci d'une grande famille, succomber aux craintes que lui inspirent son avenir et celui de ses enfants (art. 103).

2. *Avortement* (art. 105 à 107). Les problèmes qui se posent ici ont été discutés d'une façon approfondie. Ces discussions ont conduit à atténuer la peine au profit de la femme enceinte elle-même, et à définir les cas où l'avortement pratiqué par un médecin diplômé doit être autorisé. Ces cas sont les seuls où l'avortement ne soit pas punissable.

3. En ce qui concerne les *lésions corporelles* (art. 108 à 111), le projet exclut la notion traditionnelle de la responsabilité basée sur le résultat atteint. En d'autres termes, le délinquant n'est punissable que pour la lésion qu'il a voulu causer ou du moins qu'il aurait pu prévoir; les conséquences purement fortuites n'entrent pas en ligne de compte. A la classification usuelle des lésions corporelles en trois catégories, le projet substitue un système plus simple : il ne distingue qu'entre les lésions corporelles graves et les lésions corporelles simples.

4. Sous le titre de « *mise en danger de la vie ou de la santé d'autrui* » (art. 112 à 119), le projet classe notamment l'exposition, qui est constituée non seulement par le fait d'exposer, mais aussi par l'abandon; l'omission de prêter secours en cas d'urgence, prévue par l'article 296, est une contravention parente. — Il va sans dire que la mise en danger de la vie d'autrui n'est punie, comme telle, que dans les cas où elle ne constitue pas un délit spécial de mise en danger; en particulier, les délits créant un danger collectif (chapitres VII à IX) doivent être jugés d'après les dispositions spéciales qui leur sont applicables.

Nous attirons, d'autre part, l'attention sur les articles 118 et 119 qui visent à la protection de l'enfance. L'article 118 est destiné à protéger la vie et la santé de l'enfant (l'âge

auquel cette protection cesse a été fixé à 16 ans dans toutes les dispositions de ce genre) contre les atteintes provenant de ceux qui ont la charge ou la garde de l'enfant : il s'agit spécialement de l'abus du droit de correction et des cas de négligence grave. L'échelle des peines est établie d'après la gravité des conséquences que l'auteur pouvait prévoir; si le délit a entraîné les conséquences les plus graves et que l'auteur les ait voulues, il tombe sous le coup des dispositions plus sévères concernant l'homicide intentionnel ou les lésions corporelles. Le juge doit inviter les autorités de tutelle à intervenir conformément à l'art. 283 CCS. L'article 118 du projet sort peut-être un peu des limites du chapitre où il est inséré (délits contre la vie et l'intégrité corporelle), puisqu'il protège également l'enfant contre les atteintes qui pourraient être portées à son développement intellectuel par négligence ou mauvais traitements. L'article 119 réprime l'exploitation abusive des forces corporelles ou intellectuelles de l'enfant par les parents, par ex. dans l'industrie à domicile, ainsi que, d'une façon générale, l'exploitation de mineurs ou de femmes par ceux dont ces personnes dépendent, patron d'apprentissage, employeur, etc. L'article 119 est construit d'une manière analogue au précédent, en ce qui concerne l'échelle des peines prévues. Les articles 118 et 119 du projet n'ont pas pour effet d'abroger les défenses édictées par la législation sur les fabriques et l'industrie, en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes; ils doivent, au contraire, en être le complément. Les contraventions aux dispositions de la législation sur les fabriques sont punissables sans qu'il y ait lieu de rechercher si elles ont entraîné des conséquences dommageables; le projet, en revanche, incrimine les actes coupables qui causent un préjudice ou qui exposent la victime à un danger grave, abstraction faite de toute infraction aux dispositions de la législation sur les fabriques.

Les dispositions par lesquelles le projet vise à protéger les enfants donnent satisfaction aux exigences d'un mouvement humanitaire universel, inspiré par le sentiment profond de la responsabilité qui nous incombe vis-à-vis des jeunes générations. D'autres articles du projet visent au même but : ainsi la disposition incriminant l'enlèvement d'enfants (art. 160); de même certains articles des chapitres consacrés soit aux délits contre les mœurs, soit aux délits

contre la famille; de même enfin l'article 297 visant le fait de servir de l'alcool à des enfants et l'article 332 qui prévoit le fait d'envoyer mendier des enfants ou des subordonnés.

Chapitre deuxième.

Délits contre le patrimoine.

(Art. 120 à 149.)

1. En ce qui concerne la définition des divers *délits contre la propriété*, le projet suit le système traditionnel. Conformément aux exigences de la conscience populaire, toutefois, il ne faut considérer comme vol que la soustraction commise dans le dessein de s'enrichir (art. 120). Cela entraîne la création d'un nouveau délit, la soustraction sans dessein d'enrichissement (art. 124). L'abus de confiance est l'appropriation d'une chose appartenant à autrui et qui avait été confiée à l'auteur (art. 122). L'appropriation d'une chose appartenant à autrui et qui n'avait pas été confiée à l'auteur constitue, en revanche, le délit de détournement (art. 123). Ce délit englobe à la fois l'appropriation de choses trouvées et celle de choses dont l'auteur est devenu détenteur par l'effet du hasard (cf. art. 725 CCS). L'art. 127 réprime la soustraction d'énergie, en particulier d'énergie électrique, même par pure méchanceté; une peine plus sévère est prévue pour la soustraction d'énergie commise dans le dessein de s'enrichir. D'autre part, l'art. 194 prévoit le fait d'endommager des installations électriques de manière à créer un danger collectif, et l'art. 205 incrimine le fait d'entraver ou de troubler l'exploitation du téléphone, du télégraphe et des installations électriques génératrices d'énergie. Il a donc été possible d'abroger (art. 422, lettre g) les dispositions pénales correspondantes de la loi fédérale du 24 juin 1902 sur les installations électriques à faible et à fort courant (art. 55—59). La tromperie portant sur la mesure de l'énergie employée d'une façon licite, par modification du compteur ou par un procédé empêchant son fonctionnement, continue sans aucun doute à constituer le délit d'escroquerie. Enfin l'art. 128 protège les objets frappés d'un droit de gage ou de rétention et restés entre les mains du débiteur, contre les actes par lesquels ce dernier pourrait les détruire ou se les approprier. Des dispositions doivent être édictées dans les deux sens, le détournement et le vol

étant également impossible quand il s'agit d'une chose appartenant à l'auteur. Il s'agit ici de la protection du droit de gage contractuel et du droit de rétention prévu par l'article 895 CCS. Le détournement d'objets mis sous main de justice (saisie, séquestre, objet inventorié dans une poursuite pour dettes ou une faillite, ou porté à un inventaire constatant un droit de rétention) est visé par l'article 146.

Pour la plupart des délits ci-dessus mentionnés, les cas de peu de gravité sont prévus, comme contraventions, par les dispositions du livre II (art. 298 à 301).

2. Sous le titre « *délits contre les droits pécuniaires* », le projet incrimine tout d'abord l'escroquerie, comme tromperie commise dans un dessein d'enrichissement (art. 129). La tromperie dans le seul but de nuire ne constitue, à teneur de l'article 302, qu'une contravention. Le projet considère d'ailleurs comme contraventions d'autres cas de tromperie commise dans un dessein d'enrichissement. Il prévoit ici, en revanche, comme constituant un délit, le fait de donner de faux renseignements sur des sociétés anonymes ou coopératives (art. 130). Le délit est consommé par le simple fait de donner, intentionnellement ou par négligence, des renseignements contraires à la vérité; il n'est pas nécessaire d'établir l'existence d'un dessein d'enrichissement, ni celle d'un dommage causé aux créanciers. Il fallait insérer dans le projet cette disposition, ainsi que l'art. 149 sur les responsabilités ouvertes par la faillite des sociétés commerciales, l'art. 311 sur l'obligation de tenir une comptabilité, et l'art. 312 visant la violation des prescriptions légales ou statutaires par les organes de sociétés anonymes ou coopératives. Car le droit des obligations en vigueur ne contient pas de dispositions pénales et des dispositions de ce genre ne sont pas non plus prévues dans la revision à laquelle on soumet actuellement le droit des sociétés. La falsification de marchandises (art. 131), la mise en circulation de marchandises falsifiées (art. 132), ainsi que l'importation et la prise en dépôt de marchandises falsifiées (art. 306), sont elles-mêmes de simples actes préparatoires à l'escroquerie. D'accord avec la législation des Etats qui nous entourent, le projet les considère comme autant de délits indépendants, à cause du danger qu'elles font courir. La falsification de marchandises, quand elle peut avoir pour effet de compromettre la santé des person-

nes, constitue un délit contre la santé publique à teneur des dispositions du chapitre VIII.

En matière d'escroquerie, le moyen illicite de provoquer la décision de la victime est la tromperie; en matière d'extorsion (art. 133), c'est la violence ou la menace; pour l'usure (art. 134), c'est l'exploitation d'une faiblesse extérieure ou intérieure. Dans le projet, la notion de l'usure comprend non seulement le fait de se faire accorder ou promettre des intérêts usuraires, mais aussi l'usure appliquée à des choses (« Barwucher »), donc toute usure dans les affaires. Il ne s'agit, bien entendu, que de l'usure commise au préjudice d'un individu isolé (« Individualwucher »). Car pour qu'il y ait délit au sens de l'art. 134, il faut que l'auteur ait exploité la gêne, la dépendance, l'inexpérience, la faiblesse de caractère ou la légèreté d'une personne. L'usure commise au préjudice de la communauté, ou usure sociale, fait par contre l'objet de dispositions pénales édictées par le Conseil fédéral, notamment dans son ordonnance du 6 août 1914. On a discuté, sans toutefois arriver à une solution, la question de savoir si et sous quelle forme ces dispositions pourraient être incorporées définitivement au droit pénal. — Constitue aussi un délit d'usure, au sens large, le fait d'exploiter autrui au moyen de spéculations en bourse. L'article 135, qui vise ce délit, est une satisfaction partielle donnée aux exigences concernant la réforme des bourses, exigences qui ont inspiré aussi certaines lois cantonales sur le commerce des papiers-valeurs et qui, sans doute, provoqueront un jour la rédaction d'une loi fédérale sur les bourses. Le délit de l'article 135 dépasse toutefois le cadre des questions touchant aux spéculations en bourse, puisqu'il prévoit aussi l'incitation à spéculer sur des marchandises. Le délit de gestion déloyale, que prévoit l'art. 136, est en rapport moins étroit avec ce qui précède. L'abus de confiance (art. 122) en est en somme un cas particulier; mais le texte qui le définit ne permet pas de réprimer les atteintes, souvent graves, qui peuvent être portées aux intérêts pécuniaires d'autrui par la gestion déloyale de celui qui est tenu d'en avoir soin. On ne doit cependant pas rendre punissable la simple négligence, ni même un certain manque de diligence. L'atteinte doit être intentionnelle. Peu importe, en revanche, que l'auteur ait eu ou non le dessein de s'enrichir.

3. Les droits dits immatériels, que protègent les art. 137

à 139 du projet, sont le crédit, la clientèle et le secret de fabrication ou le secret commercial. Certaines lois classent, à tort, l'atteinte au crédit (art. 137) parmi les délits contre l'honneur. Les deux autres délits, la concurrence déloyale et la violation du secret de fabrication ou du secret commercial, font l'objet de dispositions détaillées de lois spéciales de certains cantons. L'atteinte au crédit et la concurrence déloyale ne peuvent être commises que par altération de la vérité. Dire la vérité ne peut entraîner aucune peine, même si cette vérité porte atteinte à un crédit qui est alors injustifié, ou si elle est de nature à ébranler la confiance de la clientèle. L'art. 139 protège le secret de fabrication et le secret commercial. Des secrets de nature différente sont protégés par d'autres dispositions du projet : le secret des lettres par l'art. 313; le secret professionnel par l'art. 285; le secret de fonction par les art. 231, 284, 285, 286, 287; le secret militaire par l'art. 234. — Sont également des « droits immatériels » les droits dérivant de la propriété d'œuvres littéraires ou artistiques, les droits résultant d'inventions et les autres droits qu'engendre la propriété industrielle. Tous ces droits font déjà l'objet de dispositions de lois fédérales qui les protègent tant au civil qu'au pénal. Ces lois doivent subsister telles quelles; il est impossible, pour diverses raisons, d'insérer leurs dispositions pénales dans le code pénal.

4. *Délits dans la faillite et dans la poursuite.* Les lois cantonales concernant l'application de la loi fédérale du 1^{er} janvier 1892 sur la poursuite pour dettes et la faillite unifient déjà sensiblement le droit pénal en cette matière. Cette législation cantonale avait pour objectif principal, au point de vue pénal, de réprimer les actes de mauvaise foi commis dans la procédure de poursuite, ainsi que le fait, pour un débiteur soumis seulement à la poursuite par voie de saisie, d'assumer des dettes avec légèreté, de la même manière qu'on avait réprimé jusqu'alors ces mêmes actes, commis par un débiteur tombé ensuite en faillite. Car en ouvrant la possibilité d'une participation de plusieurs à la poursuite par voie de saisie, le droit nouveau conférait aussi aux organes de cette poursuite le pouvoir de soumettre éventuellement à une liquidation générale un patrimoine insolvable. La législation cantonale avait en outre à créer, à la charge des organes directeurs d'associations de personnes, une responsabilité analogue à celle des individus.

C'est là la base sur laquelle reposent les dispositions du projet. Les dispositions définissent, comme délits distincts, la banqueroute frauduleuse (art. 140) et les fraudes dans la poursuite par voie de saisie (art. 141). L'article 142, en revanche, réunit la banqueroute simple et la déconfiture, cette dernière ayant trait au cas de saisie. De même, l'art. 144 prévoit le fait d'accorder des avantages à certains créanciers, aussi bien quand l'auteur est déclaré ensuite en faillite que lorsqu'un acte de défaut de biens vient à être dressé contre lui. Des délits dans la faillite, le projet distingue le délit spécial de violation de l'obligation de tenir une comptabilité (art. 143). Jusqu'ici, ce délit constituait au contraire soit un cas de banqueroute frauduleuse (détournement ou falsification des livres), soit un cas de banqueroute simple (négligence dans la tenue des livres). Comme le code des obligations joint l'obligation de tenir une comptabilité à celle de s'inscrire au registre du commerce, le délit de l'art. 143 ne peut être commis que par un débiteur soumis à la poursuite par voie de faillite; il est néanmoins aussi constitué quand l'absence de comptabilité est constatée à l'occasion d'une poursuite en recouvrement d'impôts ou de poursuites analogues, qui ne visent qu'à une saisie. Enfin l'art. 146 protège à la fois les droits résultant du séquestre et les droits de créances qui dérivent soit d'un inventaire fait dans une poursuite pour dettes, soit d'un inventaire constatant un droit de rétention (cf. aussi art. 128 ci-dessus).

Les articles 145 et 147 répriment les actes de mauvaise foi par lesquels le débiteur peut chercher à obtenir un sursis concordataire ou un concordat judiciaire. L'art. 145 est du reste applicable aussi à l'achat de voix dans l'assemblée des créanciers ou dans la commission de surveillance.

Un assez grand nombre de cantons joint à la saisie ou à la mise en faillite, ou du moins à l'insolvabilité due à la faute du débiteur, la privation des droits civiques infligée au débiteur. L'abandon de ce système est à désirer, si l'on veut permettre l'application stricte du droit pénal concernant la faillite et la poursuite pour dettes. La faculté donnée au juge de prononcer la privation des droits civiques comme peine accessoire est de nature à faciliter sérieusement l'abrogation de l'ancien droit (cf. message du Conseil fédéral du 1^{er} décembre 1916. *F. féd. t. IV*, p. 307 et s.).

Chapitre troisième.

Délits contre l'honneur.

(Art. 150 à 154.)

Après quelques hésitations, le projet a en définitive adopté le système de la classification en trois délits, calomnie, diffamation et injures. La définition des deux premiers délits est la même en ce sens que l'auteur doit, dans les deux cas, avoir accusé ou mis en suspicion une personne de tenir une conduite contraire à l'honneur ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération. Dans les deux cas, d'autre part, l'auteur s'adresse à un tiers, distinct de la personne que vise la calomnie ou la diffamation. Ce, qui, en revanche, distingue les deux délits, c'est le fait que le calomniateur connaît la fausseté de ses imputations, tandis que le diffamateur, ou bien agit à la légère et contrairement à la vérité; ou bien, formulant des allégations conformes à la vérité, agit cependant sans motif plausible et par méchanceté pure. L'injure comprend toutes les autres atteintes à l'honneur d'autrui, c'est-à-dire spécialement l'atteinte directe et l'atteinte par manifestation de mépris exprimée, vis-à-vis de tiers, par des gros mots.

L'atteinte à la mémoire d'un mort, ou plutôt l'atteinte à l'honneur familial, par calomnie ou diffamation, est réprimée pendant trente ans après le décès.

L'honneur est un bien juridique essentiellement personnel; il ne peut donc appartenir qu'à une personne physique, mais non à une autorité, ni à une association. Il va sans dire que l'atteinte peut exister quand plusieurs individus sont désignés en bloc, sans équivoque possible, par un nom commun; chacun d'eux peut dans ce cas porter plainte.

Chapitre quatrième.

Délits contre la liberté.

(Art. 155 à 161.)

Le bien juridique que protègent les dispositions de ce chapitre est la liberté individuelle, la liberté donnée à chacun de faire ce qu'il veut et d'aller où bon lui semble. Cette liberté doit être protégée contre les atteintes que des particuliers peuvent lui porter. Cette protection ne couvre pas

seulement les libertés que garantit la constitution. La garantie constitutionnelle ne protège l'individu que contre les empiètements de fonctionnaires, empiètements qui peuvent constituer des délits de fonction. Mais les libertés constitutionnelles étant une partie de la liberté individuelle, elles sont aussi protégées, par les dispositions du présent chapitre, contre les atteintes que des particuliers peuvent leur faire subir, pour autant que ces atteintes revêtent une des formes ici prévues, par ex. si elles résultent de l'emploi de la violence ou d'une menace grave. Quant aux restrictions qu'on pourrait, par d'autres moyens, par ex. par contrat, apporter au libre exercice des libertés constitutionnelles, c'est le droit civil qui fournit la protection nécessaire; les articles 19 et 20 du code des obligations déclarent nulles les conventions contraires à l'ordre public ou aux droits attachés à la personnalité. Lors des délibérations concernant la nouvelle loi sur les fabriques, on a soulevé — sans arriver à la résoudre — la question de savoir si une protection plus complète pourrait être accordée dans ce domaine et notamment quand l'atteinte résulte de l'abus d'un pouvoir de fait que l'auteur exerce sur la victime. Les deux Chambres ont voté un postulat invitant le Conseil fédéral à présenter un rapport et des propositions sur la question de savoir comment le projet de code pénal suisse pourrait protéger le droit d'association et d'autres droits touchant à la liberté individuelle. La commission d'experts du code pénal avait déjà auparavant étudié ce problème. Un nouvel examen de la question n'a pas abouti à une solution satisfaisante car, soit dit brièvement, dans les conflits entre patrons et ouvriers, ni les uns ni les autres ne veulent abandonner la possibilité de faire usage du pouvoir que peuvent leur donner les circonstances. Le projet ne contient donc aucun texte protégeant les libertés personnelles que garantit la constitution. Pour ce qui concerne la protection des libertés politiques, cf. chapitre XIV.

Des délits prévus par le chapitre IV, les deux premiers portent atteinte à la liberté de décision; en matière de contrainte, le moyen employé pour faire pression sur la volonté de la victime est la violence ou la menace grave, comme en matière d'extorsion (art. 133). La menace grave de l'article 155 (délit de menaces) ne vise pas, il est vrai, à provoquer une décision de la victime, mais plutôt à ébranler son

équilibre intérieur, à troubler sa quiétude; de même, le fait de jeter l'alarme dans la population (art. 224) constitue un délit contre la paix publique; mais le résultat indirect est pourtant une atteinte portée au sentiment de la liberté personnelle par la crainte et le sentiment de contrainte inspirés à la victime.

Dans les autres délits contre la liberté, l'auteur brise par la violence, tout comme l'auteur du délit de brigandage (art. 121), la volonté qui lui résiste. Ainsi dans la séquestration, qui est le fait de retenir, sans droit, une personne prisonnière (art. 157), et aussi en partie dans l'enlèvement (art. 158). A ce dernier délit s'en ajoutent deux autres (art. 159 et 160) qui sont dirigés contre une personne dont la volonté ne peut avoir d'effets juridiques; il s'agit alors plutôt de la volonté du représentant de ces personnes. Par là, l'enlèvement d'enfant (art. 160) peut se trouver en concours avec le délit de l'article 186 (détournement de mineur). D'autre part, les délits d'enlèvement constituent souvent — toujours, dans les cas prévus par l'article 159 — l'acte préparatoire à un délit contre les mœurs. — Celui qui commet le délit de violation de domicile (art. 161) use aussi de violence directe; il trouble la paix extérieure d'autrui et porte atteinte à sa liberté d'une manière analogue à celui qui menace. Le domicile est protégé quel qu'il soit (maison dont on est propriétaire, appartement loué ou chambre louée). La protection s'étend même aux environs immédiats de la maison, même à un chantier.

Chapitre cinquième.

Délits contre les mœurs.

(Art. 162 à 179.)

Les réformes auxquelles visent les dispositions de ce chapitre sont en relation avec un mouvement d'opinion qui s'est manifesté dans toute l'Europe. C'est en Angleterre que la société abolitionniste a été fondée par Madame Butler, dont l'activité s'est déployée de 1864 à 1906. Sur le continent se sont fondées, non seulement des sections de cette société, mais aussi une quantité d'autres associations d'hommes et de femmes en vue de l'assainissement de la moralité publique, sociétés d'amis des jeunes gens, d'amies de la jeune fille, etc. Il y a lieu de noter à ce propos que les associations féminines, tout spécialement, ne se sont pas bornées à sug-

gérer des réformes au législateur; elles ont déployé une activité effective et qu'on ne saurait trop louer, en faveur des femmes tombées ou, comme on l'a dit très justement, des victimes de l'égoïsme masculin. Il s'est donc agi, avant tout, d'un élan de sympathie envers la misère humaine, joint tout d'abord à des tendances éthiques et religieuses, puis à la tendance à mettre l'homme et la femme sur un pied d'égalité juridique et enfin au courant puissant du mouvement en faveur de la protection des enfants, de la jeunesse et des mères. En droit civil, ce mouvement a eu des effets décisifs, tels que l'introduction de l'action en paternité dans le domaine du droit français. Au pénal, c'est le code du 6 décembre 1899 du canton de Zurich qui est allé le plus loin; ses dispositions s'inspirent d'ailleurs de celles des premiers avant-projets suisses. Quant au projet actuel, toutes les délibérations auxquelles il a donné lieu en cette matière ont été dominées par le désir loyal de créer un droit qui, accentuant la responsabilité de l'homme dans les cas où, jusqu'ici, la responsabilité n'avait pesé que sur la femme ou sur la jeune fille, assure une justice égale, sauvegarde ainsi directement et indirectement les intérêts de la race et de l'hygiène dans le domaine sexuel et protège la jeunesse contre les dangers de relations sexuelles prématurées.

Les délits de ce chapitre sont classés en trois catégories :

1. *Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels*, hors mariage. La femme est protégée contre la contrainte résultant de l'emploi de violence ou de menace grave. L'art. 162 (viol) et l'art. 163 (attentat à la pudeur avec violence) prévoient une atteinte à la volonté consciente de la victime. Les art. 164 et 165 (attentat à la pudeur) protègent ensuite la femme inconsciente ou incapable de résistance, idiote ou aliénée, ainsi que la femme faible d'esprit ou atteinte de troubles mentaux sérieux. Les conséquences possibles des délits qui sont ici prévus justifient pleinement la responsabilité mise à la charge du délinquant. Enfin le projet assure à l'enfant, jusqu'à l'âge de seize ans révolus, une protection absolue contre tout attentat à la pudeur. Des mémoires venant de divers côtés et notamment d'associations féminines ont demandé que cette limite soit élevée à l'âge de dix-huit ans révolus — l'âge à partir duquel la loi civile permet le mariage — en invoquant les suites pernicieuses de la maternité prématurée et le fait que pour les éviter, le législateur civil

lui-même a jugé nécessaire d'élever la limite d'âge à partir de laquelle le mariage est possible. Néanmoins, nous avons cru devoir nous en tenir à l'âge de seize ans. Une protection allant au delà de cet âge n'est en tous cas pas nécessaire pour le jeune homme. Quant à la femme, la loi lui accorde, bien au delà de cette limite, une protection relative, c'est-à-dire subordonnée à de certaines conditions.

Ces cas où la protection pénale couvre la femme au delà de l'âge de seize ans sont les suivants :

La femme mineure est protégée contre l'attentat à la pudeur commis par une personne aux soins de laquelle elle est confiée ou à laquelle elle est subordonnée (attentat à la pudeur de mineurs âgés de plus de seize ans, art. 167), sans qu'il y ait lieu de rechercher si elle était consentante ou non, ni si elle a séduit ou a été séduite; celui qui a pouvoir sur elle doit savoir quelle est sa responsabilité.

La femme mineure est ensuite protégée contre le séducteur qui aurait abusé de son inexpérience ou de sa confiance (séduction de mineure, art. 171). Cette protection disparaît, naturellement, si c'est la mineure elle-même qui a joué le rôle de séductrice.

Le projet punit également l'attentat à la pudeur commis contre la femme mineure ou majeure qui se trouve placée dans un hôpital, un hospice ou un asile, ou contre la femme arrêtée, inculpée ou détenue après condamnation, par une personne à la surveillance ou à l'autorité de laquelle elle était soumise. Peu importe qu'il y ait eu, ou non, séduction et que la femme ait ou n'ait pas donné son consentement (art. 168).

Constitue aussi un délit le fait d'abuser de l'état de dénuement où se trouve une femme, ou de l'autorité que donne sur elle une fonction ou la qualité d'employeur, pour obtenir d'elle l'acte sexuel (art. 172); la protection légale tombe, ici, si la femme a joué le rôle de séductrice.

Vient enfin la protection contre les atteintes d'ordre homosexuel. Jusqu'à seize ans, l'enfant est protégé par les dispositions sévères de l'article 166; c'est surtout de 14 à 16 ans qu'il peut être l'objet d'atteintes de ce genre, et elles peuvent alors avoir des suites graves. L'art. 169 prévoit en outre les actes contraires à la pudeur qu'un majeur peut

commettre sur un mineur du même sexe, âgé de plus de seize ans (débauche contre nature). Est également déclaré punissable le fait de celui qui, abusant de l'état de dénue-ment où se trouve une personne du même sexe que lui, ou de l'autorité qu'il a sur elle, lui fait subir ou commettre un acte contraire à la pudeur; peu importe l'âge de la victime. Les médecins et spécialement les aliénistes déclarent que le penchant à l'homosexualité peut réellement exister et qu'il est un défaut de nature, plutôt que de caractère. Le législateur fera donc bien de renoncer à intervenir, pour autant qu'un tiers ne se trouve pas lésé. Mais la maîtrise de soi et la réserve qu'il exige d'individus normaux, il a le droit de l'exiger aussi des pervers. Il ne peut, notamment, pas tolérer que de cette perversion, on fasse un métier. Car la prostitution homosexuelle est encore plus dangereuse que l'autre.

Le projet se borne à prévoir les délits contre les mœurs que nous venons d'énumérer; il s'abstient de toute autre intervention dans le domaine sexuel. A la différence de quelques législations cantonales, en particulier, il renonce à ériger en délit l'acte sexuel hors mariage, comme tel. Les dispositions cantonales qui l'incriminent sont et doivent d'ailleurs être appliquées de telle façon que la répression n'est qu'une mesure de police des pauvres. La brutalité de ces dispositions est évidente, en particulier quand c'est la mère abandonnée et dénuée de ressources, chargée de subvenir aux besoins d'une créature sans père, qui doit payer une amende à l'Etat ou qui, même, est jetée en prison avec son enfant. La loi complémentaire du canton de St-Gall cherche à éviter des rigueurs de ce genre. Mais alors, quand ces dispositions restent-elles applicables ?

La question de savoir si la prostitution doit être punie, a aussi été examinée et résolue par la négative. Que la prostitution soit un danger soit pour la santé publique, soit pour la famille, cela est indéniable. Mais contre la répression de la prostitution professionnelle, on peut objecter qu'elle est rarement l'effet de l'instinct sexuel; elle est plutôt un résultat de la misère et il serait singulièrement injuste de s'en prendre à la prostituée en laissant ses clients impunis. Si la tendance à l'inconduite et à la fainéantise prédominent chez la prostituée, l'autorité administrative peut ordonner son renvoi dans une maison de travail. Si elle est mineure,

l'autorité tutélaire peut pourvoir à son relèvement comme dans les cas prévus par l'art. 317. De courtes peines privatives de liberté ne peuvent que détruire ce que la prostituée peut encore avoir de dignité et aggraver les difficultés de son relèvement.

2. *Favorisation et exploitation de la débauche.* Le projet définit le proxénétisme le fait de celui qui, dans un but de lucre, favorise la débauche. Peu importe que cette dernière soit ou non punissable. Les erreurs dans la vie sexuelle ont souvent pour excuse, dans une certaine mesure, la violence d'instincts naturels qui peuvent aller jusqu'à la passion. Le proxénète, en revanche, qui agit par amour du lucre, est toujours un méprisable personnage. Il est pour le séducteur ce que le receleur est pour le voleur. Une seule chute peut être fatale, surtout quand la victime du proxénète est mineure. Dans ce dernier cas, le fait de favoriser la débauche doit être punissable, même quand l'auteur a agi sans dessein de lucre, par exemple par complaisance ou négligence (proxénétisme, art. 173, favoriser la débauche, art. 174).

Cependant, c'est surtout contre les phénomènes accessoires à la prostitution, le proxénétisme professionnel, le fait de tenir une maison de prostitution et la traite des blanches, que doit lutter la loi pénale.

Le proxénétisme professionnel organise en quelque sorte la prostitution. Il favorise l'offre et provoque la demande et, facilitant ainsi la prostitution, il en aggrave les dangers tout en exploitant honteusement les malheureuses qui sont tombées à ce métier. Cela est tout particulièrement vrai de l'organisation industrielle de la prostitution, du bordel, qui offre la satisfaction sexuelle sous sa forme la plus basse, la plus humiliante et la plus corruptrice aussi pour la femme. Y voir le moyen de protéger la santé et la décence publique, parce que le tenancier est soumis à de certaines prescriptions dont l'Etat contrôle l'observation, c'est — l'expérience l'a montré — être le jouet d'une illusion pure. La sécurité apparente et réelle qu'on offre par là à la débauche n'a abouti qu'à multiplier les victimes. Cette forme du proxénétisme professionnel doit donc, elle aussi, être punissable dans tous les cas. Elle ne doit être tolérée ni par l'Etat, ni par les communes. Quant à la lutte contre la diffusion des maladies vénériennes, elle peut être entreprise en partie sur

la base de l'art. 196; l'art. 317 est conçu aussi dans ce sens. Pour le surplus, cette lutte relève de la police des cantons.

La situation du tenancier de bordel vis-à-vis d'une collectivité de prostituées est la même que celle du souteneur vis-à-vis d'une prostituée isolée. Le souteneur exploite le gain deshonnête d'une prostituée en se faisant entretenir par elle en tout ou en partie. Tout en lui promettant sa protection, il la tient dans la dépendance la plus étroite et utilise les occasions de brigandage ou d'extorsion qui lui sont offertes. S'il commet des délits de ce genre, il tombe naturellement sous le coup des textes qui les visent. Mais en outre et abstraction faite de ces délits, il est punissable à raison de sa vie fondée sur l'exploitation du vice d'autrui et, notamment, il est toujours passible de la privation des droits civiques, tout comme le proxénète professionnel (art. 176).

Commets le délit de traite des blanches, à teneur de l'art. 177, celui qui embauche, entraîne ou détourne une personne du sexe féminin pour la livrer à autrui en vue de la débauche; celui qui enlève (art. 158—159) ou qui séduit (par ex. art. 171) agit, au contraire, pour son propre compte. Le délit de la traite des blanches ne peut guère avoir de mobile autre que le lucre; il est donc superflu d'en parler dans la définition du délit. L'article 177 s'inspire du texte de la convention internationale concernant la répression de la traite des blanches, conclue à Paris le 4 mai 1910. A cette époque, le Conseil fédéral a ajourné son adhésion à la date de l'entrée en vigueur du code pénal suisse, car jusqu'à ce moment, l'exécution de la convention aurait soulevé de sérieuses difficultés. En revanche, le Conseil fédéral a signé, le 3 juin 1904, l'autre convention internationale concernant la traite des blanches, celle qui en prévoit la répression par des mesures de police.

3. La loi pénale doit incriminer les *outrages à la morale publique* d'une part, parce qu'ils portent une atteinte douloureuse au sentiment de la pudeur, et en outre parce qu'ils sont de nature à éveiller des instincts dangereux. Dans cette catégorie de délits rentre tout d'abord le fait de commettre en public un acte contraire à la pudeur; peu importe que cet acte, en lui-même, soit ou ne soit pas punissable. Des actes licites peuvent devenir outrageants pour la pudeur par la publicité qui leur est donnée. La loi pénale

et la police doivent en outre réagir contre la publication (par ex. par le cinématographe) d'images, de dessins ou d'écrits obscènes. Il s'agit surtout de protéger la jeunesse; au surplus, l'application de la loi pénale, dans ce domaine tout spécialement, exige de la part du juge infiniment de tact et de discernement, si l'on veut éviter qu'elle ne dégénère en une tutelle lourde et hautement préjudiciable imposée aux citoyens. L'importance de cette question a provoqué, ici encore, la conclusion d'une convention internationale, signée à Paris, le 4 mai 1910.

Chapitre sixième.

Délits contre la famille.

(Art. 180 à 186.)

La famille est basée essentiellement sur l'idée du lien conjugal de fidélité entre époux. Ces derniers mis à part, tout commerce sexuel entre membres d'une même famille est exclu. Nous n'avons pas à rechercher ici si et dans quelle mesure les dangers de relations de ce genre au point de vue de la race ont été pris en considération à propos de cette interdiction. L'infraction à cette défense soulève une répulsion si vive que nous réclamons une sanction sévère (art. 180, inceste).

Le lien conjugal peut être atteint par l'acte d'infidélité commis par l'un ou l'autre des époux. D'aucuns envisagent le lien conjugal comme un lien moral à l'égard duquel toute contrainte extérieure doit être exclue, la moralité ne pouvant exister en dehors de la liberté. Nous avons pourtant cru devoir ériger l'adultère en délit (art. 181); car sans cela beaucoup pourraient croire que l'adultère est considéré comme un acte indifférent. — Celui qui est marié ne peut contracter un nouveau mariage; ce principe est sanctionné par l'article 182 qui interdit la bigamie ou la polygamie. L'adultère qu'implique la bigamie est compris dans la définition de cette dernière; mais il n'est pas nécessaire de prouver qu'il a été réellement commis.

L'état civil est la garantie des liens de famille et spécialement des liens entre parents et enfants. Les dispositions qui répriment les falsifications d'état civil, soit par fausses déclarations, soit par actes tels qu'une substitution ou une

supposition d'enfant, sont donc une protection assurée à la famille. L'auteur d'une falsification d'état civil peut avoir obéi à des mobiles honorables : ainsi les parents qui déclarent légitime un enfant illégitime. Le projet permet de tenir compte de mobiles de ce genre (art. 183).

Pour protéger l'enfance, la jeunesse ou la maternité, il ne suffit cependant pas de reconnaître extérieurement l'existence des liens familiaux. Il faut exiger en outre l'accomplissement des devoirs et spécialement des devoirs financiers qui en résultent. Certains devoirs de famille sont sanctionnés, par ex., par les art. 118 et 119. L'art. 184, qui concerne surtout les devoirs de famille d'ordre pécuniaire, est dirigé soit contre les parents, soit contre ceux qui ont accepté d'en tenir lieu, contre le père de l'enfant soit légitime, soit illégitime. Enfin l'art. 185 (violation du devoir d'élever l'enfant) réprime le commerce des enfants et les adoptions faites dans un but illicite. Il va sans dire qu'au surplus, les dispositions que nous venons de citer sont applicables aussi à ceux qui ont reçu l'enfant, s'ils le négligent ou le surmènent.

Quant à l'enfant ou au mineur qui se trouve sous puissance paternelle ou sous tutelle, il ne doit pas pouvoir être soustrait à cette puissance (art. 186, détournement de mineur).

Chapitre septième.

Délits créant un danger collectif.

(Art. 187 à 195.)

Les dispositions de ce chapitre, comme celles des chapitres I et II, ont pour but de protéger la vie et l'intégrité corporelle, ainsi que le patrimoine. Ce qui caractérise les délits du présent chapitre, c'est que leur auteur crée un danger collectif en déchainant des forces naturelles telles que le feu, la force explosive, l'eau ou même la pesanteur. Dans tous ces délits, la négligence doit être punissable aussi bien que l'intention.

Le plus ancien de ces délits est l'*incendie*. Au lieu d'énumérer, selon l'usage, tous les objets qui peuvent donner lieu à incendie — comme s'il s'agissait de la protection de ces objets — le projet se borne à parler de celui qui aura causé un incendie. Pour qu'il y ait incendie, toutefois, le feu doit

avoir pris un développement tel qu'il ait échappé au pouvoir de l'individu qui l'a déchaîné. Ce dernier ne tient plus en bride l'élément destructeur et il n'est plus possible de dire où ses effets cesseront. A cela s'ajoute le fait que l'incendie met en danger non seulement des choses, mais aussi des vies humaines, celles des habitants de la maison en flammes, celles des pompiers, peut-être d'autres encore. Le délit n'est donc pas consommé par le simple fait de mettre le feu; il faut qu'il y ait danger de propagation. Cela élargit naturellement le champ du désistement possible (art. 21). Il n'y a pas lieu de distinguer entre l'incendie d'une chose appartenant à l'auteur et celui d'une chose d'autrui; le danger collectif auquel la loi pénale s'oppose est le même dans les deux cas.

La technique des explosifs est d'origine relativement récente. L'art. 189, tout d'abord, prévoit l'abus de substances dont la destination spécifique n'est pas du tout de servir d'explosifs, mais qui peuvent avoir des effets explosifs. Ces effets peuvent être produits soit intentionnellement, soit par négligence. Cependant, le plus souvent, les explosions intentionnelles seront provoquées à l'aide d'explosifs proprement dits, c'est-à-dire de substances normalement destinées à servir d'explosifs. Telles sont la poudre de mine et aussi, entre autres, les explosifs à base de nitro-glycérine, spécialement la dynamite. Les criminels et particulièrement les anarchistes se sont emparés très vite et presque avec enthousiasme de cette nouvelle arme et les Etats ont dû se hâter de réagir, par des dispositions pénales, même contre les premiers actes préparatoires accomplis en vue de l'usage criminel de la substance dangereuse. Ainsi a été faite notre loi fédérale du 1^{er} avril 1894, complétant le code pénal fédéral. Les art. 190 et 191 du projet reproduisent les trois premiers articles de cette loi, en atténuant les sanctions, conformément au système général du projet. L'art. 192, en revanche, est nouveau. Il punit la négligence dans l'emploi d'explosifs.

L'inondation, avec ses effets destructeurs, peut aussi servir d'arme criminelle. Le délit d'inondation, que vise l'art. 193, est déjà prévu par la législation actuelle. Quant au fait de déchaîner l'énergie électrique, par ex. en provoquant un court-circuit, c'est l'art. 194 qui le réprime, car ce délit sera régulièrement commis par dommage causé à des installations

électriques. Enfin la loi doit prévoir l'utilisation criminelle des effets de la pesanteur : l'art. 193 définit le délit d'*écroulement*, auquel se rattache, en somme, le fait d'enfreindre les règles de l'art de construire, soit avec intention — et alors généralement dans un but de lucre — soit par négligence (art. 195).

Le fait d'endommager ou de détruire des ouvrages de protection peut être aussi un moyen de déchaîner les forces naturelles. A notre époque de correction de rivières et de construction de barrages en vue de créer de l'énergie électrique, la possibilité et le danger d'actes de ce genre, commis intentionnellement ou par négligence, sont particulièrement grands. De là l'insertion, dans le projet, de l'art. 194 concernant les dommages aux installations électriques, travaux hydrauliques et ouvrages de protection.

Chapitre huitième.

Délits contre la santé publique.

(Art. 196 à 202.)

L'hygiène publique a, au cours des dernières dizaines d'années, fait de très grands progrès et atteint de beaux résultats en ce qui concerne soit la lutte contre les facteurs qui produisent la maladie, soit les efforts faits pour combattre la propagation des maladies transmissibles. C'est donc la santé humaine qui est ici le bien juridique protégé. Si le législateur déclare en outre punissable le fait de mettre en danger la santé d'animaux, c'est parce qu'en luttant contre la propagation des maladies du bétail, c'est souvent aussi la santé humaine que l'on protège. Qu'on songe, par exemple, à la tuberculose du bétail qui fournit le lait, ou à la rage. Au surplus, le législateur tient compte aussi de la haute valeur économique de notre bétail et des intérêts de l'agriculture. Ce sont ces intérêts économiques qu'il protège avant tout en interdisant la propagation de parasites dangereux pour la culture agricole ou forestière. Que, d'ailleurs, les produits de cette culture soient indispensables pour l'homme, cela n'a pas besoin d'être démontré à l'heure actuelle.

1. Les premiers articles de ce chapitre du projet ont pour but d'appuyer la *lutte contre la propagation des épidémies, des épizooties et des parasites dangereux.*

a. L'article 196 vise le fait de propager une maladie humaine dangereuse et transmissible. La constitution fédérale (art. 69) donne déjà à la Confédération le pouvoir de prendre, par voie législative, des mesures destinées à lutter contre les maladies créant un danger collectif. La Confédération a fait usage de ce pouvoir en édictant la loi du 2 juillet 1886 concernant les mesures à prendre contre les épidémies. Cette loi contient une série de dispositions de police qui punissent l'inobservation ou l'évasion des mesures prescrites par la loi ou les autorités compétentes. L'application du droit pénal cantonal est expressément réservée. C'est ce droit cantonal que doivent remplacer les dispositions du projet qui répriment le fait de propager, intentionnellement ou par négligence, une maladie dangereuse et transmissible. Ces dispositions ont une portée générale; elles visent aussi la propagation de maladies non prévues par la loi fédérale de 1886. Peu importe également, pour que l'auteur soit punissable, qu'il ait ou non contrevenu à une disposition de cette loi. La revision de l'article 69 de la constitution fédérale, telle qu'elle a été votée le 4 mai 1913, étend le pouvoir de la Confédération de faire des lois de police dans ce domaine. Les lois nouvelles qui pourraient être ainsi édictées par la Confédération n'auraient pas non plus d'influence sur l'article 196 du projet. Cet article ne serait pas davantage atteint par les modifications qui pourraient être apportées à la convention internationale du 3 décembre 1903 concernant les mesures de prophylaxie contre la peste. Cette convention ne contient d'ailleurs aucune disposition pénale.

b. L'article 197 vise le fait de propager, intentionnellement ou par négligence, une épizootie parmi les animaux domestiques. Dans ce domaine aussi et sur la base de l'article 69 de la constitution fédérale, la Confédération a édicté une loi (loi du 13 juin 1917 concernant les mesures à prendre contre les épizooties). La loi prescrit des mesures contre la propagation des épizooties qu'elle énumère et elle prévoit des peines pour le cas d'infraction à ses prescriptions. Entre cette loi et l'article 197, la relation est la même qu'entre l'article 196 et la loi contre les épidémies. L'article 197, lui aussi, a une portée générale; il vise aussi la propagation de maladies non prévues par la loi fédérale; peu importe également que l'auteur ait ou n'ait pas contrevenu aux dispositions de police de cette loi.

c. L'article 198, enfin, déclare punissable celui qui aura propagé un parasite ou germe dangereux pour la culture

agricole ou forestière. Après l'adhésion de la Suisse (25 avril 1882) à l'entente internationale (révisée) du 3 novembre 1881 contre le phylloxéra, la Confédération a édicté la loi du 22 décembre 1893 concernant l'amélioration de l'agriculture. Cette loi (art. 12) donne au Conseil fédéral le pouvoir d'interdire et de punir l'importation, la circulation et l'exportation de plantes, de substances et de produits susceptibles de propager le phylloxéra ou d'autres parasites dangereux pour l'agriculture. Le Conseil fédéral a fait usage de ce pouvoir en édictant une ordonnance d'exécution, qui a été révisée le 10 juillet 1894. L'article 198 du projet vise notamment à protéger les forêts, par exemple contre la propagation (intentionnelle ou par négligence) de la Nonne (*Liparis monacha* L.); le terme « parasite » comprend naturellement aussi les végétations parasitaires. Au surplus, de même qu'en ce qui concerne les articles 196 et 197, le délit de l'article 198 peut être commis sans qu'il y ait contravention à la loi fédérale ou à l'ordonnance d'exécution.

2. Les dispositions de la seconde partie de ce chapitre du projet répriment *la contamination de l'eau potable, ainsi que la fabrication et la mise en circulation de produits nuisibles à la santé.*

a. Les empoisonnements de fontaines ont été fréquemment, autrefois, un sujet d'alarme et d'agitation qui a conduit les populations aux excès les plus regrettables. Aujourd'hui encore, on ne doit pas méconnaître le danger que peut constituer le fait de contaminer, même par négligence, l'eau potable servant aux personnes (par exemple en étendant imprudemment de l'engrais sur un terrain contenant des veines d'alimentation de sources) ou d'empoisonner intentionnellement l'eau des bassins où l'on abreuve le bétail (art. 199).

b. Contre l'adultération des marchandises et spécialement des denrées alimentaires, ce sont les cantons qui ont réagi les premiers. L'insertion dans la constitution fédérale (26 mars 1897) de l'article 69^{bis} a donné ensuite à la Confédération le droit de légiférer sur le commerce des denrées alimentaires, ainsi que d'autres articles de ménage et objets usuels en tant qu'ils peuvent mettre en danger la santé ou la vie. Usant de ce droit, la Confédération a édicté la loi du 8 décembre 1905 sur le commerce des denrées alimentaires et objets usuels.

Le projet a repris les dispositions pénales de cette loi, en les rendant applicables à tout produit quelconque et en

les adaptant aux principes selon lesquels il formule les sanctions pénales. Il incrimine (art. 131 et 132 ci-dessus, et 306 ci-après) le fait de contrefaire, de falsifier ou de déprécier une marchandise, de mettre en circulation, d'importer ou de prendre en dépôt des marchandises ainsi contrefaites, falsifiées ou dépréciées. Ces mêmes actes sont visés par les articles 200 et 201 quand ils sont de nature à mettre en danger la santé des personnes. A ces textes se rattache l'article 324 qui érige en contravention le fait de mettre en vente ou en circulation des denrées alimentaires avariées ou des fruits de table mal mûrs. Ces articles du projet remplacent donc les dispositions pénales correspondantes de la loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires; subsiste seule celle qui prévoit une peine contre celui qui aura contrevenu, intentionnellement ou par négligence, à l'ordonnance du Conseil fédéral.

c. L'article 202, enfin, protège non seulement les agriculteurs, mais aussi tout détenteur d'animaux domestiques, en déclarant punissable le fait de traiter des fourrages naturels et de fabriquer ou de traiter des fourrages artificiels à l'usage des animaux domestiques de telle façon que ces fourrages mettent en danger la santé de ces animaux.

Chapitre neuvième.

Délits contre les communications publiques.

(Art. 203 à 205.)

Les dispositions de ce chapitre ont leur source dans le besoin de renforcer la protection pénale accordée à la vie humaine et à la propriété contre les *dangers que peuvent leur faire courir certains actes* commis, intentionnellement ou par négligence, à l'égard du *service des chemins de fer*. Le fait d'entraver ou de troubler le service des chemins de fer (art. 204) est à coup sûr un délit créant un danger collectif. Il faut donc le déclarer punissable même si aucun dommage n'en est résulté.

Pendant un certain temps, on a pu croire que les chemins de fer avaient monopolisé le trafic des voyageurs et des marchandises et qu'ils étaient désormais, à cet égard, la seule source de danger. Mais bientôt la bicyclette, puis les diverses espèces de véhicules à moteur, l'automobile surtout, ont rendu leur animation aux *routes*. Surtout dans les villes, la circulation est devenue si intense que tout acte im-

prévu qui l'entrave ou la trouble devient un danger. L'accident peut alors avoir des conséquences moins graves que dans le service des chemins de fer; en revanche, il a beaucoup plus souvent l'occasion de se produire. Un véhicule, un cavalier, même un piéton quelconque peut le provoquer ou, au contraire, en être la victime. De là cette conséquence que la protection que nous voudrions assurer à la circulation sur la voie publique est de nature à renforcer le sens de la responsabilité chez l'automobiliste par exemple, mais aussi, d'autre part, de le mettre lui-même à l'abri de nombre de risques auxquels l'exposent soit la malice humaine (clous semés dans la rue ou sur la route!) soit les actes quelconques qui sont de nature à entraver la circulation.

L'article 203 du projet, qui réprime le fait d'entraver ou de troubler la circulation sur la voie publique, doit protéger également la *circulation par eau*. Le droit pénal fédéral actuel ne protège que les bateaux servant au transport des envois postaux; depuis la revision du 5 juin 1902 la protection pénale est accordée aux bateaux à vapeur en général, mais à eux seuls. Les explications données dans le chapitre précédent nous dispensent d'étudier de plus près la relation entre l'article 203 du projet et la législation cantonale sur le trafic par eau, ou entre ce texte et les ententes internationales concernant la navigation sur le Léman (10 septembre 1902), sur le Bodan inférieur et le Rhin (22 décembre 1899) et sur le lac de Constance (8 avril 1899).

La technique de l'*aéronautique* a fait de grands progrès au cours de la guerre actuelle. Il est permis de prévoir qu'après la guerre, la circulation aérienne bénéficiera des résultats atteints. On peut dès maintenant se rendre compte des possibilités de mise en danger qui existent sur les aérodromes, pendant le vol, à l'atterrissage etc. Le texte du projet est adapté aux formes diverses que pourra revêtir l'acte criminel dirigé contre la circulation aérienne.

Au surplus, même sans parler de la création d'un danger collectif, la loi pénale doit protéger contre toute entrave l'*exploitation des services d'intérêt général* qui sont un élément indispensable de notre civilisation et de notre vie économique, en particulier les chemins de fer, les postes, le télégraphe et le téléphone. Si le trouble apporté ou l'entrave mise à l'exploitation de ces services résulte d'un dommage causé aux appareils eux-mêmes, on pourrait appliquer les textes visant les dégradations. Mais le dommage causé aux choses n'est nullement le seul moyen de commettre le délit.

Du reste, le dommage causé à des choses, s'il existe, n'aura le plus souvent qu'une importance infime en regard des intérêts généraux de haute valeur auxquels le délit aura porté atteinte.

Aux entreprises publiques servant aux communications, le projet assimile les établissements et installations servant à distribuer au public *l'eau, la lumière, l'énergie ou la chaleur*, c'est-à-dire surtout les installations servant à la distribution de l'eau potable et les usines génératrices d'électricité. Peu importe que ces établissements soient exploités par l'Etat, par une commune, par une société anonyme ou par de simples particuliers. Tout comme les entreprises publiques servant aux communications, ils servent à satisfaire des besoins primordiaux de la communauté sociale. Constituant des centres d'accumulation et de distribution d'énergie, ils offrent au criminel la possibilité d'atteindre soit indirectement soit directement toute une population d'un seul coup et de la manière la plus sensible. Des pénalités doivent donc être prévues (art. 205).

Chapitre dixième.

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures.

(Art. 206 à 216.)

La monnaie et les poids et mesures sont des instruments de mesure des valeurs et des quantités dans les échanges économiques. Les falsifier, c'est porter atteinte à la sécurité de ces échanges. La confiance publique étant ébranlée, le délit crée certainement un danger collectif. L'intervention du législateur pénal est donc justifiée, non seulement par le préjudice individuel que peuvent subir les personnes trompées par la fausse monnaie ou par les poids ou instruments de mesure falsifiés, mais aussi par le trouble général que la contrefaçon fait naître dans la sécurité des échanges. Si l'acte de tromperie a pour effet de causer un préjudice individuel, il constitue une escroquerie. La contrefaçon est donc un acte préparatoire à l'escroquerie. Mais cet acte préparatoire qui est à lui seul une source de danger, la loi l'érige en délit indépendant passible d'une peine sévère. La loi va même plus loin : elle érige en délit, dans certains cas, l'acte qui ne constitue qu'une préparation à la contrefaçon elle-même (art. 210, 213).

La monnaie, le papier-monnaie et les billets de banque sont mis sur le même pied en ce qui concerne les actes consistant à les contrefaire, à les falsifier ou à les mettre en circulation, à les importer, à les acquérir et à les prendre en dépôt quand ils sont contrefaits ou falsifiés (art. 206 à 210). Cela dispense le juge de faire la distinction, parfois malaisée, entre papier-monnaie et billets de banque. Nous avons examinée la question de savoir si la loi devait parler ici des valeurs d'émission, qui sont jetées en masse sur le marché. Mais d'une part et abstraction faite de la difficulté qu'il y aurait à les définir, les valeurs d'émission ne sont pas des instruments légaux de paiement. D'autre part, à la différence de la monnaie, du papier-monnaie et des billets de banque, elles ne sont pas destinées à servir couramment de moyen de paiement à l'égard de personnes inexpérimentées et peu rompues aux affaires. On peut donc considérer les dispositions sur le faux dans les titres comme suffisantes pour réprimer la contrefaçon concernant des valeurs d'émission. Le projet ne dit rien non plus des certificats d'or et d'argent délivrés par la Banque nationale en vertu de la loi fédérale du 6 octobre 1905, car à teneur de ses rapports, la Banque nationale n'a pas fait usage de la faculté qu'elle a d'émettre des certificats de ce genre en petites coupures pouvant servir de moyen usuel de paiement. Les dispositions du projet remplacent du reste les dispositions pénales de la loi fédérale sur la Banque nationale, sous réserve de l'article 72 de cette loi, qui sanctionne le droit exclusif de la Banque à émettre des billets de banque en déclarant punissable l'émission illicite de billets de banque ou d'autres papiers-valeur. Quant à la dépréciation de la monnaie (art. 209) ou au fait de mettre en circulation de la monnaie dépréciée, d'en importer, d'en acquérir ou d'en prendre en dépôt (art. 210), il va sans dire que le délit ne peut être commis que sur la monnaie métallique, qui seule a une valeur intrinsèque.

Les valeurs qui se rapprochent le plus de la monnaie et spécialement des billets de banque sont les *timbrés officiels de valeur* (art. 211). Il est vrai qu'ils ne sont pas essentiellement destinés à servir de moyens d'échange et d'instruments de mesure de la valeur (sous réserve, peut-être, du cas où les timbres-poste servent à payer les avances de frais faite aux offices de poursuites, en vertu de l'ordonnance du Conseil fédéral du 18 décembre 1891, art. 3. Ils servent plutôt à attester le paiement de certains impôts (impôt du timbre)

ou de certaines taxes. Des timbres officiels de valeur, les plus importants sont les timbres-poste, l'instrument le plus fréquemment employé pour l'affranchissement des envois postaux. Le paiement du port peut, il est vrai, être constaté par un timbre apposé par l'administration postale. Mais alors, le danger de contrefaçon est moins grand, en sorte que le projet n'a pas fait mention de ce cas.

La monnaie nationale n'est pas seule à circuler chez nous. Nos commerçants sont presque obligés d'accepter des étrangers leur monnaie, même en dehors des cas prévus par l'Union latine. La protection pénale doit donc être étendue aux monnaies, aux billets de banque et aux timbres de valeur étrangers (art. 216).

Nous rappelons enfin que les dispositions dont nous venons de parler sont complétées par les articles 325 à 328 du projet.

Les *marques officielles* dont parle l'article 212 sont d'une autre nature. Ces marques ne se vendent pas d'avance. Ce sont celles que l'autorité elle-même imprime ou colle sur un objet. Elles ne peuvent donc pas être mises en circulation. Il a paru indiqué de leur accorder la protection de la loi pénale parce que, d'une part, l'assimilation de ces marques à des titres est discutée et, d'autre part, il est nécessaire de réprimer pénalement la contrefaçon portant sur les timbres etc., qui servent à apposer ces marques.

L'article 214 déclare punissable la falsification des *poids, mesures et balances* soit par apposition d'un poinçon faux ou par falsification d'une empreinte de poinçon, soit par modification de poids, mesures ou balances légalement poinçonnés, soit enfin par usage de poids, mesures ou balances faux ou falsifiés. Le projet protège non seulement les poids, mesures et balances qui servent habituellement à mesurer des quantités de marchandises, mais aussi les autres instruments de mensuration — thermo-alcoolomètres, compteurs d'eau et de gaz, instruments électrométriques — mentionnés dans la loi fédérale du 24 juin 1909 sur les poids et mesures.

Chapitre onzième.

Faux dans les titres.

(Art. 217 à 223.)

Le faux dans les titres et les autres délits prévus par ce chapitre sont également des délits créant un certain danger

collectif. Ils sont de nature à apporter le trouble dans les relations sociales. Cependant, les titres étant essentiellement destinés à servir de moyens de preuve, ce que ces délits mettent surtout en danger, c'est l'administration de la justice. Les délits contre les titres ne sont pas dirigés exclusivement contre le patrimoine.

La notion du titre en général et celle du titre authentique sont définies par l'article 97, chiffre 5.

Les actes punissables sont :

a. La fabrication et la falsification de titres, l'abus de blanc seing et l'usage de ces divers écrits (art. 217, 218). La peine est aggravée quand il s'agit d'un titre authentique, ou de titres privés pour lesquels le besoin d'une protection pénale renforcée se fait sentir et que, pour cette raison, le projet assimile aux titres authentiques : ainsi les valeurs d'émission. La peine est atténuée, en revanche, comme c'est souvent le cas dès maintenant, lorsqu'il s'agit de certains titres soit authentiques, soit privés, tels que papiers de légitimation, certificats ou attestations.

b. L'obtention frauduleuse d'un titre faux (faux immatériel). L'auteur du délit induit en erreur un fonctionnaire ou un officier public (art. 219). S'il induit le fonctionnaire à faire sciemment une constatation fausse, il est punissable comme instigateur du faux intellectuel visé, comme délit contre les devoirs de fonction, par l'article 281.

c. La suppression de titres (art. 220). L'auteur de l'infraction détruit, endommage ou fait disparaître un titre dont il a la possession, ou bien il soustrait un titre à celui qui le possède; le tout en vue de causer un préjudice à autrui en le privant d'un moyen de preuve, ou dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite. Peu importe que l'auteur soit propriétaire du titre; il suffit qu'un tiers ait le droit d'en exiger la production. Les articles 143 ou 310 permettent de punir aussi celui qui, sans avoir le dessein de s'enrichir ou de causer un préjudice à autrui, manque à son devoir de conserver un titre. L'article 220 peut avoir une grande importance pour protéger les droits acquis en vertu d'une disposition de dernière volonté, que le disposant ait lui-même gardé son testament, ou qu'il l'ait déposé en mains tierces.

Il faut élargir la notion du titre pour y comprendre les bornes et autres signes de démarcation (art. 222). Ces signes peuvent être assimilés, soit à des titres privés, quand ils

marquent la limite entre deux fonds privés ou entre un fonds privé et le domaine public, soit à des titres authentiques, quand ils marquent des limites politiques.

L'article 223, enfin, qui protège les *signaux trigonométriques* ou *hydrauliques*, a été inséré dans le projet pour assurer l'exactitude des mensurations cadastrales et celle des marques publiques d'étiage.

Chapitre douzième.

Délits contre la paix publique.

(Art. 224 à 228.)

Les dispositions de ce chapitre déclarent punissable : le fait de jeter l'alarme dans la population par la menace d'un acte de violence de nature à mettre en danger la vie, la santé ou la propriété (délit de menaces alarmant la population);

la provocation à de tels actes de violence (provocation publique au délit);

enfin le fait de commettre effectivement des violences contre des personnes ou des propriétés au cours d'attroupements formés en public (délit d'émeute).

Le délit d'alarme jetée dans la population (« Landzwang » du droit allemand) peut être commis soit par des bandes, soit par des individus isolés. En tous cas, l'auteur de l'infraction (par exemple celui qui a rédigé la lettre de menaces) est un personnage dangereux qu'il y a lieu de mettre hors d'état de nuire. Il y a quelques dizaines d'années, des groupes anarchistes ont assez souvent usé du procédé qui consiste à jeter, par des menaces, l'effroi dans la population. C'est ce qui détermina le législateur à insérer dans la loi fédérale du 1^{er} avril 1894, complétant le code pénal fédéral, une disposition punissant ceux qui, dans le dessein de propager la terreur ou d'ébranler la sûreté publique, incitent à commettre les délits contre les personnes ou les propriétés, ou donnent des instructions en vue de leur perpétration. Des actes de ce genre tomberaient sans aucun doute sous le coup de l'article 224 du projet. — Si, en revanche, l'incitation n'est pas seulement une forme de la menace, s'il y a provocation véritable à un délit, c'est l'article 225 qui devient applicable. La provocation publique peut être considérée comme une forme spéciale de l'instigation. A la différence de cette der-

nière, toutefois, elle ne vise pas à faire naître une résolution personnelle chez un individu isolé. Elle s'adresse à la foule, à ses sentiments et à ses instincts qui, déchaînés, peuvent la porter aux pires extrémités. La propagande anarchiste prêchant l'action directe a aussi usé de ce procédé. C'est ce qui a déterminé le législateur à insérer dans le code pénal fédéral, par loi du 30 mars 1906, un article 52^{bis} ainsi conçu : « Celui qui, publiquement, incite à commettre des crimes anarchistes ou donne des instructions pour les commettre, ou fait publiquement l'apologie de crimes de ce genre, dans l'intention d'inciter autrui à commettre de tels actes, sera puni de l'emprisonnement. » La restriction au délit anarchiste ne subsiste plus dans l'article 225 du projet.

L'article 226 vise l'émeute n'ayant pas un but politique. L'émeute dirigée contre l'Etat ou la défense nationale tombe, en revanche, sous le coup de l'article 229 ou de l'article 235, chiffre 2. Un texte exprès n'est pas nécessaire pour que les meneurs puissent être frappés d'une peine plus sévère que les simples participants; au surplus, les meneurs encourent la peine des délits que la foule a pu commettre sous leur impulsion.

Depuis des siècles, c'est la Confédération qui est chargée d'assurer la paix confessionnelle. Quoique le danger de guerre de religion ne soit plus bien grand, le projet a cru devoir protéger, au moins en un sens, la liberté de croyance et de conscience et le libre exercice des cultes, que garantissent les articles 49 et 50 de la constitution fédérale, aussi contre les atteintes qui pourraient lui être portées par de simples particuliers. On doit reconnaître, toutefois, que la protection accordée par l'article 227 aux convictions en matière de croyance, aux actes cultuels, aux lieux et aux objets destinés au culte, va jusqu'à la limite du possible. Aller plus loin porterait atteinte au droit qu'a chaque citoyen d'exprimer librement sa pensée à ce sujet.

L'article 228, enfin, réprime les atteintes aux sentiments de piété des survivants à l'égard des morts. La possibilité d'une atteinte de ce genre est la raison d'être de ce texte, mais il n'est pas nécessaire, pour qu'il soit applicable, de prouver que ce sentiment de piété a réellement été lésé; ce sont aussi les bonnes mœurs que le législateur pénal a entendu protéger.

Chapitre treizième.

Délits contre l'Etat et la défense nationale.

(Art. 229 à 248.)

Le projet, nous l'avons vu, classe en somme en trois grandes catégories les objets que la loi pénale a pour mission de protéger : les biens juridiques des particuliers, ceux de la communauté, enfin ceux de l'Etat. Nous entrons maintenant dans le troisième et dernier groupe des infractions énumérées à la partie spéciale. Ce sont les délits contre les biens juridiques de l'Etat, ou plus exactement contre les biens juridiques de haute valeur que représente, pour l'individu, l'existence de l'Etat et de ses institutions.

1. Les dispositions du présent chapitre visent les *délits contre l'Etat en général*, savoir : l'acte de violence tendant à un bouleversement intérieur (haute trahison, art. 229); l'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (atteinte à l'indépendance de la Confédération, art. 230); la trahison au profit de l'étranger (trahison diplomatique, art. 231) sans usage de la violence ni appel à la violence, sous l'une des trois formes suivantes : violation de secret, falsification ou soustraction de documents, gestion déloyale de négociations diplomatiques. Sous ces trois formes, la trahison diplomatique peut être commise par négligence. Aussi, le projet la déclare punissable même dans ce cas, tandis qu'il ne réprime la haute trahison et l'atteinte à l'indépendance de la Confédération que lorsqu'elles ont été commises intentionnellement.

Les armes et le drapeau de la Confédération, considérés comme emblèmes de souveraineté, peuvent être outragés. Il faut les protéger, d'autant plus que nous protégeons aussi ceux des Etats étrangers. Dans l'un et l'autre cas, toutefois, la protection de la loi pénale n'est accordée qu'aux emblèmes arborés par une autorité ou un représentant officiel de l'Etat dont s'agit. Arborés comme ornements, à l'occasion d'une fête, les armes et le drapeau de l'Etat ne sont plus des emblèmes de souveraineté (art. 232, cf. aussi 262). La même relation existe entre la protection que la loi pénale assure à la souveraineté territoriale et au territoire suisse (art. 233) et la protection qu'elle accorde aux Etats étrangers contre les actes commis sur notre territoire ou par un de nos ressortissants et par lesquels leur souveraineté territoriale ou leur territoire pourraient être violés (art. 263).

2. Dès avant la guerre actuelle, on a éprouvé le besoin de multiplier et d'élargir les dispositions visant à la *protection de notre défense nationale*. Ces dispositions du projet ont été soumises aux délibérations de la commission d'experts encore en temps de paix. Elles ont été insérées en partie soit dans l'ordonnance du 6 août 1914 concernant les dispositions pénales pour l'état de guerre, soit dans l'ordonnance du 2 février 1917 sur la sauvegarde des secrets militaires, et elles sont ainsi entrées immédiatement en vigueur. Les événements ont justifié cette manière de faire. D'autre part, ces dispositions ont été introduites dans l'avant-projet de code pénal militaire suisse, soit parce que les délits qu'elles prévoient peuvent être commis par des militaires, soit aussi parce que les civils qui les commettent peuvent dans certains cas être soumis à la juridiction militaire. Mais précisément parce que les civils ne sont soumis à la juridiction militaire que dans une mesure restreinte, il importe de maintenir ces dispositions dans le code pénal ordinaire.

De ces dispositions, la plupart ont une valeur pratique déjà en temps de paix, pour protéger la préparation de la défense nationale. Certains délits contre la défense nationale deviennent cependant plus graves s'ils sont commis en temps de service actif; de là l'aggravation de peine prévue par l'article 234, chiffre 2. D'autres infractions ne font naître un danger réel qu'en temps de service actif: voir les articles 235, 236, 242, 245, 248, ainsi que les articles 246 et 247 pour autant que ces deux derniers textes ont trait à des internés (nous ne pouvons guère avoir des internés qu'en temps de service actif). — Actuellement et tant que dure la mobilisation de notre armée, nous sommes certainement en temps de service actif. L'avant-projet de code pénal militaire suisse définit le service actif: le service ayant pour but soit d'assurer l'indépendance du pays vis-à-vis de l'étranger, soit de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur. — Certains délits, enfin, ne peuvent être commis que si la Suisse elle-même est en guerre, ainsi le fait, pour un Suisse, de porter les armes contre la Confédération (art. 237), la trahison par services rendus à l'ennemi (art. 238) et la libération de prisonniers de guerre (art. 247).

Le projet classe en trois catégories les délits contre la défense nationale:

a. Délits de *trahison* (art. 234 à 238). D'accord ou non avec l'étranger ou avec l'ennemi, l'auteur de l'infraction

porte atteinte aux intérêts de la défense nationale et, par là même, sert des intérêts opposés. Cette atteinte résulte soit de la trahison par violation de secrets militaires, soit du fait que les opérations militaires sont entravées ou compromises par des actes qui, commis à l'arrière, ou bien sont dirigés contre des installations ou objets servant à l'armée, ou bien troublent l'ordre public ou interrompent ou troublent des exploitations nécessaires à la population ou à l'administration militaire (cf. art. 205 et 226). La trahison peut être commise aussi par le fait d'entraver ou de compromettre, intentionnellement ou par négligence, les opérations de l'armée, en propageant de fausses informations. L'article 245, en revanche, vise le fait de propager des informations inexactes de nature à porter préjudice à l'armée dans l'opinion publique. Quant à la propagation d'informations exactes, au mépris d'ordres donnés par les autorités compétentes, elle peut être réprimée par application de l'article 248. Notons enfin que l'extension de la guerre au domaine économique rend nécessaire une disposition déclarant punissable la trahison par services économiques rendus à l'ennemi (favoriser l'ennemi par des livraisons, participer ou souscrire à un emprunt ennemi, etc.).

b. Délits portant atteinte à la puissance défensive du pays (art. 239 à 242). Ce sont les infractions qui portent atteinte aux effectifs (enrôlement illicite, mutilation, esquiver le service militaire), ou qui compromettent l'entretien matériel de l'armée (inexécution des marchés de fournitures).

c. Délits portant atteinte à la sécurité militaire (art. 243 à 248). L'auteur de l'infraction intervient dans le service (incitation à des délits militaires, entraver le service). Ou bien il publie des informations inexactes qui portent préjudice à l'armée dans l'opinion publique. Ou enfin, il aggrave les difficultés de la garde et de la surveillance des internés ou des prisonniers de guerre. L'article 248, d'autre part, sanctionne l'obligation imposée aux civils d'obéir aux ordres donnés, en temps de service actif, par les autorités militaires ou les instances compétentes de commandement.

Le livre consacré aux contraventions contient encore d'autres dispositions destinées à protéger la défense nationale; voir les articles 334 à 336.

Chapitre quatorzième.

Délits contre la volonté populaire.

(Art. 249 à 254.)

Les dispositions de ce chapitre sont destinées à protéger le citoyen dans l'exercice de ses droits politiques, de son droit à concourir selon les formes constitutionnelles à la formation de la volonté de l'Etat. L'étendue de ces droits et le mode selon lequel on en fait usage sont déterminés pour la Confédération par la constitution et la législation fédérales, pour les cantons par la constitution et la législation cantonales. Le projet ne parle ni des districts, ni des cercles, ces organismes politiques n'ayant aucune autonomie administrative et n'étant que des subdivisions du territoire de l'Etat. Ce sont des arrondissements électoraux dans le cadre desquels le citoyen prend part aux affaires publiques de son canton. Quand l'Eglise est une institution d'Etat, le droit du citoyen d'intervenir dans les questions qui la concernent fait partie de ses droits politiques cantonaux et communaux. Si les affaires ecclésiastiques sont séparées des affaires temporelles, c'est le droit cantonal qui désigne les citoyens aptes à voter au sujet des questions d'Eglise. Enfin même là où une séparation complète existe entre l'Eglise et l'Etat, les corporations ecclésiastiques sont de droit public et la loi pénale protège l'exercice du droit de vote de leurs membres.

La protection pénale est également accordée aux droits correspondants des membres d'autres corporations qui, à teneur du droit cantonal, sont des organes de la commune.

Les dispositions du présent chapitre ne visent pas seulement les délits traditionnels contre les votations ou élections. Elles protègent aussi le droit de referendum et d'initiative. D'autre part, de nombreux recours en matière d'élections ou de votations ont fait apparaître la nécessité d'une protection spéciale assurée au secret du vote (art. 253).

L'article 254 donne satisfaction à une exigence justifiée du sentiment populaire: l'auteur d'un des délits prévus au présent chapitre peut toujours être temporairement privé de ses droits civiques.

Chapitre quinzisième.

Délits contre l'autorité publique.

(Art. 255 à 260.)

La volonté de l'Etat est mise à exécution par ses autorités et ses fonctionnaires, qui répondent eux-mêmes devant le peuple de l'accomplissement correct de leur tâche. Il y aura donc délit contre l'autorité publique quand une personne cherche à imposer sa volonté à une autorité ou à un fonctionnaire, soit par la violence ou la menace (art. 255), soit par la corruption, ou même se substitue à un fonctionnaire ou à une autorité et usurpe l'exercice d'une fonction ou le pouvoir de donner des ordres (art. 256). De même quand une personne contrevient à certains ordres de l'autorité: soustraction d'objets dont l'autorité s'est saisie (article 258, le détournement d'objets mis sous main de justice est déjà prévu par l'article 146). De même encore quand une personne ne respecte pas une marque apposée par l'autorité: bris de scellés (art. 259). De même enfin quand un individu expulsé rompt son ban (art. 260). Peu importe, dans ce dernier cas, que l'expulsion ait été prononcée par arrêté administratif ou par jugement. D'une façon générale, du reste, les autorités et les fonctionnaires que la loi protège ici sont les autorités et les fonctionnaires de l'ordre administratif aussi bien que de l'ordre judiciaire, toutes les autorités et tous les fonctionnaires de l'Etat, y compris ceux des communes qui sont, eux aussi, organes de l'Etat.

Les articles 334 à 346 érigent en contraventions d'autres cas d'insoumission aux prescriptions de l'autorité publique.

Chapitre seizième.

Délits contre les Etats étrangers.

(Art. 261 à 266.)

L'Etat que protègent les dispositions des chapitres XIII à XV est notre Etat, la Confédération et les cantons. Nous n'avons, en revanche, pas à punir les infractions visées par plusieurs de ces dispositions, quand elles sont dirigées contre un Etat étranger. Nous n'extradons même pas les auteurs de ces infractions, quand ils se sont réfugiés en Suisse. Ces infractions sont des délits purement politiques, sauf le délit de corruption (art. 257; cf. loi fédérale du 22 janvier 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers, art. 3, VII, g). Mais cette ré-

serve faite en ce qui concerne les délits politiques, nous ne pouvons pas tolérer que des entreprises verbales ou réelles contre un Etat étranger soient fomentées sur notre territoire, car elles pourraient compromettre la paix entre Etats. Nous avons vis-à-vis de nous-mêmes le devoir, et le droit international nous impose l'obligation de réagir pénalement contre des entreprises de ce genre.

Le fait d'outrager un Etat étranger dans la personne de son chef, de son agent diplomatique ou chargé d'affaires, ou dans son gouvernement, est déjà érigé en délit — en termes un peu différents de ceux dont se sert le projet — par le code pénal fédéral (art. 42 et 43). Ces dispositions ont été introduites dans le projet, car en ces matières peuples et gouvernements sont souvent d'une susceptibilité extrême. Le projet a, en définitive, maintenu la réserve de réciprocité que contient le code pénal fédéral. La poursuite pénale n'est ouverte qu'à la requête du gouvernement étranger lésé et sur ordre du Conseil fédéral, ordre qui ne sera donné que si le Conseil fédéral tient la réciprocité pour assurée. Cette réserve prévient l'objection à teneur de laquelle l'honneur des Etats étrangers serait mieux protégé que celui de notre propre gouvernement. En fait, d'ailleurs, la réciprocité dont nous parlons existe d'une manière générale dans les rapports internationaux, qui sont ici seuls en cause. En temps de guerre, toutefois — c'est-à-dire si l'Etat étranger lésé, tout au moins, se trouve en état de guerre — le Conseil fédéral peut faire abstraction de la réserve de réciprocité (art. 266).

Les autres dispositions du présent chapitre correspondent à celles qui visent à protéger notre Etat. L'article 262 prévoit les atteintes aux emblèmes nationaux étrangers (cf. art. 232, atteinte aux emblèmes de la Confédération ou des cantons). L'article 263, chiffre 1, déclare punissable l'atteinte à la souveraineté territoriale étrangère (cf. art. 233, violation de la souveraineté territoriale de la Confédération). L'article 263, chiffre 2, incrimine, quand ils sont dirigés contre un Etat voisin, les actes qui, dirigés contre la Suisse, constitueraient le délit de haute trahison prévu par l'article 229. L'article 264 réprime les entreprises hostiles contre un belligérant ou contre des troupes étrangères; ce sont en somme, commis en temps de guerre, les actes que l'article 263 déclare punissables en temps de paix. Enfin le délit d'espionnage militaire au préjudice d'un Etat étranger (art. 265) correspond au délit de trahison par violation de secrets intéressant notre défense nationale (art. 234). C'est naturellement

quand un des Etats voisins est en guerre que le service des renseignements militaires a la plus grande importance. Néanmoins, comme l'espionnage existe même en temps de paix, l'application des sanctions pénales ne doit être limitée au temps de guerre ni dans l'article 234, ni dans l'article 265.

Cnapitre dix-septième.

Délits contre l'administration de la justice.

(Art. 267 à 275.)

Les délits commis par les fonctionnaires et les autres personnes chargées de l'administration de la justice sont prévus au chapitre suivant (délits contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels), dont plusieurs articles insistent expressément sur le fait que l'auteur de l'infraction était « appelé à rendre la justice ». Les dispositions du chapitre XV, d'autre part, visent les entreprises criminelles dirigées contre la personne de ceux qui sont chargés d'administrer la justice; c'est là, notamment, que se trouve le texte réprimant la corruption (art. 257).

Les infractions du présent chapitre peuvent être commises soit par les parties, soit par d'autres personnes intéressées au procès, soit encore par des tiers. Ces infractions, qui ne sont pas dirigées contre la personne même du juge, peuvent être classées en trois groupes :

1. *Délits contre la poursuite pénale.* La dénonciation d'une personne que le dénonciateur sait innocente est la forme la plus vile et la plus dangereuse de l'appel abusif à l'autorité de poursuite pénale. On doit punir non seulement la dénonciation formelle, indiquant le nom de la personne dénoncée, mais aussi d'autres machinations astucieuses telles que le fait de marquer de fausses empreintes ou de créer quelque autre indice propre à égarer la justice, à l'induire à poursuivre un innocent. C'est ce qu'admet déjà l'article 177 du code pénal tessinois (dénonciation calomnieuse, art. 267 du projet).

Peut aboutir au même résultat, mais sans que le délinquant l'ait voulu, le fait d'induire la justice en erreur (article 268) par dénonciation d'un délit qu'il savait n'avoir pas été commis, par exemple pour dissimuler une autre infraction dont il est réellement l'auteur. Il en est autrement du fait de se dénoncer faussement soi-même. Si cette dénonciation a pour but de soustraire autrui à une poursuite pénale,

elle tombe, quels qu'en soient d'ailleurs les motifs, sous le coup de l'article 269 visant le fait d'entraver l'action pénale. On peut, en revanche, se dénoncer soi-même faussement dans un autre but, par exemple pour détourner les soupçons relatifs à un délit plus grave qu'on a réellement commis. Dans tous les cas, celui qui se joue ainsi de la justice doit être puni.

Commets le délit de l'article 269 celui qui soustrait une personne soit à une poursuite pénale, soit à l'exécution d'un jugement. Le délinquant peut cependant avoir obéi à des mobiles non égoïstes et le législateur pénal doit, dans certains cas, tenir compte de son désintéressement et renoncer à punir. C'est ce que le projet exprime en disant que le délinquant n'encourra aucune peine, si ses relations avec la personne qu'il a favorisée sont assez étroites pour rendre sa conduite excusable. D'une façon générale, au surplus, le juge tiendra compte des mobiles, qui peuvent être aussi d'ordre égoïste, en mesurant la peine.

2. *Délits contre l'administration des preuves*, soit dans le procès civil ou pénal, soit dans un conflit administratif (art. 273).

La fausse déclaration d'une partie en justice (art. 270) n'est un délit qu'autant qu'en vertu de la loi de procédure, cette affirmation fait preuve. Tel est le cas quand il s'agit d'une déclaration sous serment. L'article 270 remplace donc les dispositions du droit pénal cantonal qui visent la parjure.

Le droit pénal réprime de vieille date le faux témoignage, le faux rapport et la fausse traduction en justice (art. 271). L'atténuation de peine (pouvant aller jusqu'à l'exemption de toute peine) dont le délinquant bénéficie en cas de repentir actif (art. 272) est dans l'intérêt de la justice elle-même. Les experts, traducteurs et interprètes sont à la fois des auxiliaires du juge et des moyens de preuve. Ils tombent donc, cas échéant, sous le coup des textes visant la corruption active et passive (art. 279, 280, 257).

Pour la protection des moyens de preuve que constituent les titres, voir les articles 217 à 221 et 281. Ces dispositions ont une importance particulière en matière de procédure gracieuse (non contentieuse).

3. *Délits contre l'exécution des peines*. L'article 274 prévoit le délit de libération de détenus, auquel correspond le délit de fonction d'assistance à l'évasion (art. 283). S'évader soi-même ne constitue pas un délit, ce qui n'exclut pas la

possibilité d'une répression disciplinaire en vertu du droit cantonal. En revanche, le projet déclare punissable la mutinerie de détenus (art. 275). Enfin le tiers qui prête assistance ou fournit un abri à l'évadé tombe sous le coup de l'article 269. Etant donné l'importance des mesures de sûreté qui consistent en une privation de liberté (cf. p. 10, 16, 28 ci-dessus), il est à désirer que ces mesures d'internement jouissent de la même protection pénale. D'autre part, l'intérêt qu'il y a à mettre ainsi la société à l'abri des atteintes d'individus dangereux existe également à l'égard de ceux qui sont internés par application du droit cantonal administratif et de police: qu'on songe, par exemple, aux aliénés dangereux.

Les contraventions prévues aux articles 344 à 346 sont aussi dirigées contre l'exécution des peines.

Chapitre dix-huitième.

Délits contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels.

(Art. 276 à 287.)

Le mot *fonctionnaire*, qui comprend aussi les employés publics, est défini à l'article 97, chiffre 4. Rentrent dans cette définition aussi bien les fonctionnaires de la justice que ceux de l'administration publique. Les autorités, d'autre part, sont des collègues de personnes auxquels incombe l'exercice indépendant de certains droits souverains ou de certains droits d'autonomie. Ce sont donc avant tout l'Assemblée fédérale, les parlements cantonaux et les conseils communaux. Leurs membres ne sont pas des fonctionnaires au sens strict du terme. La loi doit donc en faire mention expresse, quand ses dispositions doivent leur être applicables: voir les articles 276, 278, 279 et 280 du projet, qui visent à maintenir intact le bon renom de nos autorités. Les autres infractions prévues au présent chapitre ne peuvent guère être commises par les membres d'une autorité.

Renonçant à créer un délit général de violation intentionnelle ou par négligence des devoirs de fonction, le projet se borne à déclarer punissables divers cas particuliers, spécialement importants, de manquement à ces devoirs. Des textes qui les visent, les uns ont trait aux devoirs de fonction en général: un fonctionnaire quelconque peut commettre le délit; d'autres sanctionnent les devoirs spéciaux des fonctionnaires de certaines branches de l'administration publique.

La violation des devoirs de fonction en général est érigée en délit essentiellement dans les cas où l'auteur exploite à son profit personnel les pouvoirs que lui confère sa fonction : abus d'autorité (art. 276), concussion (art. 277), gestion déloyale des intérêts publics (art. 278), qui fait pendant à la gestion déloyale d'intérêts privés prévue à l'article 136, corruption passive et délit consistant à accepter un avantage (art. 279, 280). Dans certains cas, cependant, le projet n'exige pas la preuve de l'existence d'un mobile égoïste. Ainsi en ce qui concerne le faux intellectuel (art. 281), l'assistance à l'évasion d'une personne détenue ou internée (art. 283) et la violation du secret de fonction (art. 284). Peu importe, dans ce dernier cas, qu'il s'agisse d'un secret d'Etat ou d'un secret de nature privée.

Les articles 286 et 287 visent les délits des fonctionnaires postaux et ceux des fonctionnaires du télégraphe ou du téléphone (violation du secret postal, télégraphique ou téléphonique, etc.).

Ces dispositions sont complétées par le droit disciplinaire soit fédéral soit cantonal. En revanche, le projet n'érige en contravention aucune violation des devoirs de fonction.

Le projet est sévère à l'égard des délits des fonctionnaires. C'est que nous attachons une grande importance au maintien de la réputation d'intégrité qui, jusqu'ici, appartient à juste titre aux fonctionnaires de notre pays.

2. Certaines dispositions du présent chapitre sont applicables à de *simples particuliers* qui sont : tout d'abord les personnes appelées à rendre la justice (jurés), les arbitres, ainsi que les experts, traducteurs ou interprètes commis par l'autorité, en ce qui concerne la corruption passive et le fait d'accepter un avantage (art. 279, 280). Ensuite les officiers publics, donc en particulier les notaires, même quand ils n'ont pas la qualité de fonctionnaires, en ce qui concerne le faux intellectuel (art. 281). De même les médecins et les vétérinaires, dont les certificats sont souvent destinés à être produits à une autorité (art. 282). Enfin toute une série de personnes astreintes au secret professionnel (art. 285). On doit réellement avoir vis-à-vis d'elles la même confiance que vis-à-vis de fonctionnaires, et on doit savoir que s'ils s'en montrent indignes ils sont punissables.

Livre deuxième: les contraventions.

1. Etendue de la législation pénale sur les contraventions.

Le législateur doit examiner de cas en cas la question de savoir si une infraction doit être traitée comme délit ou comme contravention. Pour établir une distinction entre ces deux catégories d'infractions, on a voulu ériger en critère la différence dans leurs effets: devrait être classée parmi les délits toute infraction impliquant lésion ou mise en danger d'intérêts généraux ou individuels dignes de protection juridique; serait, en revanche, une contravention toute infraction de simple insoumission violant des prescriptions édictées soit pour protéger l'ordre public, soit pour éviter un dommage ou prévenir un danger. Ce critère est insuffisant. Car d'une part il est difficile de distinguer entre la création directe et la création indirecte d'un danger; d'autre part, certaines infractions qui impliquent un résultat (par exemple les vols ruraux et forestiers, ainsi que certains larcins) ont été de tout temps considérées comme des contraventions, tandis qu'on doit parfois classer parmi les délits des infractions de pure insoumission (voir notamment l'art. 248). Ce qui guidera de préférence le législateur, c'est le fait que pour réprimer une infraction donnée, il paraît suffisant d'employer soit le système de pénalités atténuées de la législation concernant les contraventions (amende, privation de liberté courte et n'ayant pas le caractère infamant de l'emprisonnement ou de la réclusion), soit aussi une procédure abrégée et moins dure pour l'infacteur. C'est de ces principes que le législateur a dû s'inspirer tout spécialement partout où se posait la question de savoir s'il fallait traiter comme délits (art. 124, 125, 217) ou comme contraventions spéciales (art. 300, 301) les cas considérés comme étant de très peu de gravité.

Mais il ne s'agit pas seulement de savoir quand une infraction est un délit et quand on doit au contraire la classer parmi les contraventions. Il faut encore, en matière de contraventions, tracer la limite entre le droit fédéral et le droit cantonal. Jusqu'où le législateur fédéral doit-il aller dans sa besogne d'unification et jusqu'où doit-il exclure l'application des législations cantonales? A la législation fédé-

rale, le projet fixe à cet égard des limites très strictes. Il ne réprime que les catégories suivantes de contraventions :

a. Contraventions à des prescriptions du droit fédéral, dont la répression a été jusqu'ici confiée à la législation cantonale: voir par exemple art. 308—309 (poursuite pour dettes et faillite), 325—326 (législation sur les monnaies), 310 et 348 (droit des obligations et code civil). On peut même faire rentrer dans cette catégorie les contraventions prévues aux art. 307 et 347. Le droit normateur étant fédéral, le droit sanctionnateur doit l'être également. Aucune raison ne peut plus être invoquée pour continuer à abandonner aux cantons la protection pénale des règles du droit fédéral. Ces principes s'appliquent aussi, somme toute, aux dispositions visant à assurer l'exécution de certaines peines prévues par le projet (art. 344 à 346).

b. Contraventions en relation directe avec certains délits prévus au premier livre du projet. Ainsi les contraventions dont nous avons déjà parlé, cas peu graves de délits dont elles sont disjointes; ces cas existent spécialement en matière de délits contre le patrimoine (art. 298—305). Le législateur fédéral seul peut ici tracer la limite entre délits et contraventions. S'il s'abstenait de le faire, la notion du délit varierait de canton à canton. Seul le législateur fédéral peut édicter, en ce qui concerne ce second groupe de contraventions, des dispositions sans lacunes et adaptées exactement à la définition de chacun des délits correspondants.

c. Contraventions déjà prévues par des lois fédérales en vigueur et pour lesquelles, par conséquent, les dispositions du projet n'apportent aucune restriction à l'application du droit cantonal. Voir dans ce sens art. 306 et 324 (contraventions déjà réprimées par la loi fédérale sur les denrées alimentaires), art. 327 (cf. loi fédérale sur la Banque nationale), art. 328 (cf. loi fédérale sur les postes).

d. Autres contraventions. En dressant la liste de ces infractions, le rédacteur du projet est parti du principe qu'il ne devait y faire figurer que les contraventions ayant un caractère général, et non celles qui n'ont qu'une portée locale. Les articles 296 (omission de prêter secours en cas d'urgence) et 333 (mauvais traitement envers les animaux) con-

vertissent en règles de droit des commandements d'une haute portée morale. Les art. 297 et en partie aussi 332 complètent les dispositions du premier livre tendant à protéger les enfants et les adolescents. Les art. 314 à 320 contribueront à la lutte contre l'immoralité. Enfin les contraventions de presse doivent être insérées au projet, le pouvoir des cantons de légiférer en cette matière étant aboli par l'art. 64^{bis}, alinéa 3, de la constitution fédérale.

2. Partie générale.

Les dispositions de la partie générale du premier livre sont applicables aux contraventions, sous réserve des modifications prévues par le projet.

Sont donc valables sans restriction, en matière de contraventions, les dispositions du livre premier concernant le champ d'application de la loi (art. 3 à 9).

De même, les dispositions sur la responsabilité et la culpabilité (art. 10 à 18). Repoussant la règle française d'après laquelle, en matière de contraventions, le fait matériel suffit à justifier la répression, le projet fait de la preuve de la culpabilité la condition indispensable de toute peine, ici comme en matière de délits. En particulier, est dans la règle seul punissable celui qui agit intentionnellement (art. 16).

La tentative n'est punissable que dans les cas prévus aux articles 302, 303 et 334. Partout ailleurs — pour autant qu'en matière de contraventions il est possible de discerner un commencement d'exécution — la tentative n'est pas punissable.

Sont applicables sans réserve les dispositions sur la participation (art. 22 à 25), ainsi que les règles générales concernant la responsabilité en matière de délits de presse : certaines contraventions sont constituées par une publication faite sans droit, publication qui aura lieu le plus souvent par la voie de la presse. L'art. 349, toutefois, édicte des règles spéciales sur les infractions aux prescriptions de police concernant la presse.

Aucune dérogation n'est faite non plus, en matière de

contraventions, aux dispositions relatives à la plainte du lésé (art. 27 à 30) et aux actes licites (art. 31 à 33).

Les peines contraventionnelles principales sont exclusivement les arrêts et l'amende. Cela résulte des dispositions de la partie spéciale. Pour les arrêts, le projet prévoit la possibilité d'une condamnation conditionnelle, avec délai d'épreuve réduit à un an. On peut, il est vrai, se demander si cette faveur sera considérée comme telle par l'auteur d'une contravention, étant donné la sévérité des conditions dont elle est grevée.

Quant aux peines accessoires et aux mesures de sûreté, certaines d'entre elles sont exclues du domaine des contraventions. D'autres ne peuvent être prononcées que dans les cas expressément prévus par la loi. Sont au contraire applicables sans restriction les dispositions du premier livre concernant le cautionnement préventif, la confiscation d'objets dangereux et la dévolution à l'Etat. Une contravention ne pourra guère donner lieu à des allocations au lésé.

En ce qui concerne la mesure de la peine des contraventions, le juge appliquera les règles prévues pour les délits. Il est certain que, dans la plupart des cas, le juge n'aura pas à résoudre des problèmes de psychologie bien compliqués. Certaines contraventions, toutefois, dénotent des déficits de caractère invétérés : ainsi le vagabondage et la mendicité prévus à l'art. 332. D'autres (par exemple les mauvais traitements envers les animaux, art. 333) révèlent des penchants dangereux. D'autres encore sont l'indice d'une absence totale de scrupules. Dans ces cas-là, le juge aura d'excellentes raisons d'étudier de plus près l'ensemble de la personnalité de l'auteur et peut-être de le signaler à l'attention d'autres autorités. Pour l'appréciation de la récidive, seront applicables d'une part les dispositions sur la récidive générale, sous une seule réserve (celle qui résulte de l'art. 293). D'autre part, le projet tient compte de la récidive spéciale, c'est-à-dire de la réitération d'une même contravention, soit d'une manière générale (art. 293, ch. 2) en ce qui concerne les contraventions pour lesquelles la seule peine prévue est l'amende, soit aussi (art. 297 ch. 2, 316, 332 ch. 2, 333 ch. 2) en ce qui concerne certaines contraventions pour lesquelles le juge a le choix entre les arrêts et l'amende.

Aux enfants et aux adolescents qui commettent un acte

réprimé comme contravention, on appliquera exclusivement les articles 80 à 96 du premier livre.

3. Partie spéciale.

Le projet classe les contraventions en suivant l'ordre des chapitres de la partie spéciale du livre I.

a. Contraventions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 295 à 297). Le projet prévoit ici, entre autres, une contravention de voies de fait n'ayant causé ni lésions corporelles ni atteinte à la santé. Car ces voies de fait, d'une part, ne constituent pas le délit de lésions corporelles et, d'autre part, ne peuvent pas dans tous les cas être réprimées comme injure réelle. D'accord avec la conscience populaire, l'art. 296 incrimine l'omission de prêter secours en cas d'urgence; le projet sanctionne ainsi un devoir qu'impose la solidarité humaine, notamment quand c'est le contrevenant lui-même qui a fait naître le péril couru par autrui (accident d'automobile, etc.).

Nous avons déjà parlé plus haut de l'art. 297, destiné à protéger l'enfance et qui incrimine la fourniture de boissons alcooliques à des enfants.

b. Contraventions contre le patrimoine (art. 298 à 312). Sont visés ici : tout d'abord une série d'actes qui sont des cas peu graves de délits contre des choses appartenant à autrui. Ensuite des actes apparentés au délit d'escroquerie; ainsi le fait d'induire en erreur une personne et de la déterminer ainsi à des actes préjudiciables à ses intérêts pécuniaires, par méchanceté et sans dessein de réaliser un gain illicite (par exemple commander par écrit et sous un faux nom des marchandises non encore fabriquées dans le seul but de jouer un mauvais tour au destinataire). Est prévu également dans cette catégorie de contraventions le fait d'obtenir frauduleusement certaines prestations (parcours sur un chemin de fer, accès à une représentation artistique, fonctionnement d'un appareil automatique). On évite ainsi une série de questions qui se posent sans cela au sujet de la nature juridique de l'acte (escroquerie, vol ou abus de confiance) et on assure une répression appropriée. De même, en érigeant en contravention à part la filouterie d'auberge, le projet coupe court aux doutes souvent justifiés qui s'élè-

vent si l'on veut considérer la grivellerie comme un cas d'escroquerie. La prise en dépôt et l'importation de marchandises falsifiées sont des actes préparatoires au délit de mise en circulation de marchandises falsifiées (art. 132). Ces actes sont punissables eux-mêmes comme délit quand ils ont trait à des marchandises nuisibles pour la santé (art. 201).

L'art. 35 de la constitution fédérale interdit d'ouvrir des maisons de jeu. Cette interdiction doit maintenant être sanctionnée par une disposition pénale fédérale. Il va sans dire, d'ailleurs, que cette sanction n'exclut pas la contrainte directe, la fermeture par mesure de police de la maison de jeu ouverte au mépris de la constitution. D'autre part, l'acceptation de l'initiative populaire tendant à la révision de l'art. 35 de la constitution fédérale (Feuille fédérale 1916, III, p. 1) aurait seulement pour effet de modifier l'étendue de l'interdiction telle qu'elle est fixée par l'arrêté du Conseil fédéral en date du 12 septembre 1913; elle ne rendrait pas nécessaire de modifier la disposition pénale qui sanctionne l'interdiction. Le même article 35 de la constitution fédérale donne en outre à la Confédération le pouvoir de prendre les mesures nécessaires concernant les loteries. A l'occasion du rapport de gestion pour 1910, le Conseil national a voté le 28 septembre 1911 un postulat invitant le Conseil fédéral à présenter un rapport sur la mise à exécution de cette disposition constitutionnelle. Donnant suite à ce vœu, notre département de justice et police a entrepris la préparation d'une loi. L'art. 307 du projet vise le fait d'organiser sans la permission de l'autorité compétente une loterie ou tout autre jeu de hasard, ou de tenir sans cette permission un bureau de paris ou une agence de loterie. Il ne préjuge donc pas la question de savoir si, à teneur de la loi en perspective, l'autorisation devra être demandée à la Confédération ou aux cantons, à quelles conditions elle pourra être accordée, etc. Cet article 307 peut être appliqué, dès maintenant, sur la base du droit en vigueur.

Au jeu et à la loterie se joint souvent l'exploitation de la crédulité des naïfs par des procédés de toutes sortes (prédire l'avenir, expliquer les songes, tirer les cartes, etc.). Cette exploitation peut être organisée aussi d'une manière indépendante (art. 304). Elle peut être rendue des plus fructueuses par une réclame appropriée faite par le moyen de la

presse. L'intervention du législateur pénal est justifiée ici par des idées analogues à celles dont s'inspire la législation récente qui réprime l'usure sociale (Wuchergesetzgebung).

Les articles 308 et 309 complètent les dispositions par lesquelles les art. 140 et suivants fournissent une sanction pénale à la législation sur la poursuite et la faillite. La procédure de poursuite et de faillite exige souvent la coopération du débiteur ou même de tiers. L'insoumission aux prescriptions légales ou aux ordres donnés par l'autorité compétente est érigée en contravention. Si la résistance du débiteur ou du tiers a pour but de dissimuler des agissements frauduleux, les peines des art. 140 et suivants deviendront applicables.

L'art. 310 réprime l'inobservation des prescriptions légales sur la comptabilité. C'est la disposition pénale prévue par l'art. 880 CO, qui réserve à cet égard la compétence législative des cantons. A l'article suivant, qui fait pendant à l'article 149 du premier livre, le projet prévoit le cas d'inobservation des règles de la procédure de poursuite ou de faillite, ou des prescriptions légales sur la comptabilité, par les organes de sociétés commerciales ou d'autres personnes morales. Cet article 312 est un élément nécessaire de la réforme du droit des sociétés. Cette disposition pénale, de même que l'art. 130, est du reste indépendante des règles civiles concernant l'organisation des sociétés.

L'art. 313, qui vise la violation du secret des lettres, complète les dispositions par lesquelles les art. 137 à 139 protègent les droits immatériels. La définition de cette contravention ne parle pas de la valeur pécuniaire du secret violé. La peine est donc applicable même si le secret n'a aucune valeur de ce genre.

c. *Contraventions contre les mœurs* (art. 314 à 320). Il y a lieu, tout d'abord, de protéger la circulation publique contre les importunités de ceux qui, en vue d'un commerce sexuel, cherchent à lier connaissance dans la rue. L'art. 314 vise le fait d'importuner une femme honnête, l'art. 315 l'incitation à la débauche, l'offre d'un commerce homosexuel ou hétérosexuel. Dans les deux cas, il faut que les agissements de l'infacteur aient pu en quelque mesure être constatés par des tiers. Le législateur cherche à éviter le scandale

public; il veut protéger le sentiment de la décence et de la pudeur non seulement contre l'atteinte directe, mais aussi contre l'oblitération qui résulterait du scandale impuni. L'article suivant aussi, qui réprime le trouble causé au voisinage par la prostitution, vise à la renfermer dans certaines limites. Il convient, d'autre part, de souligner l'importance des règles édictées, par l'art. 317. Par ces dispositions, l'auteur du projet a voulu donner son appui aux efforts tentés en vue du relèvement physique et moral de la personne mineure qui se livre à la prostitution. Le juge pourra collaborer à cette tentative de sauvetage en ordonnant le renvoi dans une maison d'éducation au travail ou même la remise à une association privée pour le relèvement des mineurs (Magdalenenstifte, etc.).

Les articles 318 et 319 complètent les dispositions du premier livre qui répriment le proxénétisme. En déclarant punissable le bailleur qui tolère l'exercice du proxénétisme dans les locaux loués par lui, le premier de ces deux textes restreint sensiblement la portée de l'impunité accordée au logeur par l'art. 173.

Enfin, à l'art. 320, le projet s'en prend à la réclame faite, de manière à offenser les bonnes mœurs, en faveur d'objets destinés à prévenir la grossesse ou à empêcher la contagion vénérienne. Il ne s'agit pas là d'objets obscènes, dont l'art. 179 punit la fabrication. Mais la réclame visée par l'art. 320 est de nature à corrompre l'imagination, surtout celle des jeunes gens. Est également déclaré punissable l'envoi de réclames de ce genre à des personnes qui ne l'avaient pas demandé ou qui n'y ont aucun intérêt professionnel (médecins, etc.).

d. *Contraventions contre la sécurité publique* (art. 321 à 323). Elles résultent pour la plupart de la violation d'un devoir de garde ou de surveillance. Ainsi le fait d'omettre, intentionnellement ou par négligence, de surveiller un aliéné dangereux. Peu importe que l'obligation de le surveiller découle de l'emploi occupé, des devoirs de famille ou d'un contrat. Il n'est pas non plus nécessaire d'établir que le défaut de surveillance a fait naître un danger pour les tiers; c'est pourtant ce danger possible qui, pour une bonne part, justifie la disposition pénale de l'art. 321. Le défaut de surveillance pourrait constituer le délit prévu à l'art. 112, si l'aliéné est hors d'état de se protéger lui-même.

La responsabilité du détenteur d'animaux sauvages ou méchants est renforcée au civil par l'art. 56 CO et au pénal par les art. 322 et 323 du projet. Le fait de mettre en danger les personnes ou les propriétés en excitant ou en effarouchant un animal, un cheval par exemple, le fait d'exciter un chien ou de ne pas le retenir peut être commis soit par le maître de l'animal, soit aussi par un tiers. L'acte tombera sous le coup des dispositions visant les lésions corporelles, commises ou tentées, si l'intention de l'infracteur a été de provoquer une atteinte à l'intégrité corporelle d'autrui.

e. Le projet ne prévoit qu'une seule contravention *contre la santé publique* (art. 324) : la mise en circulation de denrées alimentaires avariées ou de fruits de table mal mûrs (art. 37 de la loi concernant les denrées alimentaires et art. 91 de l'ordonnance sur le commerce de denrées alimentaires). L'art. 201 réprime d'une façon générale la mise en circulation de produits nuisibles à la santé. De cette prescription générale, l'art. 324 détache certains cas à traiter moins rigoureusement. Tandis que le délit de l'art. 201 présuppose surtout la fabrication en grandes quantités de produits nuisibles à la santé, il ne s'agit ici que d'un trafic occasionnel de marchandises qui, par exemple, se sont gâtées par suite de négligence ou d'accident.

f. *Contraventions contre la circulation des monnaies et des timbres officiels de valeur* (art. 325 à 328). Le fait de mettre en circulation, en grandes quantités, des monnaies nationales ou étrangères démonétisées ou usées, ou des monnaies courantes d'argent ou des monnaies divisionnaires n'ayant pas cours légal en Suisse, est évidemment de nature à porter atteinte à la sécurité et à la pureté de la circulation monétaire. La loi pénale interdit l'importation et l'acquisition de grandes quantités de monnaies de ce genre; elle permet ainsi d'en saisir à temps les stocks existants. Par là, elle oppose une barrière aux agissements malhonnêtes de ceux qui spéculent soit sur l'ignorance ou l'inattention de leurs semblables, soit sur l'impossibilité pour certaines personnes (commerçants, journaliers, etc.) de résister à la pression de celui qui leur est économiquement supérieur. L'art. 325, qui parle notamment de monnaies usées, c'est-à-dire dont l'usage a peu à peu réduit la

valeur, fait pendant à l'art. 210 qui prévoit l'importation ou l'acquisition de monnaies dépréciées intentionnellement.

Les contraventions prévues aux art. 327 et 328 sont aussi des infractions de mise en danger. L'imitation et la contrefaçon de monnaies, de billets de banque ou de valeurs postales sont réprimées seulement à cause du danger d'abus qu'elles font naître. Si l'auteur avait le dessein de mettre en circulation comme authentiques les objets faux ou falsifiés, il tomberait sous le coup des dispositions plus sévères des art. 206 et suivants du premier livre. La loi fédérale sur la Banque nationale suisse contient déjà (art. 70) une disposition déclarant punissable le fait de confectionner ou de répandre, « à titre d'annonce, de réclame ou de simple plaisanterie », des imprimés ou vignettes imitant les billets de banque. Cette protection, le projet l'étend aux monnaies, au papier-monnaie de l'étranger et aux valeurs postales. Une disposition spéciale était nécessaire en ce qui concerne l'imitation de valeurs postales pour le commerce des timbres-poste de collection. La fabrication de ces fac-similés répondant à un certain besoin, on ne peut pas l'interdire purement et simplement. Mais les procédés d'imitation se sont perfectionnés à tel point qu'il faut protéger l'administration des postes contre des fraudes possibles, en exigeant que les valeurs postales imitées soient marquées d'un signe les désignant comme imitations. La convention postale universelle nous oblige, au surplus, à protéger à cet égard aussi les intérêts de pays étrangers.

g. Contraventions contre la paix publique (art. 329 à 333). Conformément aux principes d'après lesquels a été tracée la limite entre le domaine réservé au droit de police cantonal et le champ d'action du projet, il ne s'agit ici que de contraventions d'importance générale. Nous avons déjà insisté sur les rapports qui existent entre les art. 331 à 333 et les tendances générales du projet en ce qui concerne la lutte contre le crime. Il suffira de rappeler ici qu'il est indispensable de permettre au juge d'ordonner des mesures de sûreté en cas d'ivresse, de vagabondage et de mendicité.

Les premiers avant-projets, déjà, contenaient des dispositions réprimant les mauvais traitements envers les animaux. Le fait, notamment, d'organiser des exhibitions dans lesquelles des animaux sont maltraités ou tués doit être

interdit conformément aux idées exprimées dans notre circulaire aux gouvernements cantonaux, du 12 septembre 1912, dans notre arrêté sur le recours formé par la société luganaise « Tiro a volo », et enfin dans notre réponse à la motion Simonin que le Conseil national a prise en considération en date du 4 juin 1913. Au même but de protection des animaux tendent, entre autres, les prescriptions de police sur le transport des animaux vivants, qui complètent celles du règlement de transport des entreprises suisses de chemins de fer et de bateaux à vapeur. Ces dispositions doivent subsister à côté de celles du projet.

h. Contraventions contre la défense nationale (art. 334 à 336). L'art. 234 punit comme délit la trahison par violation de secrets intéressant la défense nationale. L'art. 334, au contraire, ne prévoit qu'une peine contraventionnelle pour la violation de secrets militaires résultant d'actes qui n'impliquent pas le dessein de trahir. Le projet réprime ensuite le trafic de matériel saisi ou réquisitionné par l'administration de l'armée. Ce trafic constitue une insoumission soit à une saisie de portée générale, soit à une réquisition militaire ordonnée à l'égard de certaines personnes déterminées. La soustraction d'objets mis sous main de justice par l'autorité civile est en revanche visée comme délit par l'art. 258. Enfin l'article 336 érige en contravention le port indû de l'uniforme de l'armée suisse par une personne qui n'est pas astreinte à faire le service. Celui qui, étant astreint au service, porte indûment l'uniforme en dehors du service, tombe sous le coup du droit pénal militaire.

i. Contraventions contre l'autorité publique (art. 337 à 343). Tandis que l'art. 255 incrimine comme délit la violence ou la menace contre les fonctionnaires, les contraventions prévues tout d'abord sous ce titre résultent de simple insoumission aux injonctions d'autorités ou de fonctionnaires. Souvent, le refus d'obtempérer à des ordonnances ou à des sommations de ce genre est déjà réprimé par les lois mêmes qui les justifient. D'après les principes généraux du droit, les dispositions pénales que peuvent contenir ces lois prennent celles du projet, qui n'ont donc qu'une valeur subsidiaire. L'art. 339 réprime toute insoumission à une ordonnance ou à une sommation émises par un fonctionnaire de police dans les limites de sa compétence. Si le projet

s'abstient ici d'exiger que l'injonction ait été adressée à l'intéressé selon certaines formes (notamment sous la menace de le traduire devant le juge pénal en cas d'insoumission), c'est qu'il s'agit ici le plus souvent de mesures d'urgence, improvisées sans qu'il soit possible d'observer des formes strictes et spécialement de dresser un procès-verbal constatant que l'intéressé a été rendu attentif aux dispositions de la loi pénale.

Il importe évidemment d'empêcher que des entraves ne soient mises à la surveillance exercée par l'autorité sur les établissements ou les particuliers qui hospitalisent des personnes incapables de se suffire à elles-mêmes. C'est surtout à l'égard des directeurs d'établissements privés que sont édictées les peines contraventionnelles de l'art. 341.

L'obligation de garder le secret de fonction incombe en première ligne à l'autorité ou au fonctionnaire qui le détient. La divulgation de ce secret ou le fait de le pénétrer indûment peut constituer un délit. Sous réserve de ces cas, le fait de livrer le secret à la publicité doit seul être déclaré punissable; la peine cesse d'ailleurs d'être encourue si la publication a eu lieu avec l'assentiment exprès ou tacite de l'autorité ou du fonctionnaire compétents.

k. Les art. 344 à 346 visent ce qu'on peut appeler les contraventions *contre l'administration de la justice*. Car ils ont pour but d'assurer l'exécution de condamnations prononcées par un jugement pénal : interdiction d'exercer une profession, interdiction des débits de boisson, condamnation à l'amende. Nous avons déjà relevé le fait que, le projet renonçant à convertir sans distinction l'amende irrécouvrée en peine privative de liberté, il faut prévoir une peine contre le condamné à l'amende qui, par sa faute, omet de la payer.

L'art. 347 touche également, dans une certaine mesure, aux intérêts de l'administration de la justice. Cet article, qui interdit la célation de cadavres, a pour but de renforcer les règlements concernant la police des inhumations; il se justifie aussi par des motifs touchant à la santé et à la sécurité générales. En vertu de l'art. 53 de la constitution fédérale, la Confédération a un droit de haute surveillance en matière de sépulture. Elle a donc des raisons d'édicter des dispositions pénales dans ce domaine.

l. L'art. 348 qui punit le *défaut d'avis en cas de trouvaille*, n'a aucun rapport avec les dispositions qui le précèdent. Il sanctionne les devoirs imposés par le code civil (art. 720) à celui qui trouve une chose perdue. Il est applicable toutes les fois que le défaut d'avis n'a pas été le moyen employé pour s'approprier définitivement la chose.

m. Contraventions de *presse* (art. 349). Les représentants de la presse seront sans doute les premiers à se féliciter de l'unification du droit concernant la police de la presse. Pour tous imprimés de presse en général, le projet exige l'indication du nom de l'éditeur, de l'imprimeur et du lieu d'impression. Les journaux et les publications périodiques doivent indiquer en outre le nom du rédacteur responsable. Nous reconnaissons le droit des écrivains et des journalistes à publier leurs ouvrages et leurs articles sous le voile de l'anonyme ou sous un pseudonyme. Nous protégeons le secret de la rédaction, dont l'effet est de couvrir l'auteur. En revanche, les indications que nous exigeons sont nécessaires pour l'application des règles édictées à l'art. 26 sur la responsabilité en matière de délits de presse.

Nous avons renoncé à donner satisfaction à un vœu tendant à faire reconnaître le droit de réponse. Ce droit constituerait une atteinte à la liberté de la presse, surtout s'il devait être interdit au rédacteur d'agrémenter la réponse de remarques ironiques. L'intéressé pourra de préférence faire insérer sa réplique dans un autre journal. Il nous a de même paru superflu d'édicter des pénalités contre le rédacteur, l'éditeur ou l'imprimeur d'un journal qui se refuse à publier un jugement d'acquiescement ou de condamnation dans sa feuille, alors qu'il a été condamné en justice. Car le tribunal qui a rendu le jugement ou l'autorité chargée de son exécution auront la faculté d'ordonner cette publication, en menaçant le récalcitrant de le traduire devant la justice pénale en cas d'insoumission (art. 338).

Livre troisième :

Entrée en vigueur et application de la loi.

Les dispositions de ce dernier livre ont pour objet, tout d'abord, de tracer la limite entre le champ d'application du code pénal suisse et celui de la législation pénale fédérale et cantonale restant en vigueur (chapitre I). Le livre III contient ensuite les dispositions transitoires proprement dites, celles qui règlent la relation entre le code pénal et la législation antérieure (chapitre II). Il doit également délimiter à nouveau le domaine de la juridiction fédérale et celui de la juridiction cantonale (chapitre III). Les dispositions des chapitres IV et V répartissent entre les cantons les tâches qui leur sont confiées et assurent en même temps l'unité de leur action. Les chapitres VI à VIII contiennent les règles d'après lesquelles les autorités cantonales compétentes auront à faire application du code; il y a de nouveau lieu ici de tracer une limite au champ d'action des lois de procédure et du droit administratif des cantons, en ce qui concerne l'exécution et les effets des peines. Le chapitre IX pose des règles spécialement importantes sur les établissements pénitentiaires et les établissements pour enfants et adolescents, ainsi que sur les subventions accordées aux cantons par la Confédération. Des dispositions doivent également être édictées sur la grâce, considérée comme cause d'extinction de la peine (chapitre X). Enfin le chapitre XI traite des abrogations de lois fédérales et cantonales et des mesures à prendre pour la mise en vigueur du nouveau code.

Chapitre I.

Relation entre le code pénal et les lois cantonales et fédérales.

(Art. 350 à 352.)

L'adoption du code pénal suisse laissera subsister un assez grand nombre de dispositions de la législation fédérale et cantonale actuellement en vigueur.

En ce qui concerne le *droit fédéral*, il est évident que l'entrée en vigueur du code nouveau doit entraîner l'abrogation du code pénal fédéral du 4 février 1853 et de toutes

les lois qui le modifient ou le complètent (art. 422, lit. a). On pouvait en revanche se demander s'il y avait lieu de transporter dans le code nouveau les dispositions pénales édictées par d'autres lois fédérales. On l'a admis pour les délits prévus par les lois sur les installations électriques à faible et à fort courant, sur la Banque nationale suisse, sur le commerce des denrées alimentaires et aussi, en partie, par la loi sur les postes (art. 422, lit. g, i, k, l). On eût été en droit de considérer comme incomplet et comme inachevé un code pénal suisse muet à l'égard de ces délits. Du reste, l'insertion au code pénal des textes qui les prévoient était d'autant plus aisée que ces textes ont eu eux-mêmes pour modèles les dispositions d'avant-projets antérieurs. Il a paru préférable, en revanche, de laisser là où elles sont les dispositions pénales des lois fédérales concernant les droits d'auteur, les droits d'inventeur et les autres droits touchant à la propriété intellectuelle. Ces dispositions sont en rapports très étroits avec les lois qui les contiennent et il ne serait pas possible de les insérer au code nouveau sous la forme concise qu'exige une loi pénale de portée générale. C'est pour ce motif également que le projet a laissé de côté les contraventions prévues par la législation pénale fédérale subsidiaire, par exemple celles que réprime la loi sur la chasse et la protection des oiseaux.

Droit cantonal. En principe, le pouvoir des cantons d'édicter des lois pénales est aboli dans la mesure même où la Confédération fait usage de son propre pouvoir de légiférer. L'entrée en vigueur d'un code pénal suisse entraîne l'abrogation des lois cantonales non pas seulement en ce qui concerne leurs dispositions contraires à celles du code, mais d'une manière totale (art. 352, 423), pour autant que leur maintien n'est pas réservé par le législateur fédéral. Les cantons perdent donc le pouvoir de légiférer en matière de délits. Dans le domaine des contraventions, leur pouvoir est restreint par l'existence de dispositions fédérales. Cependant, sous réserve d'un petit nombre d'exceptions (voir par ex. art. 296, al. 3, et art. 333, ch. 1, al. 3), nous avons évité d'édicter des « Blankettgesetze » créant une sanction fédérale unique pour des contraventions dont la définition serait laissée aux dispositions du droit cantonal et pourrait par conséquent varier sensiblement de canton à canton. Le pouvoir cantonal de légiférer reste intact en ce qui concerne les

contraventions à des prescriptions cantonales d'ordre administratif (par ex. aux lois concernant les impôts), ou à des règles cantonales de procédure (amendes d'ordre). Du droit disciplinaire applicable soit aux fonctionnaires cantonaux, soit aux rapports officiels entre citoyens et fonctionnaires, et du droit disciplinaire concernant les détenus, le projet n'a pas à faire mention expresse : il s'agit là de dispositions du droit pénal administratif.

Les dispositions de la partie générale des livres I et II du projet doivent être considérées comme applicables à titre subsidiaire aux infractions prévues par les autres lois fédérales, pour autant que celles-ci ne contiennent pas de dispositions sur la matière. Des dispositions de ce genre seraient elles-mêmes primées par les règles générales du projet sur le recouvrement de l'amende, la prescription et la grâce (art. 417 à 420). La possibilité d'abaisser, tout au moins s'il existe des circonstances atténuantes, les minima élevés prévus en matière d'amende par les lois fédérales de ces dernières années, ne pourra que faciliter l'application de ces lois.

Les dispositions pénales des lois fédérales spéciales renvoient fréquemment à la partie générale du code pénal fédéral de 1853; en pareil cas, à teneur de l'art. 351 du projet, ce renvoi s'appliquera à la disposition correspondante du code nouveau. Cette règle générale est plus simple que le système qui consisterait à citer chacune des lois en question.

Les dispositions générales du nouveau code ne sont pas applicables aux infractions à l'égard desquelles le pouvoir de légiférer des cantons est réservé. Les cantons ne peuvent toutefois édicter d'autre peine privative de liberté que celle des arrêts. De par la loi, l'emprisonnement se transforme donc en arrêts partout où les lois cantonales le prévoient; on empêche ainsi la création de délits nouveaux par la législation cantonale.

Chapitre II.

Relation entre le code et la législation antérieure.

(Art. 353 à 356.)

Pour autant que le code nouveau est plus favorable à l'accusé, il est applicable aux infractions commises avant son entrée en vigueur, mais qui ne viennent en jugement

qu'après cette date (art. 2). En revanche, la loi nouvelle n'est en principe pas applicable aux infractions définitivement jugées sous l'empire de la loi ancienne. A ce principe, toutefois, l'équité oblige à faire certaines exceptions quand, au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, la peine prononcée en vertu de la loi ancienne n'est pas encore exécutée ou n'est pas entièrement subie. Ces exceptions sont les suivantes :

Si le code nouveau ne réprime pas l'acte à raison duquel la condamnation est intervenue, la peine prononcée ne pourra plus être exécutée. On ne pourra pas non plus exécuter sous l'empire de la loi nouvelle certaines peines qu'elle ne prévoyait pas.

D'autre part, l'art. 65 permet de prononcer une peine unique contre celui qui, par plusieurs actes commis en concours, a encouru plusieurs peines privatives de liberté. Le projet met ainsi fin à l'un des abus les plus intolérables qui résultait de la co-existence de législations pénales multiples et qui a déjà été signalé par notre message du 28 novembre 1896. Il ne sera désormais plus possible d'amonceler par plusieurs jugements, sur la tête d'individus qui ont commis des délits dans divers cantons, des peines privatives de liberté pour une durée totale absurde. L'art. 353 permet même la conversion en une peine d'ensemble des condamnations prononcées contre un délinquant dans différents cantons, quand au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, il lui reste à subir une détention d'une durée supérieure à cinq ans. Une peine d'ensemble peut également être prononcée contre un détenu qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, subit une peine privative de liberté, est reconnu coupable d'un autre délit commis sous l'empire de la loi ancienne.

Enfin il convient de mettre ceux qui ont été condamnés en vertu de la loi ancienne au bénéfice des dispositions de la loi nouvelle sur la libération conditionnelle et sur la réhabilitation.

En ce qui concerne la prescription de l'action pénale et des peines, il faudra appliquer les dispositions de la loi nouvelle aux infractions commises et aux peines prononcées avant l'entrée en vigueur de cette loi, pour autant que ces dispositions sont plus favorables à l'auteur de l'infraction

que celles de la loi antérieure. On doit résoudre d'après le même principe les questions qui se posent quand, de la loi ancienne et de la loi nouvelle, l'une prévoit qu'une infraction sera poursuivie d'office, tandis que l'autre exige une plainte du lésé.

Chapitre III.

Juridiction fédérale et juridiction cantonale.

(Art. 357 à 363.)

Pour séparer ces deux juridictions, il convient de partir des principes posés par la constitution fédérale (art. 64^{bis}, 112, 114).

1. Est soumis à la juridiction fédérale :

a. quiconque est poursuivi pour délit contre la Confédération ou contre un Etat étranger, ou pour contravention contre la défense nationale ou contre l'autorité fédérale;

b. quiconque est poursuivi pour un délit politique qui a été la cause ou la suite de troubles par lesquels une intervention fédérale armée a été occasionnée (constitution fédérale art. 16);

c. quiconque est poursuivi pour une infraction punissable à teneur d'une autre loi fédérale, pour autant que le Conseil fédéral n'a pas fait usage de son droit de nantir un tribunal cantonal;

d. quiconque est poursuivi pour une infraction que la constitution ou la loi d'un canton a placée dans la compétence du Tribunal fédéral, pour autant que l'Assemblée fédérale a ratifié la disposition cantonale dont s'agit (loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, art. 106). A titre d'exemple, nous pouvons citer l'arrêt fédéral rendu, le 21 mars 1893, à la requête du Conseil d'Etat neuchâtelois, ensuite de crimes de haute trahison à l'égard du canton de Neuchâtel et d'émeute et de violence contre les autorités de ce canton.

L'étendue de la juridiction fédérale une fois délimitée, le législateur doit répartir les affaires qui lui sont soumises entre les assises fédérales (Tribunal fédéral assisté du jury)

et la cour pénale fédérale. Le caractère compliqué de l'organisation et de la procédure des assises fédérales nous a déterminés à restreindre leur compétence aux cas soumis à leur juridiction par la constitution fédérale (art. 112) et la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale (art. 107). Pour toutes les autres infractions soumises à la juridiction fédérale, c'est la cour pénale fédérale qui est compétente.

2. La juridiction cantonale connaît de toutes les infractions qui ne sont pas réservées à la juridiction fédérale. C'est aux cantons eux-mêmes qu'il appartiendra de fixer, dans leurs lois d'introduction au code pénal suisse, la compétence matérielle de leurs tribunaux en ce qui concerne les infractions prévues par ce code. Le législateur fédéral n'a pas de raison d'édicter des dispositions à ce sujet.

3. L'art. 114 de la constitution fédérale autorise le législateur fédéral à donner au Tribunal fédéral des attributions ayant pour but d'assurer l'application uniforme des lois prévues à l'art. 64. L'interprétation uniforme du code civil édicté sur la base de l'art. 64 de la constitution fédérale (révisé le 13 novembre 1898) a été assurée par la création d'un nouveau moyen de droit, le recours de droit civil. L'art. 114 de la constitution fédérale garantit aussi l'interprétation uniforme du code pénal suisse édicté sur la base de l'article 64^{bis} qui est le complément de l'article 64. Il n'a cependant pas paru nécessaire d'instituer à cet égard un nouveau recours au Tribunal fédéral. Le recours en cassation, tel qu'il est établi par les articles 160 à 174 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, est amplement suffisant. Ce recours n'est ouvert que pour cause de violation d'une disposition du droit fédéral. Il ne peut entraîner, s'il est admis, que l'annulation du prononcé contre lequel il est dirigé et le renvoi de l'affaire à l'autorité cantonale pour statuer à nouveau. L'autorité cantonale est toutefois liée par les considérants de droit de l'arrêt de cassation.

4. De même que l'article 369 assure le jugement par un tribunal unique des infractions qu'un seul et même inculpé peut avoir commises en différents lieux, de même l'unité de for doit être assurée soit en cas de concours d'infractions dont les unes sont soumises à la juridiction fédérale et les autres à la juridiction cantonale, soit lorsque, par un

seul et même acte, un délinquant a enfreint plusieurs dispositions pénales, dont les unes rentrent dans la compétence fédérale et les autres dans la compétence cantonale. La compétence des assises fédérales l'emporte toujours, quand elle existe. Dans les autres cas, le Conseil fédéral peut ordonner la jonction de toutes les procédures soit par devant la cour pénale fédérale, soit par devant l'autorité cantonale.

Chapitre IV.

Les autorités cantonales. Leur compétence matérielle et locale. Assistance.

(Art. 364 à 376.)

1. La constitution fédérale garantit, même après l'unification du droit pénal, la pleine liberté des cantons en matière d'organisation judiciaire, de procédure et d'administration de la justice. C'est donc aux autorités cantonales qu'il appartiendra d'appliquer le code nouveau. Cela ne leur impose aucune tâche nouvelle, puisqu'elles ont eu déjà jusqu'à présent la mission de poursuivre les infractions. Les cantons peuvent donc à leur choix ou bien maintenir telle quelle leur organisation judiciaire actuelle, ou bien la modifier. L'art. 364 du projet autorise même les cantons à déférer, comme le faisaient déjà plusieurs d'entre eux, la poursuite et le jugement des contraventions à une autorité non judiciaire.

2. La nature même de notre état fédératif impose à la Confédération le devoir de faciliter aux cantons l'accomplissement de leur tâche, en atténuant les frottements auxquels peut donner lieu la coexistence de juridictions multiples sur un territoire exigu. Cette mission, la Confédération la remplit non seulement en intervenant en cas de conflit (art. 370, cf. aussi loi sur l'organisation judiciaire fédérale, art. 177), mais aussi en délimitant par des règles générales la sphère d'activité de chaque canton et en prévenant ainsi autant que possible les conflits. Dans ce but, le meilleur procédé est d'édicter des règles uniformes en matière de for. C'est ce qu'on a fait dans le domaine du droit civil. On trouve, non seulement dans la loi fédérale du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil, mais aussi dans le code civil lui-même,

nombre de dispositions sur la compétence locale. Plus nécessaire encore est de couper court à toute prolongation inutile du procès pénal en délimitant d'une manière précise la compétence entre cantons en matière de justice pénale.

Le législateur a donc à régler la question de for pour chacun des cas dans lesquels le code est applicable. Les règles proposées par le projet s'inspirent du droit actuel et sont de la plus grande simplicité :

a. Pour le délit commis en Suisse, l'art. 365 consacre le for du lieu de commission. A teneur de l'art. 8, on peut considérer comme commis en Suisse un délit dont l'auteur a agi à l'étranger, mais dont le résultat s'est produit en Suisse. Dans les autres cas, l'autorité compétente pour la poursuite et le jugement est celle du lieu où le délinquant a agi. Cette solution nous épargnera bien des conflits de compétence. Ceux qui pourraient surgir encore seront résolus par le principe de la prévention (art. 365, al. 2).

b. Le for des délits de presse (art. 26) est fixé de façon à supprimer le « for ambulant », en ce qui concerne les imprimés parus en Suisse : la compétence appartient à l'autorité du lieu où l'imprimé a paru. Ce système est conforme à la jurisprudence du Tribunal fédéral ; c'est une conséquence de la garantie donnée par la constitution fédérale (art. 55) à la liberté de la presse.

En revanche, la règle générale demeure applicable quand il s'agit d'imprimés parus à l'étranger : l'autorité compétente est celle du lieu où l'imprimé a été répandu en Suisse ; s'il n'a pas été distribué en Suisse, le for est celui que la loi prévoit pour les délits commis à l'étranger. En pareil cas, la garantie constitutionnelle perd son effet. Et cette solution rigoureuse s'impose, aussi longtemps du moins que les Etats étrangers ne se seront pas engagés à ne pas appliquer le for ambulant aux produits de la presse suisse (art. 366).

c. Pour le délit commis à l'étranger et pour le délit dont le lieu de commission ne peut pas être déterminé (art. 367), préférence est donnée au for du domicile du délinquant. S'il n'a pas de domicile connu en Suisse, il sera mis en jugement à son lieu d'origine ; s'il n'est pas originaire d'un canton suisse, il comparaitra devant le for du lieu de capture.

et, en dernière analyse, s'il n'a pas été arrêté en Suisse, devant le tribunal du canton qui a présenté la demande d'extradition.

d. En conformité avec les principes actuellement consacrés par le droit d'extradition (loi fédérale du 24 juillet 1852, art. 4), l'art. 368 institue un for unique pour tous ceux qui ont participé à un délit. En revanche, l'art. 369 innove en créant un for unique en cas de concours réel. Il est urgent de mettre fin au régime actuel qui permet d'accumuler jusqu'à l'absurde, sur la tête d'un même individu, des peines privatives de liberté prononcées par les tribunaux de cantons divers (cf. art. 65, 353, lettres *d* et *e*, 363).

3. L'assistance judiciaire que les cantons doivent prêter à la Confédération a déjà été réglée en partie par la loi fédérale du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale et en partie par la loi sur l'organisation judiciaire fédérale. L'assistance est due sans réserve. Quant à une obligation d'assistance de la Confédération vis-à-vis des cantons, elle est évidemment exclue de prime abord, la Confédération n'ayant pas les organes nécessaires.

L'assistance judiciaire entre cantons est réglementée par la loi fédérale sur l'extradition de malfaiteurs ou d'accusés, édictée le 24 juillet 1852 sur la base de l'article 55 de la constitution fédérale de 1848 (art. 67 de la CF de 1874). Dès 1887, la Société suisse des juristes a, dans une discussion approfondie, signalé les lacunes et les défauts de cette loi. Leur réforme est en liaison si étroite avec l'unification du droit pénal qu'il a paru indispensable de procéder, dans ce code même, à la révision du droit d'extradition et d'assistance judiciaire entre cantons. Voici, dans leurs grandes lignes, les réformes proposées :

L'assistance que les cantons doivent à la justice fédérale et celle qu'ils ont à se prêter réciproquement sont réglées de façon identique.

La loi de 1852 exigeait, comme en droit international, une requête de gouvernement à gouvernement; d'après le texte nouveau, les autorités judiciaires et policières des cantons communiquent directement entre elles; c'est le seul procédé admissible dans un état fédératif.

L'obligation de livrer un inculpé ou condamné et, de fa-

çon générale, l'obligation de prêter assistance, dérive de tous les délits et contraventions donnant lieu à application du code pénal ou d'une autre loi fédérale. La nomenclature des infractions est supprimée.

En matière de délits politiques et de presse, les cantons peuvent refuser l'extradition. Mais le canton qui refuse la remise d'un inculpé ou d'un condamné a l'obligation de se charger lui-même de la poursuite et de l'exécution de la condamnation prononcée par ses tribunaux.

Les dispositions du projet ne sont pas applicables aux infractions que le droit cantonal seul réprime. Les cantons demeurent maîtres de conclure entre eux, dans ce domaine, des ententes sur l'assistance qu'ils se prêteront réciproquement ou de statuer de cas en cas.

L'art. 372 édicte quelques règles de procédure qui sont des garanties importantes données à l'inculpé ou au condamné : d'une part, il exige la confirmation écrite immédiate de tout mandat d'arrêt transmis par télégraphe ou par téléphone; la télégraphie sans fil rentrerait éventuellement dans le terme général de télégraphie. D'autre part, tout inculpé ou condamné devra, avant d'être remis au canton requérant, être soumis à un interrogatoire par l'autorité compétente (Rechtshülffestelle) du canton requis; cela permettra de couper court à temps à toute erreur et à tout malentendu personnels ou matériels.

L'assistance prêtée sans requête préalable était déjà autorisée par la loi fédérale du 22 janvier 1892 sur l'extradition à l'étranger. Le droit actuel consacre aussi le principe de la gratuité de l'assistance, sous certaines réserves. Toutefois, il a paru équitable de disposer que le coupable condamné aux frais sera aussi tenu de payer les frais d'assistance (taxes de témoins, etc.).

Les dispositions concernant les mesures d'urgence et le droit de suite sont, elles aussi, conformes au droit existant.

En cas de contestation entre cantons au sujet de l'assistance, le recours au Tribunal fédéral est également ouvert (art. 376).

Chapitre V.

Casier judiciaire.

(Art. 377 à 382.)

L'inscription des peines prononcées a une importance considérable pour l'administration de la justice et la police de sûreté. C'est ce qui a provoqué la création, par arrêté fédéral du 26 octobre 1903, du Bureau suisse de police centrale, chargé d'organiser un office central anthropométrique, de tenir un casier judiciaire central et de publier un recueil suisse des signalements. Le casier judiciaire central fonctionne déjà. Les cantons, eux aussi, tiennent des casiers judiciaires. Le code pénal suisse n'a donc qu'à coordonner le fonctionnement du casier central et des casiers cantonaux. Il y a lieu de noter que l'échange des communications est assuré entre la Suisse et un grand nombre d'Etats étrangers, en ce qui concerne les jugements pénaux rendus à l'égard de leurs ressortissants, par une série de traités internationaux et spécialement par des traités d'extradition.

Le projet maintient le système de l'inscription faite à la fois au casier central et au casier cantonal. L'autorité fédérale tient casier pour toutes les personnes (Suissees et étrangers) condamnées sur le territoire de la Confédération, et pour tout Suisse condamné à l'étranger; chaque canton pour toute personne condamnée par les autorités du canton, ainsi que pour tout condamné originaire du canton.

Sont inscrites au casier toutes condamnations pour délits, et les condamnations pour certaines contraventions déterminées, particulièrement graves à titre symptomatique et utiles à connaître pour juger le caractère du délinquant. Outre les condamnations, on inscrira au casier notamment la mention qu'une condamnation a été prononcée conditionnellement et les faits essentiels concernant l'exécution du jugement. Sont aussi inscrites les mesures prises contre les adolescents qui ont commis un acte réprimé comme délit. Si l'adolescent d'autrefois entre en conflit avec la justice pénale, il sera important de connaître les mesures qui ont pu être prises à son égard pour quelque méfait de jeunesse.

Le juge peut ordonner la radiation des inscriptions faites au casier, y compris celles qui concernent les mesures prises contre les adolescents, à titre de réhabilitation accor-

dée au délinquant qui a mérité cette faveur par une bonne conduite prolongée (art. 77). La suppression des inscriptions les met à néant même vis-à-vis des autorités pénales.

Les offices du casier ne doivent pas servir de bureau de renseignement au premier venu. Les extraits ne seront délivrés qu'à des autorités ou à des fonctionnaires. Les extraits délivrés aux autorités d'instruction et aux tribunaux pénaux contiendront tout ce qui a été inscrit au casier. Car les autorités de justice pénale ont intérêt à connaître les antécédents de l'inculpé non seulement pour savoir s'il est récidiviste, mais aussi d'une manière générale pour le bien juger. Aux autres autorités et notamment aux autorités administratives (par ex. celles qui vérifient la réalisation des conditions mises au droit d'établissement, ou celles qui tiennent les registres électoraux) on ne délivrera que des extraits partiels du casier.

Des extraits du casier judiciaire ne sont jamais délivrés aux particuliers, pas même à ceux qui viendraient demander un extrait de leur propre casier. Les cantons auront donc à résoudre la question de savoir s'ils veulent charger certaines autorités de délivrer des certificats de bonne vie et mœurs, c'est-à-dire d'attester, sur la base de la connaissance qu'elles ont des inscriptions figurant au casier, que l'intéressé jouit d'une bonne réputation et est ainsi qualifié pour occuper certains emplois. L'Union des villes suisses a déjà à plusieurs reprises étudié la question de l'introduction d'une procédure uniforme en matière d'obtention de certificats de ce genre.

Chapitre VI.

Procédure.

(Art. 384 à 389.)

Pour les affaires pénales soumises à la juridiction fédérale et qui ne sont pas exceptionnellement déferées à un tribunal cantonal, la procédure est réglée par les lois fédérales du 30 juin 1849 sur la procédure en matière de conventions aux lois fiscales et de police de la Confédération, du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale et du 22 mars 1892 sur l'organisation judiciaire fédérale (modifiée par la loi du 6 octobre 1911).

En revanche, la procédure devant les autorités et les tribunaux des cantons demeure dans le domaine législatif cantonal. Mais la Confédération n'en conserve pas moins la faculté d'émettre certaines exigences pour assurer l'exécution du droit pénal fédéral; elle a fait usage de ce droit dans la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale (chapitre III, chiffre 4, lettre a : procédure devant les tribunaux cantonaux appliquant des lois pénales fédérales, art. 146 à 157). Il est vrai que l'art. 150 de cette loi est remplacé par des dispositions nouvelles du projet; l'art. 151, d'autre part, est modifié (art. 350, alinéa 3). Par contre, les art. 154 et 155 qui prévoient la communication des jugements pénaux au Conseil fédéral ne font pas double emploi avec les dispositions du projet sur la communication, au Bureau suisse de police centrale, des faits donnant lieu à inscription au casier judiciaire. Ce qui doit être communiqué au Bureau de police centrale, c'est seulement le dispositif du jugement. Au Conseil fédéral, au contraire, c'est l'expédition du jugement tout entier qui doit être transmise, puisqu'il s'agit en particulier de mettre le Conseil fédéral à même de décider s'il y a lieu de recourir contre le jugement.

Au surplus, l'unification du droit pénal conduit à poser encore quelques règles au sujet de la poursuite pénale par les cantons. Cette poursuite doit, elle aussi, avoir lieu dans une certaine mesure selon des principes uniformes, si l'on veut assurer une application juste de la loi.

La plupart des lois cantonales consacrent déjà le principe en vertu duquel les infractions doivent être poursuivies d'office. Certaines d'entre elles, toutefois, font dépendre la poursuite d'une plainte préalable du lésé. Le législateur fédéral doit faire en sorte que l'ouverture de la poursuite ne soit subordonnée à cette condition qu'en ce qui concerne les délits pour lesquels il l'exige lui-même. Sitôt que plainte a été portée, les lois cantonales en vigueur prévoient tantôt que l'infraction dont la poursuite est conditionnée par la plainte sera poursuivie d'office, tantôt qu'elle sera déférée à une procédure d'accusation privée. Sur ce point aussi, il y a lieu d'assurer une certaine uniformité. Le projet déclare que les cantons ne pourront instituer une procédure d'accusation privée que pour la poursuite des voies de fait (art. 295) et des atteintes à l'honneur (art. 150 à 154). Dans cer-

tains cantons, les actions dérivant d'infractions contre l'honneur sont poursuivies par la voie du procès civil. Les conséquences de ce système ont fait naître dans ces cantons eux-mêmes le désir de le voir disparaître. La loi lucernoise du 23 mai 1906 sur les litiges en matière d'injures semble, elle aussi, avoir donné des résultats peu satisfaisants.

Les lois fédérales du 9 décembre 1850 sur la responsabilité des autorités et fonctionnaires de la Confédération et du 24 décembre 1850 sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération ont pour objet, non seulement de consacrer le principe de l'immunité parlementaire, mais aussi de créer au bénéfice des autorités et des fonctionnaires de la Confédération une sorte d'exterritorialité vis-à-vis des autorités cantonales chargées d'exercer l'action pénale, en particulier celles du lieu où elles résident. Ce n'est pas à l'occasion du code pénal qu'il convient d'entreprendre la révision de ces textes.

Nombre de cantons garantissent également, dans une plus ou moins large mesure, l'immunité parlementaire aux membres des conseils cantonaux, pour les paroles par eux prononcées au cours des débats de ces assemblées. Certaines législations cantonales statuent aussi que les poursuites pénales exercées contre les membres du Conseil exécutif ou du tribunal supérieur du canton pour violation de leurs devoirs de fonction ne peuvent être introduits qu'à la requête du conseil législatif, lequel est aussi chargé du jugement de la cause. Mais des dispositions de ce genre n'existent pas partout et celles qui existent diffèrent entre elles. Ici encore, par conséquent, le législateur fédéral n'a pas mission pour intervenir; ces matières doivent être laissées au droit public cantonal. Il fallait cependant réserver expressément, dans le projet, le pouvoir des cantons d'édicter des dispositions de ce genre, car elles créent en somme des exceptions à l'obligation d'ouvrir dans tous les cas la poursuite pénale.

En insérant certaines infractions à la partie spéciale du livre des contraventions, le législateur ne s'est pas simplement proposé d'assurer à leurs auteurs une répression moins rigoureuse que les peines du premier livre; il a encore voulu leur épargner les désagréments, les frais et la perte de temps plus considérables qu'entraîne la procédure en ma-

tière de délits. Cette intention serait déjouée si les cantons demeuraient maîtres de soumettre certaines contraventions à la même procédure que les délits. De là la règle posée à l'art. 387.

D'après les art. 13 et 14 du livre premier, le juge est compétent pour prendre, à l'égard des irresponsables, les mesures de sécurité ou d'hospitalisation que requiert leur état. Or, d'après la procédure pénale de la plupart des cantons, un accusé dont l'irresponsabilité a été établie de façon manifeste au cours de la procédure préparatoire, n'est pas traduit devant le tribunal, la procédure contre lui ayant été suspendue antérieurement à la phase du débat. Il a donc paru opportun d'autoriser les cantons, dans ces cas-là, à charger l'autorité qui a prononcé la suspension, de prendre les mesures nécessaires à l'égard de l'irresponsable. Les cantons peuvent aussi, cela va sans dire, donner à l'intéressé la faculté de recourir au tribunal contre cette décision. Les frais nécessités par l'internement, le traitement ou l'hospitalisation des irresponsables et des délinquants à responsabilité limitée doivent être supportés tout d'abord par l'intéressé lui-même, s'il le peut, sinon par sa famille, ou enfin par l'autorité d'assistance. Cette règle, reproduite à l'art. 384 pour les frais occasionnés par le placement d'enfants ou d'adolescents est également applicable au cas de renvoi, dans un asile pour buveurs, du buveur d'habitude acquitté pour cause d'irresponsabilité (art. 42, alinéa 2).

Chapitre VII.

Procédure à l'égard des enfants et des adolescents.

(Art. 390 à 394.)

La refonte complète du droit pénal applicable aux enfants et aux adolescents, telle qu'elle a été proposée dès le premier avant-projet, appelle une procédure nouvelle et exige dans une certaine mesure le concours d'autorités spéciales. Dans le premier avant-projet, l'instruction et le jugement étaient confiés à l'autorité scolaire agissant sans être astreinte à l'observation d'aucune formalité de procédure. Ce système, qui avait trouvé son expression la plus complète dans le canton de Bâle-Ville, fut ensuite abandonné quand ce canton y eut renoncé lui-même. Un beau champ

d'activité n'en reste pas moins ouvert à l'autorité scolaire et notamment au maître, dans le domaine de la réforme du droit pénal et tout spécialement de la protection préventive de la jeunesse : observation de l'enfant à l'école et constatation éventuelle de l'état de détresse ou d'infirmité dans lequel il peut se trouver au point de vue physique ou mental; préavis à donner au sujet de son caractère et des mesures qu'il y a lieu de prendre à son égard; coopération au contrôle de l'éducation sous surveillance; tout cela relève du maître d'école, qui pourra même être appelé à faire partie des autorités chargées du traitement et de la protection des enfants et des adolescents. Des idées nouvelles, d'autre part, nous sont venues des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, où l'institution des tribunaux spéciaux pour l'enfance et la jeunesse (*children's courts*) s'est très rapidement propagée dès la fin du XIX^e siècle. Les enfants pris dans la rue à mendier, à voler, à manquer l'école, à se faufiler sans billet dans les tramways ou à commettre des déprédations plus ou moins graves, ces enfants sont déférés à un juge spécial qui, dans un local à part et en dehors des heures d'audience, ordonne leur placement dans un établissement approprié ou leur renvoi aux parents ou à une autre famille digne de confiance pour être éduqués sous surveillance, et même condamne les parents négligents à l'amende ou leur inflige un blâme. Le juge est assisté d'un certain nombre d'avocats de l'enfance (*probation officers*), volontaires ou attachés comme fonctionnaires au tribunal spécial, et qui lui rendent de précieux services en lui procurant les renseignements nécessaires, en pourvoyant au placement provisoire ou durable de l'enfant et en exerçant sur son éducation et sa conduite une surveillance bienveillante, encourageante et protectrice. Ces tribunaux spéciaux se sont ensuite développés en Angleterre et, s'implantant en Belgique et en France, ils ont pris pied sur le continent. En Suisse, le canton de St-Gall a créé un tribunal spécial pour enfants et adolescents par sa loi de procédure pénale du 27 février 1912. La loi genevoise du 4 octobre 1913 a également institué une « Chambre pénale de l'enfance ». Dans le canton d'Appenzell-Rhodes-ext., enfin, un tribunal spécial du même genre a été organisé par la loi de procédure pénale du 26 avril 1914. Si le mouvement en faveur de la création de ces tribunaux spéciaux, malgré le nombre de ceux qui

l'appuient, n'a jusqu'ici pas eu en Suisse des succès législatifs plus nombreux, c'est pour une raison bien simple : l'institution nouvelle ne peut porter tous ses fruits que si une réforme complète du droit pénal met les mesures nécessaires à la disposition du juge spécial. Le code pénal suisse lèvera l'obstacle en donnant satisfaction à cette exigence.

L'art. 390 laisse entièrement aux cantons le soin de désigner les autorités compétentes pour le traitement des enfants. En permettant à ces autorités de faire appel aux associations privées qui existent déjà en grand nombre (associations pour l'enfance abandonnée, sociétés pour la protection de l'enfance, etc.), le projet veut non seulement dissiper tous les doutes qui auraient pu s'élever à ce sujet, mais même encourager les autorités compétentes à marcher dans cette voie.

Les articles 87 et suivants du livre premier font rentrer en principe la procédure à l'égard des adolescents dans les attributions exclusives du juge (tribunal). Il convient toutefois d'autoriser les cantons à remettre cette tâche importante à des autorités spéciales, particulièrement qualifiées, telles que tribunaux pour adolescents, autorités de tutelle, offices pour la protection de la jeunesse. Ainsi dispose l'article 391.

Dans tout ce domaine de l'enfance et de l'adolescence, il semble préférable de laisser aux cantons une certaine liberté de choix à l'égard des moyens à adopter. On aura plus de chances d'arriver ainsi à découvrir la voie la meilleure.

Sur la procédure, le projet ne contient que les dispositions indispensables soit pour éviter tout contact entre enfants ou adolescents et inculpés adultes, soit aussi pour couper court aux dangers de la publicité de l'audience : danger pour l'avenir du mineur et danger immédiat de voir le débat dont il est le centre lui conférer une sorte d'auréole aux yeux de ceux qui y assistent et lui susciter des imitateurs parmi ses jeunes camarades jaloux de ses haut-faits. L'audience est ouverte, en revanche, aux délégués des associations pour la protection de l'enfance ou de l'adolescence; cela permettra au juge de rester constamment en contact avec ces associations.

Pour les délinquants adultes, le for est celui du lieu de

commission. Pour les enfants et les adolescents, il est préférable de déclarer compétent le juge du domicile ou celui du lieu de résidence. C'est là que se trouvent les parents ou les personnes qui, ayant élevé le jeune délinquant, pourront aider le juge à choisir la mesure opportune; c'est là aussi que l'enfant est le mieux connu et qu'on a lieu de redouter ses méfaits à venir s'il ne rentre pas dans le droit chemin; c'est donc là que se trouvent les personnes qui ont le plus d'intérêt à coopérer à son amendement.

Les mesures prises sont ordonnées le plus souvent en vue de refaire l'éducation dont l'enfant a été privé; c'est toujours l'intérêt de l'enfant ou de l'adolescent qui est décisif en ce qui concerne leur choix. Il est donc juste d'en mettre les frais à sa charge ou à celle de ses parents (art. 394).

Chapitre VIII.

Exécution des peines. Patronage.

(Art. 395 à 405.)

1. D'après l'art. 64^{bis} de la constitution fédérale, l'exécution des peines demeure dans la compétence des cantons. Ils sont tenus d'exécuter, contre remboursement des frais, les décisions des autorités fédérales en matière de justice pénale; ils sont tenus d'exécuter les jugements et ordonnances de leurs propres tribunaux. Pour l'exécution des jugements rendus par les tribunaux d'autres cantons, ils sont tenus de prêter assistance en livrant l'inculpé (art. 371). En revanche, à teneur de l'art. 403, est exécutoire sur tout le territoire suisse tout jugement pénal prononçant une condamnation à des prestations pécuniaires quelconques. Il va sans dire, au surplus, qu'en ce qui concerne les peines accessoires qu'il prononce (art. 48 à 53), le jugement déploie ses effets et doit être exécuté dans tous les cantons.

2. Le canton doit exécuter le jugement tel qu'il a été rendu et comme la loi l'exige. Le chapitre III du premier livre, en effet, contient une série de dispositions relatives au régime et par conséquent à l'exécution des peines d'emprisonnement et de réclusion et des autres privations de liberté. Pour l'exécution des peines privatives de liberté d'une certaine durée (art. 34, ch. 4, art. 35, ch. 4, et art. 36).

Le projet impose la mise en pratique du système dit progressif, inventé par Walter Crofton, appliqué tout d'abord en 1854 dans les établissements pénitentiaires irlandais et adopté par la suite dans tous les établissements suisses d'une certaine importance. L'art. 396 a trait à l'imputation de la détention préventive subie par le condamné après le prononcé du jugement de dernière instance; l'art. 66, au contraire, règle l'imputation dans le jugement lui-même. Sous cette réserve et abstraction faite des dispositions relatives au pécule, tout le reste est laissé à la législation cantonale et aux règlements des établissements pénitentiaires. Bien plus, l'art. 397 prescrit au Conseil fédéral d'autoriser les établissements pénitentiaires qui possèdent de vastes exploitations agricoles, à déroger aux dispositions du projet sur l'application du système progressif. Cela permettra par exemple au grand établissement bernois de Witzwil, que plusieurs cantons subventionnent, de subsister selon les principes d'administration qui sont actuellement à sa base. Cette exception est d'autant plus admissible qu'on a construit récemment sur le domaine de l'établissement une maison de détention entourée d'un solide mur d'enceinte, ce qui facilitera la séparation entre les réclusionnaires et les condamnés à l'emprisonnement; au surplus, l'excellente direction de l'établissement a déclaré qu'il est parfaitement possible de l'adapter dans une large mesure aux exigences du code pénal. Le livre III tout entier a une tendance très nette, non pas à détruire ce qui existe pour rebâtir tout à neuf, mais au contraire à grouper toutes les forces pour coordonner et intensifier leur action.

3. Pour donner aux détenus le goût du travail et le sens de l'épargne, un des moyens les plus efficaces est de leur assurer une part dans le produit de leur travail. Cet argent contribuera puissamment aussi à faciliter au libéré sa rentrée dans la vie normale, en lui permettant de surmonter les premières difficultés. De là la nécessité de prévoir au projet l'institution du pécule. De plus, la législation civile ayant passé dans le domaine de la Confédération, il devenait nécessaire de poser dans le code pénal les bases juridiques de cette institution, car ni la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, ni le code civil n'ont édicté de règles à cet égard. L'art. 393 exige qu'à tout détenu placé

dans un établissement pénitentiaire, dans une maison d'internement ou dans une maison d'éducation au travail, on attribue une part dans le produit de son travail. Les cantons sont libres de faire bénéficier aussi de cette attribution celui qui est placé dans d'autres établissements, par exemple l'adolescent renvoyé dans une maison de relèvement ou de correction. Les autres dispositions du projet tendent à conserver au pécule sa destination rationnelle. Tout le reste est laissé au droit administratif des cantons, qui aura notamment à fixer le montant du pécule. Dans nos établissements pénitentiaires d'une certaine importance, la part afférant au condamné est de 5 à 15 % de son gain journalier, c'est-à-dire en moyenne de 10 à 20 centimes par jour.

4. *Patronage.* Le projet délimite à l'art. 44 le champ d'action du patronage. Nous renvoyons à ce sujet à la page 22 ci-dessus, où nous avons aussi énuméré les cas dans lesquels le patronage intervient. Cette institution a derrière elle, en Suisse, une histoire déjà longue. Elle est organisée officiellement dans les cantons d'Argovie, de St-Gall et de Berne. Il existe en outre de nombreuses sociétés privées de patronage, cantonales et locales, qui se sont unies en une association suisse. En 1904, cette association a elle-même fusionné avec la Société suisse pour la réforme pénitentiaire, sous le nom d'Association suisse pour la réforme pénitentiaire et le patronage des détenus libérés. Des relations internationales ont même été nouées avec les sociétés de patronage de pays voisins. Le patronage est d'une importance si grande pour la lutte contre la récidive qu'il se justifie d'obliger les cantons à organiser cette institution. En revanche, il ne paraît pas nécessaire de leur imposer des règles uniformes pour cette organisation. Il convient notamment de les laisser libres de confier le patronage soit à des autorités, soit à des associations privées, soit à la fois aux unes et aux autres. Le projet se borne à exclure le patronage par des organes de la police car il s'agit là d'une institution purement humanitaire et non pas de police. L'article 402, d'autre part, vise à empêcher que des décisions non policières ne puissent contrecarrer les mesures prises par le patronage. Il est vrai que cette disposition n'aura guère que la valeur d'un vœu du législateur, si l'on admet que l'art. 45 de la constitution fédérale garantit non seulement le droit

individuel d'établissement, mais aussi le pouvoir donné aux cantons de légiférer dans les limites où le permet l'étendue de ce droit individuel. Il y a lieu de noter enfin qu'à teneur de l'art. 371 CCS, tout majeur condamné pour un an ou plus à une peine privative de liberté doit être pourvu d'un tuteur et que cette tutelle n'est pas levée par la libération temporaire ou conditionnelle du condamné. Il appartiendra aux cantons de régler les rapports entre tutelle et patronage.

5. Nous avons déjà parlé, au début du présent chapitre, de l'exécution des peines pécuniaires et autres mesures analogues. La condamnation à des dommages-intérêts, assimilée à un jugement civil, est exécutoire sans autre dans tous les cantons. L'art. 403, au surplus, déclare le jugement pénal exécutoire sur tout le territoire suisse, au sens de l'art. 80 de la loi de poursuite, aussi en ce qui concerne les amendes, les frais, les confiscations et les dévolutions à l'Etat. En cas d'opposition, le juge compétent aura donc, dans tous les cantons, à prononcer main-levée définitive. Quant aux jugements qui condamnent à des prestations économiques non pécuniaires, ils seront exécutés conformément au droit cantonal.

Les recettes procurées par l'application de la loi pénale appartiennent à l'organisme politique (canton ou Confédération) dont les tribunaux ou les autorités ont appliqué la loi. Si une affaire jugée par un tribunal cantonal est portée devant le Tribunal fédéral, ce dernier n'a droit éventuellement qu'au remboursement de ses propres frais; les sommes encaissées (amendes, confiscations, etc.) restent dans la caisse cantonale. Enfin il a paru opportun de rappeler aux cantons (art. 405) qu'ils sont tenus de fournir à tous ceux qui en font la demande la faculté de racheter par le travail l'amende à laquelle ils ont été condamnés (art. 46, ch. 1. al. 2).

Chapitre IX.

Etablissements.

(Art. 406 à 417.)

Le projet commence par énumérer les établissements qu'exige l'application du code, et il charge les cantons de les organiser et de les exploiter. Ensuite, les art. 410 à 413 pro-

mettent aux cantons des subventions fédérales. Les art. 414 et 415 ont trait à la surveillance qui sera exercée sur les établissements. Enfin une disposition transitoire (art. 416) clôt le chapitre.

1. *Etablissements.* De toutes les questions dont la solution s'impose pour assurer la réforme du droit pénal, la question des établissements est sans doute la plus importante. Le département de justice et police n'a donc pas manqué de charger une commission spéciale de l'étude des problèmes qui s'y rattachent. Le résultat des délibérations de cette commission a été consigné dans le premier volume d'annexes au procès-verbal de la 2^e commission d'experts, publié en mars 1916. Le projet prévoit les établissements suivants :

a. *Etablissements pénitentiaires*, c'est-à-dire servant à l'exécution des trois peines privatives de liberté : réclusion, emprisonnement et arrêts (art. 406).

Des recherches faites par la commission spéciale dont il vient d'être question, il résulte que six établissements cantonaux qui se prêtent à l'exécution de la peine de la réclusion, contiennent dès maintenant ou contiendront après achèvement de travaux prévus par les cantons intéressés ou même déjà commencés, le nombre voulu de cellules. Les circonstances ont depuis longtemps déjà amené les cantons à une certaine unification dans le domaine de l'exécution des peines. Depuis longtemps quelques-uns des petits cantons (les cantons primitifs, Glaris, Appenzell-Rh. ext. et int., etc.) placent leurs réclusionnaires dans un de nos grands pénitenciers modernes (surtout à Lenzbourg et à St-Gall). En 1908, Neuchâtel a désaffecté son pénitencier et envoie dès lors ses détenus à Witzwil ou à Regensdorf (Zurich). En 1911, Schaffhouse a pris le même parti et confie depuis lors ses détenus à Regensdorf. De même Genève qui, dès 1912, envoie les siens à Witzwil. Par arrêté du 30 juillet 1913, le Conseil d'Etat tessinois a autorisé le gouvernement du canton à placer dans les pénitenciers d'autres cantons une partie des détenus du « pénitenciere cantonale » de Lugano. Très digne de remarque est aussi l'entente conclue en avril 1914 entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne; elle prévoit que les condamnés à la réclusion seront envoyés de préférence à Bâle, les condamnés à l'emprisonnement à Liestal. On peut donc considérer comme

assurée dès maintenant la réalisation des vœux du projet en ce qui concerne l'exécution de la peine privative de liberté la plus grave; car il sera facile aux cantons de s'entendre entre eux de manière à ce que ceux qui n'ont pas de pénitencier puissent répartir leurs condamnés à la réclusion entre les grands établissements existants.

La situation est un peu différente en ce qui concerne la peine d'emprisonnement. Pour son exécution, la commission spéciale préconise l'emploi d'établissements centraux de détention; le but d'éducation qu'on donne à la peine y sera plus aisément atteint que dans les petits établissements locaux de détention, où l'organisation du travail des détenus, en particulier, est moins facile et moins lucrative. Le nombre voulu de cellules existerait dans 12 établissements cantonaux qui, dès maintenant où après quelques modifications relativement peu importantes, semblent se prêter à l'exécution de la peine d'emprisonnement. Mais précisément l'existence, dans presque tous les cantons, de petits établissements de détention pourrait être, surtout en ce qui concerne l'exécution des peines de très courte durée, un obstacle à la concentration des détenus dans quelques établissements importants, par voie d'entente entre les cantons. La convention conclue entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne, toutefois, est un exemple encourageant. Au surplus il importe de rappeler que, tout spécialement dans ce domaine, la loi rend possible d'opérer la réforme par étapes (cf. art. 416). Ajoutons d'ailleurs que l'institution de la condamnation conditionnelle restreint sensiblement le besoin d'avoir des cellules pour l'exécution des peines d'emprisonnement.

Des ententes intercantionales ne seront guère nécessaires en ce qui a trait à l'exécution de la peine des *arrêts*. Les cantons disposent de locaux suffisants dans les petits établissements de détention, qu'on utilise en même temps pour la détention préventive. Il est du reste difficile de prévoir avec quelque certitude les besoins que fera naître l'application du code nouveau; il est certain cependant qu'au total, il n'y aura pas augmentation du nombre des peines privatives de liberté.

b. Etablissements pour l'exécution des mesures de sûreté prises contre adultes (art. 407). Le projet prévoit d'abord la création de *maisons d'internement*. Il faudra des construc-

tions nouvelles, peut-être une pour la Suisse allemande et une pour la Suisse romande. Les cantons s'entendront-ils, par voie de concordat, pour les bâtir et les exploiter en commun ? Ou bien certains cantons se chargeront-ils de la construction et de l'exploitation et concéderont-ils aux autres le droit d'utiliser les maisons ainsi créées, moyennant remboursement d'une part proportionnelle des frais ? Toutes ces questions seront résolues par la suite. Nous avons déjà rappelé, à propos de l'art. 41, qu'actuellement déjà, certaines autorités et certaines associations d'utilité publique s'efforcent de provoquer la transformation d'établissements de travail existants en *maisons d'éducation au travail*. Cette transformation faite, il sera possible d'utiliser un ou plusieurs de ces établissements pour les placements ordonnés par jugement pénal. Ou bien certains cantons pourront être chargés de reprendre un ou plusieurs établissements existants et d'y opérer les réformes nécessaires. Il ne sera pas possible, en tous cas, de se soustraire à la nécessité soit de faire des constructions nouvelles, soit de transformer des établissements existants. Les cantons pourront d'autant plus facilement s'entendre à ce sujet que l'existence de maisons d'internement et d'éducation au travail aura pour effet de réduire sensiblement leur budget d'assistance. Sept cantons ont actuellement des *asiles pour buveurs* bien organisés, mais qui ne se prêtent pas à recevoir des détenus criminels. Ils ne sont même pas clôturés et leurs pensionnaires n'y restent que s'ils le veulent bien. Ce sont des asiles pour buveurs non condamnés et ils doivent garder ce caractère. Le travail ne peut pas y être rendu obligatoire. Au surplus, la place dont ils disposent est limitée; devant rester petits pour atteindre leur but, ils sont trop coûteux. Il sera donc indispensable de construire des établissements appropriés; il sera, en revanche, avantageux d'unir sous une administration commune asiles pour buveurs et maisons d'éducation au travail, tout en séparant les deux catégories de détenus. L'asile pour buveurs constituera alors un quartier spécial de la maison d'éducation au travail. Vu leur caractère, la maison d'éducation au travail et la maison d'internement ne peuvent être que des établissements appartenant à l'Etat (ou à la commune). Quant aux asiles pour buveurs, il sera peut-être possible aussi — nous devons cependant faire toutes réserves à cet égard — de placer éventuellement des

condamnés dans certains établissements privés, par ex. dans ceux que peuvent diriger des sociétés d'abstinence.

c. Etablissements pour *enfants et adolescents* (art. 403). C'est à Pestalozzi que remonte le mouvement tendant à la création de maisons d'éducation en vue du sauvetage des enfants et des adolescents pauvres, abandonnés ou négligés. La Société suisse d'utilité publique, tout spécialement, a l'honneur d'avoir appuyé ce mouvement non seulement dans le domaine de l'idée, mais aussi en fondant un certain nombre d'établissements qui fonctionnent encore à l'heure actuelle sous son patronage (maison de Bächtelen près de Berne, fondée en 1840; Sonnenberg près de Lucerne, 1859; établissement de Richterswil pour jeunes filles catholiques, 1881). Par la suite, un bon nombre d'institutions protectrices de l'enfance et de maisons de correction ont été fondées dans le pays tout entier, soit par des associations privées (confessionnelles ou d'utilité publique), soit en dernier lieu par les cantons et les communes. Rien d'étonnant, dès lors, à cette constatation faite par la commission, qu'il existe dès maintenant un nombre suffisant d'établissements pouvant être utilisés comme maisons de relèvement pour jeunes gens des deux sexes, et d'établissements qui peuvent servir ou servent déjà de maisons de correction. Ces établissements peuvent être sans grands frais adaptés aux exigences de la loi nouvelle (possibilité d'y apprendre un métier, chambres permettant de loger isolément les pensionnaires, etc.). Il en est de même des maisons d'éducation pour enfants. Il n'est pas indispensable que les enfants dont s'est occupée « l'autorité compétente », ni les adolescents dont le juge a ordonné le renvoi dans un établissement, soient placés dans des maisons spéciales, distinctes de celles où les autorités tutélaires renvoient les jeunes gens abandonnés ou en danger. Dans l'un et l'autre cas, le placement a la même raison d'être : l'état d'abandon ou de danger moral où se trouve l'enfant ou l'adolescent. Les cantons devront et pourront, dans la mesure où ils ne l'ont pas encore fait, s'entendre pour exploiter et utiliser en commun les maisons de correction créées par certains d'entre eux. Quant à l'organisation et à l'aménagement des autres établissements qui seraient nécessaires, on peut fort bien s'en remettre à chaque gouvernement cantonal¹.

d. Locaux pour la détention des adolescents (art. 409).

Il n'y a, semble-t-il, pas lieu de prévoir la création de « prisons pour adolescents ». Il faudra des locaux appropriés, sans qu'un établissement organisé soit nécessaire. La courte durée de la détention, à elle seule, rend désirable d'avoir ces locaux à proximité du domicile de l'adolescent; on pourra peut-être joindre ces locaux à des maisons de correction, si l'on ne veut pas organiser, selon le modèle anglais, des « places of detention », locaux de détention préventive et en même temps d'observation, qui facilitent la décision à prendre au sujet des mesures ou de la détention à ordonner en définitive. Dans tous les cas, il faut que les adolescents détenus soient surveillés, qu'ils travaillent et qu'une certaine influence éducatrice soit exercée sur eux: tout cela relève des cantons.

2. *Subventions fédérales.* D'après l'art. 64^{bis} de la constitution fédérale, la Confédération a le droit d'accorder aux cantons des subventions pour la construction d'établissements pénitentiaires, de maison de travail et de correction, ainsi que pour les réformes à réaliser en ce qui concerne l'exécution des peines. Elle a également le droit de prêter son concours à des institutions protectrices de l'enfance abandonnée.

Le projet prévoit donc :

a. des subventions fédérales pour la construction et l'agrandissement des établissements prévus par le code nouveau. Une disposition d'ordre transitoire (art. 410, ch. 2) encourage les cantons à entreprendre les travaux nécessaires sans attendre l'entrée en vigueur du code;

b. des subventions fédérales pour l'exploitation d'établissements servant à l'exécution des mesures de sûreté ordonnées à l'égard d'adultes, et pour l'exploitation des maisons d'éducation, de relèvement ou de correction pour enfants et adolescents (art. 411, al. 1);

c. des subventions fédérales pour la construction, l'agrandissement et l'exploitation d'asiles privés qui se prêtent à l'exécution de mesures prévues par le code (art. 411, al. 2).

L'internement des aliénés dangereux pour la sécurité
Feuille fédérale suisse, 70^{me} année. Vol. IV.

publique est du ressort de la police cantonale. Le projet n'exige pas non plus la création d'établissements spéciaux pour les aliénés qui ont commis un acte réprimé comme délit; le traitement à leur donner ne diffère pas de celui des aliénés dangereux mais non criminels. Ce qui est indispensable, en revanche, c'est d'organiser dans les asiles des quartiers spéciaux, offrant toutes garanties de sécurité, pour les aliénés dangereux. La Confédération accordera des subventions dans ce but, pour autant qu'il s'agit de quartiers spéciaux pouvant recevoir les aliénés dangereux originaires d'un canton quelconque et dont le juge a ordonné l'internement (art. 13, 389, 412).

La question de la formation et du développement professionnel des fonctionnaires et employés pénitentiaires est actuellement trop négligée en Suisse. La Confédération doit aussi encourager et subventionner les entreprises ayant pour but de former ce personnel et de développer ses aptitudes (art. 413).

3. Les établissements cantonaux et communaux sont naturellement surveillés par les cantons. Le projet les charge également de surveiller les établissements privés et l'éducation dans une famille (art. 414).

La surveillance générale doit être exercée par la Confédération, tout d'abord pour assurer qu'on fera un emploi rationnel des subventions fédérales et en outre parce que c'est à la Confédération qu'il appartient de contrôler l'application d'une loi fédérale telle que le code pénal.

4. Le dernier article de ce chapitre (416) prévoit que la réforme s'effectuera par étapes successives. Il faudra tenir compte, notamment, de l'état des finances cantonales et fédérales, que cette réforme met aussi à contribution.

En procédant avec méthode et en consacrant chaque année une certaine somme à la réforme pénitentiaire, la Confédération et les cantons arriveront à coup sûr à mener l'œuvre à bonne fin.

Chapitre X.

Grâce. Revision.

(Art. 417 à 421.)

1. Qui doit exercer le droit de grâce dans les causes jugées d'après le droit pénal fédéral? Jusqu'ici, la jurisprudence a constamment admis que le droit de grâce appartient à la Confédération dans tous les cas où il s'agit d'une condamnation prononcée, en vertu d'une loi fédérale, soit par le Tribunal fédéral, soit par une juridiction cantonale, même quand la loi fédérale dont on a fait application prévoit expressément la compétence des tribunaux cantonaux. A teneur de l'art. 85, chiffre 7, et de l'art. 92 de la constitution fédérale, le droit de grâce est exercé par l'Assemblée fédérale, quand il appartient à la Confédération.

Il est pratiquement impossible de laisser subsister cet état de choses après l'entrée en vigueur du code pénal suisse. Le projet propose donc de distinguer entre les causes jugées par le Tribunal fédéral et les causes jugées par les tribunaux cantonaux; le droit de grâce est exercé dans le premier cas par l'Assemblée fédérale, dans le second, par les cantons. Nous n'avons pas à rechercher ici si cette dernière règle a simplement pour effet de déléguer aux cantons l'exercice d'un droit appartenant à la Confédération ou de consacrer un droit dérivant de la souveraineté cantonale. Dans les deux cas, c'est certainement à la Confédération qu'il appartient de légiférer sur les conditions et les effets de la grâce; c'est au législateur qui fixe les conditions et les effets du droit de l'Etat d'exercer la poursuite pénale, à fixer aussi l'étendue de ce droit en édictant des règles sur la grâce. Des dispositions à cet égard sont d'autant plus nécessaires que sur ce point, les cantons offrent un tableau d'une incroyable bigarrure; et ces différences ne tiennent point à la différence des races ou à d'autres causes historiques plus profondes. Si, dans certains cantons, la loi autorise le conseil législatif à prodiguer les grâces, cette générosité s'explique peut-être par la sévérité d'une loi pénale qui n'est tempérée ni par l'admission des circonstances atténuantes, ni par la possibilité d'une libération ou d'une condamnation conditionnelle. Dans d'autres cantons, au contraire, la grâce est restreinte à un petit nombre de cas, et n'est accordée qu'avec

parcimonie. Ces différences trop marquées pour n'être pas injustes, il faut les faire disparaître.

2. La loi nouvelle doit tendre avant tout à restreindre notablement le droit de grâce. Les écrivains de la Révolution française, par exemple, ont attaqué la grâce comme un acte d'arbitraire propre sans doute à permettre à un monarque absolu de manifester sa toute-puissance, mais incompatible avec le régime de la légalité qui est celui de la démocratie. D'autre part le nouveau code pénal, abstraction faite de sa sévérité à l'égard des délinquants d'habitude, est dans son ensemble une législation peu rigoureuse. Jouissant d'une très grande liberté en ce qui concerne la mesure de la peine et pouvant admettre certaines circonstances atténuantes, le juge est à même d'éviter toute rigueur excessive. Il devient ainsi possible de restreindre la grâce à un petit nombre de cas, ceux dans lesquels le juge a prononcé une peine privative de liberté d'une certaine importance. On ne doit pas admettre que tout jugement quelconque puisse être soumis à l'autorité compétente pour exercer le droit de grâce, d'autant plus que diverses voies sont ouvertes au condamné pour améliorer son sort par sa bonne conduite. Les dispositions du projet sur la condamnation conditionnelle, la libération conditionnelle et la réhabilitation, sont un appel à l'effort personnel du condamné, à sa volonté de s'amender par lui-même; ce serait affaiblir singulièrement cet appel que de laisser entrevoir au condamné la possibilité d'obtenir les mêmes avantages sans effort, par un simple recours en grâce. Ces considérations perdent toutefois leur valeur dès qu'il s'agit d'un délit politique; l'intérêt supérieur de l'Etat peut ici, dans n'importe quel cas, exiger le pardon et l'oubli. Le projet ne dit rien de l'amnistie qui peut avoir aussi sa raison d'être dans les cas de ce genre. Les règles qui la concernent restent donc dans le domaine du droit public et administratif de la Confédération et des cantons.

3. La question de savoir qui peut former un recours en grâce doit être réglée par des dispositions aussi larges que possibles. En revanche, le projet permet à l'autorité compétente de décider qu'un recours rejeté ne pourra pas être renouvelé avant l'expiration d'un certain délai; cette règle correspond à celle que l'art. 79 pose à l'égard de la réhabilitation. Est nouvelle la disposition à teneur de laquelle les frais peuvent aussi être remis par l'effet de la grâce.

4. La grâce a parfois pour but de permettre la réparation d'une erreur commise. Si donc on restreint le droit de grâce, il faut en revanche prévoir pour tous les cas la possibilité d'un recours en revision. C'est ce que fait l'art. 421.

Chapitre XI.

Dispositions finales.

(Art. 422 à 424.)

S'il n'est pas possible de dresser la liste complète des dispositions des lois fédérales en vigueur qui sont abrogées, l'énumération de l'art. 422 n'est pas moins propre à éclaircir la situation à cet égard. Pour certains des textes qui s'y trouvent mentionnés, nous avons déjà dit, au cours du présent message, pourquoi l'abrogation se justifie; dans d'autres cas, cela ressort du texte même de la loi. Quant aux lois cantonales, elles sont abrogées d'une manière générale, dans la mesure où elles sont en opposition avec le régime institué par le code nouveau. L'énumération détaillée des dispositions abrogées pourra être faite par les lois cantonales d'introduction, de même que le projet l'a faite pour le droit fédéral. Pour le surplus, le département suisse de justice et police donnera, en ce qui concerne le contenu des lois d'introduction, des directions analogues à celles que renferme son mémoire du 24 juillet 1908 relatif au code civil.

* * *

Le projet qui vous est soumis par le Conseil fédéral est le fruit de travaux préparatoires prolongés et approfondis, auxquels ont pris part — le nombre des mémoires qui nous ont été adressés en fait foi — des personnes appartenant aux milieux les plus divers du pays tout entier. Nous avons expliqué au début du présent message pourquoi il ne nous a pas été possible de nous acquitter plus tôt du mandat donné à la Confédération par le peuple suisse le 13 novembre 1898. Attendre davantage, en revanche, serait injustifié. On dira peut-être que la gravité et l'incertitude des temps actuels ne se prêtent pas à l'examen d'une œuvre législative comme celle que nous vous présentons. Tel n'est pas notre

avis. Les constatations faites jusqu'ici font prévoir pour la fin de la guerre un accroissement marqué et durable de la criminalité. Il est donc désirable, il est même nécessaire de perfectionner les moyens dont nous disposons pour la lutte contre le crime et spécialement de grouper pour la défense commune les forces jusqu'ici éparpillées. Les pays épargnés par les calamités de la guerre n'ont-ils du reste pas le devoir et le privilège de pousser au développement des œuvres morales et sociales de la paix avec une énergie d'autant plus grande que ce travail est interrompu et retardé dans les Etats belligérants?

Le nouveau code pénal suisse ne pourra que favoriser le développement de la vie économique de notre peuple. Sans doute, ce que le commerce et l'industrie nationales réclamaient avant tout, c'était l'unification du droit civil; mais cette unification du droit normateur, aujourd'hui réalisée, exige elle-même l'unification du droit pénal sanctionnateur. La répression de la concurrence déloyale, par exemple, répond à un désir dès longtemps exprimé par les commerçants. Le crédit public sera assaini par les dispositions insérées au projet, à la suite des crises bancaires de ces dernières années, sur la responsabilité des organes des sociétés anonymes et des autres sociétés commerciales, par une définition plus stricte des délits de comptabilité et par la répression de l'incitation à spéculer en bourse. D'une manière générale d'ailleurs, une lutte plus efficace contre la criminalité destructive de valeurs sera pour notre économie publique un bienfait qu'il serait presque possible de mesurer par des chiffres.

Mais la loi nouvelle est plus importante encore par sa portée morale. Elle accentue les responsabilités et les devoirs du père vis-à-vis des siens, de l'employeur vis-à-vis de ceux et spécialement de celles qui sont à son service, de chacun vis-à-vis de son prochain en danger. Des idées analogues inspirent les dispositions applicables aux relations sexuelles. Simplement en déclarant que, dans certains cas, la communauté ne peut pas tolérer une conduite purement égoïste, la loi nouvelle est de nature à élever le niveau moral de notre peuple et, faisant mieux que de protéger l'ordre juridique établi, à fortifier les vertus civiques qui sont la base nécessaire de toute organisation démocratique de la vie sociale.

Quant à la peine, elle ne pourra jamais être infligée sans que preuve ait été faite de la culpabilité du prévenu; ce dernier lui-même devra donc la considérer comme juste, ce qui est la première condition de son efficacité. Elle apparaîtra juste, tout spécialement, aux condamnés de cantons divers qui seront renvoyés dans un seul et même établissement, au lieu d'être comme par le passé traités avec une sévérité variant selon des lois cantonales différentes. Le code nouveau ne vise pas seulement à protéger l'Etat et les individus contre toute atteinte criminelle, notamment en réagissant avec vigueur contre le parasitisme des délinquants professionnels ou d'habitude. Il cherche aussi à sauver celui qui est tombé au délit, pour autant que ce sauvetage est possible, non seulement par la douceur des peines, mais aussi par la mise à l'épreuve qu'impliquent soit la condamnation conditionnelle, soit la libération conditionnelle; c'est aussi à cela que tendent les dispositions sur l'exécution des peines et sur le renvoi dans une maison d'éducation au travail ou dans un asile pour buveurs. Enfin et surtout, la sécurité sociale et les intérêts de l'humanité sont ensemble sauvegardés par les règles nouvelles concernant le traitement de l'enfance et de l'adolescence abandonnée, dévoyée ou en danger; le régime nouveau permettra de conserver, en vue d'un travail honnête et utile à la communauté, nombre de jeunes existences que les dispositions actuelles du droit pénal et de la procédure mènent à leur perte.

Qu'il nous soit permis enfin, en ces temps où le problème de la lutte contre les influences étrangères dans tous les domaines se pose d'une manière pressante, d'insister sur l'effet libérateur que peut exercer une législation commune et nationale. Le code civil suisse ne nous a-t-il pas déjà émancipés d'influences intellectuelles étrangères et n'a-t-il pas été un instrument d'union nationale? Nous avons montré en unifiant le droit civil, et nous devons montrer maintenant en ce qui concerne le droit pénal que notre Etat démocratique est capable d'accomplir ses grandes tâches éthiques et sociales, malgré les différences de langues et de confessions et en se mettant au-dessus des divergences de partis.

Le projet de code pénal suisse est une œuvre d'union nationale. Loin d'être un moyen de centralisation, loin de porter atteinte à la vie cantonale, il ouvre aux cantons un

champ d'action dans lequel, avec l'aide de la Confédération, ils pourront participer d'une manière directe au développement de la civilisation humaine.

Nous vous proposons, messieurs, d'accepter le projet de code pénal suisse que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Berne, le 23 juillet 1918.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération,
CALONDER.

Le chancelier de la Confédération:
SCHATZMANN.

Code pénal suisse.

Livre premier : Des délits.

PARTIE GÉNÉRALE.

CHAPITRE PREMIER.

Application de la loi pénale.

Article 1.

Nul ne peut être puni, s'il n'a commis un acte expressément réprimé par la loi.

1. Pas de peine sans loi.

2.

Sera jugée d'après le présent code :

toute personne qui aura commis un délit après l'entrée en vigueur de ce code;

toute personne mise en jugement après cette entrée en vigueur pour un délit commis antérieurement, si le présent code lui est plus favorable que la loi en vigueur au moment du délit.

2. Conditions de temps.

3.

Est punissable d'après la loi suisse, quiconque aura commis un délit en Suisse.

Si le délinquant a subi à raison du délit une peine à l'étranger, le juge suisse la lui imputera sur la peine à prononcer.

L'étranger poursuivi à l'étranger à la requête de l'autorité suisse ne pourra plus être puni en Suisse pour le même délit :

3. Conditions de lieu.
Délits commis en Suisse.

si le tribunal étranger l'a acquitté par un jugement passé en force;

s'il a subi la peine à laquelle l'avait condamné le tribunal étranger.

Si le délinquant n'a subi à l'étranger qu'une partie de la peine prononcée contre lui, cette partie lui sera imputée sur la peine à prononcer.

4.

Délits commis
à l'étranger
contre l'Etat.

Est punissable d'après la loi suisse, quiconque aura commis à l'étranger un délit contre l'Etat et la défense nationale (chapitre treizième).

Si le délinquant a subi à raison du délit une peine à l'étranger, le juge suisse la lui imputera sur la peine à prononcer.

Si le délinquant n'a subi à l'étranger qu'une partie de la peine prononcée contre lui, cette partie lui sera imputée sur la peine à prononcer.

5.

Délits commis
à l'étranger
contre un
Suisse.

Celui qui aura commis à l'étranger un délit contre un Suisse, est punissable d'après la loi suisse, s'il est arrêté en Suisse et n'est pas extradé à l'étranger, ou s'il est extradé à la Confédération à raison de ce délit.

Le délinquant ne pourra plus être puni à raison du délit, s'il a subi la peine prononcée contre lui à l'étranger, si cette peine lui a été remise ou si elle est prescrite.

Si le délinquant n'a subi à l'étranger qu'une partie de la peine prononcée contre lui, cette partie lui sera imputée sur la peine à prononcer.

6.

Délits commis
à l'étranger
par un Suisse.

Tout Suisse qui aura commis à l'étranger un délit pouvant d'après le droit suisse donner lieu à extradition, est punissable d'après la loi suisse, pourvu que le délit soit réprimé aussi dans l'Etat où il a été commis, s'il est arrêté en Suisse ou extradé à la Confédération à raison de ce délit.

Il ne pourra plus être puni en Suisse :

s'il a été acquitté à l'étranger pour le même délit par un jugement passé en force;

s'il a subi la peine prononcée contre lui à l'étranger, si cette peine lui a été remise ou si elle est prescrite.

Si le délinquant n'a subi à l'étranger qu'une partie de la peine prononcée contre lui, cette partie lui sera imputée sur la peine à prononcer.

7.

Tout Suisse condamné à l'étranger à la réclusion ou à une peine de même gravité, pourra, à la requête du ministère public fédéral, être privé de ses droits civiques pour une durée de deux à dix ans.

Privation des droits civils pour délits commis à l'étranger.

8.

Un délit est réputé commis tant au lieu où son auteur l'a perpétré, qu'au lieu où le résultat s'est produit.

Lieu de commission du délit.

Une tentative est réputée commise tant au lieu où son auteur l'a faite, qu'au lieu où, d'après le dessein de l'auteur, le résultat devait se produire.

9.

La législation militaire détermine dans quelles limites le présent code est applicable aux personnes soumises aux lois pénales militaires.

4. Conditions personnelles.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Le délit.

10.

N'est pas punissable celui qui, étant atteint d'une maladie mentale, d'idiotie ou d'une grave altération de la conscience, ne possédait pas, au moment d'agir, la faculté d'apprécier le caractère illicite de son acte ou de se déterminer d'après cette appréciation.

1. Responsabilité. Irresponsables.

11.

Le juge atténuera librement la peine (art. 63), si, par suite d'un trouble dans sa santé mentale ou dans sa conscience, ou par suite d'un développement mental incomplet, le délinquant, au moment d'agir, ne possédait pas pleinement la faculté d'apprécier le caractère illicite de son acte, ou de se déterminer d'après cette appréciation.

Responsabilité restreinte.

12.

Si le fonctionnaire chargé de l'instruction ou si le juge chargé de statuer au fond est en doute sur la responsabilité de l'inculpé, il fera examiner par des experts l'état mental de ce dernier.

Doute sur l'état mental de l'inculpé.

Il sera toujours procédé à cet examen si l'inculpé est sourd-muet ou épileptique.

Les experts feront rapport sur l'état de l'inculpé. Ils se prononceront aussi sur l'opportunité du placement dans un hôpital ou dans un hospice et sur le danger qu'offre l'inculpé pour la sécurité ou l'ordre publics.

13.

Internement
des irrespon-
sables et des
délinquants
à responsabi-
lité restreinte.

Si un irresponsable ou un délinquant à responsabilité restreinte compromet la sécurité ou l'ordre publics, et s'il devient nécessaire de l'interner dans un hôpital ou dans un hospice, le juge ordonnera cet internement.

Le juge suspendra l'exécution de la peine prononcée contre un délinquant à responsabilité restreinte.

14.

Hospitalisa-
tion des irres-
ponsables et
des délin-
quants à res-
ponsabilité
restreinte.

Si l'état d'un irresponsable ou d'un délinquant à responsabilité restreinte exige qu'il soit traité ou placé dans un hôpital ou dans un hospice, le juge ordonnera ce traitement ou cette hospitalisation.

Le juge suspendra l'exécution de la peine prononcée contre un délinquant à responsabilité restreinte.

15.

Exécution de
l'internement
et de l'hospitalisa-
tion. Exécution
de la peine pro-
noncée contre
un délinquant
à responsabi-
lité restreinte.

1. L'autorité administrative cantonale exécutera la décision du juge tendant à l'internement, au traitement ou à l'hospitalisation des irresponsables ou des délinquants à responsabilité restreinte.

2. Le juge fera cesser l'internement, le traitement ou l'hospitalisation, dès que la cause en aura disparu.

Le juge décidera si, et dans quelle mesure, la peine prononcée contre un délinquant à responsabilité restreinte doit encore être exécutée.

Dans tous les cas, le juge consultera des experts.

16.

2. Culpabilité.
Intention et
négligence.

Sauf disposition contraire et expresse de la loi, est seul punissable celui qui commet intentionnellement un délit.

Celui-là commet intentionnellement un délit, qui le commet avec conscience et volonté.

Celui-là commet un délit par négligence, qui, par une imprévoyance coupable, agit sans se rendre compte ou sans tenir compte des conséquences de son acte. L'imprévoyance

est coupable, quand l'auteur de l'acte n'a pas usé des précautions commandées par les circonstances et par sa situation personnelle.

17.

Celui qui aura agi sous l'influence d'une appréciation erronée des faits, sera jugé d'après cette appréciation, si elle lui est favorable. Erreur sur les faits.

S'il pouvait éviter l'erreur en usant des précautions voulues, il sera punissable pour négligence, si la loi réprime cet acte comme délit de négligence.

18.

La peine pourra être atténuée (art. 62) à l'égard de celui qui a commis un délit alors qu'il se croyait en droit d'agir. Erreur sur le caractère d'un acte.

19.

La peine sera atténuée (art. 62) à l'égard de celui qui aura tenté de commettre un délit et en aura commencé l'exécution; elle pourra l'être à l'égard de celui qui aura poursuivi jusqu'à son terme, mais sans résultat, son activité coupable. 3. Degrés de réalisation.
Tentative et délit manqué.

20.

Le juge pourra atténuer librement la peine (art. 63) à l'égard de celui qui aura tenté de commettre un délit par un moyen ou contre un objet de nature telle que la commission de ce délit était absolument impossible. Délict impossible.

Il pourra l'exempter de toute peine, s'il a agi par défaut d'intelligence.

21.

Celui qui, de son propre mouvement, se sera désisté d'une tentative, ne sera pas puni pour celle-ci. Désistement.
Repentir actif.

Le juge atténuera librement la peine (art. 63) à l'égard de celui qui, de son propre mouvement, aura cherché à empêcher le résultat de se produire.

22.

Celui qui aura intentionnellement décidé autrui à commettre un délit, sera, si le délit a été réellement commis, puni de la peine applicable à l'auteur de ce délit. 4. Participation.
Instigation.

Celui qui aura tenté de décider une personne à commettre un délit puni de réclusion, sera puni pour tentative de ce délit.

23.

Complicité.

La peine pourra être atténuée (art. 62) à l'égard de celui qui aura intentionnellement prêté assistance pour commettre un délit.

24.

Circonstances
personnelles

Les relations, qualités et circonstances personnelles spéciales dont l'effet est d'augmenter, de diminuer ou d'exclure la peine, n'auront cet effet qu'à l'égard de l'auteur, instigateur ou complice qu'elles concernent.

25.

5. Incitation
à un acte non
intentionnel.

Celui qui, intentionnellement, aura incité une personne à commettre sans intention un acte réprimé comme délit, sera puni de la peine prévue pour le délit intentionnel.

26.

6. Responsabi-
lité en ma-
tière de délits
de presse.

1. Lorsqu'une infraction aura été commise par la voie de la presse, l'auteur de l'écrit en sera seul responsable, sous réserve des dispositions ci-après.

2. S'il s'agit d'un imprimé non périodique et si l'auteur de l'écrit ne peut être découvert, ou si la publication a été faite à son insu ou contre sa volonté, l'éditeur ou, à son défaut, l'imprimeur, sera puni comme auteur de l'infraction.

3. Si l'auteur d'un article paru dans un journal ou dans un périodique ne peut être découvert, ou s'il ne peut être traduit en Suisse devant un tribunal, ou si l'article a été publié à son insu ou contre sa volonté, le rédacteur signant comme responsable sera puni comme auteur de l'infraction.

Le rédacteur n'est pas tenu de nommer l'auteur de l'article. Pour découvrir le nom de ce dernier, aucune des mesures de coercition prévues par la loi de procédure ne pourra être employée contre le rédacteur, ni contre l'imprimeur ou son personnel, ni contre l'administrateur-gérant ou l'éditeur du journal ou du périodique. Cette prescription n'est pas applicable en cas de délit contre l'Etat et la défense nationale (chapitre treizième).

4. Si la personne qui a envoyé une insertion parue dans une feuille d'annonces, ou dans la partie d'un journal ou d'un périodique réservée aux annonces, ne peut être découverte, la personne désignée comme responsable des annonces, ou, à son défaut, l'éditeur ou l'imprimeur, sera puni comme auteur de l'infraction.

Quand la personne désignée comme responsable des annonces est condamnée à une amende, l'éditeur en répond aussi.

5. L'auteur d'un compte rendu véridique des débats publics d'une autorité n'encourra aucune peine.

6. Pour les délits commis par la voie de la presse, l'action pénale se prescrit par un an à partir de la publication de l'imprimé.

27.

Lorsqu'un délit n'est poursuivi que sur plainte, toute personne lésée par ce délit pourra porter plainte. Si le lésé n'a pas l'exercice des droits civils, le droit de porter plainte appartiendra à son représentant légal. Toutefois, si le lésé est âgé de seize ans au moins et capable de discernement, il aura aussi le droit de porter plainte.

7. Plainte du lésé.
Droit de plainte.

Si le lésé meurt avant d'avoir eu connaissance de l'infraction ou de son auteur, ou s'il paraît établi que le lésé avait l'intention de porter plainte, le droit de porter plainte passera à ses proches.

Si l'ayant droit a expressément renoncé à porter plainte, cette renonciation sera définitive.

28.

L'ayant droit doit porter plainte dans les trois mois. Le délai court à partir du jour où il a eu connaissance de l'infraction et de son auteur.

Délai.

29.

Lorsqu'un ayant droit aura porté plainte contre un des participants à l'infraction, tous les participants devront être poursuivis.

Indivisibilité.

30.

La plainte pourra être retirée, tant que le jugement du tribunal de première instance n'aura pas été prononcé.

Retrait.

Celui qui aura retiré une plainte ne pourra la porter à nouveau.

Le retrait de la plainte à l'égard d'un des inculpés profitera à tous les autres.

Le retrait de la plainte n'aura pas d'effet à l'égard de l'inculpé qui s'opposera à ce retrait.

31.

8. Actes licites. Ne constitue pas un délit, l'acte ordonné par la loi, ou Loi, devoir de par un devoir de fonction ou de profession; il en est de de profession. même de l'acte que la loi déclare permis ou non punissable.

32.

Légitime défense.

Celui qui est attaqué sans droit ou menacé sans droit d'une attaque imminente, a le droit de repousser l'attaque par des moyens proportionnés aux circonstances; le même droit appartient aux tiers.

Si celui qui repousse une attaque a excédé les bornes de la légitime défense, le juge atténuera librement la peine (art. 63); si cet excès provient d'un état excusable d'excitation ou de saisissement causé par l'attaque, aucune peine ne sera encourue.

33.

Etat de nécessité.

Lorsqu'un acte aura été commis pour préserver d'un danger imminent et impossible à détourner autrement un bien appartenant à l'auteur de l'acte ou à autrui, notamment la vie, l'intégrité corporelle, la liberté, l'honneur, le patrimoine, cet acte ne constituera pas un délit, si, dans les circonstances où il a été commis, le sacrifice du bien menacé ne pouvait être raisonnablement exigé de l'auteur de l'acte; en cas contraire, le juge atténuera librement la peine (art. 63).

CHAPITRE TROISIÈME.

Peines, mesures de sûreté et autres mesures.*I. Les différentes peines et mesures.*

34.

1. Peines privatives de liberté.
Réclusion.

1. La réclusion est la plus grave des peines privatives de liberté. La durée de la réclusion est d'un an au moins et de quinze ans au plus; dans les cas spécialement prévus par la loi, la réclusion est à vie.

2. La réclusion est subie dans un établissement exclusivement affecté à cette destination.

Les condamnés à la réclusion portent le costume et reçoivent l'ordinaire de l'établissement.

Le condamné ne pourra recevoir des visites, écrire ou recevoir des lettres que dans une mesure restreinte.

3. Le condamné à la réclusion est astreint au travail. Autant que possible, le travail imposé à chaque détenu devra être conforme à ses aptitudes et le mettre à même de gagner sa vie après sa libération.

4. Dans la règle, le condamné sera mis en cellule pendant les trois premiers mois. Ce terme passé, il sera astreint au travail en commun. Il sera mis en cellule pendant les heures de repos.

L'autorité de surveillance pourra abréger ou prolonger la période cellulaire, ou remettre le condamné en cellule, si son état physique ou mental, ou si le but de la peine l'exige.

35.

1. La durée de l'emprisonnement est de huit jours au moins et, sauf disposition contraire et expresse de la loi, de deux ans au plus. Emprisonnement.

2. L'emprisonnement est subi dans un établissement exclusivement affecté à cette destination.

Les condamnés à l'emprisonnement portent le costume et reçoivent l'ordinaire de l'établissement. Pendant la période cellulaire, ils peuvent être autorisés à porter leurs vêtements personnels.

Le condamné pourra recevoir des visites, écrire ou recevoir des lettres dans la mesure compatible avec l'ordre de l'établissement.

3. Le condamné est astreint au travail. Autant que possible, le travail assigné à chaque détenu devra être conforme à ses aptitudes et le mettre à même de gagner sa vie après sa libération.

4. La peine de l'emprisonnement est subie en cellule, si sa durée ne dépasse pas trois mois.

Pour les peines d'une plus longue durée, le condamné sera, dans la règle, mis en cellule pendant les trois premiers mois. Ce terme passé, le condamné sera astreint au travail en commun. Il sera mis en cellule pendant les heures de repos.

L'autorité de surveillance pourra abrégier ou prolonger la période cellulaire, ou remettre le condamné en cellule, si son état physique ou mental, ou si le but de la peine l'exige.

36.

Libération
conditionnelle.

1. Lorsqu'un condamné qui n'est pas en récidive réitérée aura subi les deux tiers de sa peine, et au moins une année de réclusion ou huit mois d'emprisonnement, l'autorité compétente pourra le libérer conditionnellement pour la durée de la peine restant à subir, s'il s'est bien comporté dans l'établissement, s'il est à prévoir qu'il se conduira bien en liberté et s'il a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

Lorsqu'un condamné à la réclusion à vie aura subi quinze ans de sa peine, l'autorité compétente pourra le libérer conditionnellement pour cinq ans, s'il est à prévoir qu'il se conduira bien.

Avant toute libération conditionnelle, l'autorité demandera le préavis des fonctionnaires de l'établissement.

2. L'autorité compétente soumettra le libéré à un patronage. Elle pourra lui imposer certaines règles de conduite pour la durée du délai d'épreuve, notamment l'obligation de s'abstenir de boissons alcooliques, de séjourner dans un lieu ou dans un établissement déterminé (asile ouvrier ou colonie ouvrière), ou de rester au service d'un employeur désigné.

3. Si le libéré abuse de la liberté, si par exemple il commet un délit intentionnel, si, au mépris d'un avertissement formel de l'autorité de patronage, il persiste à enfreindre les règles de conduite à lui imposées, ou s'il se soustrait obstinément au patronage, l'autorité compétente ordonnera sa réintégration dans l'établissement. Le temps passé en liberté conditionnelle ne sera pas imputé sur la durée de la peine.

4. Si le libéré se conduit bien jusqu'à l'expiration du délai d'épreuve, sa libération deviendra définitive.

37.

Arrêts.

1. La durée des arrêts est d'un jour au moins et de trois mois au plus.

2. La peine des arrêts est subie dans un établissement spécial ou, tout au moins, dans des locaux ne servant pas à l'exécution d'autres peines privatives de liberté.

Les condamnés portent leurs vêtements personnels. Ils reçoivent l'ordinaire de l'établissement. Toutefois ils peuvent être autorisés à faire venir leurs repas du dehors dans les limites fixées par le règlement de l'établissement.

Le condamné pourra recevoir des visites, écrire ou recevoir des lettres dans la mesure compatible avec l'ordre de l'établissement.

3. Le condamné est astreint au travail. Il est autorisé à se procurer lui-même une occupation appropriée. S'il n'y pourvoit pas, il est astreint au travail qui lui est assigné.

4. La peine des arrêts est subie en cellule.

38.

1. L'exécution d'une peine privative de liberté ne doit être interrompue que pour un motif grave.

2. Si, pendant l'exécution de la peine, le condamné doit être transféré dans un hôpital ou dans un hospice, la durée de ce séjour sera imputée sur la peine. Toutefois, si l'autorité compétente estime que le condamné a frauduleusement provoqué ce transfert, cette imputation n'aura pas lieu.

Dispositions
communes
aux peines
privatives
de liberté.

39.

1. En cas de condamnation à l'emprisonnement n'excédant pas un an ou de condamnation aux arrêts, le juge pourra suspendre l'exécution de la peine :

si, dans les dix ans qui ont précédé la commission du délit, le condamné n'a subi, en Suisse ou à l'étranger, aucune peine privative de liberté pour délit intentionnel,

si, en outre, les antécédents et le caractère du condamné font prévoir que cette mesure le détournera de commettre de nouveaux délits,

et si le condamné a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

En suspendant l'exécution de la peine, le juge fixera au condamné un délai d'épreuve de deux à cinq ans.

2. A défaut de circonstances spéciales justifiant une exception, le juge soumettra le condamné à un patronage. Il pourra aussi lui imposer, pendant le délai d'épreuve, certaines règles de conduite, notamment l'obligation d'apprendre un métier, de séjourner dans un lieu déterminé, de s'abstenir de boissons alcooliques, ou de réparer le dommage dans un délai donné.

Condamnation
conditionnelle.

Le jugement mentionnera les raisons qui justifient l'octroi du sursis, les motifs qui ont engagé le juge à dispenser exceptionnellement le condamné du patronage et les règles de conduite imposées par le juge.

3. Si, durant le délai d'épreuve, le condamné commet un délit intentionnel, s'il persiste, au mépris d'un avertissement formel de l'autorité de patronage, à enfreindre une des règles de conduite imposées par le juge, ou s'il se soustrait obstinément au patronage, le juge ordonnera que la peine prononcée contre lui soit mise à exécution.

4. Si le condamné a subi l'épreuve jusqu'au bout, la condamnation sera considérée comme non avenue.

40.

2. Mesures de sûreté. Internement des délin- quants d'ha- bitude.

1. Lorsqu'un délinquant ayant déjà subi de nombreuses peines privatives de liberté encourt, à raison d'un délit, une nouvelle condamnation à une peine privative de liberté, et lorsqu'il manifeste un penchant au délit, à l'inconduite ou à la fainéantise, le juge pourra ordonner son renvoi dans une maison d'internement. L'internement remplace la peine.

2. L'internement est subi dans un établissement exclusivement affecté à cette destination.

Les internés portent le costume et reçoivent l'ordinaire de l'établissement.

L'interné ne pourra recevoir des visites, écrire ou recevoir des lettres que dans une mesure restreinte.

3. L'interné est astreint au travail qui lui est assigné.

4. L'interné est mis en cellule pendant la nuit.

5. L'interné demeurera dans la maison pendant toute la durée de la peine prononcée, et en tous cas cinq ans au moins. Ce terme passé, l'autorité compétente, après avoir demandé le préavis des fonctionnaires de la maison, pourra le libérer conditionnellement pour trois ans, si elle estime que l'internement n'est plus nécessaire.

6. L'autorité compétente soumettra le libéré à un patronage. Elle pourra lui imposer certaines règles de conduite (art. 36, ch. 2). Si, dans les trois ans qui suivent sa libération conditionnelle, il commet une nouvelle infraction, si,

au mépris d'un avertissement formel de l'autorité de patronage, il persiste à enfreindre les règles de conduite à lui imposées, ou s'il se soustrait obstinément au patronage, l'autorité compétente pourra ordonner sa réintégration dans l'établissement.

7. Si le libéré se conduit bien pendant trois ans, sa libération deviendra définitive.

8. Si l'internement n'a pu être mis à exécution avant que la peine soit prescrite, il ne sera plus exécuté. S'il s'est écoulé plus de dix ans depuis la condamnation, l'autorité compétente décidera s'il y a lieu d'exécuter la peine prononcée, ou l'internement.

41.

1. Lorsqu'un condamné à l'emprisonnement pour délit vivait dans l'inconduite ou la fainéantise, et lorsque le délit est en rapport avec ce genre de vie, le juge, si le condamné est capable de travailler et paraît pouvoir être formé au travail, pourra suspendre l'exécution de la peine et ordonner le renvoi dans une maison d'éducation au travail exclusivement affectée à cette destination. Le juge fera préalablement examiner l'état physique et mental du condamné, ainsi que sa capacité de travail, et prendra des informations précises sur son éducation et ses antécédents.

Renvoi dans
une maison
d'éducation
au travail.

Aucun délinquant ayant subi la peine de la réclusion ne peut être renvoyé dans une maison d'éducation au travail.

2. Chaque condamné fera l'apprentissage d'un travail conforme à ses aptitudes et qui le mette à même de gagner sa vie après sa libération. Son éducation intellectuelle et physique, et notamment son instruction professionnelle, seront développées par l'enseignement.

Les condamnés seront isolés pendant la nuit.

3. Le condamné demeurera un an au moins dans la maison.

Toutefois, si l'expérience des trois premiers mois démontre qu'un condamné est incapable d'apprendre à travailler, l'autorité compétente pourra requérir le juge d'ordonner l'exécution de la peine prononcée.

4. Au bout d'un an, l'autorité compétente, après avoir demandé le préavis des fonctionnaires de l'établissement, pourra libérer conditionnellement le condamné pour un an,

si elle l'estime apte et disposé à travailler. Elle le soumettra à un patronage et pourra lui imposer certaines règles de conduite (art. 36, ch. 2).

5. Si, pendant le délai d'épreuve, le libéré se livre de nouveau à l'inconduite ou à la fainéantise, si, au mépris d'un avertissement formel de l'autorité de patronage, il persiste à enfreindre les règles de conduite à lui imposées, ou s'il se soustrait obstinément au patronage, l'autorité compétente pourra ordonner sa réintégration dans la maison; elle pourra aussi requérir le juge d'ordonner l'exécution de la peine prononcée.

6. Si le libéré s'est bien conduit jusqu'à l'expiration du délai d'épreuve, sa libération deviendra définitive. La peine est éteinte.

7. Tout renvoi non mis à exécution pendant cinq ans ne pourra plus être exécuté.

42.

Renvoi des
buveurs
d'habitude
dans un asile.

1. Lorsqu'il prononce une condamnation à l'emprisonnement pour délit contre un buveur d'habitude, le juge, si le délit est en rapport avec le penchant à la boisson, pourra ordonner qu'après l'exécution de la peine le condamné sera renvoyé dans un asile pour buveurs.

Le juge pourra de même ordonner le renvoi dans un asile pour buveurs de tout buveur d'habitude qui, pour cause d'irresponsabilité, aura été acquitté ou aura bénéficié d'une ordonnance de non-lieu.

2. Le juge consultera des experts-médecins.

3. Le traitement a lieu dans un bâtiment affecté exclusivement à cette destination.

4. L'autorité compétente ordonnera l'élargissement du condamné dès qu'il sera guéri. En aucun cas, le séjour à l'asile ne pourra excéder deux ans.

5. L'autorité compétente soumettra le condamné à un patronage. Elle lui enjoindra de s'abstenir de boissons alcooliques pendant un certain délai. Elle pourra aussi lui imposer d'autres règles de conduite. Si, malgré un avertissement formel de l'autorité de patronage, le condamné contrevient aux injonctions de cette autorité, ou s'il se soustrait obstinément au patronage, l'autorité compétente pourra ordonner sa réintégration à l'asile.

7. Tout renvoi non mis à exécution pendant cinq ans ne pourra plus être exécuté.

43.

Dans tous les établissements, les sexes seront strictement séparés.

Le régime est exclusif de boissons alcooliques.

3. Dispositions communes.
Séparation des sexes. Interdiction des boissons alcooliques.

44.

Le patronage a pour mission :

d'assister les patronés, notamment en les plaçant et en leur procurant du travail, en leur donnant conseils et appui, afin de les mettre à même de vivre honnêtement,

de surveiller les patronés avec discrétion, de manière à ne pas compromettre leur situation.

Patronage.

45.

1. Le juge fixera le montant de l'amende d'après la situation du condamné, de façon que la perte à subir par ce dernier constitue une peine équivalant à sa culpabilité.

Pour évaluer la situation du condamné, le juge tiendra compte notamment des éléments ci-après : revenu et capital, état civil et charges de famille, profession et gain professionnel, âge et état de santé.

4. Amende.
Montant.

2. L'amende est éteinte par la mort du condamné.

46.

1. L'autorité compétente fixera au condamné un délai de paiement de quatorze jours à trois mois. Si le condamné n'a pas de domicile fixe en Suisse, il pourra être tenu de payer l'amende sans délai ou de fournir sûreté.

L'autorité compétente pourra autoriser le condamné à payer l'amende par acomptes, le montant et la date des paiements étant fixés par cette autorité d'après la situation du condamné. Elle pourra aussi l'autoriser à racheter l'amende par une prestation en travail, notamment pour le compte de l'état ou d'une commune. Dans ces cas, l'autorité compétente pourra prolonger le délai ci-dessus.

Recouvrement.

2. Si, dans le délai fixé, le condamné n'a ni payé ni racheté l'amende, l'autorité compétente ordonnera contre lui la poursuite pour dettes, si l'on en peut attendre quelque résultat.

47.

Cumul de l'amende avec une peine privative de liberté.

Si le délinquant a agi par cupidité, le juge, accessoirement à la peine privative de liberté, pourra le condamner à une amende.

Si la loi prévoit alternativement une peine privative de liberté ou l'amende, le juge pourra toujours cumuler les deux peines.

48.

5. Peines accessoires. Privation des droits civiques.

1. Tout condamné à la réclusion sera privé des droits civiques pour une durée de deux à dix ans.

Le condamné à l'emprisonnement pourra être privé des droits civiques pour une durée d'un à cinq ans, si le délit dénote chez son auteur la bassesse du caractère.

Tout délinquant d'habitude renvoyé dans une maison d'internement sera privé des droits civiques pour dix ans.

2. Celui qui est privé des droits civiques ne peut prendre part aux votations ou élections publiques et n'est pas éligible. Il ne peut être fonctionnaire, membre d'une autorité, tuteur, ni témoin instrumentaire.

3. La privation des droits civiques sortira ses effets à partir du jour où le jugement qui la prononce est passé en force. Sa durée ne sera comptée qu'à partir du jour de la libération définitive.

49.

Destitution.

Le juge prononcera la destitution de celui qui, par un délit, s'est rendu indigne de la fonction qu'il remplit, et le déclarera inéligible à toute fonction pour une durée de deux à dix ans.

La destitution et l'inéligibilité sortiront leurs effets à partir du jour où le jugement qui les prononce est passé en force. Si le fonctionnaire a été condamné à une privation de liberté, la durée de l'inéligibilité ne sera comptée qu'à partir du jour de la libération définitive.

50.

Le juge pourra prononcer la déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle contre celui qui, par un délit pour lequel il est condamné à une privation de liberté, a enfreint ses devoirs de parent ou de tuteur; le juge pourra le déclarer incapable d'exercer la puissance paternelle ou d'être tuteur.

Déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle.

51.

Lorsqu'un délit a été commis dans l'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce, et lorsque le délinquant a été, à raison de ce délit, condamné à une privation de liberté supérieure à trois mois, le juge, s'il y a lieu de craindre de nouveaux abus, pourra interdire au condamné, pour une durée de un à cinq ans, l'exercice de sa profession, de son industrie ou de son commerce.

Interdiction d'exercer une profession, une industrie ou un commerce.

Cette disposition n'est pas applicable aux délits commis par la voie de la presse périodique.

L'interdiction sortira ses effets à partir du jour où le jugement qui la prononce est passé en force. Sa durée ne sera comptée qu'à partir de la libération définitive.

52.

Le juge pourra expulser du territoire suisse, pour une durée de trois à quinze ans, tout étranger condamné à la réclusion, à l'emprisonnement ou à l'internement. L'expulsion sortira ses effets du jour de la libération définitive.

Expulsion.

Si le condamné a été libéré conditionnellement, et s'il s'est bien conduit pendant toute la durée du délai d'épreuve, le juge pourra révoquer l'expulsion prononcée.

53.

1. Lorsqu'un délit provient de l'usage immodéré de boissons alcooliques, le juge pourra, accessoirement à la peine, interdire au délinquant, pour une durée de six mois à deux ans, l'accès des locaux d'auberge où sont débitées des boissons alcooliques.

Interdiction des débits de boissons.

2. L'interdiction sera publiée dans une feuille officielle.

3. L'interdiction sortira ses effets à partir du jour où le jugement qui la prononce est passé en force. Si le délinquant a été condamné à une privation de liberté, la durée de l'interdiction ne sera comptée qu'à partir de la libération définitive.

54.

6. Autres
mesures.
Cautionnement
préventif.

1. S'il y a lieu de craindre que celui qui a menacé de commettre un délit ne le commette effectivement, ou si un condamné pour délit, notamment pour délit contre la vie, l'intégrité corporelle ou l'honneur, manifeste l'intention formelle de réitérer, le juge, à la requête de la personne menacée, pourra exiger de lui l'engagement de ne pas commettre le délit, et l'astreindre à fournir une sûreté suffisante.

2. S'il refuse de s'engager, ou si, par mauvais vouloir, il n'a pas fourni la sûreté dans le délai fixé, le juge pourra l'y contraindre en le mettant en détention.

Cette détention ne pourra durer plus de deux mois.

3. S'il commet le délit dans les deux ans à partir du jour où la sûreté a été fournie, celle-ci sera acquise à l'Etat; en cas contraire, elle sera restituée à l'ayant droit.

55.

Confiscation
d'objets
dangereux.

Le juge, alors même qu'aucune personne déterminée ne peut être poursuivie ou condamnée, prononcera la confiscation des objets qui ont servi ou devaient servir à commettre un délit, ou qui ont été créés par un délit, si ces objets compromettent la sécurité des personnes, la morale ou l'ordre public.

Le juge pourra ordonner que les objets confisqués soient mis hors d'usage ou détruits.

56.

Dévolution
à l'Etat.

Les dons et autres avantages qui ont servi à décider ou à récompenser l'auteur d'un délit, sont acquis à l'Etat. Si ces objets n'existent plus en nature, celui qui les a reçus devra en payer la valeur.

57.

Allocations au
lésé.

Si, par suite d'un délit, une personne a souffert un dommage assez notable pour la faire tomber dans le besoin, et s'il est à prévoir que le délinquant ne réparera pas le dommage, le juge pourra allouer au lésé, en tout ou en partie, le montant de l'amende payée, le produit de la réalisation des objets confisqués, les dons et autres avantages acquis à l'Etat en nature ou en valeur, ainsi que le montant du cautionnement préventif. Ces allocations viendront en déduction sur l'indemnité fixée par jugement.

58.

Si l'intérêt public ou celui du lésé l'exige, le juge ordonnera la publication du jugement aux frais du condamné. Publication du jugement.

Si l'intérêt public ou celui de l'accusé acquitté l'exige, le juge ordonnera la publication du jugement d'acquittement, aux frais de l'Etat ou à ceux du dénonciateur.

La publication dans l'intérêt du lésé et la publication dans l'intérêt de l'accusé acquitté n'auront lieu qu'à leur requête.

La publication aura lieu dans une feuille officielle, fédérale ou cantonale, et dans un ou plusieurs journaux.

59.

Les peines prononcées et les mesures de sûreté sont inscrites au casier judiciaire (art. 377 à 383). Casier judiciaire.

II. La mesure de la peine.

60.

Le juge fixera la peine d'après la culpabilité, en tenant compte des mobiles, des antécédents et de la situation personnelle du délinquant. Fixation de la peine.

61.

Le juge pourra atténuer la peine :

Circonstances atténuantes.

lorsque le coupable aura commis le délit

en cédant à un mobile honorable,

dans une détresse profonde,

sous l'impression d'une menace grave,

sous l'ascendant d'une personne à laquelle il doit obéissance ou de laquelle il dépend;

lorsqu'il aura été entraîné au délit par la colère ou par une douleur violente, produites par une provocation injuste ou une offense imméritée;

lorsqu'il aura manifesté par des actes un repentir sincère, notamment lorsqu'il aura réparé le dommage autant qu'il était en son pouvoir;

lorsqu'un temps relativement long s'est écoulé depuis le délit, et que le délinquant s'est bien comporté pendant ce temps.

62.

Effets de l'atténuation.

Si le juge estime que la peine doit être atténuée, il prononcera :

au lieu de la réclusion à vie, la réclusion pour dix ans au moins;

au lieu de la réclusion à minimum spécialement déterminé, la réclusion;

au lieu de la réclusion, l'emprisonnement de six mois à cinq ans;

au lieu de l'emprisonnement à minimum spécialement déterminé, l'emprisonnement;

au lieu de l'emprisonnement, les arrêts ou l'amende.

63.

Atténuation libre.

Dans les cas où la loi l'autorise à atténuer librement la peine, le juge n'est lié ni par le genre, ni par le minimum de la peine prévue pour le délit.

Le juge reste lié par le minimum légal de chaque genre de peine.

64.

Récidive.

1. En cas de condamnation à une peine privative de liberté et quand, dans les cinq ans qui ont précédé l'infraction, l'auteur de celle-ci avait subi, en tout ou en partie, une peine privative de liberté, ou avait été élargi d'une maison d'internement ou d'une maison d'éducation au travail, le juge, en fixant la peine, en augmentera la durée. Il ne sera pas lié par le maximum de la peine prévue pour le délit, mais il ne pourra dépasser le maximum légal du genre de peine.

La remise par voie de grâce d'une peine privative de liberté est assimilée à l'exécution.

2. Une condamnation subie à l'étranger compte pour la récidive, si elle a été prononcée à raison d'un délit pouvant, d'après le droit suisse, donner lieu à extradition.

65.

Concours d'infractions. Concours de plusieurs lois pénales.

1. Lorsque, par un seul ou par plusieurs actes, un délinquant aura encouru plusieurs peines privatives de liberté, le juge le condamnera à la peine du délit le plus grave et en augmentera la durée d'après les circonstances, mais pas au delà de la moitié en sus du maximum de la peine prévue pour le délit. Il sera, en outre, lié par le maximum légal du genre de peine.

Si le délinquant a encouru plusieurs amendes, le juge le condamnera à une amende proportionnée à sa culpabilité.

Les peines accessoires, les mesures de sûreté et les autres mesures pourront être appliquées, même si elles ne sont prévues que pour une des infractions en concours ou par une des lois en concours.

2. Si le juge doit prononcer une condamnation à raison d'un délit puni d'une peine privative de liberté que le délinquant a commis avant d'avoir été condamné pour une autre infraction punie également d'une peine privative de liberté, le juge fixera la peine de telle sorte que le délinquant ne soit pas plus gravement puni, que si les diverses infractions avaient fait l'objet d'un seul jugement.

66.

Le juge pourra déduire de la peine privative de liberté tout ou partie de la détention préventive. S'il ne condamne qu'à l'amende, il pourra tenir compte de cette détention dans une mesure équitable.

Imputation de la détention préventive par le juge.

Est considérée comme détention préventive, toute détention ordonnée au cours d'un procès pénal pour les besoins de l'instruction ou pour motif de sûreté.

III. La prescription.

67.

L'action pénale se prescrit :

par vingt ans, si le délit est puni de la réclusion à vie;
par dix ans, s'il est puni de réclusion;
par cinq ans, s'il est puni d'une autre peine.

*1. Prescription de l'action pénale.
Délais de prescription.*

68.

La prescription court :

à partir du jour où le délinquant a déployé son activité coupable;

si cette activité s'est déployée à plusieurs reprises, à partir du jour du dernier acte;

si les agissements coupables ont eu une certaine durée, à partir du jour où ils ont cessé.

Point de départ de la prescription.

69.

Si le délinquant subit à l'étranger une peine privative de liberté, la prescription est suspendue pendant l'exécution de cette peine.

Suspension et interruption de la prescription.

La prescription est interrompue par toute citation de l'inculpé devant un juge d'instruction ou un tribunal suisses pour répondre de ce délit.

Néanmoins, l'action pénale est en tout cas prescrite, lorsque la durée du délai ordinaire de prescription est dépassée de moitié.

70.

2. Prescription
de la peine.
Délais de pres-
cription.

Les peines se prescrivent :

la réclusion à vie, par trente ans;
la réclusion pour dix ans et au-dessus, par vingt-cinq ans;
la réclusion de cinq à dix ans, par vingt ans;
la réclusion au-dessous de cinq ans, par quinze ans;
l'emprisonnement pour plus d'un an, par dix ans;
toute autre peine, par cinq ans.

71.

Point de dé-
part de la
prescription.

La prescription court à partir du jour ou le jugement est passé en force; s'il y a eu condamnation conditionnelle, à partir de l'expiration du délai d'épreuve.

72.

Interruption
de la pres-
cription.

La prescription est interrompue par l'exécution de la peine et par tout acte fait en vue de l'exécution par l'autorité chargée de cette dernière.

Néanmoins, la peine est en tout cas prescrite, lorsque la durée du délai ordinaire de prescription est dépassée de moitié.

IV. La réhabilitation.

73.

Réintégration
dans l'exer-
cice des droits
civiques.

Lorsqu'un délinquant aura été privé des droits civiques, et lorsque trois ans au moins se seront écoulés depuis l'exécution du jugement, le juge, à la requête du délinquant, pourra le réintégrer dans l'exercice des droits civiques, si sa conduite justifie cette faveur, et s'il a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

74.

Réintégration
dans le droit
d'éligibilité
à une fonc-
tion.

Lorsqu'un délinquant aura été condamné à la destitution, et lorsque trois ans au moins se seront écoulés depuis l'exécution du jugement, le juge, à la requête du délinquant, pourra le réintégrer dans l'éligibilité à une fonction, si sa conduite justifie cette faveur, et s'il a réparé le dommage fixé par jugement.

75.

Lorsqu'un délinquant aura été déclaré incapable d'exercer la puissance paternelle ou d'être tuteur, et lorsque trois ans au moins se seront écoulés depuis l'exécution du jugement, le juge, à la requête du délinquant, et si sa conduite justifie cette faveur, pourra faire cesser cette incapacité, après avoir demandé le préavis de l'autorité tutélaire.

Réintégration dans la puissance paternelle ou dans la capacité d'être tuteur.

76.

Lorsque l'interdiction d'exercer une profession, une industrie ou un commerce aura été prononcée contre un délinquant, et lorsque trois ans au moins se seront écoulés depuis l'exécution du jugement, le juge, à la requête du délinquant, pourra lever l'interdiction, s'il n'y a plus d'abus à craindre, et si le condamné a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

Levée de l'interdiction d'exercer une profession, une industrie ou un commerce.

77.

Lorsqu'un délinquant aura été condamné à une privation de liberté ou à une amende et que, depuis l'exécution du jugement, il se sera écoulé quinze ans au moins en cas de condamnation à la réclusion ou au renvoi dans une maison d'internement, et dix ans au moins en cas de condamnation à toute autre peine ou mesure, le juge pourra, à la requête du condamné, ordonner la radiation du jugement au casier judiciaire, si le condamné a mérité cette mesure par sa conduite, et s'il a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

Radiation du jugement au casier judiciaire.

78.

1. La remise d'une peine par voie de grâce est assimilée à l'exécution.

Dispositions communes.

2. Si le condamné a été renvoyé dans une maison d'internement, sa réhabilitation ne pourra être prononcée qu'après un délai de cinq ans au moins à partir de sa libération définitive.

3. En rejetant une requête en réhabilitation, le juge pourra statuer qu'elle ne devra pas être renouvelée avant un délai déterminé, qui ne peut dépasser deux ans.

V. Mineurs de dix-huit à vingt ans.

79.

Dispositions
spéciales.

Si, au moment où le délit a été commis, son auteur était âgé de plus de dix-huit, mais de moins de vingt ans révolus, le juge appliquera les dispositions suivantes :

1. La réclusion à vie sera remplacée par la réclusion pour cinq ans au moins.

2. Si la loi prévoit pour le délit une peine privative de liberté à minimum déterminé, le juge pourra prononcer une peine d'une durée moindre.

3. En cas de circonstances atténuantes, le juge pourra convertir toute peine de réclusion en emprisonnement de six mois à cinq ans, et toute peine d'emprisonnement en arrêts.

4. Les délais de prescription sont réduits de moitié.

5. Ces condamnés seront, en tout cas durant leur minorité, absolument séparés de tous majeurs en état de détention.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Enfants et adolescents.

80.

1. Enfants.
Enfance.

L'enfant âgé de moins de quatorze ans qui commet un acte réprimé comme délit ou comme contravention, ne sera l'objet d'aucune poursuite pénale.

81.

Constatation
des faits.

Si l'enfant est âgé de six ans révolus, l'autorité compétente (art. 390) constatera les faits et prendra des informations précises sur l'état physique et mental de l'enfant, ainsi que sur son éducation. Dans tous les cas douteux, elle devra requérir en outre un rapport médical.

82.

Placement.

Si l'enfant est moralement abandonné, perversi ou en danger de l'être, l'autorité compétente pourvoira à son placement.

Ce placement s'effectuera soit par la remise de l'enfant à un établissement d'éducation, soit par sa remise à une famille digne de confiance, où son éducation sera surveillée par l'autorité compétente.

L'enfant peut aussi être laissé dans sa propre famille, où son éducation sera surveillée par l'autorité compétente.

83.

Si l'état de l'enfant exige un traitement spécial, si notamment l'enfant est atteint d'une maladie mentale, faible d'esprit, aveugle, sourd-muet ou épileptique, l'autorité compétente prescrira le traitement approprié à l'état de l'enfant.

Traitement
spécial.

84.

Si l'enfant n'est ni moralement abandonné, ni perverti ou en danger de l'être, et si son état n'exige pas un traitement spécial, l'autorité compétente, si elle juge l'enfant en faute, lui adressera une réprimande ou lui infligera les arrêts scolaires.

Mesures disciplinaires.

85.

Si les parents ont négligé leurs devoirs envers l'enfant, l'autorité compétente leur adressera une admonition ou un avertissement.

Admonition ou
avertissement
aux
parents.

86.

L'autorité compétente pourra renoncer à toute mesure, s'il s'est écoulé six mois depuis que l'acte a été commis.

Renonciation à
toute mesure.

87.

Lorsqu'un adolescent, âgé de plus de quatorze ans mais de moins de dix-huit ans révolus, aura commis un acte réprimé comme délit ou comme contravention, le juge (art. 391) constatera les faits et prendra des informations précises sur l'état physique et mental de l'adolescent, ainsi que sur son éducation. Dans tous les cas douteux, il devra requérir en outre un rapport médical. Il pourra aussi ordonner que l'adolescent soit mis en observation pendant un certain temps.

2. Adolescents.
Constataction
des faits.

88.

Si l'adolescent est moralement abandonné, moralement perverti ou en danger de l'être, le juge ordonnera son renvoi dans une maison de relèvement pour adolescents.

Maison de re-
lèvement.

L'adolescent demeurera dans la maison tout le temps nécessaire à son éducation, mais en tout cas une année au moins. Il sera définitivement libéré lorsqu'il aura atteint l'âge de vingt ans révolus.

Le juge pourra aussi remettre l'adolescent à une famille digne de confiance, où son éducation sera surveillée par l'autorité compétente. Si, à l'essai, cette mesure est reconnue insuffisante, le juge enverra l'adolescent dans une maison de relèvement.

89.

Maison de
correction.

Si la perversion morale d'un adolescent est telle qu'il ne puisse être admis dans une maison de relèvement, ou si le délit commis par lui est très grave, le juge ordonnera son renvoi dans une maison de correction pour adolescents, exclusivement affectée à cette destination. L'adolescent y demeurera jusqu'à ce qu'il soit amendé, sans toutefois que la durée de son séjour puisse être inférieure à trois ans ni excéder douze ans.

90.

Substitution
d'une mesure
à une autre.

Le juge, sur la proposition de l'autorité de l'établissement, pourra en tout temps transférer un adolescent d'une maison de relèvement dans une maison de correction ou d'une maison de correction dans une maison de relèvement.

Le juge, sur la proposition de l'autorité de l'établissement, pourra en tout temps remettre un adolescent renvoyé dans une maison de relèvement à une famille digne de confiance, où son éducation sera surveillée par l'autorité compétente.

91.

Libération
conditionnelle.

Lorsque l'adolescent est resté un an au moins dans la maison de relèvement ou trois ans au moins dans la maison de correction, l'autorité de surveillance, après avoir demandé le préavis des fonctionnaires de l'établissement, pourra le libérer conditionnellement.

Elle soumettra le libéré à un patronage et pourvoir, avec l'aide des représentants du patronage, à son entretien, à son éducation et à sa surveillance. Elle pourra lui imposer certaines règles de conduite, notamment l'obligation d'apprendre un métier, de séjourner dans un lieu déterminé ou de s'abstenir de boissons alcooliques.

Si dans l'année qui suit la libération l'adolescent enfreint les règles de conduite à lui imposées, ou si, de toute autre façon, il abuse de la liberté, l'autorité compétente ordonnera sa réintégration dans l'établissement; en cas contraire, la libération sera définitive.

92.

Si l'état d'un adolescent exige un traitement spécial, si notamment l'adolescent est atteint d'une maladie mentale, faible d'esprit, aveugle, sourd-muet, épileptique, adonné à la boisson, ou si son développement mental ou moral présente un retard anormal, le juge ordonnera qu'il soit soumis au traitement approprié à son état.

Traitement
spécial.

93.

1. Si l'adolescent n'est ni moralement abandonné ni perversi ou en danger de l'être, si le délit commis par lui n'est pas très grave et si son état n'exige pas un traitement spécial, le juge, s'il estime que l'adolescent est en faute, lui adressera une réprimande ou lui infligera une détention de trois jours à un an.

Répression.

Cette détention sera subie dans un bâtiment ne servant pas de prison ou de maison de travail pour adultes. L'adolescent sera astreint à un travail approprié.

2. Le juge pourra suspendre l'exécution de la détention et fixer un délai d'épreuve de six mois à un an au condamné, si son caractère et sa conduite antérieure font prévoir que cette mesure le détournera de commettre un nouveau délit. A défaut de circonstances spéciales justifiant une exception, le juge soumettra le libéré à un patronage. Il pourra lui imposer certaines règles de conduite, telles que l'obligation d'apprendre un métier, de séjourner dans un lieu déterminé, ou de s'abstenir de boissons alcooliques.

Si l'adolescent, pendant le délai d'épreuve, persiste à enfreindre les règles de conduite à lui imposées, ou si, de toute autre manière il trompe la confiance mise en lui par le juge, celui-ci ordonnera que la détention soit mise à exécution.

Si l'adolescent a subi l'épreuve jusqu'au bout, la condamnation sera considérée comme non avenue.

3. Toute détention non mise à exécution pendant trois ans ne pourra plus être exécutée.

94.

Admonition ou
avertisse-
ment aux
parents.

Si les parents ont négligé leurs devoirs envers l'adolescent, le juge leur adressera une admonition ou un avertissement.

95.

Renonciation
à toute me-
sure.

Le juge pourra renoncer à toute mesure, si la moitié du délai de prescription s'est écoulée depuis le jour où l'acte a été commis.

96.

Radiation des
mesures au
casier.

Le juge pourra, à la requête de l'intéressé, ordonner la radiation au casier judiciaire des mesures prises contre lui, si depuis l'exécution de ces mesures il s'est écoulé dix ans au moins, si sa conduite justifie cette radiation, et s'il a, autant qu'il était en son pouvoir, réparé le dommage fixé par jugement.

Définitions légales.

97.

Dans le présent code, les termes ci-après sont pris dans le sens suivant :

1. Le terme *femme* désigne toute personne du sexe féminin âgée de seize ans révolus.

2. Les *proches* d'une personne sont son conjoint, ses parents en ligne directe, ses frères et sœurs germains, consanguins ou utérins, ses parents et enfants adoptifs.

3. Les *familiers* d'une personne sont ceux qui font ménage commun avec elle.

4. Le terme *fonctionnaire* comprend les fonctionnaires et employés d'une administration publique et de la justice. Sont aussi considérées comme fonctionnaires, les personnes qui occupent une fonction ou un emploi à titre provisoire, et celles qui exercent une fonction publique temporaire.

5. Sont *titres*, tous écrits destinés ou propres à prouver un fait ayant une portée juridique.

Sont *titres authentiques*, ceux qui émanent d'une autorité, d'un fonctionnaire agissant en vertu de sa fonction, ou d'un officier public agissant en cette qualité. Ne sont toutefois pas considérés comme titres authentiques, les écrits qui émanent de l'administration des entreprises économiques et des monopoles de l'Etat ou d'autres corporations de droit public, et qui ont trait à des affaires de droit civil.

6. Le terme *puni de réclusion* s'applique aux délits que la loi frappe de cette peine, soit exclusivement, soit alternativement avec une autre peine.

Partie spéciale.

CHAPITRE PREMIER.

Délits contre la vie et l'intégrité corporelle.

98.

Celui qui aura intentionnellement tué une personne, sera puni de la réclusion pour cinq ans au moins. 1. Homicide.
Meurtre.

99.

Si le délinquant a tué par férocité, par cupidité, pour dissimuler ou faciliter un autre délit, avec une cruauté particulière, avec perfidie, par le feu, par un explosif ou par d'autres moyens de nature à mettre en danger la vie ou la santé d'un grand nombre de personnes, il sera puni de la réclusion à vie. Assassinat.

100.

Si le délinquant a tué alors qu'il était en proie à une émotion violente et que les circonstances rendaient excusable, il sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans ou de l'emprisonnement de un à cinq ans. Meurtre par
passion.

101.

Celui qui, sur la demande instante et sérieuse d'une personne, lui aura donné la mort, sera puni de l'emprisonnement. Meurtre sur
la demande
de la victime.

102.

Celui qui, poussé par un mobile égoïste, aura incité une personne au suicide, ou lui aura prêté assistance en vue du suicide, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement, si le suicide a été consommé ou tenté. Incitation et
assistance au
suicide.

103.

Infanticide.

La mère qui aura intentionnellement tué son enfant pendant l'accouchement ou alors qu'elle se trouvait encore sous l'influence de l'état puerpéral, sera punie de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

104.

Homicide par négligence.

Celui qui, par négligence, aura causé la mort d'une personne, sera puni de l'emprisonnement.

La peine sera l'emprisonnement d'un mois à cinq ans si, par sa négligence, le délinquant a enfreint un devoir à lui imposé par sa fonction, sa profession ou son industrie. Le juge pourra cumuler l'amende avec l'emprisonnement.

105.

2. Avortement.

Avortement
commis par
la personne
en état de
grossesse.

La personne en état de grossesse qui, par son propre fait ou par celui d'un tiers, se sera fait avorter, sera punie de l'emprisonnement.

L'action pénale se prescrit par deux ans.

106.

Avortement
commis par
un tiers.

1. Celui qui, avec le consentement d'une personne en état de grossesse, l'aurait fait avorter, celui qui aura prêté assistance à une personne en état de grossesse en vue de l'avortement, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

L'action pénale se prescrit par deux ans.

2. Celui qui, sans le consentement d'une personne en état de grossesse, l'aura fait avorter, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans.

3. La peine sera la réclusion pour trois ans au moins : si le délinquant fait métier de l'avortement ; si la victime est morte des suites de l'avortement et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat.

107.

Avortement
non punis-
sable.

L'avortement pratiqué avec le consentement de la personne enceinte par un médecin diplômé n'est pas punissable, s'il est opéré en vue d'écarter un danger impossible à détourner autrement et menaçant la vie de la mère, ou menaçant sa santé d'une atteinte grave et permanente.

108.

1. Celui qui, intentionnellement, aura blessé une personne de façon à mettre sa vie en danger,

celui qui, intentionnellement, aura mutilé le corps d'une personne, un de ses membres ou organes importants, ou rendu ce membre ou cet organe impropre à sa fonction, causé à une personne une incapacité de travail, une infirmité ou une maladie mentale permanentes, ou défiguré une personne d'une façon grave et permanente,

celui qui, intentionnellement, aura fait subir à une personne toute autre atteinte grave à l'intégrité corporelle ou à la santé physique ou mentale,

sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans ou de l'emprisonnement de six mois à cinq ans.

2. La peine sera la réclusion, si la victime est morte des suites de la lésion et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat.

3. Lésions corporelles.

Lésions corporelles graves.

109.

1. Celui qui, intentionnellement, aura fait subir à une personne une atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement.

La poursuite aura lieu d'office, si le délinquant a fait usage d'une arme ou d'un instrument dangereux, ou si la victime était hors d'état de se défendre.

2. La peine sera l'emprisonnement d'un mois à cinq ans, si le délinquant a causé une lésion grave et s'il avait pu prévoir ce résultat. La poursuite aura lieu d'office.

3. La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement de un à cinq ans, si la victime est morte des suites de la lésion et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat. La poursuite aura lieu d'office.

Lésions corporelles simples

110.

Lorsque le délinquant aura causé un résultat grave qu'il n'avait pas voulu et qu'il n'avait pu prévoir, il sera puni pour la lésion qu'il avait voulu faire subir.

Conséquences fortuites d'une lésion corporelle.

111.

Celui qui, par négligence, aura causé une lésion corporelle, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Lésions corporelles par négligence.

La poursuite aura lieu d'office et la peine sera l'emprisonnement jusqu'à trois ans, si la lésion est grave ou si, par sa négligence, le délinquant a enfreint un devoir à lui imposé par sa fonction, sa profession ou son industrie. Le juge pourra cumuler l'amende avec l'emprisonnement.

112.

4. Mise en danger de la vie ou de la santé d'autrui.
Exposition.

Celui qui, ayant la garde d'une personne hors d'état de se protéger elle-même ou le devoir de veiller sur elle, l'aura exposée à un danger de mort ou à un danger grave et imminent pour sa santé,

celui qui, ayant la garde d'une personne hors d'état de se protéger elle-même ou le devoir de veiller sur elle, l'aura abandonnée alors qu'elle se trouvait en danger de mort ou en un danger grave et imminent pour sa santé,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

113.

Mise en danger de la vie d'autrui.

Celui qui, sciemment et sans scrupule, aura mis une personne en un danger de mort imminent, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

Si le délinquant a agi dans un but de lucre, le juge prononcera en outre l'amende.

114.

Provocation en duel.

1. Celui qui aura provoqué une personne en duel, celui qui aura accepté une provocation en duel, sera puni de l'amende. En cas de réitération, le juge pourra en outre prononcer les arrêts.

2. Si c'est un des adversaires qui a empêché la rencontre, il ne sera pas punissable.

115.

Excitation au duel.

Celui qui aura excité une personne à se battre en duel avec un tiers, sera puni de l'emprisonnement.

116.

Duel.

1. Le duel entre adversaires armés sera puni de l'emprisonnement jusqu'à cinq ans.

La peine sera l'emprisonnement de un à cinq ans, si, d'après les conditions, le combat devait continuer jusqu'à la mort d'un des adversaires.

La peine sera les arrêts ou l'amende, lorsque les combattants auront pris des précautions propres à écarter le danger de mort.

2. Celui qui aura sciemment enfreint les règles du combat et qui, grâce à cette déloyauté, aura tué ou blessé son adversaire, sera puni pour meurtre ou lésions corporelles.

3. Les seconds, les témoins, les médecins et les autres auxiliaires ne seront punis pour participation au duel que s'ils ont excité les adversaires à se battre.

117.

Celui qui aura pris part à une rixe, sera, pour ce seul fait, puni de l'emprisonnement ou de l'amende, à moins qu'il ne se soit borné à repousser une attaque ou à séparer les combattants.

Rixe.

118.

Celui qui, ayant la charge ou la garde d'un enfant de moins de seize ans, l'aura maltraité, négligé ou traité avec cruauté, de façon que la santé ou le développement intellectuel de cet enfant en soit atteint ou gravement compromis, sera puni de l'emprisonnement pour un mois au moins.

Mauvais traitements et négligence envers les enfants.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins, si ces mauvais traitements ou cette négligence ont causé à l'enfant une lésion corporelle grave et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat.

La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans, si ces mauvais traitements ou cette négligence ont causé la mort de l'enfant et si le délinquant avait pu le prévoir.

Le juge invitera les autorités de tutelle à prendre les mesures nécessaires pour la protection de l'enfant.

119.

Celui qui, dans un intérêt personnel, par égoïsme ou par méchanceté, aura surmené physiquement ou intellectuellement soit son enfant mineur, soit une personne mineure ou du sexe féminin qui lui était subordonnée en qualité d'employé, ouvrier, apprenti, domestique, élève ou pensionnaire, de façon que la santé du surmené en soit atteinte ou

Surmenage des enfants et des subordonnés.

gravement compromise, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins, si le surmenage a causé une atteinte permanente à la santé de la victime et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat.

La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans, si le surmenage a causé la mort de la victime, et si le délinquant avait pu le prévoir.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Délits contre le patrimoine.

120.

1. Délits contre la propriété. Vol.

1. Celui qui, pour se procurer ou procurer à un tiers un enrichissement illégitime, aura soustrait une chose mobilière appartenant à autrui, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

2. Le vol commis au préjudice des proches ou des familles ne sera poursuivi que sur plainte.

3. Le vol sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins, si son auteur l'a commis en qualité d'affilié à une bande; s'il fait métier du vol;

si par toute autre circonstance le vol dénote que son auteur est particulièrement dangereux.

121.

Brigandage.

1. Celui qui, dans le dessein de commettre un vol ou pris en flagrant délit de vol, aura exercé des violences sur une personne, l'aura menacée d'un danger imminent pour la vie ou la santé, ou l'aura de toute autre manière mise hors d'état de résister, sera puni de la réclusion.

2. Le brigandage sera puni de la réclusion pour cinq ans au moins :

si son auteur a menacé de mort une personne ou lui a fait subir une lésion corporelle grave;

si son auteur l'a commis en qualité d'affilié à une bande;

si par toute autre circonstance le délit dénote que son auteur est particulièrement dangereux.

Le juge pourra prononcer la réclusion à vie, lorsque le délinquant aura usé d'une cruauté particulière contre une personne.

122.

1. Celui qui, pour se procurer ou procurer à un tiers un enrichissement illégitime, se sera approprié une chose mobilière appartenant à autrui et qui lui avait été confiée,

Abus de confiance.

celui qui, sans droit, aura employé à son profit ou au profit d'un tiers une valeur, notamment une somme d'argent, qui lui avait été confiée,

sera puni de l'emprisonnement jusqu'à cinq ans.

2. L'abus de confiance commis au préjudice des proches ou des familiers ne sera poursuivi que sur plainte.

3. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans ou l'emprisonnement pour un mois au moins, si le délinquant a agi en qualité de membre d'une autorité, de fonctionnaire, tuteur, curateur, gérant de fortunes, ou dans l'exercice d'une profession ou d'une industrie pour laquelle il avait obtenu l'autorisation des pouvoirs publics.

123.

1. Celui qui, pour se procurer ou procurer à un tiers un enrichissement illégitime,

Détournement.
Appropriation
d'objets
trouvés.

se sera approprié soit une chose mobilière appartenant à autrui qui a été amenée en sa puissance par l'effet d'une force naturelle, par erreur, par cas fortuit ou de toute autre façon indépendante de sa volonté, soit un animal appartenant à autrui et dont il est devenu détenteur,

se sera approprié une chose mobilière appartenant à autrui et qu'il avait trouvée,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Le détournement ou l'appropriation d'une chose trouvée appartenant à un proche ou à un familier ne sera poursuivi que sur plainte.

3. Si le propriétaire ne peut être découvert, la chose trouvée ou sa valeur est acquise à l'Etat.

124.

Soustraction
sans dessein
d'enrichisse-
ment.

Celui qui, sans le dessein de s'enrichir, aura soustrait une chose mobilière à l'ayant droit, et lui aura par là causé un dommage, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Dans les cas de très peu de gravité, la peine sera l'amende.

125.

Recel.

1. Celui qui aura acquis, reçu en don, reçu en gage, dissimulé ou aidé à négocier une chose dont il savait ou devait présumer qu'elle avait été obtenue au moyen d'une infraction, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

Dans les cas de très peu de gravité, le juge pourra prononcer l'amende.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans et l'amende, si le délinquant fait métier du recel.

126.

Domages à
la propriété.

Celui qui aura endommagé, détruit ou mis hors d'usage une chose appartenant à autrui, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans, si, par bassesse de caractère, le délinquant a causé un dommage considérable.

127.

Soustraction
d'énergie.

Celui qui, sans droit, aura soustrait de l'énergie à une installation appartenant à autrui et servant à utiliser une force naturelle, notamment à une installation électrique, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Si l'auteur de l'acte l'a commis dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime, la peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement.

128.

Détournement
d'objets frap-
pés d'un droit
de gage ou
de rétention.

Le débiteur qui, dans le dessein de nuire à son créancier, aura aliéné le gage mobilier resté en sa possession, ou aura endommagé, détruit ou mis hors d'usage un gage mobilier ou immobilier resté en sa possession,

le débiteur qui, dans le dessein de nuire à son créancier, aura soustrait à ce dernier, endommagé, détruit ou mis hors d'usage un objet à lui appartenant et que le créancier possédait en vertu d'un nantissement ou d'un droit de rétention,

le tiers qui aura agi de la sorte au profit du débiteur,

le tiers qui, dans le dessein de nuire au créancier, aura soustrait au possesseur, endommagé, détruit ou mis hors d'usage un objet à lui appartenant et frappé d'un droit de gage ou de rétention au profit du créancier,

sera sur plainte, puni de l'emprisonnement.

129.

1. Celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime, aura astucieusement induit en erreur une personne par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais, ou astucieusement exploité l'erreur où se trouvait une personne, et aura de la sorte déterminé la victime à des actes préjudiciables à sa fortune ou à celle d'autrui, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

2. Délits contre les droits pécuniaires. Escroquerie.

2. L'escroquerie commise au préjudice des proches ou des familiers ne sera poursuivie que sur plainte.

3. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans et l'amende, si le délinquant fait métier de l'escroquerie.

130.

Celui qui, en qualité de fondateur, de membre du conseil d'administration ou d'un organe de contrôle ou de surveillance d'une société anonyme ou d'une société coopérative, ou en qualité de directeur, de fondé de pouvoirs, ou de liquidateur d'une de ces sociétés, aura intentionnellement, dans des communications au public, dans des rapports ou propositions destinés à l'assemblée générale ou dans des requêtes à l'autorité du registre du commerce, donné ou fait donner des renseignements contraires à la vérité, sera puni de l'emprisonnement et de l'amende.

Faux renseignements sur des sociétés anonymes ou coopératives.

La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

131.

Falsification
des marchan-
disées.

Celui qui, dans le but de tromper autrui dans les relations d'affaires, aura contrefait, falsifié ou déprécié une marchandise, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins, si le délinquant fait métier de tels actes.

Le jugement de condamnation sera publié. Les marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées seront confisquées.

132.

Mise en circu-
lation de
marchandises
falsifiées.

1. Celui qui, intentionnellement, aura mis en circulation ou en vente des marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées, en les donnant pour authentiques, non altérées ou intactes, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins, si le délinquant fait métier de tels actes.

Le jugement de condamnation sera publié.

2. Celui qui, par négligence, aura mis en circulation ou en vente des marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées, en les donnant pour authentiques, non altérées ou intactes, sera puni de l'amende.

3. Les marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées seront confisquées.

133.

Extorsion.

1. Celui qui, en usant de violence ou de menace grave envers une personne, ou après l'avoir de toute autre manière mise hors d'état de résister, l'aura contrainte à accorder à lui-même ou à un tiers un avantage pécuniaire auquel il n'avait pas droit,

celui qui, ayant fait savoir à une personne qu'il se disposait à publier, à dénoncer ou à révéler un fait dont la divulgation peut nuire à elle-même ou à un tiers qui est avec elle en relations étroites, l'aura ainsi déterminée à acheter son silence au prix d'un sacrifice pécuniaire,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement. L'amende pourra être cumulée avec la peine privative de liberté.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans et l'amende, si le délinquant fait métier de l'extorsion ou s'il poursuit à répétées fois ses agissements contre sa victime.

134.

1. Celui qui aura exploité l'état de gêne ou de dépendance, l'inexpérience, la faiblesse de caractère ou la légèreté d'une personne, pour se faire accorder ou promettre par elle, pour lui-même ou pour un tiers, et comme équivalent d'une prestation, des avantages pécuniaires en disproportion évidente avec cette prestation.

Usure.

celui qui, en connaissance de cause, aura acquis une créance usuraire et l'aura aliénée ou fait valoir,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement. L'amende pourra être cumulée avec la peine privative de liberté.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans et l'amende : si l'usurier conduit sciemment sa victime à la ruine; s'il fait métier de l'usure.

135.

Celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage pécuniaire, aura abusé de l'inexpérience d'une personne dans les affaires de bourse ou de sa légèreté, pour l'entraîner à spéculer sur des papiers-valeurs ou des marchandises, alors qu'il savait ou devait savoir que ces opérations étaient en disproportion évidente avec la fortune du spéculateur, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Incitation à spéculer.

136.

1. Celui qui, tenu par une obligation légale ou contractuelle de veiller sur les intérêts pécuniaires d'autrui, y aura porté atteinte, sera puni de l'emprisonnement.

Gestion déloyale.

La peine sera l'emprisonnement jusqu'à cinq ans et l'amende, si le délinquant a agi dans un but de lucre.

2. La gestion déloyale au préjudice des proches ou des familiers ne sera poursuivie que sur plainte.

137.

Celui qui, par malveillance et sachant la fausseté de ses allégations, aura porté au crédit d'autrui une atteinte notable ou l'aura gravement compromis, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

3. Délits contre les droits immatériels. Atteinte au crédit.

138.

Concurrence
déloyale.

Celui qui, par des moyens déloyaux, notamment par des machinations astucieuses, des allégations mensongères ou des insinuations malveillantes, aura détourné la clientèle d'autrui, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

139.

Violation du
secret de
fabrication
ou du secret
commercial.

Celui qui aura révélé un secret de fabrication ou un secret commercial qu'il était tenu de garder en vertu d'une obligation légale ou contractuelle,

celui qui aura mis à profit cette révélation,

celui qui aura exploité ou divulgué, dans un but de concurrence, un secret de fabrication ou un secret commercial qu'il avait surpris par des moyens illicites,

sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

140.

4. Délits dans
la faillite et
la poursuite
pour dettes.
Banqueroute
frauduleuse

1. Le débiteur qui, dans le dessein de nuire à ses créanciers,

aura diminué son actif, notamment en aliénant, détruisant, dégradant ou dépréciant des objets,

aura diminué fictivement son actif, notamment en distrayant ou dissimulant des objets, en faisant état de dettes supposées, en reconnaissant des créances fictives ou en incitant un tiers à les produire, ou en simulant une situation inférieure à la réalité, en particulier au moyen d'une comptabilité inexacte ou d'un faux bilan,

sera, s'il a été déclaré en faillite, puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

2. Le tiers qui se sera livré à ces agissements au profit du débiteur, sera, si ce dernier a été déclaré en faillite, puni de l'emprisonnement.

141.

Fraudes dans
la saisie.

1. Le débiteur soumis à la poursuite par voie de saisie qui, dans le dessein de nuire à des créanciers,

aura diminué son actif, notamment en aliénant, détruisant, dégradant ou dépréciant des objets,

aura diminué fictivement son actif, notamment en distrayant ou dissimulant des objets, en faisant état de dettes supposées, en reconnaissant des créances fictives ou en incitant un tiers à les produire,

sera, si un acte de défaut de biens a été dressé contre lui, puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

2. Le tiers qui se sera livré à ces agissements au profit du débiteur, sera, si un acte de défaut de biens a été dressé contre ce dernier, puni de l'emprisonnement.

142.

1. Le débiteur qui, par une légèreté coupable, par des dépenses exagérées, par des spéculations hasardées ou par une grave négligence dans l'exercice de sa profession, aura causé sa propre insolvabilité, ou aura aggravé sa situation alors qu'il se savait insolvable, sera, s'il a été déclaré en faillite ou si un acte de défaut de biens a été dressé contre lui, puni de l'emprisonnement.

Banqueroute simple. Déconfiture.

2. La poursuite pénale contre un débiteur soumis à la poursuite par voie de saisie n'aura lieu que sur la plainte d'un créancier ayant obtenu contre lui un acte de défaut de biens.

Le créancier qui aura entraîné le débiteur à contracter des dettes à la légère, à se livrer à des spéculations hasardées, ou qui l'aura exploité usurairement, n'aura pas le droit de porter plainte.

La plainte devra être portée dans les trois mois à partir du jour où l'acte de défaut de biens a été délivré.

143.

Le débiteur qui aura contrevenu à l'obligation légale de tenir régulièrement ou de conserver ses livres de comptabilité, ou de dresser un bilan, de façon qu'il est devenu impossible d'établir sa situation ou de l'établir complètement, sera, s'il a été déclaré en faillite, ou si une saisie a été pratiquée contre lui en vertu de l'article 43 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Violation de l'obligation de tenir une comptabilité.

144.

Le débiteur qui, alors qu'il se savait insolvable et dans le dessein de favoriser certains de ses créanciers au détriment des autres, aura fait des actes tendant à ce but, notamment aura payé des dettes non échues, aura payé une dette échue autrement qu'en numéraire ou en valeurs usuelles, aura donné de ses propres moyens des sûretés pour une dette alors qu'il n'y était pas obligé, sera, s'il a été déclaré en faillite, ou si un acte de défaut de biens a été dressé contre lui, puni de l'emprisonnement.

Avantages accordés à certains créanciers.

145.

Achat de voix.

1. Celui qui, pour gagner la voix d'un créancier ou de son représentant dans l'assemblée des créanciers ou dans la commission de surveillance, ou pour obtenir son consentement à un concordat judiciaire, lui aura accordé ou promis des avantages spéciaux,

celui qui, pour gagner la voix d'un membre de l'administration d'une faillite, lui aura accordé ou promis des avantages spéciaux,

sera puni de l'emprisonnement.

2. Le créancier ou son représentant, de même que le membre de l'administration d'une faillite, qui se sera fait accorder ou promettre ces avantages, encourra la même peine.

146.

Détournement
d'objets mis
sous main de
justice.

Celui qui, au détriment des créanciers, aura arbitrairement disposé d'un objet saisi ou séquestré, ou d'un objet inventorié dans une poursuite pour dettes ou dans une faillite ou porté à un inventaire constatant un droit de rétention (loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, art. 83, alinéa 1^{er}, 96, 162 à 165, 183, 221, 275, 283, alinéa 3), ou qui aura dégradé, détruit ou mis hors d'usage un de ces objets, sera puni de l'emprisonnement.

147.

Obtention
frauduleuse
d'un concor-
dat.

Le débiteur qui, dans le but d'obtenir un sursis concordataire ou l'homologation d'un concordat judiciaire, aura, notamment au moyen d'une comptabilité inexacte ou d'un faux bilan, induit en erreur sur sa situation pécuniaire ses créanciers, le commissaire au concordat ou l'autorité compétente,

le tiers qui se sera livré à ces agissements au profit du débiteur,

sera puni de l'emprisonnement.

148.

Privation des
droits ci-
viques.

La privation des droits civiques pourra toujours être prononcée en cas de condamnation pour un des délits prévus aux articles 140, 141, 142, 144, 145, 146 et 147.

149.

Si l'une des infractions prévues aux articles 128 et 140 à 147 est commise dans la gestion d'une personne morale, la peine sera appliquée aux directeurs, fondés de pouvoirs, liquidateurs et membres du conseil d'administration ou d'un organe de contrôle ou de surveillance qui auront commis l'infraction.

Personnes morales et sociétés commerciales.

Si l'une de ces infractions est commise dans la gestion d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, la peine sera appliquée aux sociétaires qui auront commis l'infraction.

CHAPITRE TROISIÈME.

Délits contre l'honneur.

150.

1. Celui qui, connaissant la fausseté de ses allégations, aura, en s'adressant à un tiers, accusé ou mis en suspicion une personne de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération,

Calomnie

celui qui, connaissant la fausseté de ses allégations, aura propagé de pareilles accusations ou mises en suspicion,

sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour un mois au moins, si le calomniateur a, de propos délibéré, cherché à ruiner la réputation de sa victime.

151.

1. Celui qui, à la légère et contrairement à la vérité, aura, en s'adressant à un tiers, accusé ou mis en suspicion une personne de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération,

Diffamation.

celui qui aura propagé à la légère une pareille accusation ou mise en suspicion,

sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement jusqu'à six mois ou de l'amende.

Si, devant le juge, le délinquant reconnaît la fausseté de ses allégations et les rétracte, le juge pourra atténuer la peine ou exempter le délinquant de toute peine. Le juge donnera acte de cette rétractation à l'offensé.

2. Celui qui, en s'adressant à un tiers, aura accusé ou mis en suspicion une personne de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération, sera, si les allégations sont conformes à la vérité, mais si le délinquant les a articulées sans motif plausible et dans le seul dessein de dire du mal d'autrui, sur plainte, puni de l'amende.

152.

Dispositions communes.

A la calomnie et à la diffamation verbales sont assimilées la calomnie et la diffamation par l'écriture, l'image, le geste, ou par tout autre moyen.

153.

Calomnie et diffamation contre un mort.

Si la calomnie ou la diffamation vise une personne décédée, le droit de porter plainte appartient aux proches du défunt.

Toutefois, aucune peine ne sera encourue, s'il s'est écoulé plus de trente ans depuis le décès.

154.

Injure.

1. Celui qui, de toute autre manière, aura, par la parole, par l'écriture, par l'image, par le geste ou par des voies de fait, attaqué autrui dans son honneur, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement jusqu'à trois mois ou de l'amende.

2. Le juge pourra exempter le délinquant de toute peine, si l'injurié a directement provoqué l'injure par une conduite répréhensible.

Si l'injurié a riposté immédiatement par une injure ou par des voies de fait, le juge pourra exempter de toute peine les deux délinquants ou l'un d'entre eux.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Délits contre la liberté.

155.

Menaces.

Celui qui, par une menace grave, aura alarmé ou effrayé une personne, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

156.

Contrainte.

Celui qui, en usant de violence ou de menace grave envers une personne, ou après l'avoir de toute autre manière mise hors d'état de résister, l'aura contrainte à faire, à ne pas faire ou à laisser faire un acte, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

157.

1. Celui qui, sans droit, aura arrêté une personne, l'aura retenue prisonnière, ou l'aura de toute autre manière privée de sa liberté, sera puni de l'emprisonnement. Séquestration.

2. La peine sera la réclusion :

si le délinquant a séquestré une personne pour abuser d'elle ou pour la livrer à la débauche;

si l'a séquestré ou fait séquestrer une personne sous le faux prétexte d'une maladie mentale;

si la personne séquestrée a été traitée avec cruauté, ou si la séquestration a duré plus d'un mois.

158.

1. Celui qui aura enlevé une femme contre sa volonté et par violence, ou après avoir obtenu son consentement en usant de ruse ou de menace, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement pour trois mois au moins. Enlèvement.

Si la femme enlevée a épousé le ravisseur, elle n'aura le droit de porter plainte qu'après que le mariage aura été déclaré nul sur sa demande. Le délai pour porter plainte court à partir du jour où le jugement est passé en force.

2. La poursuite aura lieu d'office et la peine sera la réclusion, si le délinquant a enlevé une femme pour abuser d'elle.

159.

Celui qui, connaissant l'état de sa victime, aura enlevé, pour abuser d'elle, une femme atteinte d'une maladie mentale, d'idiotie, d'une grave altération de la conscience, ou incapable de résistance, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans. Enlèvement
d'une femme
inconsciente
ou sans dé-
fense.

160.

Celui qui aura enlevé un enfant de moins de seize ans pour l'exploiter ou pour obtenir rançon, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins. Enlèvement
d'enfant.

La peine sera la réclusion pour trois ans au moins, si le délinquant a enlevé l'enfant pour abuser de lui ou pour le livrer à la débauche.

161.

Celui qui aura pénétré sans droit dans une maison, dans une habitation, dans un local fermé compris dans une maison, dans un espace, cour ou jardin attenant à une maison, ou dans un chantier, ou qui y sera demeuré au mépris de l'injonction de sortir à lui adressée par un ayant droit, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement ou de l'amende. Violation de
domicile.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Délits contre les mœurs.

162.

1. Atteinte à la
liberté et à
l'honneur
sexuels.
Viol.

Celui qui, en usant de violence ou de menace grave, aura contraint une femme à subir l'acte sexuel hors mariage, sera puni de la réclusion.

Celui qui aura fait subir à une femme l'acte sexuel hors mariage, après l'avoir, dans ce but, mise en état d'incoscience ou hors d'état de résister, sera puni de la réclusion pour trois ans au moins.

163.

Attentat à la
pudeur avec
violence.

Celui qui, en usant de violence ou de menace grave envers une personne, ou après l'avoir de toute autre manière mise hors d'état de résister, l'aura contrainte à subir ou à faire un autre acte contraire à la pudeur, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

164.

Attentat à la
pudeur d'une
personne
inconsciente
ou incapable
de résistance.

1. Celui qui, connaissant l'état de sa victime, aura commis l'acte sexuel hors mariage avec une femme idiote, aliénée, inconsciente ou incapable de résistance, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans.

2. Celui qui, connaissant l'état de sa victime, aura commis un autre acte contraire à la pudeur sur une personne idiote, aliénée, inconsciente ou incapable de résistance, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

165.

Attentat à la
pudeur d'une
personne
faible d'esprit.

1. Celui qui, connaissant l'état de sa victime, aura commis l'acte sexuel hors mariage avec une femme faible d'esprit ou atteinte de troubles mentaux sérieux, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

2. Celui qui, connaissant l'état de sa victime, aura commis un autre acte contraire à la pudeur sur une personne faible d'esprit ou atteinte de troubles mentaux sérieux, sera puni de l'emprisonnement.

166.

1. Celui qui aura fait subir l'acte sexuel ou un acte analogue à un enfant de moins de seize ans, sera puni de la réclusion.

Attentat à la pudeur des enfants.

La peine sera la réclusion pour trois ans au moins, si la victime est l'écolier, l'élève, l'apprenti ou le domestique du délinquant, ou si elle est son descendant, son enfant adoptif, l'enfant de son conjoint, son pupille ou un enfant confié à ses soins.

2. Celui qui aura commis un autre acte contraire à la pudeur sur un enfant de moins de seize ans,

celui qui aura entraîné un enfant de moins de seize ans à commettre un acte contraire à la pudeur,

celui qui aura commis un tel acte en présence d'un enfant de cet âge,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

La peine sera la réclusion, si la victime est l'écolier, l'élève, l'apprenti ou le domestique du délinquant, ou si elle est son descendant, son enfant adoptif, l'enfant de son conjoint, son pupille ou un enfant confié à ses soins.

167.

1. Celui qui aura commis l'acte sexuel avec une personne mineure âgée de plus de seize ans qui est son enfant adoptif, l'enfant de son conjoint, qui a été confiée à ses soins, ou qui est son pupille, son écolier, son élève, son apprenti ou son domestique, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour trois mois au moins.

Attentat à la pudeur de mineurs âgés de plus de seize ans.

2. Celui qui aura commis un autre acte contraire à la pudeur sur une personne mineure âgée de plus de seize ans qui est son descendant, son enfant adoptif, l'enfant de son conjoint, qui a été confiée à ses soins, ou qui est son pupille, son écolier, son élève, son apprenti ou son domestique,

celui qui aura entraîné un de ces mineurs à commettre un acte contraire à la pudeur,

sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

168.

1. Celui qui aura commis l'acte sexuel avec une personne placée dans un hôpital, un hospice ou un asile, ou avec une personne internée dans un établissement par décision de l'autorité, arrêtée, inculpée, ou détenue après condamnation,

Attentat à la pudeur de personnes hospitalisées, détenues ou inculpées.

sera, si la victime était placée sous sa surveillance ou sous son autorité, puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

2. La peine sera l'emprisonnement, si le délinquant a commis sur une de ces personnes un autre acte contraire à la pudeur.

169.

Débauche
contre na-
ture.

1. La personne majeure qui aura commis un acte contraire à la pudeur sur une personne mineure du même sexe âgée de plus de seize ans, sera punie de l'emprisonnement pour un mois au moins.

2. Celui qui aura abusé de l'état de dénûment où se trouve une personne du même sexe que lui, ou de l'autorité que lui donne sur elle sa fonction, sa qualité d'employeur ou une relation analogue, pour lui faire subir ou commettre un acte contraire à la pudeur,

celui qui fera métier de commettre des actes contraires à la pudeur avec des personnes du même sexe,

sera puni de l'emprisonnement pour un mois au moins.

170.

Dispositions
générales.

Les dispositions ci-après seront applicables aux délits prévus par les articles 162 à 169 :

La peine sera la réclusion pour cinq ans au moins, si les actes commis ont causé la mort de la victime et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat.

La peine sera la réclusion pour trois ans au moins, si les actes commis ont causé une grave atteinte à la santé de la victime et si le délinquant avait pu prévoir ce résultat, ou s'il s'est livré à des actes de cruauté.

171.

Séduction de
mineure.

Celui qui, en abusant de l'inexpérience ou de la confiance d'une mineure âgée de plus de seize ans, l'aura entraînée à l'acte sexuel, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement.

Si la victime a contracté mariage avec son séducteur, celui-ci n'encourra aucune peine.

172.

Abus de la dé-
tresse ou
de la dépen-
dance où se
trouve une
femme.

Celui qui, abusant de l'état de dénûment où se trouve une femme, ou de l'autorité que lui donne sur elle sa fonction, sa qualité d'employeur ou une relation analogue, aura obtenu d'elle l'acte sexuel, sera puni de l'emprisonnement.

Si la femme a contracté mariage avec le délinquant, celui-ci n'encourra aucune peine.

173.

1. Celui qui, dans un but de lucre, aura favorisé la débauche, sera puni de l'emprisonnement.

2. Exploitation de la débauche.

Cette disposition n'est pas applicable au logeur, à moins qu'il n'exploite la débauche.

Proxénétisme.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour trois mois au moins, si la personne livrée à la débauche est mineure.

174.

Celui qui fera métier du proxénétisme, celui notamment qui tiendra une maison de prostitution, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins, avec privation des droits civiques.

Proxénétisme professionnel.

La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans, si le délinquant a livré à la prostitution une personne mineure.

En outre, le délinquant sera dans tous les cas puni de l'amende.

175.

Celui qui, sans dessein de lucre, aura favorisé la débauche de personnes âgées de moins de dix-huit ans, sera puni de l'emprisonnement.

Favoriser la débauche.

176.

L'homme qui, en exploitant le gain déshonnête d'une prostituée, se fera entretenir par elle en tout ou en partie, ou qui, par intérêt personnel, protégera une prostituée dans l'exercice de son métier, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins, avec privation des droits civiques.

Souteneurs.

177.

1. Celui qui aura embauché, entraîné ou détourné une personne du sexe féminin pour la livrer à autrui en vue de la débauche,

Traite des blanches.

celui qui aura pris des dispositions dans ce but, sera puni de la réclusion.

2. La peine sera la réclusion pour trois ans au moins: si la victime est mineure;

si elle est la femme ou la descendante du délinquant, son enfant adoptif ou l'enfant de son conjoint, ou si elle avait été confiée à ses soins, à sa garde ou à sa surveillance;

si le délinquant a usé de ruse, de violence ou de menace;
 si la victime a été emmenée à l'étranger;
 si elle devait être livrée à un proxénète professionnel;
 si le délinquant fait métier de la traite.

3. En outre, le délinquant sera dans tous les cas puni de l'amende.

4. Le délinquant est aussi punissable, lorsqu'il a commis le délit à l'étranger, s'il est arrêté en Suisse et n'est pas extradé à l'étranger.

178.

3. **Outrages à la morale publique.**

Outrage public à la pudeur.

Publications obscènes.

Celui qui aura commis en public un acte contraire à la pudeur, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

179.

1. Celui qui aura fabriqué ou importé pour la vente des écrits, images, dessins ou objets obscènes, qui les aura mis en vente ou envoyés à des personnes qui ne les avaient pas demandés, qui les aura annoncés par des publications, exposés, donnés en spectacle, ou qui fera métier de les donner en location, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Celui qui aura remis des écrits, images, dessins ou objets obscènes à des personnes âgées de moins de dix-huit ans, sera puni de l'emprisonnement et de l'amende.

3. Le juge ordonnera la destruction des écrits, images, dessins ou objets obscènes.

CHAPITRE SIXIÈME.

Délits contre la famille.

180.

Inceste.

1. L'acte sexuel entre ascendants et descendants, ou entre frère et sœur germains, consanguins ou utérins, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

2. Celui qui aura commis l'acte sexuel avec son descendant mineur âgé de plus de seize ans, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans.

3. Le mineur séduit par un majeur n'encourra aucune peine.

4. L'action pénale se prescrit par deux ans.

181.

1. Le conjoint qui aura commis adultère et son complice seront, sur la plainte du conjoint outragé, punis de l'emprisonnement.

Adultère.

2. La plainte ne pourra être portée qu'autant que le conjoint outragé aura préalablement introduit une action en divorce ou en séparation de corps à raison de cet adultère.

Le conjoint qui a consenti à l'adultère ou l'a pardonné, n'a pas le droit de porter plainte.

3. La mort du conjoint outragé éteint l'action pénale et fait cesser l'exécution de la peine.

182.

1. Celui qui, étant marié, aura contracté un nouveau mariage, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour trois mois au moins.

Bigamie.

2. La personne non mariée qui aura sciemment contracté mariage avec une personne mariée, sera punie de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

3. La prescription de l'action pénale ne court pas, tant que plusieurs mariages coexistent.

183.

Celui qui aura supprimé ou falsifié l'état civil d'autrui, notamment par supposition ou substitution d'enfant, sera puni de l'emprisonnement ou, dans les cas graves, de la réclusion jusqu'à cinq ans.

Suppression et falsification d'état civil.

La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a obéi à un mobile honorable.

184.

1. Celui qui, par mauvaise volonté, par fainéantise ou par inconduite, n'acquittera pas les aliments ou les subsides qu'il doit en vertu de la loi, d'une convention, ou d'une décision du juge ou de l'autorité administrative compétente, sera puni de l'emprisonnement.

Violation des devoirs de famille.

2. Celui qui par mauvaise volonté, par fainéantise ou par inconduite, n'aura pas satisfait aux obligations que la loi ou une convention lui impose vis-à-vis d'une personne qu'il a rendue enceinte hors mariage et qu'il sait être dans le besoin, sera puni de l'emprisonnement.

185.

Violation du
devoir d'éle-
ver l'enfant.

Les parents qui se seront déchargés de leur enfant en le remettant à long terme aux soins de personnes chez lesquelles, ainsi qu'ils le savaient ou devaient le présumer, cet enfant se trouve moralement ou matériellement en danger, seront punis de l'emprisonnement.

La peine sera l'emprisonnement pour trois mois au moins, si cette remise a eu lieu dans un but de lucre.

186.

Détournement
de mineur.

Celui qui aura soustrait ou refusé de remettre un mineur à la personne qui exerce la puissance paternelle ou la tutelle, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Délits créant un danger collectif.

187.

Incendie.

Celui qui, intentionnellement, aura causé un incendie, sera puni de la réclusion.

La peine sera la réclusion pour trois ans au moins, si le délinquant a sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes.

Le juge pourra prononcer l'emprisonnement, si le dommage est de peu d'importance.

188.

Incendie par
négligence.

Celui qui, par négligence, aura causé un incendie, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement si, par négligence, le délinquant a mis en danger la vie ou la santé des personnes.

189.

Explosion.

1. Celui qui, intentionnellement, aura causé une explosion de gaz, de benzine, de pétrole ou de substances analogues, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes, ou la propriété d'autrui, sera puni de la réclusion.

Le juge pourra prononcer l'emprisonnement, si le dommage est de peu d'importance.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

190.

Celui qui, intentionnellement et dans un dessein délictueux, aura fait emploi d'explosifs, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes, ou la propriété d'autrui, sera puni de la réclusion.

Mise en danger de la vie ou de la propriété au moyen d'explosifs.

La peine sera la réclusion pour cinq ans au moins, si le délinquant a fait emploi de bombes.

Le délinquant est aussi punissable, lorsqu'il a commis le délit à l'étranger, s'il est arrêté en Suisse et n'est pas extradé.

191.

1. Celui qui aura fabriqué des explosifs ou des bombes sachant ou devant présumer qu'ils étaient destinés à un emploi délictueux, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

Fabrication, recel et transport d'explosifs.

2. Celui qui se sera procuré soit des explosifs ou des substances propres à leur fabrication, soit des bombes, ou qui les aura transmis à autrui, reçus d'autrui, conservés, recelés ou transportés, sachant ou devant présumer qu'ils étaient destinés à un emploi délictueux, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

3. Celui qui, sachant ou devant présumer qu'une personne se propose de faire un emploi délictueux d'explosifs ou de bombes, lui aura donné des indications pour en fabriquer, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

192.

Celui qui, au moyen d'explosifs ou de bombes, aura par négligence mis en danger la vie ou la santé des personnes ou la propriété d'autrui, sera puni de l'emprisonnement d'un mois à cinq ans.

Négligence dans l'emploi d'explosifs.

193.

1. Celui qui, intentionnellement, aura causé une inondation, l'écrasement d'une construction ou un éboulement, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes ou la propriété d'autrui, sera puni de la réclusion.

Inondation. Ecrasement.

Le juge pourra prononcer l'emprisonnement, si le dommage est de peu d'importance.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende si le délinquant a agi par négligence.

Domages
aux installa-
tions élec-
triques, tra-
vaux hy-
drauliques
et ouvrages
de protection

1. Celui qui, intentionnellement, aura détruit ou endomagé
des installations électriques,
des travaux hydrauliques, notamment des jetées, bar-
rages, digues, écluses,
des ouvrages de protection contre les forces naturelles,
par exemple contre les éboulements ou les avalanches,
et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la
santé des personnes ou la propriété d'autrui, sera puni de
la réclusion.

Le juge pourra prononcer l'emprisonnement, si le dom-
mage est de peu d'importance.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le dé-
linquant a agi par négligence.

Violation des
règles de
l'art de cons-
truire.

1. Celui qui, intentionnellement, aura enfreint les règles
de l'art, en dirigeant ou en exécutant une construction ou
un ouvrage analogue, ou une démolition, et aura par là
mis en danger la vie ou la santé des personnes, sera puni de
l'emprisonnement pour un mois au moins et de l'amende.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si l'inob-
servation des règles de l'art provient de négligence.

CHAPITRE HUITIÈME.

Délits contre la santé publique.

Propagation
d'une épidé-
mie.

1. Celui qui, intentionnellement, aura propagé une ma-
ladie dangereuse et transmissible, sera puni de l'empri-
sonnement d'un mois à cinq ans.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans, si le délin-
quant a agi par bassesse de caractère.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le dé-
linquant a agi par négligence.

Propagation
d'une épi-
zootie.

1. Celui qui, intentionnellement, aura propagé une épi-
zootie parmi les animaux domestiques, sera puni de l'em-
prisonnement.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans, si, par bassesse de caractère, le délinquant a causé un dommage considérable.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

198.

1. Celui qui, intentionnellement, aura propagé un parasite ou germe dangereux pour la culture agricole ou forestière, sera puni de l'emprisonnement.

Propagation
d'un parasite
dangereux.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans, si, par bassesse de caractère, le délinquant a causé un dommage considérable.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

199.

1. Celui qui, intentionnellement, aura contaminé au moyen de substances nuisibles à la santé l'eau potable servant aux personnes ou aux animaux domestiques, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

Contamination
de l'eau po-
table

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

200.

1. Celui qui, intentionnellement, aura fabriqué ou traité un produit de telle façon que sa consommation, ou son usage normal ou probable, mette en danger la santé des personnes, sera puni de l'emprisonnement et de l'amende.

Fabrication de
produits nuis-
sibles à la
santé.

Si le délinquant savait que la consommation ou l'usage du produit entraînerait un danger de mort,

s'il fait métier de fabriquer ou de traiter de tels produits,

la peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins. L'amende sera cumulée avec la peine privative de liberté.

Le jugement de condamnation sera publié.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

3. Les produits nuisibles seront confisqués.

201.

Mise en circulation de produits nuisibles à la santé.

1. Celui qui, sachant que la consommation d'un produit, ou son emploi normal ou probable, compromettrait la santé des personnes, aura intentionnellement mis ce produit en vente ou en circulation, ou l'aura importé ou pris en dépôt, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement et l'amende, si le délinquant savait que la consommation ou l'emploi de ce produit entraînerait un danger de mort.

Le jugement de condamnation sera publié.

2. La peine sera l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

3. Les produits nuisibles seront confisqués.

202.

Adulteration de fourrages.

Celui qui aura traité des fourrages naturels, ou fabriqué ou traité des fourrages artificiels à l'usage des animaux domestiques de telle façon que ces fourrages mettent en danger la santé de ces animaux, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins et l'amende, si le délinquant fait métier de telles manipulations ou fabrications.

Le jugement de condamnation sera publié.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Délits contre les communications publiques.

203.

Entraver la circulation publique.

1. Celui qui, intentionnellement, aura empêché ou troublé la circulation publique, notamment la circulation sur la voie publique, par eau ou par voie aérienne, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes, sera puni de l'emprisonnement.

La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins, si le délinquant a sciemment mis en danger la vie ou la santé d'un grand nombre de personnes.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

204.

Entraver le service des chemins de fer.

1. Celui qui, intentionnellement, aura empêché ou troublé le service des chemins de fer, et aura par là sciemment mis en danger la vie ou la santé des personnes ou la propriété

d'autrui, celui notamment qui aura fait naître le danger d'un déraillement ou d'une collision, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

2. La peine sera l'emprisonnement ou de l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

205.

1. Celui qui, intentionnellement, aura empêché ou troublé l'exploitation d'une entreprise publique servant aux communications, notamment celle des chemins de fer, des postes, du télégraphe ou du téléphone,

Entraver les services d'intérêt général.

celui qui, intentionnellement, aura empêché ou troublé l'exploitation d'un établissement ou d'une installation servant à distribuer au public l'eau, la lumière, l'énergie ou la chaleur,

sera puni de l'emprisonnement.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

CHAPITRE DIXIÈME.

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures.

206.

Celui qui, dans le but de les mettre en circulation comme authentiques, aura contrefait des monnaies, du papier-monnaie ou des billets de banque, sera puni de la réclusion.

Fabrication de fausse monnaie.

Dans les cas de très peu de gravité, la peine sera l'emprisonnement.

Le délinquant est aussi punissable lorsqu'il a commis le délit à l'étranger, s'il est arrêté en Suisse et n'est pas extradé.

207.

Celui qui, dans le but de les mettre en circulation pour une valeur supérieure, aura falsifié des monnaies, du papier-monnaie ou des billets de banque, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

Falsification de la monnaie.

Dans les cas de très peu de gravité, la peine sera l'emprisonnement.

208.

Emission de
fausse mon-
naie.

Celui qui aura mis en circulation comme authentiques ou intacts des monnaies, du papier-monnaie ou des billets de banque faux ou falsifiés, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant, son mandant ou son représentant avait reçu la monnaie ou les billets de banque comme authentiques ou intacts.

209.

Dépréciation
de la mon-
naie.

1. Celui qui, dans le but de les mettre en circulation pour leur pleine valeur, aura déprécié des monnaies, en les rognant, en les limant ou par tout autre procédé, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera la réclusion jusqu'à trois ans ou l'emprisonnement pour un mois au moins, si le délinquant fait métier de déprécier des monnaies.

2. Celui qui aura mis en circulation pour leur pleine valeur des monnaies ainsi dépréciées, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'amende, si le délinquant, son mandant ou son représentant a reçu la monnaie pour sa pleine valeur.

210.

Importation,
acquisition
et prise en
dépôt de
fausse mon-
naie.

Celui qui, dans le but de les mettre en circulation comme authentiques, comme intacts ou pour leur pleine valeur, aura importé, acquis ou pris en dépôt des monnaies, du papier-monnaie ou des billets de banque faux ou falsifiés, ou des monnaies dépréciées, sera puni de l'emprisonnement.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans, si le délinquant les a importés, acquis ou pris en dépôt en grande quantité.

211.

Falsification
des timbres
officiels de
valeur.

1. Celui qui, dans le but de les employer comme authentiques ou intacts, aura contrefait ou falsifié des timbres officiels de valeur, notamment des timbres-poste, des estampilles ou des timbres-quittances,

celui qui aura donné à des timbres officiels de valeur oblitérés l'apparence de timbres encore valables, pour les employer comme tels,

sera puni de l'emprisonnement.

Le délinquant est aussi punissable, lorsqu'il a commis le délit à l'étranger, s'il est arrêté en Suisse et n'est pas extradé.

2. Celui qui aura employé comme authentiques, intacts ou encore valables des timbres officiels de valeur faux, falsifiés ou oblitérés, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

212.

Celui qui, dans le but de les employer comme authentiques ou intacts, aura contrefait ou falsifié les marques officielles que l'autorité appose sur un objet pour constater le résultat d'un examen ou l'octroi d'une autorisation, par exemple l'empreinte du poinçon du contrôle des ouvrages d'or et d'argent, les marques apposées par les inspecteurs de boucherie ou par l'administration des douanes,

Falsification
des marques
officielles.

celui qui aura employé comme authentiques ou intacts des marques officielles contrefaites ou falsifiées,
sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

213.

Celui qui, pour en faire un usage illicite, aura fabriqué ou se sera procuré des appareils destinés à la contrefaçon ou à la falsification des monnaies, du papier-monnaie, des billets de banque, des timbres officiels de valeur ou des marques officielles,

Appareils de
falsification.

celui qui aura fait un usage illicite des appareils servant à la fabrication des monnaies, du papier-monnaie, des billets de banque, des timbres officiels de valeur ou des marques officielles,

sera puni de l'emprisonnement.

214.

Celui qui, dans le but de tromper autrui dans les relations d'affaires,

Falsification
des poids et
mesures.

aura apposé sur des poids, mesures, balances ou autres instruments de mensuration un poinçon faux, ou aura falsifié une empreinte de poinçon,

aura modifié des poids, mesures, balances ou autres instruments de mensuration poinçonnés,

aura fait usage de poids, mesures, balances ou autres instruments de mensuration faux ou falsifiés,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

215.

Les monnaies fausses, falsifiées ou dépréciées, le papier-monnaie, les billets de banque, les timbres officiels de va-

Confiscation.

leur, les marques officielles, les mesures, poids, balances et autres instruments de mensuration faux ou falsifiés, ainsi que les appareils servant à la falsification, seront confisqués, mis hors d'usage ou détruits.

216.

Monnaies et
timbres de
valeur étran-
gers.

Les dispositions du présent chapitre sont aussi applicables aux monnaies, au papier-monnaie, aux billets de banque et aux timbres de valeur étrangers.

CHAPITRE ONZIÈME.

Faux dans les titres.

217.

Faux dans les
titres.

1. Celui qui, dans le but de porter atteinte à la fortune ou aux droits d'autrui, ou dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, aura créé un titre faux, aura falsifié un titre, ou aura abusé de la signature ou de la marque à la main réelles d'autrui pour fabriquer un titre supposé,

celui qui, pour tromper autrui, aura fait usage d'un tel titre créé ou falsifié par un tiers,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

2. Si le faux ou l'usage de faux porte sur un registre public, un titre authentique, un testament olographe, une valeur d'émission, une lettre de change ou un autre effet à ordre, la peine sera la réclusion jusqu'à dix ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins.

3. Dans les cas de très peu de gravité, le juge pourra prononcer l'emprisonnement ou l'amende.

218.

Faux dans les
certificats.

1. Celui qui, dans le but d'améliorer sa situation ou celle d'autrui,

aura contrefait ou falsifié des papiers de légitimation, des certificats ou des attestations,

aura fait usage, pour tromper autrui, d'un écrit de cette nature contrefait ou falsifié par un tiers.

aura abusé, pour tromper autrui, d'un écrit de cette nature, véritable mais non à lui destiné,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Celui qui fera métier de contrefaire ou de falsifier de tels écrits, ou qui en fera trafic, sera puni de l'emprisonnement pour un mois au moins.

219.

Celui qui, en induisant en erreur un fonctionnaire ou un officier public, l'aura conduit à constater faussement dans un titre authentique un fait ayant une portée juridique, notamment à certifier faussement l'authenticité d'une signature ou l'exactitude d'une copie,

Obtention frauduleuse d'une constatation fausse.

celui qui aura fait usage d'un titre ainsi obtenu pour tromper autrui sur le fait qui y est constaté,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

220.

1. Celui qui, dans le but de porter atteinte à la fortune ou aux droits d'autrui, ou dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, aura détruit, endommagé, fait disparaître ou soustrait un titre, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

Suppression de titres.

2. La suppression de titres commise au préjudice des proches ou des familiers ne sera poursuivie que sur plainte.

221.

Les dispositions des articles 217 à 220 sont aussi applicables aux titres étrangers.

Titres étrangers.

222.

1. Celui qui, dans le but de porter atteinte à la fortune ou aux droits d'autrui, ou dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, aura supprimé, déplacé, rendu méconnaissable ou placé à faux une borne ou tout autre signe de démarcation, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

Déplacement de limites.

2. Celui qui aura supprimé, déplacé, rendu méconnaissable ou placé à faux un signe de démarcation destiné à marquer les frontières de la Confédération, d'un canton ou d'une commune, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

223.

Celui qui aura supprimé, déplacé, rendu méconnaissable ou placé à faux un signal public trigonométrique ou limnimétrique, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Déplacement de signaux trigonométriques ou limnimétriques.

CHAPITRE DOUZIÈME.

Délits contre la paix publique.

224.

Menaces alar-
mant la
population.

Celui qui aura jeté l'alarme dans la population par la menace d'un danger pour la vie, la santé ou la propriété, notamment par la menace d'assassinat, de pillage ou d'incendie, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement

225.

Provocation
publique au
délit.

Celui qui aura provoqué publiquement à un délit puni de réclusion, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

226.

Emeute.

Celui qui aura pris part à un attroupement formé en public et au cours duquel des violences ont été commises collectivement contre des personnes ou des propriétés, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

227.

Atteinte à la
liberté de
croyance et
des cultes.

Celui qui, en public et de façon vile, aura bafoué les convictions d'autrui en matière de croyance, ou profané les objets de la vénération religieuse,

celui qui aura méchamment troublé ou publiquement bafoué un acte cultuel garanti par la constitution,

celui qui, méchamment, aura profané un lieu ou un objet destiné à un culte ou à un acte cultuel garantis par la constitution,

sera puni de l'emprisonnement jusqu'à six mois ou de l'amende.

228.

Atteinte à la
paix des
morts.

1. Celui qui aura grossièrement profané le lieu où repose un mort,

celui qui, méchamment, aura troublé ou profané un convoi funèbre ou une cérémonie funéraire,

celui qui aura profané ou publiquement outragé un cadavre,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Celui qui aurait soustrait à la personne qui en avait la garde un cadavre, une partie d'un cadavre ou les cendres d'un mort, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

CHAPITRE TREIZIÈME.

Délits contre l'Etat et la défense nationale.

229.

Celui qui aura commis un acte tendant à modifier par la violence la constitution fédérale ou la constitution d'un canton,

à renverser par la violence les autorités politiques instituées par la constitution, ou à les mettre par la violence dans l'impossibilité d'exercer leur pouvoir,

à détacher par la violence une partie du territoire suisse d'avec la Confédération ou une partie du territoire cantonal d'avec un canton,

sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement de un à cinq ans.

1. Délits contre l'Etat.
Haute trahison.

230.

1. Celui qui aura commis un acte tendant à porter atteinte à l'indépendance de la Confédération ou à mettre en danger cette indépendance,

à provoquer de la part d'une puissance étrangère, dans les affaires de la Confédération, une immixtion de nature à mettre en danger l'indépendance de la Confédération,

sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement de un à cinq ans.

2. Celui qui aura noué des intelligences avec le gouvernement d'un Etat étranger ou avec un de ses agents, dans le but de provoquer une guerre contre la Confédération, sera puni de la réclusion pour trois ans au moins.

Atteinte à l'indépendance de la Confédération.

231.

1. Celui qui, intentionnellement, aura révélé ou rendu accessible à un Etat étranger, à un de ses agents ou au public un secret que l'intérêt de la Confédération commandait de garder,

celui qui aura détruit, falsifié, fait disparaître ou soustrait des titres ou des moyens de preuve relatifs à des rapports de droit entre la Confédération et un Etat étranger, et aura ainsi, intentionnellement, compromis les intérêts de la Confédération,

Trahison diplomatique.

le représentant de la Confédération qui, intentionnellement, aura conduit au détriment de celle-ci des négociations avec un gouvernement étranger,

sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement de un à cinq ans.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

232.

Atteintes aux
emblèmes de
la Confédé-
ration ou
d'un canton.

Celui qui, par malveillance, aura enlevé, dégradé, ou aura par des actes outragé un emblème de souveraineté arboré par une autorité, notamment les armes ou le drapeau de la Suisse ou d'un canton, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

233.

Violation de
la souverai-
neté territo-
riale de la
Confédéra-
tion.

Celui qui aura violé la souveraineté territoriale de la Suisse, notamment en procédant indûment à des actes officiels au nom d'un état étranger.

celui qui, contrairement au droit des gens, aura pénétré sur le territoire suisse,
sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

234.

2. Trahison.
Trahison par
violation de
secrets in-
téressant la
défense na-
tionale.

1. Celui qui, pour les faire connaître ou les rendre accessibles à un Etat étranger, à un de ses agents ou au public, aura espionné des faits, des dispositions ou des objets tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale,

celui qui, intentionnellement, aura fait connaître ou rendu accessibles à un Etat étranger, à un de ses agents ou au public des faits, des dispositions ou des objets tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale,
sera puni de la réclusion.

2. La peine sera la réclusion pour trois ans au moins, si ces actes ont été commis en temps de service actif.

3. La peine sera l'emprisonnement, si le délinquant a agi par négligence.

235.

Trahison mili-
taire.

1. Celui qui, intentionnellement, aura entravé ou compromis en temps de service actif les opérations de l'armée suisse par une action directe, celui notamment qui aura détérioré ou détruit les moyens de communication ou d'information de l'armée ou les installations ou objets servant à

l'armée, ou qui aura empêché ou troublé l'exploitation d'établissements servant à l'armée, sera puni de la réclusion pour trois ans au moins.

2. Celui qui, intentionnellement, aura indirectement entravé ou compromis en temps de service actif les opérations de l'armée suisse, celui notamment qui aura troublé l'ordre public ou qui aura empêché ou troublé des exploitations nécessaires à la population ou à l'administration militaire, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

3. La peine sera l'emprisonnement, si le délinquant a agi par négligence.

236.

Celui qui, intentionnellement, aura entravé ou compromis en temps de service actif les opérations de l'armée suisse en propageant de fausses informations, sera puni de la réclusion jusqu'à dix ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

La peine sera l'emprisonnement, si le délinquant a agi par négligence.

Trahison par
propagation
de fausses
informations.

237.

Tout Suisse qui, sans y être contraint, aura dans une guerre porté les armes contre la Confédération, ou pris du service dans une armée ennemie, sera puni de la réclusion.

Porter
les armes
contre la
Confédération.

238.

Celui qui aura livré à l'ennemi des objets servant à la défense nationale,

celui qui aura favorisé l'ennemi par des services ou des livraisons,

celui qui aura participé ou souscrit à un emprunt émis par un Etat ennemi,

sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement pour six mois au moins.

Trahison par
services rendus à l'ennemi.

239.

Celui qui aura enrôlé un Suisse pour le service militaire étranger, ou l'aura mis en rapport avec un recruteur pour le faire enrôler, sera puni de l'emprisonnement pour un mois au moins et de l'amende.

3. Atteintes à
la puissance
défensive du
pays.

Enrôlement
illicite.

240.

Mutilation.

Celui qui, par une mutilation ou par tout autre procédé, se sera, par son propre fait ou par celui d'un tiers, rendu, de façon permanente ou temporaire, totalement ou partiellement impropre au service militaire,

celui qui, avec le consentement de l'intéressé, aura par une mutilation ou par tout autre procédé rendu une autre personne, de façon permanente ou temporaire, totalement ou partiellement impropre au service militaire, sera puni de l'emprisonnement.

241.

Fraude pour esquiver le service militaire.

Celui qui, dans le dessein de se soustraire ou de soustraire un tiers, de façon permanente ou temporaire, au service militaire, aura usé de moyens destinés à tromper les autorités compétentes militaires ou civiles, sera puni de l'emprisonnement.

242.

Inexécution des marchés.

1. Celui qui, intentionnellement, en temps de service actif, n'aura pas exécuté un marché de fournitures pour l'armée, ou ne l'aura pas exécuté conformément aux conditions, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si l'inexécution résulte de négligence.

2. Les sous-traitants, courtiers ou employés encourront les mêmes peines, si c'est par leur faute que le marché n'a pas été tenu.

243.

4. Atteintes à la sécurité militaire.**Provocation et incitation à des délits militaires.**

1. Celui qui aura publiquement provoqué à la désobéissance à un ordre militaire, à la violation des devoirs de service, au refus de servir ou à la désertion,

celui qui aura incité une personne astreinte au service à commettre un crime ou un délit rentrant dans la compétence des tribunaux militaires, sera puni de l'emprisonnement.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement, si le délinquant a provoqué à la mutinerie ou s'il a incité un militaire à ce délit.

244.

Celui qui aura empêché un militaire de faire son service ou l'aura troublé dans son service,

Entraver le service militaire.

celui qui aura publiquement injurié un militaire qui n'y avait pas donné sujet,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

245.

Celui qui, en temps de service actif, aura publié ou propagé sur les conditions de l'armée ou sur des faits qui s'y seraient passés, des informations inexactes portant atteinte au renom de l'armée, sera puni de l'emprisonnement jusqu'à une année ou de l'amende.

Publication d'informations inexactes concernant l'armée.

246.

Celui qui aura incité un interné ou un prisonnier de guerre à désobéir à un ordre militaire ou à violer ses devoirs de service, sera puni de l'emprisonnement.

Inciter des internés ou des prisonniers de guerre à l'insoumission.

La peine sera la réclusion ou l'emprisonnement, si le délinquant a incité un interné ou un prisonnier de guerre à la mutinerie.

247.

1. Celui qui, en usant de violence, de menace ou de ruse, aura fait évader un interné ou un prisonnier de guerre, ou qui lui aura prêté assistance pour s'évader, sera puni de l'emprisonnement.

Faire évader des internés ou des prisonniers de guerre.

2. Si le délit a été commis par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis de l'emprisonnement.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les personnes ou les propriétés, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

248.

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura, en temps de service actif, contrevenu aux ordres généraux ou aux ordonnances portés à la connaissance du public, que

Désobéissance aux ordres ou aux ordonnances militaires.

le Conseil fédéral, le département militaire fédéral, un commissaire fédéral, un gouvernement cantonal ou une autorité militaire cantonale, le commandant de l'armée, un commandant territorial, ou une autre autorité militaire compétente aura émis pour la sauvegarde des intérêts militaires ou de la neutralité, ou en faisant usage de ses pouvoirs de police, sera, si aucune autre disposition pénale n'est applicable, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

Délits contre la volonté populaire.

249.

Violences
contre les
élections ou
votations.

Celui qui, par la violence ou par une menace grave, aura empêché ou troublé une réunion, une élection ou une votation organisées en vertu de la constitution ou de la loi en matière fédérale, cantonale, communale ou cultuelle,

celui qui, par la violence ou par une menace grave, aura empêché ou entravé la quête ou le dépôt des signatures en vue d'une demande de referendum ou d'initiative,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

250.

Atteinte au
droit de vote.

Celui qui, par la violence ou par une menace grave, aura empêché un électeur d'exercer son droit de vote, d'élection, de referendum ou d'initiative,

celui qui, par la violence ou par une menace grave, aura contraint un électeur à exercer un de ces droits, ou à l'exercer dans un sens déterminé,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

251.

Corruption
électorale.

1. Celui qui aura offert, promis, accordé ou fait tenir un don ou un autre avantage à un électeur, pour l'engager soit à exercer son droit de vote ou d'élection dans un sens déterminé, soit à donner ou à refuser son adhésion à une demande de referendum ou d'initiative,

celui qui aura offert, promis, accordé ou fait tenir un don ou un autre avantage à un électeur, afin qu'il s'abstienne de prendre part à une élection ou à une votation,

l'électeur qui se sera fait promettre ou accorder un tel avantage,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Le don ou avantage reçu, ou sa valeur, est acquis à l'Etat.

252.

1. Celui qui aura contrefait ou falsifié, fait disparaître ou détruit un registre électoral, Fraude électorale.

celui qui, sans en avoir le droit, aura pris part à une votation, à une élection ou à une demande de referendum ou d'initiative,

celui qui aura falsifié le résultat d'une votation, d'une élection ou le chiffre des signatures recueillies en vue d'une demande de referendum ou d'initiative, notamment en ajoutant, modifiant, retranchant ou rayant des bulletins ou des signatures, en comptant inexactement les voix ou les signatures, ou en constatant le résultat par un procès-verbal contraire à la vérité,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Si le délinquant a agi en une qualité officielle, la peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins, avec lequel l'amende pourra être cumulée.

253.

Celui qui, par des procédés illicites, aura réussi à découvrir dans quel sens certains électeurs usent de leur droit de vote ou d'élection, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende. Violation du secret du vote.

254.

La privation des droits civiques pourra toujours être prononcée en cas de condamnation pour un des délits prévus au présent chapitre. Privation des droits civiques.

CHAPITRE QUINZIÈME.

Délits contre l'autorité publique.

255.

1. Celui qui, en usant de violence ou de menace, aura empêché une autorité ou un fonctionnaire de faire un acte rentrant dans leurs fonctions, les aura contraints à faire un tel Violence et menace contre les fonctionnaires.

acte ou aura usé de voies de fait envers eux pendant qu'ils y procédaient, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Si le délit a été commis par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis de l'emprisonnement.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les personnes ou les propriétés, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

256.

Usurpation de fonctions.

Celui qui, dans un dessein illicite, aura usurpé l'exercice d'une fonction, ou le pouvoir de donner des ordres militaires, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

257.

Corruption.

Celui qui, pour déterminer un membre d'une autorité, un fonctionnaire, une personne appelée à rendre la justice, un arbitre, ou un expert, traducteur ou interprète commis par l'autorité à violer les devoirs de sa charge, ou une personne appartenant à l'armée à violer ses devoirs de service, lui aura offert, promis, donné ou fait tenir un don ou quelque autre avantage, sera puni de l'emprisonnement, avec lequel l'amende pourra être cumulée.

258.

Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité.

Celui qui aura soustrait des objets réquisitionnés par l'autorité ou pris sous sa garde, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

259.

Bris de scellés.

Celui qui aura brisé ou enlevé une marque officielle, notamment un scellé, apposée par l'autorité pour enfermer ou identifier un objet, ou qui en aura déjoué l'effet, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

260.

Rupture de ban.

1. Celui qui aura pénétré sur le territoire suisse, quoi qu'il en ait été expulsé par jugement ou par un arrêté du Conseil fédéral,

celui qui aura pénétré sur le territoire d'un canton, quoi qu'il en ait été expulsé par décision de l'autorité, sera puni de l'emprisonnement.

2. La durée de cette peine ne sera pas imputée sur celle de l'expulsion.

CHAPITRE SEIZIÈME.

Délits contre les Etats étrangers.

261.

Celui qui, publiquement, aura outragé un Etat étranger dans la personne de son chef, de son agent diplomatique ou chargé d'affaires, ou dans son gouvernement, sera, à la requête du gouvernement de l'Etat étranger, puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Outrages aux
Etats étran-
gers.

262.

Celui qui, par malveillance, aura enlevé, dégradé ou aura par des actes outragé les emblèmes de souveraineté d'un Etat étranger arborés publiquement par un représentant officiel de cet Etat, notamment ses armes ou ses couleurs, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

Atteintes aux
emblèmes
nationaux
étrangers.

263.

1. Celui qui aura violé la souveraineté territoriale d'un Etat étranger, notamment en procédant indûment à des actes officiels sur le territoire de cet Etat,

Violation de
la souverai-
neté territo-
riale étran-
gère.

celui qui, contrairement au droit des gens, aura pénétré sur le territoire d'un Etat étranger, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

2. Celui qui, du territoire suisse, aura tenté de troubler par la violence l'ordre politique d'un Etat voisin, sera puni de l'emprisonnement.

264.

Celui qui, du territoire neutre de la Suisse, aura entrepris ou favorisé des actes hostiles contre un belligérant, celui qui se sera livré à des actes hostiles contre des troupes étrangères admises en Suisse, sera puni de la réclusion ou de l'emprisonnement.

Entreprises
hostiles con-
tre un belli-
gérant ou
contre des
troupes
étrangères.

265.

Celui qui, sur territoire suisse, aura recueilli des renseignements militaires pour un Etat étranger au préjudice d'un autre Etat étranger,

Espionnage
militaire au
préjudice d'un
Etat étranger.

celui qui aura favorisé ces agissements, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La correspondance et le matériel seront confisqués.

266.

Poursuite.

Les délits prévus au présent chapitre ne seront poursuivis que sur décision du Conseil fédéral. Dans les cas prévus à l'art. 261, le Conseil fédéral n'ordonnera la poursuite que s'il tient la réciprocité pour assurée. En temps de guerre, le Conseil fédéral pourra ordonner la poursuite même en l'absence de toute requête du gouvernement de l'Etat étranger, et même si la réciprocité n'est pas assurée.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME.

Délits contre l'administration de la justice.

267.

Dénunciation calomnieuse.

1. Celui qui aura dénoncé à l'autorité, comme auteur d'un délit, une personne qu'il savait être innocente, dans le but de faire ouvrir contre elle une poursuite pénale,

celui qui, de toute autre manière, aura ourdi des machinations astucieuses, dans le but de provoquer l'ouverture d'une poursuite pénale contre un innocent,

sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement. Le délinquant sera dans tous les cas privé de ses droits civiques.

2. La peine sera l'emprisonnement ou l'amende, si la dénonciation calomnieuse a trait à une contravention.

268.

Induire la justice en erreur.

Celui qui aura dénoncé à l'autorité une infraction qu'il savait n'avoir pas été commise,

celui qui se sera faussement accusé auprès de l'autorité d'avoir commis une infraction,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

269.

Entraver l'action pénale.

Celui qui aura soustrait une personne à une poursuite pénale, ou à l'exécution d'une peine ou d'une autre mesure ordonnée par la justice pénale, sera puni de l'emprisonnement.

Il n'encourra aucune peine, si ses relations avec cette personne sont assez étroites pour rendre sa conduite excusable.

270.

Celui qui, étant partie dans un procès civil, aura donné sur les faits de la cause une fausse déclaration constituant un moyen de preuve, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

Fausse déclaration d'une partie en justice.

271.

1. Celui qui, étant témoin, expert, traducteur ou interprète en justice, aura fait une déposition fausse sur les faits de la cause, fourni un constat ou un rapport faux, ou fait une traduction fausse, sera puni de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour trois mois au moins.

Faux témoignage, faux rapport, fausse traduction en justice.

La peine sera l'emprisonnement jusqu'à six mois, si la fausse déclaration a trait à des faits qui ne peuvent exercer aucune influence sur la décision du juge.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à dix ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins, si un témoin a, dans sa déposition, accusé l'inculpé d'avoir commis un délit dont il le savait innocent. Le délinquant sera dans tous les cas privé de ses droits civiques.

272.

Le juge pourra atténuer librement la peine (art. 63) ou en exempter complètement le délinquant, si celui-ci a rectifié sa fausse déclaration spontanément et avant qu'il en soit résulté un préjudice pour les droits d'autrui.

Rectification de la fausse déclaration.

273.

Les articles 270 à 272 sont aussi applicables à la procédure devant les tribunaux administratifs et devant les autorités et fonctionnaires de l'administration ayant qualité pour recevoir des témoignages.

Affaires administratives.

274.

1. Celui qui, en usant de violence, de menace ou de ruse, aura fait évader une personne arrêtée, détenue, ou internée dans un établissement par décision de l'autorité, ou lui aura prêté assistance pour s'évader, sera puni de l'emprisonnement.

Faire évader des détenus.

2. Si le délit a été commis par une foule ameutée, tous ceux qui auront pris part à l'attroupement seront punis de l'emprisonnement.

Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les personnes ou les propriétés, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement pour un mois au moins.

275.

Mutinerie de
détenus.

1. Les détenus ou les personnes internées dans un établissement par décision de l'autorité qui se seront amentés, dans le but d'attaquer, d'un commun accord, un fonctionnaire de l'établissement ou toute autre personne chargée de les surveiller,

dans le but de contraindre, par la violence ou la menace d'exercer des violences, un fonctionnaire de l'établissement ou toute autre personne chargée de les surveiller à faire un acte ou à s'en abstenir,

dans le but de s'évader en usant de violence,

seront punis de l'emprisonnement pour un mois au moins.

2. Ceux d'entre eux qui auront commis des violences contre les personnes ou les propriétés, seront punis de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement pour trois mois au moins.

CHAPITRE DIX-HUITIÈME.

Délits contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels.

276.

Abus d'auto-
rité.

Les membres d'une autorité et les fonctionnaires qui, dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, ou dans le but de nuire à autrui, auront abusé des pouvoirs de leur charge, seront punis de la réclusion jusqu'à cinq ans ou de l'emprisonnement.

277.

Concussion.

Les fonctionnaires qui, dans un but de lucre, auront perçu des taxes, des émoluments ou des indemnités qui n'étaient pas dus, ou auront, en percevant des taxes, des émoluments ou des indemnités, excédé le tarif légal, seront punis de l'emprisonnement ou de l'amende.

278.

Les membres d'une autorité et les fonctionnaires qui, dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, auront lésé dans une affaire juridique les intérêts publics qu'ils avaient mission de défendre, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement. L'amende sera cumulée avec la peine privative de liberté.

Gestion déloyale des intérêts publics.

279.

Les membres d'une autorité, les fonctionnaires, les personnes appelées à rendre la justice, les arbitres, les experts, traducteurs ou interprètes commis par l'autorité qui, pour faire un acte impliquant une violation des devoirs de leur charge, auront sollicité, accepté ou se seront fait promettre un don ou quelque autre avantage auquel ils n'avaient pas droit, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

Corruption passive.

La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour un mois au moins, si, par l'effet de la corruption, le délinquant a commis cette violation des devoirs de sa charge.

280.

Les membres d'une autorité, les fonctionnaires, les personnes appelées à rendre la justice, les arbitres, les experts, traducteurs ou interprètes commis par l'autorité qui, pour procéder à un acte non contraire à leurs devoirs et rentrant dans leurs fonctions, auront d'avance sollicité, accepté ou se seront fait promettre un don ou quelque autre avantage auquel ils n'avaient pas droit, seront punis de l'emprisonnement jusqu'à six mois ou de l'amende.

Accepter un avantage.

Le don ou avantage reçu, ou sa valeur, est acquis à l'Etat.

281.

1. Les fonctionnaires et les officiers publics qui auront constaté faussement dans un titre un fait ayant une portée juridique, notamment en certifiant faussement l'authenticité d'une signature ou l'exactitude d'une copie, seront punis de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

Faux intellectuel.

2. La peine sera la réclusion jusqu'à cinq ans ou l'emprisonnement pour six mois au moins, si le délinquant a sollicité, reçu ou s'est fait promettre une rémunération spéciale, s'il a agi dans le but de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, ou dans le but de nuire à autrui.

282.

**Faux certificat
médical.**

1. Les médecins et les vétérinaires qui auront intentionnellement dressé un certificat contraire à la vérité, alors que ce certificat était destiné à être produit à l'autorité ou à procurer un avantage illicite, ou qu'il était de nature à léser les intérêts légitimes et importants de tierces personnes, seront punis de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins, si le délinquant a sollicité, reçu ou s'est fait promettre une rémunération spéciale pour dresser ce certificat.

2. La peine sera l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

283.

**Assistance à
l'évasion.**

Le fonctionnaire qui aura aidé dans son évasion ou aura laissé s'évader une personne arrêtée, détenue, ou renvoyée dans un établissement par décision de l'autorité, sera puni de la réclusion jusqu'à trois ans ou de l'emprisonnement.

284.

**Violation du
secret de
fonction.**

1. Celui qui aura révélé un secret à lui confié en sa qualité de membre d'une autorité ou de fonctionnaire, ou dont il avait eu connaissance à raison de sa charge, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

L'obligation de garder le secret subsiste alors même que le détenteur du secret n'est plus en charge.

2. La révélation n'est pas punissable, si elle a été faite avec le consentement de l'autorité supérieure.

285.

**Violation du
secret pro-
fessionnel.**

1. Les ecclésiastiques, avocats, défenseurs en justice, notaires, médecins, pharmaciens, les auxiliaires de ces personnes et les sages-femmes qui auront révélé un secret qui leur avait été confié à raison de leur profession, ou dont ils avaient eu connaissance dans l'exercice de leur profession, seront, sur plainte, punis de l'emprisonnement ou de l'amende.

Seront punis de la même peine les étudiants en médecine qui auront révélé un secret dont ils avaient eu connaissance à l'occasion de leurs études.

L'obligation de garder le secret subsiste alors même que le détenteur du secret a cessé d'exercer sa profession ou a terminé ses études.

2. La révélation n'est pas punissable, si elle a été faite avec le consentement de l'intéressé ou si elle était nécessaire pour sauvegarder un intérêt supérieur.

286.

Le fonctionnaire postal

qui aura violé le secret postal, notamment en révélant à un tiers l'existence d'une correspondance entre personnes déterminées, en ouvrant un envoi postal fermé, en cherchant à prendre connaissance de son contenu, en communiquant ce contenu à un tiers,

qui aura détruit, fait disparaître ou intercepté un envoi postal,

qui aura fourni à une autre personne l'occasion de se livrer à de pareils actes,

sera puni de l'emprisonnement.

Délits des
fonction-
naires pos-
taux.

287.

Le fonctionnaire du télégraphe ou du téléphone,

qui aura violé le secret télégraphique ou téléphonique, notamment en communiquant à un tiers le contenu d'un télégramme, d'un radiogramme, d'un phonogramme ou d'une conversation téléphonique,

qui aura créé faussement, inexactement transcrit, modifié, supprimé ou intercepté un télégramme, un radiogramme ou un phonogramme,

qui aura fourni à une autre personne l'occasion de se livrer à de pareils actes,

sera puni de l'emprisonnement.

Délits des
fonction-
naires du
télégraphe et
du téléphone.

Livre deuxième : Des contraventions.

PARTIE GÉNÉRALE.

288.

Les dispositions de la partie générale du livre premier sont applicables aux contraventions, sous réserve des modifications contenues aux articles suivants.

Application de
la partie gé-
nérale du
livre premier

289.

Tentative.

La tentative n'est punissable que dans les cas expressément prévus par la loi.

290.

Peines accessoires et autres mesures.

1. Les dispositions concernant l'internement des délinquants d'habitude et la privation des droits civiques ne sont pas applicables.

2. Le renvoi dans une maison d'éducation au travail, le renvoi dans un asile pour buveurs, la déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle, l'interdiction d'exercer une profession, une industrie ou un commerce, l'expulsion et la publication du jugement ne pourront être prononcés que dans les cas expressément prévus par la loi.

291.

Condamnation conditionnelle.

En cas de condamnation conditionnelle, le délai d'épreuve est d'un an.

292.

Atténuation de la peine.

En cas d'atténuation, la peine des arrêts sera convertie en amende.

293.

Récidive et réitération.

1. Il ne sera pas tenu compte de la récidive, si, au moment de la contravention, il s'était écoulé une année au moins depuis que le contrevenant avait subi une peine privative de liberté ou avait été élargi d'une maison d'éducation au travail.

2. En cas de réitération de la même contravention, le juge pourra prononcer les arrêts même s'ils ne sont pas prévus par la loi. L'amende pourra être cumulée avec les arrêts.

294.

Proscription.

L'action pénale se prescrit par six mois, la peine par un an.

PARTIE SPÉCIALE.

295.

Contraventions contre la vie et l'intégrité corporelle. Voies de fait.

Celui qui se sera livré sur une personne à des voies de fait qui n'auront causé ni lésion corporelle ni atteinte à la santé, sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

296.

Celui qui n'aura pas prêté secours à une personne en danger de mort, bien que, d'après les circonstances, ce secours pût être raisonnablement exigé de lui,

Omission de prêter secours en cas d'urgence.

celui qui aura abandonné sans la secourir une personne blessée soit par lui, soit par un véhicule ou un animal de selle ou de trait dont il se servait,

celui qui aura contrevenu à une autre disposition légale prescrivant de porter secours en cas d'urgence,

celui qui, requis par un fonctionnaire de police de lui prêter assistance en un cas d'urgence, aura, sans raison suffisante, refusé d'obtempérer à cette réquisition,

celui qui aura empêché un tiers de prêter secours ou assistance, ou l'aura entravé dans l'accomplissement de ce devoir,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

297.

1. Celui qui aura servi à un enfant de moins de seize ans des boissons alcooliques qui, par leur nature ou par leur quantité, nuisent à la santé de l'enfant ou la compromettent, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Servir des boissons alcooliques à des enfants.

2. L'aubergiste qui aura servi des boissons alcooliques à un enfant de moins de quatorze ans qui n'était pas en compagnie d'adultes, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Si, dans l'année qui suit sa condamnation, l'aubergiste réitère cette contravention, le juge pourra lui interdire l'exercice de la profession.

298.

Celui qui, par détresse, par légèreté ou pour satisfaire une envie, aura soustrait une chose mobilière de peu de valeur appartenant à autrui, sera, sur plainte, puni des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

Contraventions contre le patrimoine.
Larcins.

299.

Celui qui, pour se procurer ou procurer à un tiers un enrichissement illégitime, aurait soustrait du bois sur pied, ou des produits agricoles ou horticoles non encore récoltés, sera, si l'objet est de peu de valeur, puni des arrêts ou de l'amende.

Vols forestiers ou agricoles.

300.

Abus de
confiance et
détournement
de peu
d'importance.

L'abus de confiance, le détournement et l'approbation d'une chose trouvée, lorsqu'ils portent sur des objets de peu de valeur, seront, sur plainte, punis des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

301.

Dégradations
légères.

Les dégradations, lorsque le dommage est de peu d'importance, seront, sur plainte, punies des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

302.

Atteinte mali-
cieuse aux
intérêts pé-
cuniaires
d'autrui.

Celui qui, par méchanceté, aura astucieusement induit en erreur une personne par des affirmations fallacieuses ou par la dissimulation de faits vrais, ou aura astucieusement exploité l'erreur où se trouvait une personne, et l'aura ainsi déterminée à des actes préjudiciables à ses intérêts pécuniaires ou à ceux d'un tiers, sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

La tentative est punissable.

303.

Obtention
frauduleuse
d'une pres-
tation.

Celui qui, sans bourse délier, aura frauduleusement obtenu une prestation qu'il savait ne devoir être fournie que contre paiement, notamment

le parcours sur un chemin de fer, un bateau à vapeur ou une voiture postale,

l'accès à une représentation, à une exposition ou à une entreprise analogue,

le fonctionnement d'un appareil automatique,

sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

La tentative est punissable.

304.

Exploitation
de la crédu-
lité.

Celui qui fera métier d'exploiter la crédulité d'autrui en prédisant l'avenir, en expliquant les songes, en tirant les cartes, en évoquant les esprits ou en indiquant l'emplacement de prétendus trésors cachés,

celui qui aura publiquement offert de se livrer à ces pratiques,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

305.

Celui qui se sera fait héberger dans une hôtellerie ou dans une pension, Filouterie d'auberge.

celui qui se sera fait servir des aliments ou des boissons dans un restaurant ou dans une pension,

alors qu'il avait le dessein de ne pas payer, ou qu'il savait ne pas pouvoir payer, sera puni des arrêts ou de l'amende.

306.

Celui qui aura importé ou pris en dépôt des marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées, sachant qu'elles doivent servir à tromper autrui dans les relations d'affaires, sera puni des arrêts ou de l'amende. Importation et prise en dépôt de marchandises falsifiées.

Les marchandises seront confisquées.

Le juge pourra ordonner la publication du jugement de condamnation.

307.

1. Celui qui tiendra une maison de jeu, Maisons de jeu, loteries, jeux de hasard.
celui qui, sans la permission de l'autorité compétente, aura organisé une loterie ou tout autre jeu de hasard, aura tenu un bureau de paris ou une agence de loterie, sera puni des arrêts ou de l'amende.

2. Celui qui aura fourni des locaux pour une maison de jeu ou pour un jeu de hasard non autorisé, sera puni de l'amende.

3. Les enjeux et le matériel servant au jeu seront confisqués.

308.

Sera puni des arrêts jusqu'à quatorze jours ou de l'amende: Inobservation par le débiteur des règles de la procédure de poursuite pour dettes ou de faillite.

1. le débiteur qui, légalement avisé, n'aura pas assisté en personne à une saisie ou à une prise d'inventaire, ou ne s'y sera pas fait représenter (loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, art. 91 et 163);

2. le débiteur qui, lors d'une saisie ou de l'exécution d'un séquestre, n'aura pas indiqué jusqu'à due concurrence tous les biens qui lui appartiennent, même ceux qui ne sont pas en sa possession, ainsi que ses créances et autres droits contre des tiers (art. 91 et 275 de la dite loi);

3. le débiteur qui, lors d'une prise d'inventaire, n'aura pas indiqué de façon complète tous les biens qui lui appartiennent, même ceux qui ne sont pas en sa possession, ainsi que ses créances et autres droits contre des tiers (art. 163 de la dite loi);

4. le failli qui, rendu attentif à cette obligation, n'aura pas indiqué tous ses biens à l'office des faillites, ou ne les aura pas mis à sa disposition (art. 222, al. 1^{er}, de la dite loi);

5. le failli qui, pendant la durée de la liquidation, ne sera pas resté à la disposition de l'administration de la masse, à moins qu'il n'ait été expressément dispensé de cette obligation (art. 229 de la dite loi).

309.

Inobservation
par un tiers
des règles
de la procé-
dure pour
suite pour
dettes ou de
faillite.

Sera puni de l'amende:

1. toute personne adulte ayant fait ménage commun avec un failli mort ou en fuite et qui, rendue attentive à cette obligation, n'aura pas indiqué à l'office des faillites tous les biens du failli, ou ne les aura pas mis à sa disposition (loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, art. 222, al. 2);

2. le débiteur d'un failli qui, malgré sommation faite par l'office des faillites, ne se sera pas annoncé dans le délai légal (art. 232, al. 2, ch. 3, de la dite loi);

3. celui qui, soit en qualité de créancier gagiste, soit à tout autre titre, détient des biens appartenant à un failli et qui, malgré sommation faite par l'office des faillites, ne les aura pas mis à sa disposition dans le délai légal (art. 232, al. 2, ch. 4, de la dite loi).

310.

Inobservation
des prescrip-
tions légales
sur la comp-
tabilité.

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura contrevenu à l'obligation légale de tenir une comptabilité régulière,

celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura contrevenu à l'obligation légale de conserver ses livres, lettres et télégrammes d'affaires,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

311.

Si l'une des infractions prévues aux art. 308 à 310 est commise dans la gestion d'une personne morale, la peine sera appliquée aux directeurs, fondés de pouvoirs, liquidateurs et membres du conseil d'administration ou d'une commission de surveillance qui auront commis l'infraction.

Personnes morales et sociétés commerciales.

Si l'une de ces infractions est commise dans la gestion d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, la peine sera appliquée aux sociétaires qui auront commis l'infraction.

312.

Celui qui, en qualité de membre du conseil d'administration ou d'un organe de contrôle ou de surveillance d'une société anonyme ou d'une société coopérative, ou en qualité de directeur, de fondé de pouvoirs ou de liquidateur d'une de ces sociétés, aura, dans la gestion, la représentation ou la surveillance de cette société, enfreint une disposition légale ou statutaire, de façon à exposer à un dommage la société, ses membres ou ses créanciers, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Violation des prescriptions légales ou statutaires concernant les sociétés anonymes ou coopératives,

313.

Celui qui, sans en avoir le droit, aura ouvert un écrit fermé, dans le but de prendre connaissance de son contenu;

celui qui, ayant pris connaissance de certains faits en ouvrant un écrit fermé qui ne lui était pas destiné, aura divulgué ces faits ou en aura tiré profit,

sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

Violation du secret des lettres.

314.

Celui qui, publiquement et dans un dessein contraire à la pudeur, aura importuné une femme qui n'y avait pas donné prétexte, sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

Contraventions contre les mœurs.
Sollicitations déshonnêtes.

315.

Celui qui, dans un lieu public, aura incité une personne à la débauche par des insistances ou des propositions déshonnêtes, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Racolage.

316.

Trouble causé
au voisinage
par la prosti-
tution.

Celui qui, par l'exercice de la prostitution, importunera les habitants de la maison ou les voisins, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Le juge pourra prononcer contre le contrevenant la déchéance de la puissance paternelle.

Si, dans l'année qui suit la condamnation, le contrevenant réitère cette contravention, et s'il est Suisse, le juge pourra le renvoyer dans une maison d'éducation au travail; s'il est étranger, le juge, accessoirement à la peine principale, pourra prononcer l'expulsion.

317.

Disposition
spéciale con-
cernant les
mineurs.

Si l'une des contraventions prévues aux articles 315 et 316 a été commise par une personne mineure qui, au moment de l'infraction, était âgée de plus de dix-huit ans, le juge prendra des informations précises sur l'état physique et mental du mineur, ainsi que sur son éducation. Dans tous les cas douteux, il devra requérir en outre un rapport médical.

Le juge pourra ordonner le renvoi de la personne mineure dans une maison d'éducation au travail ou, pour tenir lieu de cette mesure, la remettre à l'autorité tutélaire ou à une association privée pour le relèvement des mineurs.

318.

Tolérer le pro-
xénétisme
profession-
nel dans les
locaux don-
nés à bail.

Le bailleur qui aura toléré l'exercice du proxénétisme professionnel dans les locaux loués par lui, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Le juge pourra prononcer la déchéance de la puissance paternelle.

319.

Publicité don-
née aux oc-
casions de
débauche.

Celui qui, dans le but de favoriser la débauche, aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche, sera puni des arrêts ou de l'amende.

320.

Réclame offen-
sant les
mœurs.

1. Celui qui, de façon à offenser les bonnes mœurs ou la décence, aura annoncé ou exposé en public des objets destinés à prévenir la grossesse ou à empêcher la contagion vénérienne, sera puni de l'amende.

2. Celui qui aura envoyé des objets de cette nature ou des réclames qui en recommandent l'usage, à des personnes qui ne les avaient pas demandés ou qui n'y ont aucun intérêt professionnel, sera, sur plainte, puni des arrêts ou de l'amende.

321.

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura omis d'exercer la surveillance qui lui incombait à l'égard d'un aliéné dangereux, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Contraventions
contre la
sécurité
publique.

Négligence
dans la sur-
veillance des
aliénés.

322.

Celui qui, sans l'autorisation de la police, détiendra des animaux sauvages dangereux,

Détention in-
due d'ani-
maux dan-
gereux.

celui qui, intentionnellement ou par négligence, n'aura pas tenu dûment enfermé un animal sauvage ou méchant, ou n'aura pas pris les précautions commandées par les circonstances,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

Le juge pourra ordonner que l'animal soit abattu.

323.

Celui qui, en excitant ou en effrayant un animal, aura mis en danger les personnes ou les propriétés,

Mise en dan-
ger par des
animaux.

celui qui aura excité un chien contre des personnes ou des animaux,

celui qui n'aura pas retenu un chien dont il avait la garde, alors qu'il se jetait sur des personnes ou des animaux,

sera puni des arrêts jusqu'à quatorze jours ou de l'amende.

324.

Celui qui, intentionnellement ou par négligence, aura mis en vente ou en circulation des denrées alimentaires avariées ou des fruits de table mal mûrs, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Mise en circu-
lation de
denrées avariées ou de
fruits mal
mûrs.

Les denrées et les fruits seront confisqués.

Le juge pourra ordonner la publication du jugement de condamnation.

325.

Contraventions
contre la cir-
culation des
monnaies et
des timbres
officiels de
valeur.

Celui qui, pour les mettre en circulation, aura importé ou acquis des monnaies suisses ou étrangères démonétisées ou usées,

celui qui aura mis en circulation en grande quantité de telles monnaies,

Importation et
mise en cir-
culation de
monnaies dé-
monétisées.

sera puni des arrêts ou de l'amende.

Les monnaies seront confisquées.

326.

Importation et
mise en cir-
culation de
monnaies
n'ayant pas
cours légal.

Celui qui, dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime,

aura, pour les mettre en circulation, importé ou acquis des monnaies courantes d'argent ou des monnaies divisionnaires n'ayant pas cours légal en Suisse,

aura mis en circulation en grande quantité de telles monnaies,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

327.

Contrefaçon
et imitation
sans dessin
de faux.

Celui qui, sans le dessein de commettre un faux, en particulier à titre de plaisanterie ou de réclame, aura contrefait ou imité des monnaies, du papier-monnaie, des billets de banque ou des timbres officiels de valeur de la Suisse ou de l'étranger, de façon à créer un danger de confusion avec les monnaies, le papier-monnaie, les billets ou les timbres véritables,

celui qui aura importé ces objets, ou qui les aura mis en vente ou en circulation,

sera puni de l'amende.

Les objets contrefaits ou imités seront confisqués.

328.

Contrefaçon de
valeurs pos-
tales sans
dessin de
faux.

Celui qui, dans le but de les mettre en circulation comme imitations, aura contrefait des valeurs postales suisses ou étrangères, sans marquer chaque pièce d'un signe la désignant comme imitation,

celui qui aura importé, mis en vente ou en circulation de telles imitations,

sera puni des arrêts ou de l'amende.

329.

Celui qui, par du tapage ou des cris, aura troublé le repos nocturne, aura, de façon à offenser les bonnes mœurs ou la décence, troublé la tranquillité publique pendant le jour, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Contraventions
contre la
paix publi-
que.
Cris et tapage.

330.

1. Celui qui, intentionnellement, aura jeté l'alarme dans la population en répandant de fausses nouvelles, celui qui, intentionnellement, aura alarmé sans motif une foule, notamment en criant au feu, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Alarmer la
population.

2. La peine sera l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

331.

Celui qui, étant en état d'ivresse, aura, en public, gravement offensé les bonnes mœurs ou la décence, sera puni de l'amende.

Ivresse publi-
que.

S'il s'agit d'un buveur d'habitude, le juge pourra, au lieu de prononcer une peine, renvoyer le contrevenant dans un asile pour buveurs. Il pourra aussi prononcer la déchéance de la puissance paternelle.

332.

1. Celui qui, par fainéantise et étant dénué de ressources, se traînera de lieu en lieu, ou vagabondera sans habitation fixe dans une localité,

Vagabondage
et mendicité.

celui qui, par fainéantise ou cupidité, mendiera ou enverra mendier au dehors des enfants ou des personnes sur lesquelles il a autorité, sera puni des arrêts.

Le juge pourra prononcer la déchéance de la puissance paternelle. Si le contrevenant est étranger, le juge, accessoirement à la peine principale, pourra prononcer l'expulsion.

2. Si, dans l'année qui suit la condamnation, le contrevenant réitère cette contravention, le juge pourra le renvoyer dans une maison d'éducation au travail.

333.

Mauvais traitements envers les animaux.

1. Celui qui, intentionnellement, aura brutalement maltraité, gravement négligé ou surmené inutilement un animal,

celui qui aura organisé des exhibitions dans lesquelles des animaux sont maltraités ou tués, celui notamment qui aura organisé des combats d'animaux ou avec des animaux. ou des tirs sur des animaux domestiques ou captifs,

celui qui, intentionnellement, contreviendra à d'autres prescriptions édictées en vue de protéger les animaux, sera puni des arrêts jusqu'à un mois ou de l'amende.

2. Si, dans l'année qui suit la condamnation, le contrevenant réitère cette contravention, le juge prononcera les arrêts.

3. La peine sera l'amende, si le délinquant a agi par négligence.

334.

Contraventions contre la défense nationale.

Violation de secrets militaires.

Celui qui aura pénétré indûment dans une région fortifiée, dans un établissement ou dans tout autre lieu dont l'accès est interdit par l'autorité militaire,

celui qui, indûment, aura pris des relevés d'ouvrages de fortification, d'établissements militaires ou d'objets intéressant la défense nationale,

celui qui aura reproduit ou publié de tels relevés, sera puni des arrêts ou de l'amende.

La tentative est punissable.

335.

Trafic de matériel saisi ou réquisitionné.

Celui qui, indûment, aura vendu ou acquis, donné ou reçu en gage, consommé, fait disparaître, détruit ou mis hors d'usage des objets saisis ou réquisitionnés par l'administration de l'armée en vue de la défense nationale, sera puni des arrêts jusqu'à un mois ou de l'amende.

336.

Port indû de l'uniforme.

Celui qui, indûment, aura porté l'uniforme de l'armée suisse, sera puni des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

337.

Celui qui aura empêché une autorité ou un fonctionnaire de procéder à un acte rentrant dans ses fonctions, sera puni des arrêts jusqu'à un mois ou de l'amende.

Contraventions
contre l'au-
torité pu-
blique.

Opposition
aux actes
de l'autorité.

338.

Celui qui ne se sera pas conformé à une décision à lui signifiée, sous la menace de la peine prévue au présent article, par une autorité ou un fonctionnaire compétents, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Insoumission à
une décision
de l'autorité.

339.

Celui qui n'aura pas obtempéré à l'ordre ou à la sommation d'un fonctionnaire de police agissant dans les limites de sa compétence, sera puni des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

Insoumission
à la police.

340.

Celui qui, sur la sommation justifiée d'une autorité ou d'un fonctionnaire, aura refusé de donner son nom, son adresse ou d'autres renseignements d'identité, ou qui aura donné un faux nom, une fausse adresse ou de faux renseignements, sera puni des arrêts jusqu'à huit jours ou de l'amende.

Refus d'indi-
quer son
nom.

341.

Celui qui aura entravé ou rendu inefficace la surveillance exercée par l'autorité sur l'hospitalisation des malades, des aliénés, des enfants ou d'autres personnes incapables de se suffire à elles-mêmes, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Entraver la
surveillance
des établis-
sements hos-
pitaliers.

342.

Celui qui, par malveillance, aura enlevé ou lacéré une publication officielle affichée en public, ou qui l'aura endommagée de façon à la rendre inintelligible en tout ou en partie, sera puni de l'amende.

Lacération de
publications
officielles.

343.

Celui qui, sans en avoir le droit, aura livré à la publicité tout ou partie des actes ou des débats secrets d'une autorité, ou tout ou partie d'une instruction secrète conduite par une autorité, sera puni des arrêts ou de l'amende.

Publication
indue d'actes
ou débats
secrets.

344.

Infraction à
l'interdiction
d'exercer
une profes-
sion.

Celui qui, malgré l'interdiction prononcée contre lui par jugement pénal, aura exercé une profession, une industrie ou un commerce, sera puni des arrêts ou de l'amende.

345.

Infraction à
l'interdiction
des débits
de boissons.

Celui qui aura enfreint l'interdiction de fréquenter les débits de boissons prononcée contre lui par jugement, l'aubergiste qui, sachant que l'accès des débits de boissons est interdit par jugement à une personne, lui aura servi ou fait servir des boissons alcooliques, sera puni des arrêts ou de l'amende.

346.

Non-paiement
d'une
amende.

Celui qui, par mauvais vouloir, par fainéantise, par inconduite ou par négligence, n'aura pas payé une amende à laquelle il avait été condamné, sera puni des arrêts.

347.

Célération de
cadavre.

Celui qui aura enterré ou incinéré un cadavre sans en donner avis à l'autorité, celui qui aura fait clandestinement disparaître un cadavre ou une partie d'un cadavre, sera puni des arrêts jusqu'à quatorze jours ou de l'amende.

348.

Défaut d'avis
en cas de
trouvaille.

Celui qui, ayant trouvé une chose dont la valeur est manifestement supérieure à dix francs, n'aura pas, dans le délai de quatorze jours, avisé l'ayant droit ou la police, ou pris les mesures de publicité commandées par les circonstances, sera puni de l'amende.

349.

Contraventions
de presse.

1. Tout imprimé ne servant pas exclusivement aux besoins du trafic, à ceux du commerce et de l'industrie, ou à ceux de la vie de famille ou de société, indiquera le nom de l'éditeur, le nom de l'imprimeur et le lieu d'impression.

Si ces indications font défaut, l'éditeur et l'imprimeur seront punis de l'amende.

2. Tout journal ou publication périodique indiquera en outre le nom du rédacteur responsable.

Lorsqu'un rédacteur ne dirige qu'une partie du journal ou du périodique, il doit être désigné comme rédacteur responsable de cette partie. Dans ce cas, un rédacteur responsable doit être désigné pour chaque partie du journal ou du périodique.

A défaut de ces indications, l'éditeur sera puni de l'amende.

Livre troisième: Entrée en vigueur et application du Code pénal.

CHAPITRE PREMIER.

Relation entre le Code pénal et les lois fédérales et cantonales.

350.

Les dispositions générales du présent code sont applicables aux infractions prévues par d'autres lois fédérales, pour autant que celles-ci ne contiennent pas des dispositions sur la matière.

Les dispositions de la partie générale du livre des délits sont applicables à toute infraction pour laquelle une loi fédérale édicte une peine privative de liberté de plus de trois mois; pour les autres infractions, la partie générale du livre des contraventions est applicable, et dans ce cas le juge, au lieu de l'emprisonnement, prononcera les arrêts.

Le recouvrement de l'amende, la prescription et la grâce sont toujours régies par les prescriptions du présent code.

351.

Lorsqu'une prescription du droit fédéral renvoie à une disposition abrogée par le présent code, ce renvoi s'appliquera à la disposition qui, dans ce code, règle la matière.

352.

Les cantons conservent le pouvoir de légiférer sur les contraventions de police, pour autant qu'elles ne font pas l'objet de la législation fédérale.

Ils ont pouvoir pour édicter des peines pour les contraventions aux prescriptions cantonales d'administration et de procédure.

Ils ne peuvent édicter d'autre peine privative de liberté que celle des arrêts, telle qu'elle est établie par le présent code.

1. Lois fédérales.

Application de la partie générale du Code pénal aux autres lois fédérales.

Renvois à des dispositions abrogées.

2. Lois cantonales.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Relation entre le Code pénal et la législation antérieure.

353.

Exécution des
jugements
antérieurs à
l'entrée en
vigueur du
Code pénal.

L'exécution des jugements rendus en conformité des lois pénales antérieures à l'entrée en vigueur du présent code, est soumise aux restrictions ci-après :

a. Si le présent code ne réprime pas l'acte à raison duquel la condamnation est intervenue, la peine ne pourra plus être exécutée.

b. Aucune condamnation à mort ne pourra être exécutée après l'entrée en vigueur du présent code; la peine de mort sera d'office convertie en réclusion à vie.

c. Les condamnés aux fers seront délivrés de leurs chaînes.

d. Lorsqu'un détenu, condamné à des peines privatives de liberté dans plusieurs cantons avant l'entrée en vigueur du présent code aurait encore à subir, au moment de cette entrée en vigueur, une détention d'une durée supérieure à cinq ans, le Tribunal fédéral, à la requête du condamné, fixera une peine d'ensemble, en conformité de l'article 65 du présent code. Le Tribunal fédéral chargera un des cantons de faire exécuter cette peine d'ensemble et imposera aux cantons exonérés de l'exécution une contribution aux frais, qu'il fixera d'après sa libre appréciation.

e. Si un détenu qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent code, subit une peine privative de liberté, est reconnu coupable d'un autre délit puni d'une peine privative de liberté commis avant l'entrée en vigueur du présent code, le juge annulera la première condamnation en ce qui concerne la peine privative de liberté et fixera une peine d'ensemble, de laquelle sera déduite la détention subie en vertu du premier jugement.

f. Les dispositions du présent code sur la libération conditionnelle sont applicables aux détenus condamnés avant l'entrée en vigueur de ce code.

354.

Prescription.

Les dispositions du présent code concernant la prescription de l'action pénale et des peines, seront applicables aux infractions commises et aux peines prononcées avant l'en-

trée en vigueur de ce code, pour autant que ces dispositions sont plus favorables à l'auteur de l'infraction que celles de la loi antérieure. Il sera tenu compte du temps pendant lequel la prescription a couru avant l'entrée en vigueur du présent code.

355.

La réhabilitation, même en ce qui concerne les jugements rendus en vertu d'une loi pénale abrogée, est régie par les dispositions du présent code.

Réhabilitation.

De même, la radiation au casier judiciaire des condamnations prononcées avant l'entrée en vigueur du présent code et leur suppression du casier sont régies par les dispositions de ce code.

356.

1. Pour les infractions qui ne sont poursuivies que sur la plainte du lésé, le délai pour porter plainte se calcule d'après la loi en vigueur au moment de l'infraction.

Infractions poursuivies sur plainte.

2. Lorsque le présent code exige la plainte d'un lésé pour la poursuite d'une infraction que la loi antérieure soumettait à la poursuite d'office, le délai pour porter plainte court à partir de l'entrée en vigueur du présent code.

Si à ce moment la poursuite était déjà introduite, elle sera continuée d'office.

3. Lorsque le présent code soumet à la poursuite d'office une infraction pour la poursuite de laquelle la loi antérieure exigeait la plainte d'un lésé, l'infraction commise avant l'entrée en vigueur de ce code ne sera poursuivie que sur plainte.

CHAPITRE TROISIÈME.

Juridiction fédérale et juridiction cantonale.

357.

Sont soumis à la juridiction fédérale les délits prévus aux chapitres treizième à quinzième et au chapitre dix-septième du présent code, pour autant qu'ils ont été commis contre la Confédération, contre la volonté populaire dans les élections, votations, demandes de référendum et demandes d'initiative fédérales, contre l'autorité ou la justice fédé-

1. Juridiction fédérale.
Etendue.

rales; les délits contre les états étrangers (chapitre seizième) et les délits commis par un fonctionnaire fédéral dans l'exercice de ses fonctions (chapitre dix-huitième); enfin les contraventions contre la défense nationale et contre l'autorité publique fédérale (art. 334 à 343).

Sont aussi soumis à la juridiction fédérale, les délits politiques qui sont la cause ou la suite de troubles par lesquels une intervention fédérale armée a été occasionnée.

Les dispositions des lois fédérales spéciales concernant l'étendue de la juridiction fédérale demeurent réservées.

358.

Assises fédérales.

Le Tribunal fédéral assisté du jury connaît :

- a. des cas de haute trahison envers la Confédération, de révolte ou de violence contre les autorités fédérales;
- b. des délits contre le droit des gens (art. 261 à 264);
- c. des délits politiques qui sont la cause ou la suite de troubles par lesquels une intervention fédérale armée a été occasionnée;
- d. des faits relevés à la charge de fonctionnaires nommés par une autorité fédérale, quand cette autorité en saisit le Tribunal fédéral.

359.

Cour pénale fédérale.

La Cour pénale fédérale connaît comme instance unique des infractions soumises à la juridiction fédérale que le présent code ne met pas dans la compétence des Assises fédérales.

Le Conseil fédéral peut déférer l'instruction et le jugement de ces infractions aux autorités cantonales.

360.

Délégation de la compétence cantonale au Tribunal fédéral.

Les Assises fédérales connaissent aussi des cas de haute trahison envers un canton, de révolte ou de violence contre les autorités cantonales,

et la Cour pénale fédérale des autres infractions prévues au présent code,

si la constitution ou la législation d'un canton en a déferé le jugement à la juridiction fédérale, et si l'Assemblée fédérale a ratifié cette délégation.

361.

Les autorités cantonales poursuivront et jugeront, conformément aux dispositions des lois cantonales de procédure pénale, les infractions prévues par le présent code, en tant que ces infractions ne sont pas soumises à la juridiction fédérale.

2. Juridiction cantonale.

362.

Dans les causes jugées d'après les lois pénales fédérales, le recours en cassation contre les jugements des tribunaux cantonaux de dernière instance et contre les ordonnances de non-lieu rendues par les autorités cantonales de mise en accusation de dernière instance est ouvert devant la Cour de cassation du Tribunal fédéral, en conformité de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

3. Recours en cassation.

363.

1. Lorsqu'un délinquant est inculpé de plusieurs infractions dont les unes sont soumises à la Cour pénale fédérale, et les autres à la juridiction cantonale, le Conseil fédéral, à la requête du ministère public fédéral, peut ordonner la jonction des procédures soit par devant l'autorité fédérale, soit par devant l'autorité cantonale.

4. Concours de plusieurs infractions et concours de plusieurs lois pénales.

La même règle est suivie lorsque, par un seul et même acte, un délinquant a enfreint plusieurs dispositions pénales dont les unes rentrent dans la compétence judiciaire de la Confédération, et les autres dans celle des cantons.

2. Lorsqu'un délinquant est inculpé de plusieurs délits dont les uns sont soumis à la juridiction des Assises fédérales, et les autres à celle de la Cour pénale fédérale ou à celle d'un canton, la compétence appartient exclusivement aux Assises fédérales.

La même règle est suivie lorsque, par un seul et même délit, un délinquant a enfreint plusieurs dispositions pénales dont les unes rentrent dans la compétence des Assises fédérales, les autres dans la compétence de la Cour pénale fédérale ou des tribunaux cantonaux.

CHAPITRE QUATRIÈME.

**Les autorités cantonales. Leur compétence matérielle et locale.
Assistance.**

364.

1. Compétence matérielle.

Les cantons désignent les autorités chargées de la poursuite et du jugement des infractions prévues au présent code et soumises à la juridiction cantonale.

Le jugement des contraventions peut être remis à une autorité de police.

365.

2. Compétence locale.

For du lieu de
commission.

L'autorité compétente pour la poursuite et le jugement d'une infraction est celle du lieu où l'infraction a été perpétrée. Si le lieu où le résultat s'est produit ou devait se produire est seul situé en Suisse, l'autorité compétente est celle de ce lieu.

Si l'infraction a été perpétrée en différents lieux, ou si le résultat s'est produit en différents lieux, l'autorité compétente est celle du lieu où la première instruction a été ouverte.

366.

For des délits
de presse
commis en
Suisse.

Pour les infractions commises en Suisse par la voie de la presse, et pour autant que leurs auteurs sont soumis à une responsabilité spéciale, la compétence appartient exclusivement à l'autorité du lieu où l'imprimé a paru.

Si le lieu de parution est inconnu, l'autorité compétente est celle du lieu d'impression.

Si le lieu d'impression est aussi inconnu, l'autorité compétente est celle du lieu où l'imprimé a été répandu. Si l'imprimé a été répandu en différents lieux, l'autorité compétente est celle du lieu où la première instruction a été ouverte.

S'il n'est pas possible de traduire l'inculpé devant la justice d'un des lieux ci-dessus, parce que le canton où il a sa résidence refuse la remise, l'autorité compétente est celle du lieu où l'inculpé a sa résidence.

367.

Si l'infraction a été commise à l'étranger, ou s'il n'est pas possible de déterminer en quel lieu elle a été commise, l'autorité compétente est celle du lieu où l'auteur de l'infraction a sa résidence. S'il n'a pas de résidence en Suisse, l'autorité compétente est celle de son lieu d'origine. S'il n'a en Suisse ni résidence ni lieu d'origine, l'autorité compétente est celle du lieu où il a été arrêté.

For des infrac-
tions commises
l'étranger.

Si la compétence ne peut être fondée sur aucun de ces fors, l'autorité compétente est celle du canton qui a provoqué l'extradition. En pareil cas, le gouvernement du canton désigne l'autorité à laquelle appartient la compétence locale.

368.

Lorsqu'une infraction a été commise par plusieurs personnes en différents lieux, l'autorité compétente pour poursuivre et juger l'auteur principal est aussi compétente pour poursuivre et juger l'instigateur et le complice.

For en cas de
participation.

Si l'infraction a été commise par plusieurs co-auteurs, l'autorité compétente est celle du lieu où la première instruction a été ouverte.

369.

1. Lorsqu'un inculpé est poursuivi pour plusieurs délits commis en différents lieux, l'autorité du lieu où a été commis le délit puni de la peine la plus grave est aussi compétente pour la poursuite et le jugement des autres délits.

For en cas de
concours de
délits.

Si les différents délits sont punis de la même peine, l'autorité compétente est celle du lieu où la première instruction a été ouverte.

2. Lorsqu'un inculpé, contrairement aux règles sur le concours d'infractions (art. 65), aura été condamné par plusieurs tribunaux à plusieurs peines privatives de liberté pour plusieurs délits, le tribunal qui a prononcé la peine la plus grave fixera, à la requête du condamné, une peine d'ensemble.

370.

S'il y a contestation sur l'attribution de la compétence entre les autorités de plusieurs cantons, le Tribunal fédéral désigne le canton qui a le droit et le devoir de poursuivre et de juger.

Contestations
au sujet du
for.

371.

3. Assistance
entre autorités.
Obligation des
cantons.

1. Dans toute cause entraînant application du présent code ou d'une autre loi fédérale, l'autorité cantonale est tenue de prêter assistance à l'autorité fédérale et à celles des autres cantons. Dans ces causes, les mandats d'arrêts et les ordres de remise sont exécutoires dans toute la Suisse.

En cas de remise d'un inculpé, le canton requérant ne pourra poursuivre ni pour un délit politique, ni pour un délit de presse, ni pour une contravention de droit cantonal, à moins que la remise n'ait été accordée à raison d'une de ces infractions.

2. Les cantons ne peuvent refuser la remise d'un inculpé ou d'un condamné que si la cause a trait à un délit politique ou à un délit de presse.

Le canton qui refuse la remise d'un inculpé ou d'un condamné pour délit politique ou délit de presse, est tenu de se charger du jugement.

372.

Procédure.

En matière d'assistance, les relations s'établissent directement d'autorité à autorité.

Les mandats d'arrêt transmis par télégraphe ou par téléphone doivent être confirmés sans délai par correspondance.

Les fonctionnaires de la police sont tenus de prêter assistance même sans requête préalable.

Avant d'être remis au canton requérant, tout inculpé ou condamné sera soumis à un interrogatoire par l'autorité compétente.

373.

Gratuité.

L'assistance est gratuite. Toutefois le coût des rapports scientifiques ou techniques sera toujours remboursé par l'autorité requérante.

Les frais dérivant de l'assistance, même ceux que le canton requérant n'est pas tenu de rembourser, seront mis par le jugement à la charge de la partie condamnée aux frais.

374.

Actes de procédure faits par un canton dans un autre canton.

Aucune autorité de poursuite, aucun tribunal n'est en droit de faire un acte de procédure sur le territoire d'un

autre canton, sans avoir obtenu le consentement de l'autorité cantonale compétente. Toutefois, en cas d'urgence, il pourra être procédé à l'acte, mais à la condition d'en avertir sur le champ l'autorité compétente, en lui exposant les faits.

Les inculpés et les témoins demeurant dans un autre canton peuvent être cités par la voie postale. Les témoins peuvent exiger l'avance des frais de voyage.

375.

Dans les cas d'urgence, les fonctionnaires de la police sont autorisés à suivre et à arrêter un inculpé ou un condamné sur le territoire d'un autre canton. Droit de suite

La personne ainsi arrêtée sera immédiatement conduite devant le plus voisin des fonctionnaires compétents pour décerner le mandat d'arrêt dans le canton où l'arrestation a eu lieu. Ce fonctionnaire procédera à l'interrogatoire et prendra toutes mesures nécessaires.

376.

Toute contestation entre cantons concernant l'assistance entre autorités sera jugée par le Tribunal fédéral. Jusqu'à la décision, les mesures de sécurité ordonnées seront maintenues. Contestations
entre can-
tons.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Casier judiciaire.

377.

Le casier judiciaire est tenu :

1. par le Bureau suisse de police centrale, pour toute personne condamnée sur le territoire de la Confédération et pour tout Suisse condamné à l'étranger;

2. par une autorité à désigner dans chaque canton, pour toute personne condamnée par les autorités du canton, ainsi que pour tout condamné ressortissant du canton. Autorités.

378.

Sont inscrites au casier :

1. les condamnations à raison d'un délit;
les condamnations prononcées à teneur du présent code pour les contraventions contre la vie et l'intégrité corporelle, contre le patrimoine, contre les mœurs, ou contre la paix publique; Inscriptions.

les condamnations pour les contraventions prévues aux autres lois fédérales à désigner par une ordonnance du Conseil fédéral;

2. les communications venant de l'étranger qui concernent des condamnations prononcées à l'étranger et soumises à l'inscription d'après le présent code;

3. la mention qu'une condamnation a été prononcée conditionnellement;

4. les faits essentiels concernant l'exécution du jugement;

5. les faits qui nécessitent une modification dans les inscriptions au casier.

379.

Mesures prises
à l'égard des
adolescents. Sont aussi inscrites au casier les mesures prises contre les adolescents qui ont commis un acte réprimé comme délit.

380.

Communication des faits
donnant lieu
à inscription. Tout fait donnant lieu à inscription sera communiqué au Bureau suisse de police centrale.

Le Bureau inscrit ces faits au casier central et les communique au canton ou à l'Etat dont le condamné est ressortissant.

381.

Radiation et
suppression
d'inscription. 1. Seront rayées au casier :
les inscriptions dont le juge a ordonné la radiation.
2. Seront supprimées du casier :
les fiches concernant une condamnation conditionnelle ou la suspension d'une détention, si, par suite de l'épreuve subie jusqu'au bout, la condamnation doit être considérée comme non-avenue;

les fiches des condamnations radiées, lorsque cinq ans au moins se seront écoulés depuis la radiation sans qu'aucune condamnation nouvelle ne soit intervenue.

382.

Extraits du
casier. 1. Toute autorité, judiciaire ou autre, de la Confédération, d'un canton ou d'une commune, recevra sur sa demande un extrait officiel du casier.

Aucun extrait ne sera délivré aux particuliers par le fonctionnaire préposé au casier ni par aucune autre autorité.

2. L'extrait délivré aux autorités d'instruction et aux tribunaux pénaux contiendra tout ce qui a été inscrit au casier, lorsque la personne sur laquelle des renseignements sont demandés figure comme inculpé dans le procès. Dans ce cas, les inscriptions radiées seront portées à l'extrait, avec mention de la radiation.

Les inscriptions radiées ne seront pas portées à l'extrait, quand elles concernent d'autres personnes, ou quand l'extrait est destiné à d'autres autorités.

383.

Le Conseil fédéral édictera par voie d'ordonnance les prescriptions complémentaires concernant le casier judiciaire. Il fera dresser les formulaires.

Mesures d'exécution.

CHAPITRE SIXIÈME.

Procédure.

384.

La procédure devant les autorités cantonales est fixée par les cantons. Sont réservées les dispositions du présent code et celles de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale relatives à la procédure devant les tribunaux cantonaux et au recours contre les jugements rendus par ces tribunaux en application des lois pénales fédérales.

Procédure devant les autorités cantonales.

385.

La poursuite a lieu d'office, par décision de l'autorité compétente; toutefois, dans les cas où le présent code subordonne la poursuite à la plainte du lésé, la poursuite n'est ouverte qu'après qu'une plainte a été portée par un ayant droit.

Poursuite pénale.

Les cantons ne sont pas autorisés à soumettre la poursuite des infractions aux règles de la procédure civile. Ils pourront toutefois instituer une procédure d'accusation privée pour la poursuite des voies de fait et des atteintes à l'honneur.

386.

Les dispositions de la loi fédérale sur la responsabilité des autorités et fonctionnaires de la Confédération, du 9 décembre 1850, et celles de la loi fédérale sur les garanties politiques et de police en faveur de la Confédération, du 24 décembre 1850, demeurent en vigueur.

Immunité parlementaire.
Poursuite contre les membres des autorités supérieures.

Les cantons conservent le droit d'édicter des dispositions aux termes desquelles :

a. la responsabilité pénale des membres des autorités législatives des cantons à raison des opinions manifestées par eux au cours des débats de ces autorités peut être supprimée ou restreinte;

b. la poursuite pénale est subordonnée à l'autorisation préalable d'une autorité non judiciaire et le pouvoir de juger remis à une autorité spéciale, en ce qui concerne les délits commis par les membres des autorités supérieures, exécutives ou judiciaires, dans l'exercice de leurs fonctions.

387.

Procédure en
matière de
contraven-
tions.

Pour autant qu'elles sont soumises à la juridiction cantonale, les contraventions prévues au présent code et dans d'autres lois fédérales sont poursuivies et jugées d'après la procédure instituée par le canton pour les contraventions.

388.

Mesures pour
l'hospitalisa-
tion des
irrespon-
sables.

Les cantons peuvent charger l'autorité compétente pour rendre l'ordonnance de non-lieu de prendre toutes mesures de sûreté prévues par la loi à l'égard d'un inculpé contre lequel la poursuite a été abandonnée pour cause d'irresponsabilité.

389.

Frais des me-
sures prises
à l'égard des
irrespon-
sables et des
délinquants
à responsa-
bilité res-
treinte.

Sous réserve des règles concernant la dette alimentaire (Code civil, art. 328), le droit cantonal détermine qui supportera les frais nécessités par l'internement, le traitement ou l'hospitalisation des irresponsables ou des délinquants à responsabilité restreinte (art. 13 et 14), lorsque ni eux-mêmes, ni, s'ils sont mineurs, leurs parents ne sont en état de les payer.

CHAPITRE SEPTIÈME.

Procédure à l'égard des enfants et des adolescents.

390.

Autorités
chargées de
la procédure
à l'égard des
enfants.

Les cantons désignent les autorités compétentes pour le traitement des enfants.

Pour le placement d'un enfant et pour la surveillance de son éducation, l'autorité compétente pourra faire appel au concours d'associations privées, telles que les associations pour l'enfance abandonnée, les sociétés pour la protection de l'enfance.

391.

Les cantons peuvent remettre les procédures dirigées contre les adolescents à des autorités spéciales, telles que tribunaux pour adolescents, offices pour la protection de la jeunesse, autorités de tutelle.

Autorités
chargées de
la procédure
à l'égard des
adolescents.

392.

1. Pour les séparer des procès contre adultes, les causes des enfants et des adolescents seront, autant que possible, jugées dans un local différent ou à une heure différente. Auront seuls accès à l'audience, les proches et le représentant légal de l'inculpé, ainsi que les délégués des associations pour la protection de l'enfance ou de l'adolescence. Pour le surplus, la procédure sera fixée par les cantons.

Règles de
procédure.

2. La procédure prévue à l'égard des adolescents est aussi applicable, si l'auteur de l'acte l'a commis pendant son adolescence, mais ne passe en jugement qu'après avoir atteint l'âge de dix-huit ans révolus.

393.

Pour les causes des enfants et des adolescents, l'autorité compétente est celle du domicile, ou si l'enfant ou l'adolescent réside à long terme dans un autre lieu, l'autorité du lieu de résidence.

Compétence
locale.

A défaut d'un domicile ou d'une résidence à long terme, les dispositions concernant le for seront applicables.

394.

Sous réserve des règles concernant la dette alimentaire, le droit cantonal détermine qui supportera les frais nécessités par le placement d'un enfant ou d'un adolescent, lorsque ni ces derniers ni leurs parents ne sont en état de les payer (Code civil, art. 284).

Frais des me-
sures de
placement.

CHAPITRE HUITIÈME.

Exécution des peines. Patronage.

395.

1. En général.

Obligation
d'exécuter
les juge-
ments.

Les cantons mettent à exécution les jugements rendus par leurs tribunaux pénaux. Ils sont tenus, contre remboursement des frais, de mettre à exécution les jugements rendus par les autorités pénales de la Confédération.

396.

Imputation de
la détention
préventive
par l'autorité
d'exécution.

Sera déduite intégralement de la peine privative de liberté la détention subie par le condamné entre le prononcé du jugement de dernière instance et le commencement de l'exécution de la peine.

Si le jugement est susceptible de recours, cette imputation n'aura lieu qu'à partir du jour où le condamné a déclaré ne pas recourir ou a retiré le recours par lui formé, ou à partir du jour où le délai de recours est expiré sans que le condamné ait formé recours.

397.

Etablisse-
ments pénit-
entiaires
possédant
des exploita-
tions agri-
coles.

Le Conseil fédéral autorisera les établissements pénitentiaire qui possèdent de vastes exploitations agricoles, à modifier le régime pénitentiaire institué par le présent code. Il fixera dans chaque cas les conditions auxquelles cette autorisation est soumise.

Toutefois, les règles prévues au présent code pour l'exécution des peines privatives de liberté doivent autant que possible être maintenues.

398.

2. Pécule.
Attribution.

Une part dans le produit de son travail sera attribuée à tout détenu placé dans un établissement pénitentiaire, dans une maison d'internement ou dans une maison d'éducation au travail, qu'il soit occupé à un travail industriel ou agricole, ou employé à des travaux de service pour l'établissement, pourvu que sa conduite soit bonne et son application au travail satisfaisante.

399.

Emploi pen-
dant la pri-
vation de li-
berté.

Tant que dure la privation de liberté, le pécule est inscrit au compte du détenu.

Pendant ce temps, l'emploi du pécule est régi par le règlement de l'établissement.

400.

Au moment de l'élargissement, la direction de l'établissement décide, d'après sa libre appréciation, si le montant du pécule sera, en tout ou en partie, versé au libéré ou bien remis à l'autorité de patronage, à l'autorité tutélaire ou à l'assistance publique, pour être employé au mieux des intérêts du libéré.

Emploi après
l'élargisse-
ment.

Le pécule inscrit au compte du détenu et les sommes à lui versées à valoir sur ce compte ne peuvent être ni saisis, ni séquestrés, ni versés à la masse d'une faillite. Est nulle toute cession ou mise en gage du pécule inscrit au compte du détenu.

401.

Les cantons organiseront le patronage pour les cas où il est prévu par la loi.

3. Patronage.
Devoirs des
cantons.

Ils pourront remettre le patronage à des associations privées.

Est exclu l'exercice du patronage par des organes de la police.

402.

Les cantons et les communes sont tenus d'accorder le séjour aux Suisses soumis au patronage qui ne sont pas leurs ressortissants, si c'est par le patronage qu'une résidence ou du travail sur leur territoire a été assigné à ces personnes. Est réservé l'article 45 de la Constitution fédérale.

Obligation
d'accorder le
séjour aux
patronnés.

403.

Tout jugement passé en force rendu en application du présent code ou d'une autre loi fédérale est exécutoire sur tout le territoire suisse en ce qui concerne les amendes, les frais, les confiscations, les dévolutions à l'Etat et les dommages-intérêts.

4. Amendes,
frais, confis-
cations,
dévolutions
à l'Etat
et dommages-
intérêts
Exécution.

Sont assimilées aux jugements, les décisions rendues en matière pénale par l'autorité de police ou par toute autre autorité compétente, ainsi que les ordonnances des autorités de mise en accusation.

404.

Attribution du
produit.

Le produit des amendes, confiscations et dévolutions à l'Etat prononcées en application du présent code appartient aux cantons.

Dans les causes jugées par les Assises fédérales ou par la Cour pénale fédérale, ce produit appartient à la Confédération.

405.

Rachat de l'a-
mende par
le travail.

Les cantons doivent fournir aux condamnés qui en font la demande la faculté de racheter l'amende par le travail. L'autorité qui pourvoit à l'exécution de la peine indiquera au condamné le travail auquel il pourra être employé.

CHAPITRE NEUVIÈME.

Etablissements.

406.

1. Etablis-
sements pén-
itentiaires.

Les cantons organiseront les établissements destinés à l'exécution des peines de la réclusion, de l'emprisonnement et des arrêts. S'ils ne possèdent pas d'établissements suffisants, ils auront à les créer, ou à s'assurer le droit de faire usage d'établissements appartenant à d'autres cantons.

407.

2. Etablis-
sements pour
l'exécution
des mesures
de sûreté
prises contre
adultes.

Les cantons pourvoiront à la création et à l'exploitation de maisons d'internement, de maisons d'éducation au travail et d'asiles pour buveurs. Les maisons d'éducation au travail et les asiles pour buveurs pourront être réunis, pourvu que le service intérieur reste distinct et les pensionnaires séparés.

Les cantons pourront s'entendre pour créer en commun ces établissements; ils pourront aussi s'assurer le droit d'utiliser des établissements créés par d'autres cantons.

Pour le placement dans des asiles pour buveurs, les cantons pourront prendre des arrangements avec des établissements privés, pourvu que ceux-ci se conforment aux prescriptions du présent code.

408.

Les cantons pourvoient à ce que des établissements d'éducation pour enfants, des maisons de relèvement et des maisons de correction pour adolescents soient à la disposition de l'autorité.

Ils pourront s'entendre pour créer en commun ces établissements; ils pourront aussi s'assurer le droit d'utiliser des établissements créés par d'autres cantons.

Pour le placement dans des établissements d'éducation pour enfants ou dans des maisons de relèvement pour adolescents, les cantons pourront prendre des arrangements avec des établissements privés, pourvu que ceux-ci se conforment aux prescriptions du présent code.

3. Etablissements pour enfants et adolescents.

Etablissements d'éducation. Maisons de relèvement. Maisons de correction.

409.

Les cantons pourvoient à ce que des locaux appropriés soient à la disposition de l'autorité pour la détention des adolescents.

Locaux pour la détention des adolescents.

410.

1. La Confédération accorde des subventions pour la construction et le développement des établissements prévus au présent code.

4. Subventions fédérales. Obligations de la Confédération.

Ces subventions ne dépasseront pas :

pour les établissements pénitentiaires le 40 %,

pour les maisons d'internement le 70 %,

pour les autres établissements destinés à l'exécution des mesures de sûreté le 40 %,

pour les établissements pour enfants ou adolescents le 50 %.

2. Dans les mêmes limites, la Confédération accorde des subventions aux cantons qui, en vue de l'application du présent code et en conformité avec ses prescriptions, ont construit des établissements ou agrandi des établissements existants, pourvu que les travaux aient été commencés après le 1^{er} janvier 1912.

3. Le Conseil fédéral fixe les conditions auxquelles l'octroi d'une subvention est subordonné. Il peut notamment stipuler que des personnes placées par d'autres cantons dans des établissements de ce genre, y seront reçues contre remboursement des frais.

411.

Subventions
pour l'ex-
ploitation
d'établisse-
ments.
Subventions à
des établis-
sements pri-
vés.

La Confédération peut accorder des subventions pour l'exploitation de maisons d'internement, de maisons d'éducation au travail, d'asiles pour buveurs, d'établissements d'éducation pour enfants, de maisons de relèvement et de maisons de correction pour adolescents.

La Confédération peut aussi accorder des subventions pour la construction, le développement et l'exploitation d'asiles privés pour buveurs, d'établissements privés d'éducation pour enfants et de maisons privées de relèvement pour adolescents, pourvu que ces établissements se conforment aux prescriptions du présent code.

412.

Subventions
pour la créa-
tion de quar-
tiers spé-
ciaux pour
aliénés dan-
gereux.

La Confédération peut accorder des subventions pour la création, dans les maisons d'aliénés, de quartiers spéciaux, où seront reçus les aliénés dangereux dont le juge a ordonné l'internement.

413.

Fonction-
naires des
établisse-
ments.

La Confédération appuie et subventionne les entreprises ayant pour but de former des fonctionnaires pour les établissements prévus au présent code et de développer leurs aptitudes.

414.

5. Surveillance.
Surveillance
des établis-
sements pri-
vés.

Les cantons soumettront à une surveillance appropriée, notamment à une surveillance médicale, les établissements privés destinés à l'exécution des mesures d'éducation et de sûreté, ainsi que l'éducation dans une famille (art. 82, 98 et 90).

415.

Surveillance
générale par
la Confédé-
ration.

La Confédération exerce la surveillance générale sur tous les établissements destinés à l'exécution des peines ainsi qu'à l'exécution des mesures d'éducation et de sûreté.

416.

6. Exécution
des réfor-
mes.

Le Conseil fédéral, après entente avec les cantons, décidera dans quel ordre doit s'opérer la réforme des établissements telle qu'elle est rendue nécessaire par le présent code. Il prendra les arrêtés nécessaires pour la période transitoire.

CHAPITRE DIXIÈME.

Grâce. Revision.

417.

Pour les jugements rendus en application du présent code ou d'une autre loi fédérale, le droit de grâce est exercé: 1. Grâce. Compétence

a. par l'Assemblée fédérale, dans les causes jugées par les Assises fédérales ou la Cour pénale fédérale;

b. par l'autorité compétente du canton, dans les causes jugées par les tribunaux cantonaux.

418.

1. La grâce peut être accordée en matière de délits, quand le juge a prononcé une peine privative de liberté excédant trois mois. Limites.

Toute grâce est exclue en ce qui concerne les condamnations à l'amende seule, ainsi qu'en matière de contraventions.

2. La grâce peut toujours être accordée en matière de délits politiques et de délits connexes avec un délit politique.

419.

Le recours en grâce peut être formé par le condamné, par son représentant légal et, avec le consentement du condamné, par son défenseur ou par son conjoint. Recours en grâce.

En matière de délits politiques et de délits connexes avec un délit politique, le Conseil fédéral ou le gouvernement cantonal peut, en outre, ouvrir d'office une procédure en grâce.

L'autorité qui exerce le droit de grâce peut décider qu'un recours rejeté ne pourra pas être renouvelé avant l'expiration d'un délai déterminé.

420.

Par l'effet de la grâce, peuvent être remis en tout ou en partie, les peines privatives de liberté auxquelles un délinquant a été condamné par jugement passé en force, les amendes et peines accessoires cumulées avec ces peines et les frais; les peines peuvent être commuées en des peines plus douces. Effets.

L'étendue de la grâce est déterminée par l'acte qui l'accorde.

421.

2. Revision.

Les cantons sont tenus de prévoir un recours en revision en faveur du condamné contre les jugements rendus en application du présent code ou d'une autre loi fédérale, quand des faits ou des moyens de preuve sérieux et dont le juge n'avait pas eu connaissance lors du premier procès viennent à être invoqués.

CHAPITRE ONZIÈME.

Dispositions finales.

422.

Abrogation de
dispositions
des lois fédérales.

Sont abrogées dès l'entrée en vigueur du présent code toutes les dispositions contraires des lois pénales fédérales.

Sont notamment abrogés :

a. le Code pénal fédéral du 4 février 1853; la loi fédérale concernant les enrôlements pour un service militaire étranger, du 30 juin 1859; la loi fédérale complétant le Code pénal fédéral, du 12 avril 1894; l'arrêté fédéral concernant la revision partielle de l'art. 67 du Code pénal fédéral, du 5 juin 1902; la loi fédérale complétant le Code pénal fédéral en ce qui concerne les crimes anarchistes, du 30 mars 1906;

b. les articles 97, 169 et 174 à 177 de la loi sur la procédure pénale fédérale, du 27 août 1851;

c. la loi fédérale sur l'extradition de malfaiteurs ou d'accusés, du 24 juillet 1852; la loi fédérale complétant la loi fédérale sur l'extradition, du 2 février 1872; le concordat relatif aux signalements, poursuites, arrestations et extraditions des criminels ou accusés, aux frais qui en résultent, aux interrogatoires et à l'évocation de témoins en affaires criminelles et à la restitution des effets volés, des 8 juin 1809 et 8 juillet 1818;

d. l'article 880 de la loi fédérale complétant le Code civil (Livre cinquième, Droit des obligations), du 30 mars 1911;

e. l'article 25, chiffre 3, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889;

f. la troisième phrase du 2^e alinéa de l'article 125 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale, du 22 mars 1893, portant: «Le droit de grâce appartient à l'assemblée fédérale»; les articles 150 et 151 de la dite loi, et toutes dispositions des autres lois fédérales concernant la conversion des amendes;

g. les articles 55 à 59 de la loi fédérale concernant les installations électriques à faible et à fort courant, du 24 juin 1902;

h. l'article 23, chiffre 3 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux, du 24 juin 1904;

i. les articles 66 à 71 et 74 de la loi fédérale sur la banque nationale suisse, du 6 octobre 1905;

k. les articles 36 à 40, 42 à 47 et 49 à 53 de la loi fédérale sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels, du 8 décembre 1905;

l. les articles 114 à 116 de la loi fédérale sur les postes suisses, du 5 avril 1910, pour autant que ces articles concernent des valeurs postales, et l'art. 117, lettres *c* et *h* de la dite loi;

m. l'article 30 de la loi fédérale sur les poids et mesures, du 24 juin 1909, pour autant que cet article concerne les empreintes de poinçon, et l'article 32 de la dite loi;

n. l'article 18 de la loi fédérale sur l'heimatlosat, du 3 décembre 1850.

423.

Dès l'entrée en vigueur du présent code, les lois pénales des cantons sont abrogées. Abrogation de lois cantonales.

Demeurent réservées les prescriptions cantonales de droit pénal en vigueur, lorsqu'elles ont trait à des objets à raison desquels le présent code réserve expressément aux cantons le pouvoir de légiférer.

424.

Le présent code entrera en vigueur le 1^{er} janvier 19 . . . Entrée en vigueur du présent code.

Avant le 1^{er} juillet 19 . . . , les cantons présenteront à l'approbation du Conseil fédéral les lois d'application du présent code. Si un canton laisse passer ce terme, le Conseil fédéral rendra provisoirement, en son lieu et place, les ordonnances nécessaires, et portera le fait à la connaissance de l'Assemblée fédérale.

Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant les votations populaires sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet de code pénal suisse. (Du 23 juillet 1918.)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1918
Année	
Anno	
Band	4
Volume	
Volume	
Heft	32
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	918
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.08.1918
Date	
Data	
Seite	1-231
Page	
Pagina	
Ref. No	10 081 733

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.